

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Rémy Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
Parc de Viry - 7, rue de Ris - 91170 Viry-Châtillon

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **32 euros** ;

- Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Abonnement de soutien 50€ euros et plus

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

**Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont besoin
de l'opinion de leurs lecteurs !**

Ecrivez-nous à : jjmarie@club-internet.fr

Sommaire

- **Présentation** _____ p. 7
- **Chronologie des événements du 21 octobre
au 2 novembre 1917** _____ p. 8
- **DOCUMENTS**
- Le II^e Congrès des soviets des 24 et 25 octobre 1917**
Comptes rendus faits par différents organes de presse
(textes traduits du russe par Katia Dorey et Jean-Jacques Marie)
- Quelques précisions de vocabulaire _____ p. 13
- Liste des journaux dans lesquels sont reproduits ou utilisés
les comptes rendus du II^e Congrès des soviets _____ p. 15
- Le II^e Congrès des soviets - compte-rendu du *Rabotchi Pout* (Pravda)
N°46, 26 octobre _____ p. 23
- Qui étaient les délégués au II^e Congrès ? par Katia Dorey _____ p. 45
- Le II^e Congrès des soviets - compte rendu par la *Rabotchaia Gazieta*
(n°196, 197, 198 des 26, 27, 28 octobre) _____ p. 47
- Le II^e Congrès des soviets - compte rendu par la *Volia Naroda*
(La volonté – ou liberté – du peuple), *Dielo Naroda* (La cause du peuple),
Znamia Trouda (L'Étendard du travail), *Golos Soldata* (La Voix du soldat),
Izvestia, Narodnoie Slovo (La parole populaire), *Rietch* (Le Discours),
Novoie Vremia (Nouveau Temps) _____ p. 55
- **Information sur le Congrès dans *La Feuille de Petrograd***
et extrait de la *Pravda* _____ p. 71
- Deux récits du II^e Congrès des soviets par**
- John Reed dans *Dix jours qui ébranlèrent le monde* _____ p. 73
- Léon Trotsky dans *l'Histoire de la révolution russe* _____ p. 83
- Deux récits de la prise du Palais d'hiver
par les acteurs eux-mêmes**
- Poidvodski : la prise du Palais d'hiver _____ p. 91
- G. Tchournovski : les dernières heures du Palais d'hiver _____ p. 93
- Biographie de huit acteurs d'octobre**
- Vladimir Antonov-Ovseenko, Evguenia Boch, Pavel Dybenko,
Victor Nicolaïevitch Kaiourov, Nicolai Mouralov, V. Volodarski,
Nicolas Ilitch Podvoïski, Grigori Tchoudnovski (1) _____ p. 95
- Rouslan Kostiouk : Le pouvoir russe et le centenaire
de la révolution d'octobre _____ p. 99

- Marc Teulin : Un épisode obscur d’octobre 1917 ; Un agent secret britannique à Petrograd, le romancier Somerset Maugham _____ p. 105
- Rémy Janneau : La révolution russe vue par les manuels scolaires (première partie) _____ p. 107
- Loïc Le Bars : L'année 1917 en France (deuxième partie) _____ p. 115
- *La danse de Lénine* - Enquête inachevée sur un mythe historique par J.G. Lanuque _____ p. 129
- **NOTES DE LECTURE**
- *Lénine* de Dominique Colas par J.G. Lanuque _____ p. 135
- *Pétrograd Rouge, la Révolution dans les usines (1917-1918)* de Stephen A. Smith par Roger Revuz _____ p. 137
- *Octobre 1917*, de Gian Giacomo Cavicchioli _____ p. 141
- **Les Perles** _____ p. 145
- **Quelques événements autour du centenaire des révolutions russes**
_____ p. 147

(1) **Le n° 51 des CMO** a publié les biographies détaillées de 13 protagonistes de la révolution : Vladimir Lénine (bolchevik) - Nicolas Boukharine (bolchevik) - Fiodor Dan (menchevik) - Léon Kamenev et Grigori Zinoviev (bolcheviks) - Nestor Makhno (anarchiste) - Iouli Martov (menchevik) - Christian Racovski (bolchevik) - David Riazanov (bolchevik) - Maria Spiridonova (S-R de gauche) - Joseph Staline (bolchevik) - Victor Tchernov (S-R de droite) - Léon Trotsky (bolchevik).

Le n° 52 des CMO a publié les biographies détaillées de 14 autres protagonistes de la révolution : Raphael Abramovitch (menchevik et Bund) - Alexandre Chliapnikov (bolchevik) - Felix Dzerjinski (bolchevik) - Abraham Gotz (S-R de droite) - Alexandra Kollontai (bolchevique) - Nikolai Krestinski (bolchevik) - Valerian Ossinski (bolchevik) - Moïse Ouritski (bolchevik) - Gueorgui Piatakov (bolchevik) - Proch Prochian (S-R de gauche) - Karl Radek (bolchevik) - Larissa Reisner (bolchevique) - Timothée Sapronov (bolchevik) - Jacob Sverdlov (bolchevik).

Le n° 76 publiera les biographies de : Chatzkine, Kamkov, Kareline, Dingelstedt, Drobnis, Smilga.

Quelques dizaines d'exemplaires de ces n° sont encore disponibles au prix de 15 euros les 2, port compris.

Création d'un site des *Cahiers du mouvement ouvrier*

Nous avons lancé un appel à souscription au mois de juin pour la réalisation d'un site afin d'élargir la diffusion du contenu des *Cahiers du mouvement ouvrier*. Car ils représentent une source d'autant plus importante que le "révisionnisme" en matière de traitement de l'histoire du mouvement ouvrier et des mouvements révolutionnaires est toujours très actif et médiatisé, même s'il prend parfois des formes moins provocatrices et apparemment plus nuancées. Il n'en est que plus difficile à combattre.

Vous avez été nombreux à répondre à cet appel, et nous pouvons vous annoncer que l'existence du site est d'ores et déjà acquise. Nous espérons pouvoir le mettre en ligne dès la fin de l'année 2017 ou au début de l'année 2018.

Nous pourrons bientôt l'utiliser et le faire connaître autour de nous. Le contenu des premières années de parution des Cahiers sera intégralement mis en ligne. Pour les dernières années, chaque numéro sera présenté par son sommaire et par un de ses articles, et les personnes non abonnées qui le souhaiteront pourront le commander.

Cette réalisation sera le résultat de l'attachement que tous ensemble nous manifestons à l'existence des *Cahiers du mouvement ouvrier*."

Le Deuxième Congrès des Soviets Le congrès de la révolution (25-26 octobre 1917)



Vue de la salle du II^e Congrès des soviets au palais Smolny.

Présentation

Aucun compte-rendu sténographique n'existe du 2^e congrès des soviets réuni les 25-26 octobre 1917 au palais Smolny, qui transmet le pouvoir aux bolcheviks. Les dirigeants du Comité exécutif des soviets (socialistes-révolutionnaires, S-R. et menchéviks) étant mis en minorité dès l'ouverture du congrès, décident de le quitter – sauf les S-R de gauche – et, en toute démocratie, emmènent avec eux les sténographes chargées du compte-rendu officiel.

Ce numéro des Cahiers du mouvement ouvrier republie l'essentiel des pages consacrées à ce congrès dans les *Dix jours qui ébranlèrent le monde* par John Reed, spectateur enthousiaste de la révolution en train de s'accomplir et par Trotsky placé alors, lui, comme acteur au cœur même du congrès et qui, dans l'*Histoire de la révolution russe*, tente de restituer, comme John Reed - et eux seuls le font - la tension, l'enthousiasme, l'exaltation qui emportent les délégués malgré quelques flottements, vite surmontés au début de la séance, sous l'assaut des « socialistes » partisans de la subordination au capital financier européen, et qui entraînaient depuis sept mois la Russie et ses peuples dans l'abîme.

On peut lire également dans le tome sept des Notes sur la révolution du menchévik de gauche Nicolas Soukhanov un compte-rendu du II^e congrès des soviets.

Ce numéro des Cahiers complète dans le détail ces pages en publiant les comptes-rendus donnés par divers organes de presse de l'époque. Ceux-ci donnent une image multiforme du congrès et de la vision qu'en ont les diverses forces en présence, dont les porte-parole de la bourgeoisie. L'un des apports les plus significatifs est sans doute le compte-rendu de la réunion de fraction des socialistes-révolutionnaires puis des seuls socialistes-révolutionnaires de gauche.

Nous publions un compte-rendu détaillé établi sur la base de celui que publia alors la presse bolchevique, systématiquement complété par les comptes rendus de la presse des S-R, des menchéviks, dans le journal de Gorki et dans les Izvestia du comité exécutif des Soviets, sans oublier les commentaires de la réaction (le parti constitutionnel-démocrate dit Cadet, présidé par Milioukov).

Chronologie des événements du 21 octobre au 2 novembre 1917

21 octobre

– Réunion extraordinaire des comités de régiments de la garnison de Petrograd.
– Le Comité militaire révolutionnaire déclare à l'état-major de la région militaire de Petrograd que toutes les décisions de ce dernier doivent être contrôlées par le Comité. Le colonel Polkovnikov refuse de s'incliner.

22 octobre

– Manifestations de masse à Petrograd pour la « Journée du soviet ».
– Circulaire du ministre de l'Intérieur, Nikitine, aux commissaires provinciaux sur l'usage des forces armées pour écraser les désordres.

23 octobre

– Le Comité militaire révolutionnaire désigne ses commissaires dans les divers régiments de Petrograd.

24 octobre

– Le gouvernement provisoire mobilise les junkers et décide la fermeture des journaux bolcheviks *Soldat* et *Rabotchi Pout*. Il ordonne l'ouverture d'une enquête sur l'activité des membres du Comité militaire révolutionnaire et intime au cuirassé *Aurora* l'ordre de s'éloigner de Petrograd. Le ministre de la Justice ordonne d'arrêter tous les bolcheviks qui ont été mêlés aux événements des 3-5 juillet. L'état-major de la région militaire de Petrograd destitue et défère devant les tribunaux les commissaires nommés par le Comité militaire révolutionnaire dans les régiments. Kerenski rappelle des troupes fidèles sur Petrograd et prononce son dernier discours au Préparlement. La réaction crée un Comité de salut public.

– Le Comité militaire révolutionnaire envoie un détachement de Lettons briser les scellés apposés sur l'imprimerie de *Soldat* et *Rabotchi Pout*, met toutes les unités sur le pied de guerre, donne l'ordre

au cuirassé *Aurora* de rétablir les ponts sur la Neva que Kerenski avait fait couper, fait distribuer les armes de la forteresse Pierre-et-Paul aux soldats et aux unités de la Garde rouge. À 11 heures du soir, Lénine arrive à Smolny.

– Le soviet de Moscou adopte les statuts de la Garde rouge.

25 octobre

– Pendant la nuit, le Comité militaire révolutionnaire fait occuper les gares, les ponts, les centrales électriques, le télégraphe central et l'Agence télégraphique de Petrograd, et disperser le Préparlement. Déguisé en femme, Kerenski s'enfuit à Garchina.

– À 2 h 35 de l'après-midi, Trotsky ouvrant une séance extraordinaire du soviet de Petrograd, annonce le renversement du gouvernement provisoire. À 10 h 40 du soir s'ouvre le II^e Congrès des soviets qui ratifie la prise du pouvoir et adopte un appel « *aux ouvriers, soldats et paysans* ».

– À Moscou, le soviet crée un Comité militaire révolutionnaire. La Garde rouge occupe l'immeuble des PTT.

26 octobre

– À 2 heures du matin, après de longues palabres, les Gardes rouges et les marins de la Baltique prennent le palais d'Hiver et arrêtent le gouvernement provisoire.

– Le congrès des soviets adopte les décrets sur la paix et sur la terre. Il abolit la peine de mort. Il constitue le gouvernement provisoire ouvrier et paysan, le Conseil des commissaires du peuple (sovnarkom).

27 octobre

– Premier numéro de la *Pravda* qui repaît.

– Le congrès des soviets s'ajourne. À la tête du corps d'armée de cavalerie du général Krasnov, Kerenski s'avance sur Petrograd.

– Combats sur la place Rouge, à Moscou.

28 octobre

– À Moscou, les junkers s’emparent du Kremlin tenu par les bolcheviks. Une trêve est signée pour engager des pourparlers.

29 octobre

– Soulèvement des junkers à Petrograd, écrasé le jour même.

30 octobre

– Les combats reprennent à Moscou.

31 octobre

– Sur les collines de Poulkovo, les détachements soviétiques repoussent l’offensive de Krasnov.

2 novembre

– L’insurrection triomphe à Moscou.



Manifestation de soldats à Petrograd en 1917.



DOCUMENTS



Le II^e Congrès des soviets des 24 et 25 octobre 1917

Comptes rendus faits par différents organes de presse
textes traduits du russe par Katia Dorey et Jean-Jacques Marie

Quelques précisions de vocabulaire

- La « coalition » désigne l'alliance entre les partis socialistes (socialistes-révolutionnaires et menchéviks) et les partis bourgeois, au premier chef le parti monarchiste constitutionnel-démocrate, dit parti « cadet » d'après ses initiales en russe (K-D).

- La « démocratie » ou « démocratie révolutionnaire » qu'évoquent la plupart des orateurs est une sorte de mot générique qui désigne l'ensemble des partis dits « socialistes » ou « révolutionnaires », en gros ceux qui ont des délégués aux soviets.

- Les « fractions » ici désignent les « partis » et non, comme depuis longtemps, des groupements internes aux partis .

- Le mot Douma peut renvoyer à deux réalités différentes :

1) soit l'Assemblée panrusse créée par le Manifeste tsariste du 17 octobre 1905, élue pour quatre ans. La dernière a été élue en 1912. Son mandat se terminait donc en 1916. Nicolas II n'a pas voulu organiser des élections en pleine guerre et l'a laissée survivre. C'est elle qui a proclamé le premier gouvernement provisoire.

2) soit une assemblée municipale ; une Douma municipale est l'équivalent d'un conseil municipal.

- Les « partis socialistes nationaux » désignent des partis socialistes reposant sur une nationalité membre de l'Empire russe : le Parti socialiste polonais ou ukrainien par exemple.



Liste des journaux dans lesquels sont reproduits ou utilisés les comptes rendus du II^e Congrès des soviets

Dierievienskaia bednota (La Paysannerie pauvre) : organe des bolcheviks à destination de la paysannerie.

Dielo naroda (La Cause du peuple) : quotidien organe du comité central du Parti socialiste-révolutionnaire (la rédaction est composée, entre autres, du président du parti, Victor Tchenov, et de Zenzinov, Ivanov-Razoumnik, Lounkievitch).

Golos soldata (La Voix du soldat) : organe du comité exécutif des soviets, fermé par le CMR le 26 octobre, remplacé le 27 octobre par *Soldatski golos* (La Voix du soldat) puis le 29 par *Soldatski krik* (le Cri du soldat).

Izvestia du comité exécutif central et du soviet de Petrograd des députés ouvriers et des soldats.

Narodnoie slovo (La Parole du peuple) : quotidien du Parti socialiste populaire du travail, petit parti proche des S-R.

Novaia Jizn (La Nouvelle Vie) : quotidien créé par Gorki et le menchevik de gauche Soukhanov. Hostile à la fois au gouvernement provisoire et aux bolcheviks, il publia le 18 octobre 1917, la lettre de Zinoviev et de Kamenev contre l'insurrection votée par le comité central du Parti bolchevique. Un certain nombre d'articles de ce journal ont été publiés en français sous le titre *Pensées intempestives* (L'âge d'homme, Lausanne, 1975).

Novoie Vremia (Le Nouveau Temps) : quotidien réactionnaire.

Petrogradski listok (La Feuille de Petrograd) : quotidien populaire d'information.

Rabotchaia Gazeta (Le Journal ouvrier) : organe central quotidien des mencheviks.

Rabotchi i soldat (L'Ouvrier et le soldat) a remplacé le quotidien bolchevique à destination des soldats, *Soldatskaia Pravda*, interdit au lendemain des journées de Juillet.

Rabotchi pout (La Voie ouvrière) : quotidien bolchevique, remplace la *Pravda* interdite au lendemain des journées de juillet 1917 par le gouvernement Kerenski et qui reprend sa publication et son nom à dater du 27 octobre.

Volia naroda (La Volonté – ou La Liberté – du peuple) : quotidien de l'aile droite du Parti socialiste-révolutionnaire. Sa rédaction est composée, entre autres, de la vieille révolutionnaire Brechko-Brechkovskaia, dite la grand-mère, devenue une social-chauvine, qui multiplie les appels à soutenir la guerre, A. Argounov, l'ancien terroriste, Boris Savinkov, devenu le conseiller et le collaborateur d'Alexandre Kerenski, et du président du parti, Victor Tchernov.

Znamia trouda (Le Drapeau du travail) : quotidien du parti des socialistes-révolutionnaires de gauche ; sa rédaction est composée, entre autres, de Maria Spiridonova, Boris Kamkov, Ivanov-Razoumnik.

Nous reproduisons intégralement dans ces comptes rendus les passages qui diffèrent sensiblement par leur contenu (sur le plan du sens, non de la longueur) de celui de la *Pravda*. Nous signalons entre parenthèses et en italique les éventuelles suppressions ou oublis manifestes).

Le compte rendu de *Novaia Jizn* (publié dans les nos 163, 164 et 165 des 26, 27 et 28 octobre 1917)

La séance du 25 octobre

Dan ouvre le congrès en faisant la déclaration suivante : « *Le II^e Congrès des soviets s'ouvre à un moment exceptionnel et dans des circonstances exceptionnelles. Vous comprendrez donc pourquoi je juge superflu d'ouvrir la séance du congrès par un discours politique. Vous comprendrez cela si vous vous rappelez que je parle devant vous alors qu'au même moment nos camarades de parti, délégués au palais d'Hiver où ils remplissent leur devoir, se trouvent exposés à des fusillades* [Ces paroles de Dan suscitent une forte impression]. Dan poursuit : « *Sans aucun discours je déclare ouverte la séance du congrès et je propose d'élire le présidium.* »

Le représentant de la fraction bolchevique, Avanessov, propose d'élire un présidium sur la base de la proportionnelle des fractions représentées au congrès : 14 bolcheviks, 7 socialistes-révolutionnaires, 3 mencheviks et 1 internationaliste. Les bolcheviks présentent au présidium les candidats suivants : Zinoviev, Trotsky, Kamenev, Riazanov, Noguine, Lounatcharski, Kollontaï, Krylenko, Stoutchka, Rykov et d'autres.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche présentent Kamkov, Kakhovskaïa, Spiridonova, Mstislavski, Kareline, Zaks.

Ensuite prennent la parole les représentants des fractions des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de droite qui déclarent qu'ils ne prendront pas part à l'élection du présidium.

Le représentant des mencheviks-internationalistes déclare que sa fraction ne

prendra pas non plus part à l'élection du présidium aussi longtemps que ne seront pas éclaircies certaines questions que sa fraction veut poser dans la réunion.

Après ces déclarations, la réunion confirme le présidium ainsi composé seulement de bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche. Les membres du présidium s'installent à la tribune sous les applaudissements d'une partie significative de la salle.

Le membre du présidium Kamenev propose d'approuver l'ordre du jour suivant :

1) la question de l'organisation du pouvoir ;

2) la guerre ;

3) L'Assemblée constituante. Les débats sont ouverts sur l'ordre du jour proposé.

Martov lit une déclaration au nom des mencheviks-internationalistes. Il y souligne que la première question à discuter par le congrès doit être la question du règlement pacifique de la crise politique créée. La déclaration de Martov suscite les applaudissements tempétueux d'une grande partie de la salle. Martov, pour motiver sa déclaration, souligne que dans les rues de Petrograd le sang coule déjà [Des cris indignés s'élèvent dans la salle : Une honte !].

Les représentants des socialistes-révolutionnaires de gauche, des sociaux-démocrates internationalistes unifiés et du groupe du front s'associent à la déclaration de Martov.

En réponse à ces déclarations, Lounatcharski, au nom de la fraction bolchevique, déclare que la fraction bolchevique n'a rien contre le fait de poser cette question en premier.

La proposition de Martov est soumise au vote et adoptée à l'unanimité.

Kharach, au nom des socialistes-révolutionnaires du front, déclare que vu qu'il y a une fusillade dans les rues, que le palais d'Hiver est l'objet de tirs, il apparaît indispensable de dire qu'il s'agit là d'un coup porté contre le front et contre le pays ; c'est pourquoi il proteste contre ces crimes qui retombent sur la tête de ceux qui les ont provoqués...

Koutchine, au nom du groupe du front, déclare que tous les comités des armées du front sont hostiles à la prise du pouvoir

par les soviets et qu'ils jugent nécessaire de déclarer, au nom du salut de la patrie, qu'ils n'estiment pas possible de participer aux travaux du congrès et ils quittent donc la séance.

Khintchouk, au nom des mencheviks défensistes, lit une déclaration soulignant que le complot militaire a été organisé dans le dos du soviets ; en conséquence, le seul moyen de sortir de la situation ainsi créée est d'entamer immédiatement des négociations avec le gouvernement provisoire et de détourner les ouvriers et les soldats de l'aventure.

Guendelman s'associe à cette déclaration au nom des socialistes-révolutionnaires et déclare que la fraction des socialistes-révolutionnaires elle aussi quitte la séance.

Peterson, membre du bloc de gauche de la 12^e armée, s'élève contre la déclaration de Koutchine et déclare que ce dernier n'est pas le représentant des soldats des tranchées.

Loukianov déclare que l'opinion de Koutchine est celle des sommets des organisations militaires élus en avril et qui, depuis longtemps, ne reflètent pas l'opinion et l'état d'esprit des grandes masses des soldats. L'armée exige depuis longtemps leur réélection. Et l'orateur souligne que ces comités se sont efforcés par tous les moyens de saboter les élections au congrès.

Erlich, au nom du Bund, déclare que les représentants de la fraction du Bund quittent le congrès et, avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de la douma, se dirigent vers le palais d'Hiver pour arrêter l'effusion de sang qui commence.

Riazanov déclare que la nouvelle vient tout juste d'arriver que le palais d'Hiver est soumis à des tirs, à la suite de quoi le CMR y a envoyé ses représentants pour éclaircir la situation réelle. Riazanov en même temps souligne que l'on rapporte ici toute sorte de bruits, souvent parfaitement absurdes.

Abramovitch considère que le congrès doit intervenir et dire son mot impérieux face aux événements en cours. Il juge aussi indispensable de réagir aux informations qui leur parviennent sur la fusillade à laquelle est soumis le palais d'Hiver.

Martov formule toute une série d'accusations à l'adresse des bolcheviks et exige une intervention autoritaire du congrès afin de régler pacifiquement la crise du pouvoir. Il considère comme un moyen d'y parvenir la formation d'un ministère démocratique homogène comme produit de négociations entre tous les organismes de la démocratie révolutionnaire. Martov propose de choisir une délégation spéciale pour mener des négociations sur cette question. Il avance une proposition en ce sens.

La résolution de Martov

« *Considérant*

1) *que le coup d'État qui a donné le pouvoir à Petrograd entre les mains du CMR la veille de l'ouverture du congrès a été effectué par le seul Parti bolchevique, par les moyens d'un pur complot militaire ;*

2) *que ce coup d'État menace de provoquer une effusion de sang, une guerre civile et un tel triomphe de la contre-révolution qui écrasera dans le sang tout le mouvement du prolétariat et détruira les conquêtes de la révolution ;*

3) *que le seul moyen de sortir de cette situation encore susceptible d'arrêter le développement de la guerre civile pourrait être un accord entre la partie de la démocratie qui s'est soulevée et les autres organisations démocratiques sur la formation d'un gouvernement démocratique, susceptible d'être reconnu par l'ensemble de la démocratie révolutionnaire et auquel le gouvernement provisoire pourrait sans difficulté rendre le pouvoir ;*

La fraction menchevique propose au congrès d'adopter un décret affirmant la nécessité d'un règlement pacifique de la crise créée en formant un gouvernement démocratique général.

La fraction des mencheviks-internationalistes propose à cette fin au congrès de désigner une délégation pour engager des négociations avec les autres organisations de la démocratie et avec tous les partis socialistes. La fraction des mencheviks-internationalistes propose au congrès de suspendre ses travaux jusqu'à ce qu'il prenne connaissance des travaux de cette délégation. »

Ensuite intervient Trotsky qui réplique à tous les orateurs précédents.

Les mencheviks-internationalistes se retirent pour tenir une réunion de fraction.

Séance du 25 octobre (fin)

Kame(nev) intervient pour informer qu'au palais d'hiver le gouvernement provisoire tout entier, avec le dictateur Kichkine en tête, a été arrêté. Ont été ainsi arrêtés le ministre Verderevski, le ministre vice-président Konovalov, le ministre de l'Assistance Kichkine, le ministre de l'Agriculture Maslov, le ministre des Voies de communication Liveroski, le ministre de la Justice Maliantovitch, le ministre du Travail Gvozdiev, le général Manikovski faisant fonction de ministre de la Guerre, le ministre de l'Instruction Salazkine, le contrôleur d'État Smirnov, le ministre de l'Intérieur Nikitine, le ministre des Finances Bernadski, le ministre de la Religion Kartachev, le ministre des Affaires étrangères Terechtchenko, et Tretiakov.

La nouvelle de l'arrestation de Terechtchenko souleva dans la salle des applaudissements assourdissants.

En même temps que le gouvernement provisoire, ont été arrêtés le général Borissov, chargé de mission, les assistants du général-gouverneur Paltchinski et Rutenberg. Les officiers et les junkers [élèves officiers], qui se trouvaient aux abords du palais d'Hiver ont été désarmés. Lors de ces arrestations ont été saisis trois dossiers du ministre de l'Instruction. Tchoudnovski a été nommé commandant du palais d'Hiver. Les arrestations ont été effectuées par les membres du comité Antonov, Tchoudnovski et Kovalev.

Un représentant des socialistes-révolutionnaires intervient pour déclarer que l'arrestation de ministres socialistes est inadmissible.

Cette déclaration suscite une vive réponse de Trotsky qui déclare qu'il n'y a pas de raison de faire des manières car ces ministres, en leur temps, n'ont guère fait de cérémonies avec ses camarades.

Le commissaire de Tsarkoie Sielo déclare que toute la garnison de Tsarskoie Sielo garde les abords de Petrograd et qu'elle est entièrement prête à défendre le soviet et le CMR. L'activité est particulièrement nécessaire maintenant que tous les

défensistes sont partis, et toutes les tâches de la défense et de la protection des intérêts de la révolution reposent sur nous ; nous avons donc décidé de périr mais de ne pas nous rendre. On nous a informés que le régiment des cyclistes s'avance sur Petrograd, et nous étions prêts à engager avec eux une lutte résolue, mais il est apparu qu'ils n'étaient pas nos adversaires mais nos amis et nos camarades. À leur arrivée, les cyclistes ont pleinement reconnu le pouvoir des soviets, la nécessité d'un transfert immédiat de la terre aux paysans et du contrôle ouvrier sur la production. Le 5^e bataillon de cyclistes installé à Tsarskoie Sielo est désormais notre camarade dans la lutte.

Le représentant du 3^e bataillon de cyclistes monte à la tribune, accueilli par un tonnerre d'applaudissements. L'orateur salue le congrès des soviets et indique que les cyclistes sont venus du front Sud-Ouest, d'où ils ont été convoqués par télégraphe pour défendre Petrograd. Les cyclistes ne connaissaient (pas) le véritable but de leur convocation, mais ils le devinaient. À la gare de Peredolskaia, ils ont organisé un bref meeting avec le 5^e bataillon de cyclistes. Le meeting a montré qu'il ne se trouverait pas un seul cycliste parmi nous tous qui serait prêt à combattre ses frères et à verser leur sang. Nous n'irons pas défendre le gouvernement provisoire et nous ne donnerons pas le pouvoir à un gouvernement qui comprend des bourgeois et des propriétaires terriens.

Au nom des mencheviks-internationalistes, Kapielinski propose de régler le conflit de façon pacifique et de choisir à cette fin une délégation particulière. Vu que cette proposition est rejetée, les mencheviks-internationalistes déclarent qu'ils s'en vont.

Kamenev déclare que les mencheviks-internationalistes ont exigé que l'on mette la question du conflit au premier plan, mais ils ont passé leur temps à poser des points d'ordre, après quoi les fractions au nom desquelles des points d'ordre étaient posés sont parties. C'est pourquoi Kamenev propose de différer le vote sur la résolution de Trotsky sur le départ des fractions et d'aborder d'abord la question de l'appel aux ouvriers, paysans et soldats.

Au nom des mencheviks-internationalistes, Barou déclare qu'ils ne prennent aucune responsabilité pour la déclaration car le congrès dans sa composition actuelle ne rassemble pas toute la démocratie. C'est pourquoi la fraction s'abstient de participer au vote sur cette question.

Au nom du Parti socialiste juif, un membre déclare que les membres du congrès adhérents de ce parti refusent de participer au vote car le pouvoir soviétique est un pouvoir irresponsable.

Galla, au nom du Parti socialiste ukrainien, exige que la déclaration évoque l'autonomie de l'Ukraine et déclare que c'est seulement à cette condition que toute l'Ukraine soutiendra le gouvernement du soviét.

La déclaration est adoptée dans son entier à l'unanimité moins 2 voix contre et 12 abstentions.

Krylenko intervient pour déclarer que les armées du front Nord ont organisé un CMR, auquel s'est associé même Tchermissov (1) et que le commissaire du front Nord Voïtinski a démissionné de sa fonction. Le CMR du front Nord déclare qu'il ne marchera pas contre le soviét de Petrograd et le CMR [de Petrograd].

Kamenev propose d'envoyer les salutations du congrès des soviets au CMR du front Nord. La proposition est adoptée par un tonnerre d'applaudissements de l'assistance.

Au nom du Parti socialiste polonais (PPS), Lapinski déclare que la fraction du PPS continuera à travailler avec tous les membres du congrès qui y restent.

Séance du 26 octobre

La réunion est close à 6 heures du matin.

(Le reporter de *Novaia Jizn* pour cette seconde séance du congrès n'est sans doute pas le même que la veille... ou il a dû sommeiller voire parfois s'endormir malgré l'atmosphère tendue du congrès car le compte-rendu de cette journée est truffé de trous ! *Novaia Jizn* publie un résumé très bref de l'intervention de Kamenev, résume aussi brièvement celle de Goutman sans citer son nom et en l'attribuant au Parti socialiste juif unifié, et celle de Rozovski sans non plus citer

son nom, efface complètement celles de Vlassov et de Lvov et passe directement à l'intervention de Lénine qu'il résume en une quinzaine de lignes. Une seule nuance importante : ce résumé met dans la bouche de Lénine une phrase de conclusion qui ne figure pas sous cette forme dans la *Pravda* : « *Lénine rappelle que la révolution russe des 24 et 25 octobre ouvre l'ère de la révolution socialiste dans le monde entier* ».)

Le rapport de Lénine et le texte de l'appel lu par lui suscitent les applaudissements tempétueux de toute la salle. La parole est donnée aux représentants des fractions sur le projet soumis.

Novaia Jizn efface l'intervention de Trotsky et surtout celles du représentant du PPS, de Balis, de Dzerjinski, de Stoutchka, de Kapsoukas, et d'Ereimeiev... soit six orateurs ! En revanche, le journal signale une intervention qui ne figure pas dans le compte rendu de la *Pravda* : « *Ensuite la parole est donnée à un orateur de l'assemblée qui intervient en son nom propre et signale que l'appel comporte une contradiction entre le point qui parle de la paix sans annexion et le point de l'appel qui dit que les autres conditions de la paix seront examinées.* » La réponse de Lénine est résumée, réduite au cinquième du volume du texte reproduit dans la *Pravda*. Puis *Novaia Jizn* supprime l'intervention de Bazarny et l'évocation de la marche funèbre. Le journal résume ensuite brièvement et le discours de Lénine sur le décret sur la terre et l'intervention de Pianikh, sans évoquer le tumulte qu'elle suscite, signale celle du représentant de la 3^e armée sans dire un mot de son contenu, supprime l'intervention du paysan de la province de Tver et celle du second représentant du comité exécutif des députés paysans.

Novaia Jizn résume assez brièvement la longue intervention de Trotsky, puis, à la reprise de la séance, supprime celle du représentant du front de Macédoine. En

(1) Vladimir Tchermissov, général ; après avoir commandé la 8^e armée du front Sud-Ouest pendant deux semaines en juillet, puis la 9^e armée du front de Roumanie de la mi-août au 9 septembre, il commandait depuis lors le front Nord. Il émigrera au lendemain de la révolution.

revanche il reproduit trois interventions qui ne figurent pas dans le compte rendu de la *Pravda*) : « *Après Trotsky, Kamenev explique qu'il y a de bonnes raisons de soupçonner les ministres socialistes arrêtés d'avoir camouflé la participation déjà éclaircie de Kerenski à Kornilov.*

Un délégué de l'Aurore déclare que le croiseur a tiré des obus à blanc sur le palais d'Hiver.

Un délégué du CMR, dans un rapport préalable sur la quantité de victimes au palais d'Hiver, a fait savoir que du côté du gouvernement assiégé il n'y a pas de victimes et que du côté des troupes qui tiraient sur le palais il y a six tués et de nombreux blessés. »

Dans la fraction des sociaux-démocrates internationalistes unifiés

Hier soir s'est réunie la fraction des sociaux-démocrates internationalistes unifiés délégués au congrès des soviets. La fraction a décidé de rester jusqu'à la fin des travaux du congrès et de défendre par tous les moyens le principe de l'organisation du pouvoir sur la base démocratique la plus large. À cette fin a été formée une commission qui doit entrer en contact avec la commission inter-fractions et tenter de convaincre les fractions socialistes qui sont parties [du congrès] de prendre part à l'organisation du pouvoir.

Deuxième congrès panrusse des soviets (« dernière séance »)

Après l'intervention de Kamenev sur le ralliement du troisième bataillon de cyclistes, *Novaia Jizn* reproduit des interventions qui ne figurent pas dans le compte rendu de la *Pravda* : « *Un soldat membre du soviet des députés paysans intervient contre l'exigence de libérer Maslov et Salazkine. Il déclare nécessaire d'arrêter en entier le comité exécutif des députés paysans. Cette exigence suscite des applaudissements clairsemés.* »

Kamenev donne lecture d'une résolution, adoptée à l'unanimité, sur le mouvement de pogromes.

Un membre de l'Assemblée de l'armée ukrainienne adresse son salut au congrès.

Le projet de loi sur la réforme agraire est adopté à l'unanimité moins une voix contre et 8 abstentions.

Un soldat intervient contre l'amendement proposant de priver les déserteurs d'un lot de terre : il défend avec chaleur les déserteurs sous le gouvernement Kerenski.

Un autre soldat lui répond en invitant à ne pas faire du gouvernement de Kerenski un paravent pour couvrir les actes dégoûtants que représente la désertion dans la majorité des cas. Chaque déserteur, par le seul fait d'abandonner le front, trahissait ses camarades qui y restaient et devait être puni.

Kamenev déclare que de l'avis du présidium la question des déserteurs est une question très compliquée qui exige une étude spéciale. Le gouvernement de Kerenski l'a mise en avant non seulement en liaison avec la transmission de la terre aux paysans, mais aussi dans la question des élections à l'Assemblée constituante. Ces deux cas de sanctions pour désertion doivent être soumis à un nouvel examen.

Un soldat maximaliste est le dernier à intervenir sur la question des déserteurs. Il propose d'amnistier tous ceux qui ont déserté avant la chute du gouvernement provisoire et d'ajouter dans le projet de loi un point sur la privation de lots de terres pour les soldats qui désertent après l'adoption du projet de loi.

Le congrès décide alors par un vote de laisser la décision sur la question du lot de terre pour les déserteurs au nouveau gouvernement et passe à la discussion du troisième point de l'ordre du jour, le dernier, sur la question de la construction du pouvoir.

Kamenev propose de décider qu'à la tête de chacune des branches de la vie gouvernementale soit installé un collège séparé. Les présidents de tous ces collèges formeront le Conseil des ministres. Il donne lecture de la liste des ministres reproduite ci-dessous.

(*Novaia Jizn* reproduit alors le discours d'Avilov beaucoup plus longuement que la *Pravda* et le texte exact de la résolution qu'il soumet au vote, que la *Pravda* se contente de résumer en deux lignes).

La résolution des internationalistes unifiés

« *Considérant qu'il est indispensable pour sauver les conquêtes de la révolution de former immédiatement un gouvernement s'appuyant sur la démocratie révolutionnaire, organisée dans les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, considérant ensuite que la tâche de ce gouvernement est d'obtenir au plus vite une paix démocratique, de transmettre la terre aux comités agraires, d'organiser le contrôle sur la production et de convoquer dans les délais fixés l'Assemblée constituante, le congrès décide d'élire un comité exécutif provisoire pour constituer un gouvernement reposant sur un accord avec les groupes de la démocratie révolutionnaire, qui agissent à ce congrès.* »

Cette résolution a été mise au vote après l'adoption de la résolution proposée par le bureau du congrès (2). Environ 150 membres du congrès se sont prononcés pour (les sociaux-démocrates internationalistes, les socialistes-révolutionnaires de gauche et une partie des bolcheviks modérés).

(*Novaia Jizn* résume ensuite le discours de Kareline et celui de Trotsky répondant à Avilov et à ce dernier, et après le discours de Trotsky, le journal reproduit assez longuement l'intervention du représentant du syndicat panrusse des cheminots (Vikjel) que la *Pravda* résume en trois lignes.)

Le représentant du syndicat panrusse des cheminots déclare qu'en 1905 et pendant les journées de Kornilov le syndicat a été le meilleur défenseur de la révolution. Il n'a pourtant pas été invité à ce congrès (cris : « *C'est le CEC (3) qui ne vous a pas invités !* »). La décision initiale du comité exécutif des cheminots de soutenir les bolcheviks, dit l'orateur, a été modifiée et il est mandaté pour informer le congrès de la décision de son syndicat concernant la construction du pouvoir. Le syndicat soutient le CEC et considère que le congrès n'est pas compétent pour élire un nouveau CEC. Le syndicat ne peut soutenir un gouvernement qui ne s'appuie

que sur un seul parti. Le pouvoir doit être révolutionnaire-socialiste et responsable devant les organes compétents de l'ensemble de la démocratie révolutionnaire. Jusqu'à l'organisation d'un tel pouvoir, l'ensemble des dispositions prises ne seront exécutées qu'après avoir été confirmées par le comité central du syndicat. Le syndicat a décidé de ne pas laisser les troupes contre-révolutionnaires s'approcher de Petrograd. Le ministère des Voies de communication passe sous la direction du syndicat.

Le représentant du syndicat des cheminots a prononcé son discours d'une voix forte et sur un ton menaçant.

(Après avoir résumé la réponse de Kamenev, *Novaia Jizn* conclut.)

Les débats sur la construction du pouvoir cessent et le congrès passe au vote sur la liste bolchevique (4). La liste est adoptée à une écrasante majorité. Il est proposé de procéder à un vote par nom (5). La proposition est repoussée vu l'heure tardive.

Kamenev déclare alors le congrès clos sans même procéder au décompte des voix.

Le congrès passe ensuite à l'élection du CEC composé de 100 membres : 70 bolcheviks, les autres sont des socialistes-révolutionnaires de gauche, des mencheviks-internationalistes, des lettons, le Parti socialiste polonais (PPS) et le Parti social-démocrate de Pologne, les populistes lituaniens, les sociaux-démocrates lituaniens, les socialistes ukrainiens et les sociaux-démocrates de Lituanie et de Pologne (6). Le congrès décide enfin que le CEC peut être complété par des représentants des groupes démocratiques, des unités militaires et aussi des représentants des groupes qui avaient quitté le congrès.

Le congrès est clos à 5 heures du matin.

(2) À l'évidence, la résolution proclamant le gouvernement ouvrier et paysan provisoire.

(3) Le comité exécutif central (des soviets), c'est-à-dire sa direction menchevique-socialiste révolutionnaire jusqu'à ce congrès et organisatrice de ce dernier.

(4) Celle des membres du Conseil des commissaires du peuple.

(5) Par nom des membres du gouvernement et non des membres du congrès.

(6) Le SDKPIL de Rosa Luxemburg. Le texte affirme bien « *le PPS* » et non « *des membres du...* », bien qu'il ait cette signification.



Une du journal *Rabotchi i Soldat* du 6 nov 1917. Quotidien du soir, organe du Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd.



Une du *Rabotchi Pout* du 5 novembre 1917. La Pravda bolchevique interdite a dû paraître sous le nom de *Rabotchi Pout* (Voix des travailleurs) du 16 septembre au 7 novembre.



Fiodor Dan (à droite) et Julius Martov, dirigeants mencheviques.

Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats

Rabotchi pout (Pravda) N° 46, 26 octobre

traduction de Katia Dorey

Adix heures du soir la séance du congrès n'est pas encore ouverte. Avec l'accord de toutes les fractions, le congrès devait commencer à 8 heures. Mais la fraction menchevique délibère toujours.

A 9 heures du soir, le camarade Kamenev explique aux délégués les raisons de ce retard. Il propose d'envoyer deux représentants pour savoir quand la fraction menchevique rejoindra la salle du congrès. Les mencheviques répondent qu'il leur faut encore au moins une heure de délibération.

A l'initiative de la fraction bolchevique, le Bureau des fractions se réunit pour discuter de la situation ainsi créée.

Le 25 octobre, à 7 heures du soir, 559 délégués avec voix délibérative et 126 délégués avec voix consultative sont présents.

Ouverture du congrès des soviets

A 10 heures 50 minutes, Dan déclare ouverte la séance du Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats. Il dit que chacun comprendra qu'en raison du caractère exceptionnel de la situation, le CEC (Comité Exécutif Central) ne ferait pas de discours introductif. Il indique les difficultés de la situation et propose en conclusion d'élire le présidium, sur la base de la représentation proportionnelle :

14 bolcheviks, 3 mencheviks-défensistes, 1 internationaliste et 7 SR. Il annonce la liste des membres du présidium de chaque fraction.

Les défensistes, les SR et les mencheviks refusent de siéger au présidium. Les mencheviks-internationalistes (1) refusent de siéger jusqu'à ce que la situation soit éclaircie.

Kamenev est élu président. L'ordre du jour proposé par le CEC est le suivant :

(1) Les mencheviks-internationalistes sont une aile gauche très minoritaire des mencheviks qui a eu une position internationaliste pendant la 1^o guerre mondiale. Ses dirigeants : Martov, Ermanski, Larine, Martynov, Astrov. D'après Martov, les mencheviks, en tant que représentants de la classe ouvrière devaient soutenir la majorité petite-bourgeoise du pays, unie dans les soviets, dans le but « d'organiser la pression de la démocratie petite-bourgeoise sur le pouvoir bourgeois » pour la transformation démocratique du pays et pour la paix (*Feuille volante* 1917 N°2, p.5). Ils éditaient un mensuel *l'Internationale* et le journal *Feuille volante*. Au 2^e congrès panrusse des Soviets, une partie de la fraction des mencheviks-internationalistes n'a pas suivi ses dirigeants qui quittaient le congrès, mais s'est néanmoins prononcée pour un gouvernement avec la participation des mencheviks et des SR. Après Octobre, les mencheviks-internationalistes ont refusé la lutte armée contre les bolcheviks. Au 4^e Congrès extraordinaire des mencheviks (nov.-déc. 1917), Martov a condamné la révolution d'Octobre, mais s'est prononcé contre la coalition avec les Cadets et pour renvoyer les principales questions à l'Assemblée constituante.

- 1/ La question du pouvoir
- 2/ de la guerre
- 3/ de l'Assemblée Constituante.

Les mencheviks-internationalistes proposent de résoudre pacifiquement la crise, proposition adoptée par le congrès à l'unanimité.

Mais ensuite les représentants de divers groupes et organisations prennent la parole pour toute une série de questions et d'interventions. Des camarades venus du front dénoncent vivement les positions défensistes.

A la suite de ces déclarations les représentants des groupes défensistes quittent démonstrativement le congrès. Un nombre négligeable de membres du congrès se lèvent.

Ensuite Martov et les représentants de Poale Sion (2) déclarent qu'il est indispensable de prendre des mesures pour liquider le conflit et que pour cela il faut qu'un pouvoir soit constitué par tous les partis socialistes, pouvoir qui pourrait satisfaire la majorité démocratique.

Etant donné les informations de la douma municipale sur les tirs du croiseur *Aurore* contre le Palais d'hiver, la majorité de la douma a envoyé trois délégués au Soviet des députés ouvriers et soldats, au gouvernement provisoire et au croiseur *Aurore* pour éviter une effusion de sang.

La séance est suspendue jusqu'au retour des délégations.

Congrès panrusse des soviets Séance du 25 octobre

« *Rabotchi i soldat* » N° 9, 26 octobre ; « *Pravda (Rabotchi Pout)* » N° 170, 171, 172 des 27, 28, 29 octobre ; « *Izvestia du CEC et du Soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats* » N° 208, 209, des 27, 28 octobre ; « *Derevenskaia bednota* » N° 14, 15, 16 du 26, 28, 31 octobre ; « *Soldatskaia Pravda* » N° 62, 63, 64 du 27, 28, 29 octobre (3).

Dan ouvre la séance à 10 heures 40. Il s'adresse au congrès en ces termes : « *Camarades, le Congrès des Soviet s'ouvre en un moment si exceptionnel et dans des circonstances si extraordinaires que vous comprendrez, je pense, pourquoi*

le CEC juge superflu d'ouvrir la séance par un discours politique. Vous le comprendrez d'autant mieux, si vous vous souvenez que je suis membre du Présidium du CEC et que, en ce moment même, nos camarades de parti sont au Palais d'hiver sous la fusillade, remplissant avec abnégation leur devoir de ministre, devoir que leur a confié le CEC. Je déclare ouverte la première séance du 2^e Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats.

Puis Dan propose au congrès d'élire le présidium.

Le camarade Avanessov annonce que, suivant l'accord du Bureau des fractions bolchevique, SR, menchevique et menchevique-internationaliste, il a été décidé de constituer le présidium sur la base d'une représentation proportionnelle. D'après les calculs préalables il devait y avoir 513 délégués. Mais 560 délégués sont présents. Il est décidé de se fonder sur le chiffre de 513 pour la répartition des sièges. Les bolcheviks ont 14 sièges, les SR 7 sièges, les mencheviks 3 sièges et les internationalistes 1 siège.

(2) Poale-Sion (*Ouvriers de Sion*, parti ouvrier européen social-démocrate juif) est une organisation juive qui tentait d'unir les idéaux du socialisme et du sionisme. En août 1917, elle comptait 16 000 membres. Son organe central était la revue *Chronique ouvrière juive* (Petrograd 1917-18). En 1917-1918 le parti s'est associé aux mencheviks-internationalistes sur les questions sociales et politiques, a condamné la révolution d'Octobre, exigé la remise du pouvoir à l'Assemblée constituante. En 1919, elle a constitué le parti communiste juif. En 1928, il a été interdit.

(3) « *Rabotchi i soldat* », (Ouvrier et Soldat), quotidien du soir, organe du Soviet de Petrograd. « *Izvestia du Comité exécutif central et du Soviet de Petrograd* », d'abord organe du Soviet de Petrograd, à partir du 1^{er} août organe du Comité exécutif central et du Soviet de Petrograd. A partir du 27 octobre 1917, le journal devient bolchevique et paraît comme l'organe officiel du pouvoir soviétique (rédacteur, Iou. M. Steklov).

« *Derevenskaia bednota* » (paysannerie pauvre), quotidien, a paru à Petrograd du 12 octobre 1917 au 6 mars 1918 ; puis a fusionné avec les journaux « *Derevenskaia pravda* » et « *Soldatskaia pravda* » et a pris le nom de « *Bednota* ».

« *Soldatskaia Pravda* », quotidien, a paru à Petrograd à partir du 15 avril 1917, d'abord comme organe de l'organisation militaire près le comité de Petersbourg du POSDR (b), à partir de mai de l'Organisation militaire près le CC du POSDR (b).

Le camarade Avanessov, au nom des bolcheviks, propose les camarades suivants : Lénine, Zinoviev, Trotsky, Kamenev, Sklianski, Noguine, Krylenko, Kollontai, Rykov, Antonov, Riazanov, Mouranov, Lounatcharski et Stoutchka.



Dybenko et Kollontai, un couple de dirigeants bolcheviques.

Sont proposés au présidium pour les socialistes-révolutionnaires de gauche les camarades Kamkov, Spiridonova, Kakhovskaia, Mstislavski, Zaks, Kareline, Goutman.

Guendelman, au nom des SR d'accord avec la position du C.C. de leur parti, déclare qu'ils refusent de siéger au présidium.

Khintchouk fait une déclaration analogue au nom des mencheviks.

Le représentant des mencheviks-internationalistes déclare qu'ils s'abstiennent de participer au présidium dans l'attente de certains éclaircissements.

Le représentant du Parti socialiste ukrainien (4) demande d'admettre un de ses membres au présidium. La proposition est acceptée.

Les camarades Kamenev, Trotsky, Lounatcharski et les autres arrivent à la table du présidium (*Tonnerre d'applaudissements*).

Les camarades Dan, Gotz, Bogdanov et Filippovski quittent la table du présidium.

Kamenev, en tant que président, indique que l'ordre du jour établi par le CEC, comprend les questions du pouvoir, de la guerre et de l'Assemblée constituante.

Le camarade Lozovski annonce que, suivant l'accord du bureau des fractions, il est proposé d'entendre d'abord le rapport

du Soviet de Petrograd, puis de donner la parole aux représentants du CEC et des fractions et, enfin de passer à la question du pouvoir.

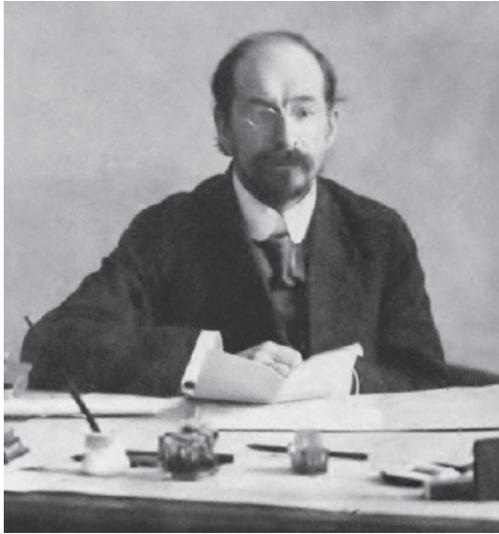
Martov, au nom des mencheviks-internationalistes, exige qu'avant toute autre soit posée la question de la résolution pacifique de la crise existante. L'orateur considère qu'il est important sur le plan des principes et politiquement indispensable, au moment où, avant l'ouverture du Congrès des soviets, la question du pouvoir a commencé à être résolue par une conspiration préparée par un des partis révolutionnaires, quand les partis révolutionnaires sont placés devant le fait accompli – la discussion doit porter, en tout premier lieu, sur les moyens d'éviter une guerre civile imminente. La tâche première du congrès est de décider de la question du pouvoir. Cette question essentielle, le congrès la trouve sinon résolue, du moins prédéterminée, nous n'aurions pas fait notre devoir si nous ne nous adressions pas au congrès avec la proposition de faire l'impossible pour résoudre pacifiquement la crise, pour la constitution d'un pouvoir qui serait reconnu par toute la démocratie. Le congrès, s'il veut être la voix de la démocratie révolutionnaire, ne doit pas être inactif devant la guerre civile qui s'annonce et dont le résultat sera peut-être une flambée menaçante de la contre-révolution. Une issue pacifique est possible. L'orateur voit cette possibilité dans la constitution d'un pouvoir démocratique uni. Il est indispensable d'élire une délégation pour engager des pourparlers avec les autres partis et organisations socialistes pour que cesse l'affrontement qui a commencé.

Le camarade Mstislavski, au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche

(4) En 1917, il n'y avait pas de « Parti socialiste ukrainien ». Il y avait le « Parti ukrainien socialiste-révolutionnaire », fondé en avril 1917, 17 000 membres et le « POSD ukrainien » (parti ouvrier social-démocrate) fondé en 1900, 40 000 membres en 1917. Il s'agit d'un groupe de « socialistes ukrainiens » (30 membres environ) qui s'était formé au cours du 1^{er} congrès des soviets composé de S-R et de S-D et qui formait un bloc particulier de front unique pour les questions touchant aux intérêts spécifiques de l'Ukraine.

s'associe à la proposition du camarade Martov de discuter d'une résolution pacifique du conflit.

Les sociaux-démocrates internationalistes unifiés, tout en s'associant à la proposition de Martov, jugent indispensable d'écouter d'abord le rapport du Comité militaire révolutionnaire.



Anatoly Lounatcharski, dirigeant bolchevique.

Le camarade Lounatcharski déclare que la fraction bolchevique n'a absolument rien contre la proposition de Martov. Au contraire, elle est intéressée à ce que toutes les fractions exposent leur point de vue sur les événements en cours et disent quelle issue elles voient à la situation.

La proposition de Martov est adoptée à l'unanimité.

Un délégué du comité de la 12^e armée, Kharach, fait une intervention hors ordre du jour. - *Pendant qu'on fait ici des propositions sur le règlement pacifique du conflit - dit-il - il y a déjà des combats dans les rues de Petrograd. Le Palais d'hiver est mitraillé. Le spectre de la guerre civile se profile. Les mencheviks et les SR jugent indispensable de se désolidariser de tout ce qui se passe ici et de rassembler toutes les forces de la société pour résister avec acharnement aux tentatives de prise du pouvoir.*

Koutchine au nom des soldats du front déclare que l'armée n'est pas entièrement représentée au congrès, que le congrès est incompetent, inopportun etc...

- *Au nom de qui parlez-vous ?* lui demande-t-on de la salle.

L'orateur énumère toute une série de comités de l'armée.

- *C'est le commandement ! Quand avez-vous été élu ? Les soldats, qu'est-ce qu'ils disent ?* les exclamations fusent de partout.

L'orateur parle de la prise du pouvoir et dit que les comités de l'armée sont contre. L'orateur qualifie ce qui se passe d'aventure et de provocation à la guerre civile. *Nous déclinons toute responsabilité dans ce qui se passe - déclare-t-il - et jugeons indispensable la mobilisation de toutes les forces révolutionnaires conscientes pour le salut de la révolution. Le groupe du front quitte le congrès. L'arène de la lutte se trouve dehors, sur place. C'est là-bas qu'il faut mobiliser toutes les forces.*

Vous parlez au nom de l'état-major, pas au nom de l'armée ! crie-t-on de la salle.

L'orateur s'adresse à tous les soldats conscients pour les appeler à quitter la salle.

Kornilovien ! lui répond-t-on de la salle.

Khintchouk déclare au nom des mencheviks : la seule possibilité d'issue positive est d'engager des pourparlers avec le gouvernement provisoire sur la formation d'un nouveau gouvernement, qui s'appuierait sur toutes les couches... (la salle réagit bruyamment) En conclusion Khintchouk déclare :

- *Nous récusons toute responsabilité pour ce qui se passe et quittons le congrès, en invitant les autres fractions à se réunir pour discuter de la situation.*

- *Déserteurs !* - leur crie-t-on de la salle.

Guendelman, au nom des SR, déclare également que sa fraction quitte le congrès.

Le camarade Peterson, représentant des régiments de tirailleurs lettons dit : - *Vous avez entendu les interventions de deux représentants des comités d'armée et ces interventions auraient du poids si leurs auteurs étaient véritablement les représentants de l'armée* (tonnerre d'applaudissements). *Je n'accuse pas sans preuve. Ils ne représentent pas les soldats. Vous le savez très bien, la 12^e armée*

réclame de nouvelles élections au Soviet et à l'Iskosol (5). En vain. Récemment a été convoqué un soi-disant soviet restreint, mais la convocation plénière du soviet a été remise au 28 octobre. Tout ça pour que ces messieurs ne perdent pas le droit d'être délégués au congrès. Les tirailleurs lettons n'ont cessé de répéter : « Assez de résolutions ! Il faut agir, il faut prendre le pouvoir ! » Qu'ils partent, l'armée n'est pas avec eux.

Le camarade Gjelchtchak déclare que le groupe du front n'a pris la décision de quitter le congrès qu'à une faible majorité. Par ailleurs, les bolcheviks du front n'ont pas pris part à cette réunion parce qu'ils ne reconnaissent au sein du congrès que les fractions et pas les groupes. Des centaines de délégués du front ignorent les organisations de l'armée, parce qu'ils n'y voient pas les représentants de leur volonté. Koutchine a parlé de mobiliser des forces. Contre qui ? Contre les ouvriers et les soldats qui défendent la révolution ? Qui va-t-il organiser ? C'est clair, pas les ouvriers et les soldats à qui lui même veut faire la guerre. Mais les soldats ne les suivront pas, ils sont contre eux.

Le camarade Loukianov fait un discours enflammé contre Koutchine et Kharch : - *Ils nous ont donné ici l'opinion – déclare-t-il – de petits groupes qui siègent dans les comités d'armée et du front. Ceux des tranchées attendent impatiemment que le pouvoir soit remis aux soviets.*

Abramovitch pour le groupe du Bund (6) déclare que tout ce qui se passe en ce moment à Petrograd est un grand malheur. Son groupe s'associe à la déclaration des mencheviks et des SR et il quitte aussi le congrès. Abramovitch annonce ensuite que tous les mencheviks et SR, le Comité exécutif des députés paysans (7) et les conseillers municipaux de la douma ont décidé de périr avec le gouvernement et qu'ils se dirigent à cet effet vers le Palais d'hiver affronter la mitraille. Abramovitch invite les membres du congrès à se diriger aussi vers la douma municipale et, de là, au Palais d'hiver.

- *Ce n'est pas notre route ! lui crie-t-on de la salle.*

Le camarade Riazanov intervient. Il y a une demi-heure, dit-il, le maire de la

ville, G.I. Shreider (8) est venu nous voir et a proposé de se charger des pourparlers avec le Palais d'hiver et ses assiégeants. Le Comité militaire révolutionnaire a envoyé ses représentants. Il fait tout pour éviter une effusion de sang.

Abramovitch monte de nouveau à la tribune et parle de la nécessité de résoudre pacifiquement le conflit, d'éviter la répression etc...

(5) Iskosol : Comité exécutif du soviet social-démocrate de la 12^e armée du front nord. Avait été élu, à une réunion des représentants des unités militaires, les 8 et 9 mars 1917, à Riga. Le 29 octobre, il y a eu une nouvelle élection. 22 représentants des mencheviks et des S-R ont été élus et 22 du bloc de gauche révolutionnaire ; le 14 novembre un congrès extraordinaire des soviets de la 12^e armée a élu un nouvel Iskosol, avec à sa tête le tirailleur letton bolchevique, Nakhimson. L'Iskosol a été liquidé en février 1918 avec la démobilisation de l'ancienne armée.

(6) Bund (Union générale ouvrière juive de Lituanie, Pologne et Russie), est une organisation qui rassemblait essentiellement des artisans juifs des régions occidentales de l'empire russe. Il a été fondé en 1897 à Vilno. Ses principaux organes étaient *La voix de l'ouvrier* (1917 à Petrograd en yiddish), *La voix du Bund* (1917, Petrograd), *Le réveil* (1917-1925, Minsk) en yiddish. En octobre, il s'est prononcé pour un gouvernement de coalition, a élaboré une tactique de lutte contre le pouvoir soviétique. La constitution de groupes de gauche à l'intérieur du Bund à la fin 1918 ont conduit à la scission, puis à son auto-liquidation (1921).

(7) Le comité exécutif du soviet panrusse des députés paysans (ISKVD) a été élu au 1^{er} congrès panrusse des députés paysans en mai 1917. Soutenant le gouvernement provisoire, il a été, après Octobre, un des initiateurs et des organisateurs de la lutte contre le pouvoir soviétique. Son activité a cessé au printemps 1918.

(8) G.I. Shreider (1860-1940), journaliste, SR. D'octobre à novembre 1917, maire de Petrograd, rédacteur du journal « *Autogestion* », à partir du 24 octobre 1917, président du Comité de Salut Public de Petrograd. Les 18-19 novembre 1917, il était arrêté sur ordre du Comité militaire révolutionnaire pour refus de se soumettre au décret du Soviet des Commissaires du peuple sur la dissolution de la douma municipale. A l'été 1918, il a organisé à Ekaterinodar le Comité Sud-Est des membres de l'Assemblée constituante et également été le rédacteur du journal « *Terre natale* ». Emigré après la défaite de l'Armée des Volontaires, il est resté proche de Tchernov. Collaborateur de « *La Russie révolutionnaire* » (Prague). Mort à Meudon (France)

Martov succède à Abramovitch. Il dit qu'on entend tonner le canon (9), qu'il faut absolument prendre des mesures pour liquider la crise de la façon la plus indolore. Il reprend son projet : suspendre les travaux du congrès jusqu'à ce que cette question soit résolue. Si le congrès ne dit pas qu'il est pour une solution pacifique, dit-il, et qu'il ne constituera pas un gouvernement qui ne satisfasse pas au moins presque toute la majorité de la démocratie, les mencheviks-internationalistes ne prendront pas part au congrès.

Après l'intervention de quelques camarades du front, les conseillers municipaux bolcheviques de la douma, entrent dans la salle.

La fraction bolchevique de la douma – déclare le président de séance Kamennev - est venue vaincre ou mourir avec le congrès panrusse (10) (Tempête d'applaudissements).

Puis intervient le camarade Trotsky qui, dans un discours enflammé, répond vertement aux mencheviks et SR.

- *Le soulèvement des masses populaires, déclare-t-il, n'a pas besoin de justification. Ce qui s'est passé n'est pas un complot, c'est une insurrection. Nous avons fortifié l'énergie révolutionnaire des ouvriers et des soldats de Petrograd, nous avons ouvertement forgé la volonté des masses pour l'insurrection, pas pour un complot. En conclusion, Trotsky, au nom de la fraction bolchevique, propose au congrès la résolution suivante :*

Résolution

Le second congrès panrusse des Soviets constate :

Le départ du congrès des délégués mencheviks et SR représente une tentative impuissante et criminelle d'arracher ses pouvoirs au congrès qui représente la masse des ouvriers et soldats de toute la Russie, au moment même où l'avant-garde de ces masses défend, les armes à la main, le congrès et la révolution confrontés à la pression de la contre-révolution. Le parti des conciliateurs par toute sa politique antérieure a causé un tort immense à la cause de la révolution et s'est définitivement condamné aux yeux des ouvriers, des paysans et des soldats. Les conciliateurs ont préparé et

approuvé la funeste offensive du 18 juin (11) qui a conduit l'armée et le pays au bord du gouffre. Les conciliateurs ont soutenu le gouvernement de la peine capitale (12) et de la trahison du peuple. Les conciliateurs, sept mois durant, ont systématiquement trompé les paysans sur la question de la terre. Les conciliateurs ont approuvé l'écrasement des organisations révolutionnaires, le désarmement des ouvriers, l'instauration de la discipline kornilovienne dans l'armée et la poursuite insensée d'une guerre meurtrière. Les conciliateurs ont, dans les faits, aidé leurs alliés de la bourgeoisie à plonger le pays dans la ruine économique, condamnant à la famine des millions de travailleurs. Après avoir perdu, à cause de cette politique, la confiance des masses, les conciliateurs ont, sans scrupules, conservé artificiellement leurs positions dans les sommets des organisations des soviets et de l'armée sans être jamais réélus. Le CEC, au vu de ce qui vient d'être dit, a tenté par tous les moyens de faire échouer le congrès des Soviets, s'appuyant pour cela sur les comités d'armée conciliateurs et sur l'aide directe du gouvernement.

Quand cette politique d'obstruction et de falsification de l'opinion des

(9) A 21 heures 40, le croiseur « Aurore » a tiré une fois (à blanc) d'un canon de 152 mm. La canonnade a commencé à 11h du soir, en l'absence de réponse du palais à l'ultimatum de reddition présenté par le Comité militaire révolutionnaire de Petrograd. Elle était tirée depuis la forteresse Pierre et Paul, d'un canon de 75. Environ 30-35 obus ont été tirés, dont deux ont touché le Palais d'Hiver.

(10) La fraction des bolcheviks de la Douma municipale, élue le 20 août 1917, comptait 67 membres.

(11) L'offensive du 18 juin est l'ensemble des opérations offensives sur une série de fronts russes, engagées par le gouvernement provisoire, dans le but de renforcer le sentiment défensif dans le pays et de satisfaire aux exigences de l'Entente. Elle a été un échec total : les troupes ont perdu environ 60 000 hommes et ont perdu d'importants territoires.

(12) Le 11 juin 1917, le gouvernement provisoire a communiqué au commandant suprême des armées la décision de rétablir la peine de mort au front en temps de guerre. Le 12, il rétablissait la peine de mort.

classes révolutionnaires a lamentablement échoué, quand le gouvernement provisoire constitué par les conciliateurs est tombé sous la pression des ouvriers et soldats de Petrograd, quand il est apparu au Congrès panrusse des soviets que le parti du socialisme révolutionnaire, le parti bolchevik était nettement majoritaire et quand l'insurrection est apparue comme la seule issue pour les masses révolutionnaires, trompées et plongées dans la misère par la bourgeoisie et ses valets, alors les conciliateurs en ont tiré toutes les conclusions, rompant avec le congrès qu'ils avaient tenté de briser.

Le départ des conciliateurs n'affaiblit pas les soviets, mais les renforce, car il nettoie la révolution ouvrière et paysanne des éléments contre-révolutionnaires. Après avoir écouté la déclaration des SR et des mencheviks, le second Congrès panrusse poursuit ses travaux, dont la tâche est prédéterminée par la volonté du peuple travailleur et son insurrection des 24 et 25 octobre.

A bas les conciliateurs ! A bas les valets de la bourgeoisie ! Vive l'insurrection victorieuse des soldats, ouvriers et paysans ! (13)

Après l'intervention de Gourievitch, membre du Comité exécutif du soviet des députés paysans et des représentants du croiseur *Aurore* et du torpilleur *Zabiaki*, le camarade Kamkov intervient au nom des SR de gauche. Les SR de droite, dit-il, ont quitté le congrès, mais nous, nous restons. (*Applaudissements*). Puis le camarade Kamkov parle de la nécessité de créer un nouveau front révolutionnaire, propose de chercher un accord avec une partie de la démocratie modérée et se prononce contre l'adoption de la résolution du camarade Trotsky, trop catégorique de son point de vue.

La parole est au camarade Lou-natcharski. - *Incontestablement* - dit-il - *c'est une lourde tâche qui nous incombe. Pour la réaliser avec succès, il est indispensable d'unir des éléments divers, tous les éléments réellement révolutionnaires de la démocratie. Les reproches du camarade Kamkov à notre égard ne sont pas fondés. Si, au début du congrès, nous avons pris la moindre mesure pour*

écarter ou intimider certains participants, le camarade Kamkov aurait raison. Mais alors que nous avons adopté à l'unanimité la proposition de Martov de discuter des moyens pacifiques pour résoudre la crise, nous avons été submergés d'interventions hostiles. On nous a formellement attaqués, on a parlé de cercueils à clouer, on nous a traités de criminels, d'aventuristes etc... On a tenté de nous présenter l'insurrection des masses comme un complot artificiellement manigancé. Sans nous écouter, sans même discuter de leur propre proposition, ils ont aussitôt tenté de nous mettre à part, avant toute discussion avec l'ensemble des organisations. Après que se soit clairement exprimée cette volonté de briser notre congrès et de nous isoler, le camarade Kamkov, qui est loyalement resté avec nous, retourne les accusations contre nous. Dans notre résolution, nous avons justement voulu dire, courageusement, honnêtement, ouvertement, que, malgré leur trahison, nous poursuivrons notre œuvre, nous conduirons le prolétariat et l'armée dans la lutte jusqu'à la victoire. Ceux qui sont partis ne méritent plus depuis longtemps le nom de révolutionnaires, ils abandonnent même leur travail de conciliateurs pour passer ouvertement dans le camp des korniloviens. Nous n'avons rien à leur dire.

Au nom des sociaux-démocrates internationalistes unifiés le camarade Kramarov déclare qu'il trouve honteuse la conduite des mencheviks et des SR, il propose néanmoins au congrès de ne pas adopter de résolution tranchante et d'ignorer tout simplement leur départ.

Le camarade Saguiravchili intervient au nom des sociaux-démocrates géorgiens. Il indique que la social-démocratie géorgienne, depuis le temps de Kornilov, s'est prononcée très violemment contre le gouvernement de coalition, néanmoins les sociaux-démocrates géorgiens n'étaient pas pour une intervention immédiate, mais nous savons que l'insurrection est parfois une nécessité pour la démocratie. - *Le moment est venu pour*

(13) La résolution proposée par Trotsky a été retirée par Kamenev à la demande des SR de gauche.

la démocratie de se soulever. Quand les problèmes descendent dans la rue, les révolutionnaires ne peuvent qu'être au coude à coude. (Applaudissements). Je suis moi-même un ouvrier et je ne peux être un témoin passif quand les ouvriers, les soldats se battent contre nos ennemis séculaires. Mes camarades de fraction, les mencheviks-internationalistes, ont commis une lourde erreur en quittant le congrès. Peut-être reviendront-ils, mais même si ce n'est pas le cas, je resterai avec ceux qui luttent contre les ennemis du peuple et de la révolution. (Bruyants applaudissements).

Une interruption de séance est annoncée.

A la reprise, le camarade Kamenev s'adresse au congrès : - On nous communique que les meneurs de la contre-révolution, siégeant au Palais d'hiver sous la direction du dictateur Kichkine (14) tout juste proclamé, ont été arrêtés par la garnison révolutionnaire de Petrograd. (Applaudissements). Le troisième bataillon motocycliste que l'ex-commandant en chef Kerenski (15) avait éloigné de Petrograd, s'est rangé aux côtés du peuple révolutionnaire. (Tempête d'applaudissements).

La parole est donnée au commissaire de Tsarskoïe Selo (16) : - La garnison de Tsarskoïe Selo – déclare-t-il – protège les abords de Petrograd. Au moment le plus critique, les défenseurs ont quitté le Soviet, refusant de travailler avec nous. Tout reposait sur nous et nous avons décidé, dussions-nous périr, de défendre nos positions. Apprenant l'arrivée des motocyclistes, nous nous préparions à résister. Mais parmi les camarades motocyclistes, il n'y avait pas d'ennemis du Congrès panrusse des soviets. (Tempête d'applaudissements). Quand nous leur avons envoyé nos commissaires, il est apparu qu'eux aussi étaient pour le pouvoir des soviets, pour remettre immédiatement la terre aux paysans, pour la paix immédiate et pour l'introduction du contrôle ouvrier sur la production. Très bientôt, le 5^e bataillon motocycliste, également envoyé contre Petrograd révolutionnaire, va arriver à Tsarskoïe Selo. Nos camarades les attendront comme des amis chers. Je

déclare que la garnison de Tsarskoïe Selo est pour le Congrès panrusse, pour la révolution que nous défendrons jusqu'au bout.

A la tribune le représentant du 3^e bataillon motocycliste salue le congrès au nom de son bataillon. Nouvelle tempête d'applaudissements. - Jusqu'à récemment – déclare-t-il – nous servions sur le front Sud-Ouest. Ces jours-ci, nous avons reçu par télégraphe l'ordre de remonter vers le Nord. Le télégramme disait que nous allions défendre Petrograd, mais nous marchions les yeux bandés; nous ne savions pas où on nous envoyait. Mais nous devinions confusément ce dont il s'agissait ; en route, des questions nous tourmentaient : Où ? Pourquoi ? A la gare Peredolskaïa nous avons tenu un meeting volant avec le 5^e bataillon motocycliste. Au meeting, il est apparu qu'aucun de nous n'était d'accord pour verser le sang de ses frères. (Tempête d'applaudissements). Nous avons décidé de ne pas nous soumettre au gouvernement provisoire. Là-bas, avons-nous dit, il y a des gens qui ne veulent pas défendre nos intérêts et qui

(14) N.M. Kichkine (1864-1930), médecin, est l'un des dirigeants du parti cadet, membre de son comité central. Après la révolution de Février, commissaire du gouvernement provisoire à Moscou. A partir du 25 septembre 1917, ministre de l'Assistance Publique du gouvernement provisoire. Le 25 octobre, nommé par le gouvernement provisoire délégué extraordinaire au rétablissement de l'ordre à Petrograd. En 1921, l'un des dirigeants du comité panrusse d'aide aux affamés dans la région de la Volga. A travaillé au Commissariat (ministère NDT) de la santé pendant les dernières années de sa vie.

(15) A. F. Kerenski (1881-1970), avocat, dirigeant de la fraction des troudeviks à la 4^e Douma d'Etat, S-R (depuis mars 1917). Après la révolution de Février, membre du Comité provisoire de la Douma, vice-président du Soviet de Petrograd, ministre de la Justice, ministre de la Guerre et de la Flotte, ministre-président du gouvernement provisoire. Membre du 1^{er} Comité exécutif central panrusse des soviets des députés ouvrier et soldats et du comité exécutif du Soviet panrusse des députés paysans. S'enfuit de Petrograd le 25 octobre. Emigré à partir de 1918. A vécu en France et aux Etats-Unis.

(16) A la garnison de Tsarskoïe Selo se trouvait le régiment d'infanterie des mutilés.

nous envoient contre nos frères. Non, nous ne donnerons pas le pouvoir à un gouvernement à la tête duquel sont des bourgeois et des propriétaires nobles.

Le représentant des motocyclistes quitte la tribune sous un tonnerre d'applaudissements.

Kapielinski intervient au nom des mencheviks-internationalistes. Il parle encore et encore des moyens pacifiques, répète que le temps presse, qu'ils proposent d'élire d'urgence une délégation, que leur proposition ne suscite pas d'approbation et que c'est pourquoi ils ont décidé de quitter définitivement le congrès.

Le camarade Kamenev constate que le congrès a unanimement décidé d'examiner en tout premier lieu la question sur laquelle insistent tant les mencheviks-internationalistes. Mais cette décision unanime du congrès n'a pas pu être mise en œuvre parce que le congrès a constamment été interrompu par des interventions hors ordre du jour. Ce qui démontre que le départ des mencheviks et des SR était décidé avant qu'ils ne connaissent notre réponse à leur proposition. Considérant qu'il est indispensable de discuter plus précisément sur le départ des mencheviks et des SR, le camarade Kamenev propose de repousser le vote sur la résolution du camarade Trotsky et de passer à la question de l'appel aux ouvriers, soldats et paysans de Russie.

Le camarade Krylenko intervient hors ordre du jour au nom du Comité militaire révolutionnaire (17). Il rend public un télégramme venu du front Nord. Le télégramme annonce la constitution sur le front d'un Comité militaire révolutionnaire et la démission du commissaire Voïtinski (18). Le communiqué est accueilli par des applaudissements nourris.

Au nom du congrès, Kamenev propose de transmettre au CMR du front Nord le salut du congrès des Soviets. « *Vive le CMR du front Nord et son union avec la garnison de Petrograd révolutionnaire* » s'exclame le camarade Kamenev tandis que la salle applaudit à tout rompre.

Le camarade Lounatcharski lit l'appel aux ouvriers, soldats et paysans de Russie. Sa lecture est interrompue par des salves d'applaudissements ; après quelques

minimes rectifications, la résolution est adoptée à l'unanimité moins deux contre et 12 abstentions.

A la fin de la séance le camarade Lapinski, au nom du groupe du Parti socialiste polonais (19) déclare que le groupe reste au congrès et prendra part à ses travaux.

Le congrès décide de donner une voix délibérative aux représentants des soviets locaux paysans, avec la même norme de représentation, 1 délégué pour 25 000.

La séance est levée à 6 heures du matin.

Séance du 26 octobre

A 9 heures du soir s'est ouverte la séance historique du congrès où ont été décidées deux des questions essentielles pour la période actuelle : celle de la paix et celle de la terre.

Kamenev, en ouvrant la séance, annonce qu'en application de la décision du congrès, le présidium a donné ordre à l'armée d'annuler la peine de mort introduite par Kerenski. (*Applaudissements prolongés*). De plus ordre a été donné de

(17) La nouvelle de l'insurrection armée à Petrograd est parvenue sur le front Nord le 25 octobre. Le 26 octobre, à Pskov, a été formé un Comité Militaire Révolutionnaire dirigé par les bolcheviks (président B.L. Paniouchkine) qui a instauré le contrôle sur l'état-major du front et a organisé de nouvelles élections au soviet de Pskov gagnées par les bolcheviks. Dans la nuit du 27 octobre a été constitué à Pskov le Comité Militaire Révolutionnaire de tout le front Nord.

(18) V.S. Voïtinski (1885-1960). Membre du POSDR depuis 1905. En avril 1917 quitte le parti bolchevik, rejoint les mencheviks-défensistes. A partir de juin 1917, commissaire adjoint, puis commissaire du gouvernement provisoire sur le front Nord. Participe les 3-5 juillet, à la répression des manifestations à Petrograd. Un des organisateurs du soulèvement Kerenski-Krasnov en octobre 1917, il part en Géorgie après l'échec de celui-ci, puis émigre. S'occupe de recherches économiques, a été conseiller du président des Etats-Unis, F. D. Roosevelt. A publié ses souvenirs « *Années de victoires et de défaites* ».

(19) Parti Socialiste Polonais (PPS), fondé en 1893. Pendant toute la durée de son existence, un fort courant de gauche a existé en son sein. En 1918, il s'unit à la « Social-Démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie » pour former le Parti Communiste de Pologne.

libérer les soldats emprisonnés par les korniloviens pour leurs convictions politiques. (Applaudissements). Il a été donné ordre à tous les soviets de libérer de prison les membres des comités agraires et comités paysans (20) arrêtés sur ordre du gouvernement Kerenski déchu. Des mesures sont prises pour arrêter Kerenski qui a fui Petrograd insurgé et a tenté de s'appuyer sur Kornilov et Kalédine pour marcher contre les soldats, matelots et ouvriers insurgés et victorieux. Quiconque le soutiendra s'expose à un châtement sévère, car ce serait aider un ennemi de la révolution victorieuse qui veut engager la lutte contre elle. Notre gouvernement est un gouvernement de combat. Il ne fait aucun doute que les forces et les moyens des classes possédantes seront mobilisés contre lui. Le mensonge, les tentatives pour saper la confiance que lui portent les masses seront mises en œuvre. Au nom de la République de Russie votre gouvernement devra se battre pour la paix. La parole est au camarade Lénine pour lire la déclaration.

Puis la parole est donnée à des orateurs pour des interventions hors ordre du jour. Ces interventions sont accueillies par des protestations dans la salle, parce qu'elles entravent le cours pratique du congrès.

Goutman, au nom des mencheviks-internationalistes dit qu'ils sont restés dans le congrès bien que toutes les tendances n'y soient pas représentées, au nom du front unique de la révolution. - *Nous étions contre tout pas précipité, mais comme l'insurrection est pratiquement accomplie et qu'elle a triomphé, nous n'en maintenons pas moins que le nouveau pouvoir doit être organisé de façon à être responsable devant la démocratie, devant ses larges couches et non devant les Soviets. Mais comme le congrès suit les bolcheviks et que la marche de ce parti conduit le prolétariat à l'isolement, le pouvoir aux mains d'un gouvernement soviétique mènera inévitablement à la défaite. Nous ne voulons pas porter la responsabilité de la défaite de la révolution. C'est pourquoi nous quittons ce congrès, mais nous le quittons au moment de la victoire de l'insurrection et non à celui de sa défaite.*

Rozovski intervient au nom des internationalistes restés au congrès, non comme membre de la fraction, mais comme

membre des soviets qui l'ont envoyé au congrès, le liant par leurs mandats. - *Au nom des représentants des soviets d'Odessa, de Barski, de Novgorod, de Krasnopolie et des représentants de l'ancien CEC, nous voterons contre la remise du pouvoir aux mains d'un gouvernement responsable devant les soviets et élu en leur sein. Nous considérons que le départ des mencheviks internationalistes est une erreur qui conduit à la désorganisation du front unique révolutionnaire, qui doit rester étroitement uni, c'est pourquoi nous restons au congrès et prenons part à ses travaux.*

Vlassov, représentant d'un des districts de mineurs, dit que le congrès de Donetsk a établi les revendications des mineurs, mais les industriels n'ont rien cédé. Cette situation est lourde de menaces. Il faut des mesures d'urgences, sinon cela ira mal. Le congrès doit veiller sérieusement à ce que Kaledine (21) n'isole pas le Nord.

Lvov, pour le congrès des Soviets de Galitch et au nom du 181^e régiment, soulevé en 1916 (22), dit que le pouvoir doit être homogène, composé de représentants des Soviets, qu'il est indispensable de remettre la terre sans rachat avec le matériel aux comités agraires. Le contrôle sur l'industrie, la convocation de l'Assemblée constituante, une armée démocratique, l'armistice sur tous les fronts, le pouvoir des Soviets sont indispensables. Seul un tel pouvoir sera soutenu dans le pays.

(20) Les comités agraires ont été formés en Russie par le gouvernement provisoire. Le 19 mars 1917 a été formé le Comité Agraire Central près le ministre de l'agriculture. Ensuite des comités agraires ont surgi dans les localités. Le 19 décembre 1917, le Comité Agraire Central a été dissous, en novembre-décembre la plus grande partie des comités agraires locaux ont été réélus. Au cours de la constitution des soviets de village, intercommunaux et de district, les comités en sont devenus dépendants et se sont transformés en section agraire des soviets.

(21) A.M. Kaledine (1861-1918), général de cavalerie. En juin 1917, élu ataman de l'armée du Don. Participant actif du soulèvement de Kornilov. Après Octobre, dirigeant de la contre-révolution cosaque sur le Don. S'est brûlé la cervelle le 29 janvier 1918.

(22) Les troubles dans le 181^e régiment d'infanterie se sont produits à Petrograd les 17-20 octobre 1916. Le régiment était en caserne et a soutenu les ouvriers en grève de l'usine « Nouvelle Lessner ».

Après ces interventions, la parole est donnée au camarade Lénine, accueilli par des applaudissements sans fin. - *La question de la paix est une question brûlante, la grande question de l'heure, sur laquelle on a beaucoup discuté, beaucoup écrit et vous tous, sans doute, en avez beaucoup parlé. C'est pourquoi vous me permettez de lire la déclaration que devra publier le gouvernement élu par vous.*

Après lecture de la déclaration, le camarade Lénine poursuit - *Le gouvernement ouvrier et paysan créé par la révolution des 24-25 octobre et s'appuyant sur les Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, doit immédiatement engager des pourparlers de paix. Notre appel doit s'adresser à la fois aux gouvernements et aux peuples. Nous ne pouvons ignorer les gouvernements, car cela retarderait la possibilité de conclure la paix et un gouvernement du peuple n'en a pas le droit, mais nous ne pouvons pas non plus nous dispenser de nous adresser en même temps aux peuples. Partout les gouvernements et les peuples sont en désaccord et c'est pourquoi nous devons aider les peuples à intervenir dans la question de la paix et de la guerre. Bien sûr nous allons défendre par tous les moyens notre programme de paix sans annexions ni contributions. Nous ne nous en écarterons pas, mais nous ne devons pas laisser à nos ennemis la possibilité de dire que leurs conditions sont différentes et qu'il ne sert donc à rien d'entrer en pourparlers avec nous. Non, nous devons les priver de cette possibilité avantageuse et ne pas présenter nos conditions comme un ultimatum.*

Par conséquent nous indiquons une disposition selon laquelle nous examinerons toutes les conditions, toutes les propositions de paix. Nous les examinerons, cela ne signifie pas que nous les accepterons. Nous les soumettrons à la discussion de l'Assemblée constituante qui décidera souverainement ce sur quoi on peut ou on ne peut pas céder. Nous luttons contre les mensonges des gouvernements qui, en paroles, sont tous pour la paix et la justice, mais qui, en fait mènent des guerres de conquête et de rapine. Pas un gouvernement ne dira tout ce qu'il pense. Quand à nous, nous sommes contre la diplomatie secrète et nous agissons ouvertement devant le peuple tout entier. Nous ne fermons pas,

nous ne fermerons pas les yeux sur les difficultés. Il n'est pas possible de mettre fin à la guerre par un simple refus de la poursuivre, on ne peut pas mettre fin à la guerre unilatéralement. Nous proposons un armistice de trois mois, mais nous ne refusons pas un délai plus court, pour que l'armée épuisée puisse respirer au moins quelque temps et, par ailleurs, il est nécessaire que, dans tous les pays civilisés, des assemblées populaires se réunissent pour discuter des conditions de paix.

En proposant de conclure immédiatement un armistice, nous nous adressons aux ouvriers conscients des pays qui ont beaucoup fait pour le développement du mouvement ouvrier. Nous nous adressons aux ouvriers d'Angleterre où il y a eu le mouvement chartiste, aux ouvriers de France qui ont plus d'une fois par leurs insurrections montré la force de leur conscience de classe et aux ouvriers d'Allemagne qui ont mené la lutte contre la loi sur les socialistes et ont créé de puissantes organisations.

Le manifeste du 14 mars (23) appelait à renverser les banquiers, mais nos propres banquiers, les conciliateurs non seulement ne les ont pas renversés, mais ils se sont alliés avec eux. Maintenant nous avons renversé le gouvernement des banquiers.

Les gouvernements et la bourgeoisie feront tout pour s'unir et écraser dans le sang notre révolution ouvrière et paysanne. Mais trois ans de guerre ont suffisamment éduqué les masses. Il y a eu le mouvement des Soviets dans d'autres pays, le soulèvement de la flotte en Allemagne, écrasé par les junkers du bourreau Guillaume (24), enfin, il ne fait pas oublier que

(23) Le manifeste du 14 mars est un appel « Aux peuples du monde entier » du Soviet de Petrograd. Il était une réponse à la déclaration du gouvernement provisoire du 7 mars qui proclamait ouvertement, pour la première fois, les buts de sa politique extérieure : la guerre jusqu'à la victoire en accord avec les alliés.

(24) Il s'agit du soulèvement dans la flotte allemande d'août 1917 dirigée par une organisation de matelots (4000 hommes), dirigée par Max Reichpietsch et Alwin Köbis du cuirassé Friedrich-des-Grosse. Le soulèvement fut écrasé, ses participants condamnés à de longues peines de travaux forcés.

(On peut lire à ce sujet l'article des CMO n° 73 : « Allemagne 1917, avis de tempête » NDT).

nous ne vivons pas au fond de l'Afrique, mais en Europe où tout peut rapidement se savoir. Le mouvement ouvrier l'emportera et ouvrira la voie de la paix et du socialisme. (Applaudissements prolongés et ininterrompus).

Le camarade Trotsky propose, pour gagner du temps et ordonner les débats, de donner la parole aux orateurs des fractions et seulement après à des représentants individuels. Il propose de mettre au vote la déclaration dans son ensemble et ensuite de donner la parole pour trois minutes pour ou contre sur les amendements proposés.

Après acceptation de cette proposition, la fraction des bolcheviks déclare qu'ils ne proposeront pas d'orateur.

Kareline pour les SR dit qu'ils sont d'accord avec l'idée générale, mais ne peuvent faire d'amendement parce qu'ils n'ont pas eu connaissance de la déclaration plus tôt. Ils voteront pour car le sens leur en est proche et compréhensible.

Kramarov pour les sociaux-démocrates internationalistes unifiés s'associe également à la déclaration, mais n'est pas à l'aise avec le passage qui anticipe sur la formation d'un pouvoir soviétique, ce contre quoi ils protestent. Ils voteront la déclaration.

Koulinitchenko, au nom de la Rada des organisations ukrainiennes de l'armée s'associe à la déclaration et salue cette adresse pour la paix.

Le représentant du Parti socialiste polonais : - *Nous ne pouvons pas ne pas voir dans cette adresse un fait historique majeur. Le premier pas de ce congrès et de son gouvernement porte la marque d'un salutaire réalisme prolétarien. La lutte pour la paix doit se fonder sur l'espoir du développement des mouvements populaires. Il s'agit, je le répète, de réalisme prolétarien parce que, bien que nous soyons pour le déferlement des mouvements populaires et que c'est d'eux seuls que nous attendons le succès, néanmoins, compte tenu des rapports dictés par la vie, le document s'adresse non seulement aux peuples, mais aux gouvernements. On ne peut ignorer les gouvernements car ils ont l'appui non seulement des milieux bourgeois, mais aussi d'une partie du prolétariat. Ne fondant pas toute notre politique*

de lutte pour la paix uniquement sur le développement de la révolution dans tous les pays, il est indispensable de compter avec les gouvernements, car des mouvements n'éclateront pas partout. Nous saluons ce réalisme prolétarien. Dans de nombreux pays, la révolution commencera quand l'armée quittera les tranchées. Tout en indiquant la nécessité d'un front uni de la démocratie révolutionnaire sans lequel il est impensable de sauver la révolution, dans l'ensemble je voterai avec joie cette proposition.

Balis pour les socialistes populistes de Lituanie (25) s'associe également à la déclaration, car il sait, il est certain que la démocratie révolutionnaire n'oubliera pas notre patrie, la Lituanie.

Dzerjinski (au nom du SDRP polonais (26)) : - *Le prolétariat polonais a toujours été aux côtés du prolétariat russe. La social-démocratie de Pologne et de Lituanie accueille le décret avec enthousiasme. Nous savons que la seule force qui peut libérer le monde est le prolétariat qui lutte pour le socialisme. Avec le triomphe du socialisme, le capitalisme sera vaincu et le joug national brisé. Ceux au nom de qui cette déclaration est proposée, sont dans les rangs du prolétariat et de la paysannerie pauvre, ceux qui ont quitté la salle en ces heures tragiques, ceux-là ne sont pas les amis, mais les ennemis de la révolution et du prolétariat. Cette adresse ne trouvera pas d'écho chez eux, elle en trouvera dans le cœur du prolétariat de tous les pays. Nous ne mettons pas en avant la séparation avec la Russie révolutionnaire. Avec elle nous trouverons toujours un terrain d'entente. Nous aurons une famille fraternelle des peuples sans querelles ni discorde.*

Stoutchka (social-démocrate de Lettonie (27) s'associe pleinement et soutient

(25) Le parti des socialistes-populistes révolutionnaires (« laudininki ») de Lituanie fondé en avril 1917 à Petrograd. Il a existé jusqu'en 1936.

(26) Il n'y avait pas officiellement de parti de ce nom. Il s'agit de la « Social-Démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie » (SDKPiL).

(27) Social-Démocratie de Lettonie (SDL) (avant juillet 1917 Social-Démocratie de la région de Lettonie). Est ensuite devenu le Parti Communiste de Lettonie.

non seulement en paroles mais en fait la proposition du gouvernement ouvrier et paysan.

Kapsoukas (pour la social-démocratie lituanienne (28) - *Il ne fait aucun doute que l'adresse trouvera un écho dans le cœur de tous les peuples, non seulement des peuples de Russie, mais des autres pays. La voix du prolétariat, de l'armée et de la paysannerie révolutionnaires traversera les baïonnettes, pénétrera en Allemagne et dans les autres pays et aidera à la libération universelle.*

Eremeev dit qu'il votera à une condition : que soit supprimé le passage affirmant que nous examinerons toutes les conditions de paix. Il ne faut pas l'écrire, car on pourra penser que nous sommes faibles, que nous avons peur. Notre exigence d'une paix sans annexions ni contributions doit être un ultimatum. Par ailleurs, il serait souhaitable que l'adresse aux peuples et l'adresse aux gouvernements soient publiées séparément.

Le rapporteur, le camarade Lénine prend la parole pour conclure. - *Je ne vais pas toucher au caractère général de la déclaration. Le gouvernement que votre congrès va constituer, pourra apporter quelques modifications sur des points de détail. Je suis absolument opposé à donner à notre demande de paix le caractère d'un ultimatum. Ce pourrait être fatal à notre cause. Nous ne pouvons pas accepter qu'un écart négligeable avec nos positions permette aux gouvernements impérialistes de dire qu'il est impossible d'engager avec nous des pourparlers de paix, à cause de notre intransigeance. Nous diffuserons partout notre appel, il sera connu de tous. Il sera impossible de cacher les conditions avancées par notre gouvernement ouvrier et paysan. Il est impossible de cacher notre révolution ouvrière et paysanne qui a renversé le gouvernement des banquiers et des propriétaires fonciers. A un ultimatum les gouvernements peuvent ne pas répondre, au texte tel qu'il est rédigé, ils devront répondre. Que chacun sache ce que pense son gouvernement. Nous ne voulons pas de secrets. Nous voulons que le gouvernement soit toujours soumis au contrôle de l'opinion publique de son pays.*

Que dira le paysan d'une province éloignée, si à cause de notre ultimatum,

il ne sait pas ce que veut un autre gouvernement ? Il dira : camarades, pourquoi avez-vous exclu la possibilité de proposer différentes conditions de paix ? Je les aurais examinées, étudiées, puis j'aurais mandaté mes représentants à l'Assemblée constituante sur la conduite à tenir. Je suis prêt à me battre par la voie révolutionnaire pour des conditions justes, si les gouvernements ne sont pas d'accord, mais il peut exister pour certains pays des conditions telles que je sois prêt à proposer à ces gouvernements de continuer eux-mêmes la lutte. La pleine réalisation de nos idées dépend seulement du renversement de tout le régime capitaliste. Voilà ce que pourra nous dire un paysan, et il nous accuserait d'une intransigeance excessive sur les détails, alors que l'essentiel pour nous est de démasquer toute l'ignominie, toute la scélératesse de la bourgeoisie et des bourreaux, couronnés ou non, placés à la tête des gouvernements.

Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas donner aux gouvernements la possibilité de se retrancher derrière notre intransigeance et de cacher aux peuples les raisons pour lesquelles ils les envoient à l'abattoir. C'est une goutte d'eau, mais nous ne pouvons pas, nous ne devons pas renoncer à cette goutte qui effrite la pierre de la mainmise de la bourgeoisie. Un ultimatum facilitera la position de nos adversaires. Mais nous montrerons au peuple toutes les conditions. Nous mettrons tous les gouvernements devant nos conditions; qu'ils répondent eux-mêmes à leurs peuples. Nous porterons toutes nos propositions de paix pour conclure à l'Assemblée constituante.

Il y a encore un point, camarades, auquel vous devez porter une attention soutenue. Les traités secrets doivent être publiés. Les points relatifs aux annexions et aux contributions de guerre doivent être abrogés. Il existe différents points, camarades ; bien sûr, les gouvernements de rapine ne se sont pas mis d'accord seulement sur le pillage ; parmi ces accords, ils ont également introduit des

(28) Parti social-démocrate de Lituanie (jusqu'en 1905 parti social-démocrate lituanien) apparue en 1896 à Vilno. A existé jusqu'à la fin 1926.

accords économiques et d'autres points sur les relations de bon voisinage.

Nous ne nous considérons pas comme liés par les traités. Nous ne nous laisserons pas entortiller par les traités. Nous rejetons tous les points concernant le pillage et la violence ; mais nous acceptons volontiers les points sur les relations de bon voisinage et les accords économiques ; nous ne pouvons pas les rejeter. Nous proposons un armistice de trois mois, nous choisissons un long délai parce que les peuples sont épuisés, qu'ils aspirent à se reposer de cette boucherie sanglante qui dure depuis plus de trois ans. Nous devons comprendre que les peuples ont besoin d'examiner les conditions de paix, d'exprimer leur volonté, avec la participation du parlement et que pour cela il faut du temps. Nous demandons un long armistice pour que l'armée dans les tranchées puisse se reposer du cauchemar d'une tuerie sans fin, mais nous ne rejeterons pas les propositions d'un armistice même plus court, nous les examinerons et nous devons les accepter, même si on nous propose un armistice d'un mois ou d'un mois et demi. Notre proposition d'armistice ne doit pas non plus être ultimatisante, car nous ne donnerons pas à nos ennemis la possibilité de cacher toute la vérité aux peuples, en se retranchant derrière notre intransigeance. Elle ne doit pas être ultimatisante, car criminel est le gouvernement qui ne souhaite pas un armistice. Et si nous ne donnons pas à notre proposition d'armistice le caractère d'un ultimatum, nous contraindrons ainsi les gouvernements à apparaître criminels aux yeux du peuple ; et avec ces criminels les peuples ne prendront pas de gants. On nous objecte que ne pas être ultimatisante montrera notre impuissance, mais il est temps de rejeter toute la fausseté de la conception bourgeoise sur la force du peuple. La force, telle que la représente la bourgeoisie, c'est quand les masses marchent aveuglément au massacre, et obéissent à la baguette aux gouvernements impérialistes. Pour la bour-



Lénine prenant la parole en 1917

geoisie un Etat est fort seulement quand il peut, de toute la puissance de son appareil gouvernemental, jeter les masses là où le veulent les dirigeants bourgeois. Nous avons une autre conception de la force. Pour nous, un Etat est fort grâce à la conscience des masses. Il est fort quand les masses savent tout, qu'elles peuvent juger de tout et s'engagent consciemment. Nous ne devons pas craindre de dire la vérité sur la fatigue, car quel Etat n'est pas fatigué aujourd'hui, quel peuple n'en parle pas ouvertement ? Prenez l'Italie, où, sur la base de cette fatigue, il y a eu un mouvement révolutionnaire qui a duré et exigé la fin de la boucherie. N'y a-t-il pas en Allemagne des manifestations ouvrières de masse où sont lancés des mots d'ordre pour la fin de la guerre ? N'est-ce pas la fatigue qui a provoqué la mutinerie de la flotte allemande, si impitoyablement écrasée par le bourreau Guillaume et ses valets ? Si des phénomènes de cette nature sont possibles dans un pays aussi discipliné que l'Allemagne, où l'on commence à parler de fatigue, de la fin de la guerre, nous n'avons rien à craindre d'en parler ouvertement, car c'est la vérité, valable pour nous comme pour tous les pays belligérants et même non belligérants.

Avant le vote le camarade Bazarny, représentant du soviet de Rovno, pour une explication de vote. - Mon soviet m'a mandaté pour obtenir un armistice sur tous les fronts et une paix juste et démocratique. Tous les soldats dans les tranchées comme à l'arrière, tous les soldats non seulement

en Russie mais dans tous les pays en guerre voteront cette résolution comme je la vote. (Vifs applaudissements).

L'adresse aux peuples et aux gouvernements est adoptée à l'unanimité. Après le vote, l'enthousiasme de l'assemblée s'exprime par des applaudissements bruyants et prolongés, puis tous entonnent à l'unisson l'Internationale. Ensuite, sur proposition d'un membre de l'assemblée, une ovation est faite au camarade Lénine, rédacteur de l'adresse, combattant déterminé et dirigeant de la révolution ouvrière et paysanne victorieuse. Puis on chante une marche funèbre en l'honneur des victimes de l'insurrection.

Le président passe au deuxième point de l'ordre du jour, sur l'abrogation immédiate de la propriété foncière des grands propriétaires.

Lénine, rapporteur, prend la parole sous les ovations. – *Nous estimons que la révolution a montré et démontré combien il est important de poser clairement la question de la terre. Le déclenchement de l'insurrection, la seconde révolution, celle d'Octobre, démontre clairement que la terre doit être remise aux paysans. Le gouvernement qui a été renversé et les partis conciliateurs mencheviks et SR ont été criminels en ajournant sous divers prétextes la solution de la question de la terre et ont conduit de ce fait le pays à la ruine et au soulèvement paysan. Leurs paroles sur les pogroms et sur l'anarchie dans les campagnes respirent la fausseté et une lâche duplicité. Où et quand les pogroms et l'anarchie ont-ils été provoqués par des mesures raisonnables ? Si le gouvernement avait agi raisonnablement et si ses mesures avaient répondu aux besoins de la paysannerie pauvre, la masse paysanne en serait-elle venue à se soulever ? Mais toutes les mesures du gouvernement, approuvées par les soviets des Avksentiev et des Dan, l'ont été contre les paysans et les ont contraints à se soulever.*

Après avoir provoqué le soulèvement, le gouvernement s'est mis à crier aux pogroms et à l'anarchie, qu'il avait lui-même provoqués. Il voulait l'écraser par le fer et dans le sang, mais il a été lui-même balayé par le soulèvement armé des soldats, des marins et des ouvriers révolutionnaires. Le gouvernement de la révolution

ouvrière et paysanne doit en premier lieu résoudre la question de la terre, question qui peut apaiser et satisfaire les masses énormes de la paysannerie pauvre. Je vais vous lire les articles du décret que doit promulguer votre gouvernement soviétique. Dans un des articles de ce décret, se trouve un mandat donné aux comités agraires, établi d'après les 242 mandats des soviets locaux de députés paysans.

Des voix s'élèvent alors pour dire que le décret lui-même et le mandat ont été établis par les SR (29).

Soit. Qu'importe par qui ils ont été établis : mais nous, en tant que gouvernement démocratique, nous ne pouvons pas éluder les décisions prises à la base par le peuple, quand bien même nous ne serions pas d'accord avec elles. La vie nous éclairera, en mettant le décret en pratique, en l'appliquant sur place, les paysans comprendront eux-mêmes où est la vérité. Et même si les paysans continuent à suivre les SR, et même s'ils donnent à ce parti la majorité à l'Assemblée constituante, nous dirons encore : soit ! La vie est le meilleur des maîtres, elle montrera qui a raison et les paysans par un bout et nous par l'autre bout, nous travaillerons à résoudre cette question. La vie nous obligera à nous unir dans un même flot créateur, à élaborer de nouvelles formes d'Etat. Nous devons suivre la vie, nous devons donner aux masses populaires une entière liberté de création. L'ancien gouvernement, renversé par l'insurrection armée, voulait résoudre la question agraire avec l'aide de la vieille bureaucratie tsariste toujours en place. Mais au lieu de résoudre la question, la bureaucratie ne faisait que lutter contre les paysans. Les paysans ont beaucoup appris au cours de ces huit mois de notre révolution, ils veulent résoudre eux-mêmes toutes les

(29) Le décret sur la terre qui reprend l'ensemble des revendications paysannes avancées par les délégués au 1^{er} Congrès panrusse des députés paysans en mai-juin 1917. Il a été rédigé par la rédaction de journal SR de droite, les « *Izvestia du congrès panrusse des députés paysans* » et publié dans ce journal les 19 et 20 août 1917. Il incluait toute une série de propositions du programme SR de socialisation de la terre. Lénine a intégré le chapitre essentiel du décret (8 articles) dans le décret sur la terre.

questions concernant la terre. Aussi nous opposons-nous à tout amendement à ce projet de loi, nous ne voulons pas entrer dans les détails, car nous écrivons un décret et non pas un programme d'action. La Russie est grande et les conditions locales y sont diverses ; nous croyons que la paysannerie saura elle-même, mieux que nous, résoudre la question justement, comme il le faut... Que ce soit dans l'esprit de notre programme ou dans celui des socialistes-révolutionnaires, ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est que la paysannerie acquière la ferme conviction qu'il n'y a plus de propriétaires fonciers à la campagne, que les paysans eux-mêmes résolvent toutes les questions, qu'ils organisent eux-mêmes leur vie. (Bruyants applaudissements).

Après le discours du camarade Lénine, Pianykh, membre du Comité exécutif du soviet panrusse des députés paysans, fait une déclaration hors ordre du jour. - *Comme m'en a chargé le Comité exécutif, je déclare avec mes camarades qu'il se passe, ces derniers jours, quelque chose qui ne s'est jamais vu dans aucune révolution. Nos camarades Maslov et Salazkine (30), membre du Comité exécutif, sont en prison (31). On leur a fait violence. C'est inadmissible. Personne n'a le droit de violenter les représentants élus des paysans. Nous exigeons leur libération immédiate.* (Ensuite on ne peut plus distinguer ce que dit l'orateur à cause du bruit et des cris qui s'élèvent : « A bas ! » « C'est vous qui avez arrêtés les comités paysans » et les applaudissements d'une partie de l'assemblée).

Puis intervient le représentant de la 3^e armée, qui dit que l'acte commis envers les ministres est illégal; que si un cheveu venait à tomber de leur tête, si on avait recours à la violence, ceux qui auraient fait cela devraient en répondre.

Puis un paysan du gouvernement de Tver intervient pour dire qu'il salue respectueusement l'assemblée et qu'au nom des paysans qui l'ont élu il s'adresse à elle pour qu'elle n'hésite pas à arrêter tout le Comité exécutif du Soviet paysan, parce que ce ne sont pas des représentants des paysans qui y siègent, mais des cadets qui, loin de défendre les intérêts des paysans, les trahissent et que leur place est en prison. Au nom de ses électeurs il salue le

camarade Lénine et lui exprime sa reconnaissance comme au plus ferme défenseur de la paysannerie pauvre (*Son discours est couvert pas des applaudissements bruyants et prolongés qui se transforment en ovation*).

Un second représentant du Comité exécutif du soviet panrusse des députés paysans intervient pour exiger la libération des ministres socialistes.

Le camarade Trotsky prend la parole : *Il y a là deux aspects de la question, camarades : l'un, pratique, a été résolu hier. Il a été décidé que les ministres socialistes, mencheviks et SR, seraient provisoirement assignés à résidence par le Comité mili-*

(30) S.L. Maslov (1873-1943), économiste, journaliste. S.R de droite. Après la révolution de Février, membre du Comité Exécutif panrusse des députés paysans ; vice-président du Comité agraire central ; à partir du 3 octobre 1917, ministre de l'agriculture du gouvernement provisoire. Auteur d'un projet de loi (1917) et d'une série de travaux sur la question agraire. A partir de 1926, professeur à l'Institut Plekhanov de l'Economie Populaire.

S.S. Salazkine (1862-1932), biologiste, chimiste. Proche des cadets. Après la révolution de Février, président du Comité exécutif du soviet des députés paysans du gouvernement de Riazan. A dater du 25 septembre 1917, ministre de l'Instruction du gouvernement provisoire. Après Octobre, travaille comme enseignant. En 1927-32, directeur de l'Institut de Léningrad de médecine expérimentale.

(31) S.L. Maslov a été arrêté avec d'autres membres du gouvernement provisoire dans la nuit du 26 octobre et amené au bastion Troubetskoï de la forteresse Pierre et Paul. Il raconte « *On m'a amené dans la cellule n° 39 avec Kartachev... A 3 heures du matin, quelques militaires sont entrés dans la cellule et m'ont réveillé. On m'a expliqué que, sur décision du 2^e Congrès des soviets, Salazkine et moi-même étions libérés et assignés à domicile... On a exigé ma parole que je ne quitterais pas mon domicile. J'ai répondu que jamais je ne donnerais ma parole à des geôliers... (il donne l'adresse du Comité exécutif des soviets où il loge), on a de nouveau essayé de me convaincre de donner ma parole. J'ai refusé catégoriquement. Ensuite un des membres du Comité révolutionnaire est monté avec moi dans l'automobile et m'a amené sans escorte au Comité exécutif. Entré avec moi dans le local, il m'a dit : « vous êtes libre, mais si vous ne voulez pas me donner votre parole, sachez que je peux être arrêté ».* (Isvestia du congrès panrusse des députés paysans n° 148 du 28 octobre 1917 « *Conversation avec S.L. Maslov* »)

taire révolutionnaire. C'est ce qui a été fait pour Prokopovitch (32), c'est ce qui devait l'être pour Maslov et Salazkine. Le CMR prendra les mesures nécessaires pour exécuter vos décisions dans les plus brefs délais, et s'il ne l'a pas encore fait, c'est seulement, camarades, parce que nous vivons une insurrection armée et qu'un autre représentant d'un de ces partis que vous connaissez bien, Kerenski, organise les forces de la contre-révolution pour les diriger contre nous. Occupé à sauver l'insurrection pour l'instant victorieuse, le CMR a oublié deux ministres socialistes pour que la révolution ouvrière et paysanne ne subisse aucun dommage. (Applaudissements). L'autre aspect, c'est la question de l'impression petite-bourgeoise produite par ces arrestations. Camarades nous vivons une époque nouvelle où les représentations habituelles doivent être rejetées. Notre révolution est la victoire de classes nouvelles qui sont maintenant au pouvoir et doivent se défendre de l'organisation des forces contre-révolutionnaires auxquelles participent les ministres socialistes. S'ils sont assignés à résidence, c'est pour que soit éclaircie leur éventuelle participation à un complot contre-révolutionnaire. Ces deux ministres ne nous font pas peur, ils n'ont absolument aucun poids, ni moral, ni politique. On nous dit qu'on n'a jamais rien vu de pareil dans aucune révolution. La mémoire de ceux qui parlent ainsi est bien courte puisqu'on a vu, il y a seulement quelques mois, l'arrestation de membres du Comité exécutif du soviét des députés ouvriers et paysans avec le concours et l'accord de ces mêmes ministres socialistes et, alors, il n'y a eu aucune protestation, aucune exigence qu'ils soient libérés (33). Plus encore : le président du comité exécutif du soviét des députés paysans, Avksentiev (34) a placé deux gardes à la porte de l'appartement d'Alexandra Mikhailovna Kollontai qui avait été libérée par les représentants de la justice. Et maintenant ils viennent interrompre nos travaux, nous empêchent de résoudre des questions importantes sur lesquelles ils n'ont rien pu faire, pour proférer des menaces impuissantes et manifester une indignation mal placée. (Applaudissements).

Une interruption de séance d'une heure est annoncée.

A la reprise, le premier orateur est le représentant du front macédonien (35). Il transmet au congrès le salut des soldats abandonnés dans la lointaine Macédoine. L'orateur déclare : - *Nous avons été oubliés par le gouvernement de Nicolas II, le gouvernement de coalition nous a oubliés, nous avons dû supporter et nous supportons les railleries de nos « alliés » français. Nous sommes pour une paix rapide, pour la remise de la terre aux travailleurs. Nous exigeons d'être ramenés en Russie.* L'orateur quitte la tribune sous les applaudissements du congrès.

Le camarade Kamenev annonce – *ce matin, le 10^e bataillon motocycliste est entré dans Piter. Il a organisé un meeting et, comme les deux premiers bataillons, il*

(32) C.N. Prokopovitch, social-démocrate « hors fraction », économiste, journaliste. Après la révolution de Février, vice-président du conseil économique du gouvernement provisoire. A partir du 24 juin 1917, ministre du commerce et de l'industrie, du 25 septembre ministre de l'approvisionnement. Après Octobre, membre du « Comité pour le salut de la patrie et de la révolution ». Exilé en 1922.

(33) Il s'agit, visiblement, d'une série d'ordonnances du gouvernement provisoire, prises après la manifestation du 4 juillet à Petrograd.

(34) N. D Avksentiev (1878-1943), un des dirigeants du parti SR. Après la révolution de février, membre du comité exécutif du Soviet de Petrograd et du comité exécutif du soviét panrusse des députés paysans. De juin à septembre 1917, ministre des affaires intérieures du gouvernement provisoire ; en octobre président du Préparlement. En 1918, un des organisateurs du mouvement contre-révolutionnaire dans la région de la Volga et en Sibérie, président du directoire d'Oufa. Après la prise de pouvoir par Koltchak en Sibérie (18 nov. 1918), a été exilé à l'étranger.

(35) Le front macédonien. Au printemps 1917, une partie des troupes russes en France ont été transférées en Grèce, sur le front de Salonique. Deux brigades d'infanterie, une d'artillerie et un bataillon du génie à partir desquels a été constituée la 2^e division spéciale d'infanterie (environ 30 000 hommes). Des comités de soldats s'y sont formés et, à Salonique, un soviét qui était sous l'influence des conciliateurs. Au début décembre 1917, un Comité de la Russie ouvrière s'est formé dans la division et a développé une propagande pour le pouvoir soviétique et une agitation pour le retour au pays. Le SR de gauche, V.V. Trifonov était délégué du front macédonien au Congrès panrusse des soviets.

s'est joint unanimement aux positions du congrès. (Tempête d'applaudissements).

Le camarade Orlov, au nom de soviets de Petrograd des députés paysans (36) s'associe au décret sur la terre.

Le camarade Lvov, au nom du groupe des députés paysans demande de laisser quelques places au CEC pour les représentants de la paysannerie.

Le représentant de la rada militaire panukrainienne transmet au congrès le salut de la Rada. Il termine en ukrainien son intervention. (*Applaudissements nourris*).

Le président met aux voix le projet de décret sur la terre. Le décret est adopté à l'unanimité moins un contre et 8 abstentions. (*Tempête d'applaudissements prolongés*).

Ensuite le camarade Avilov intervient au nom des sociaux-démocrates internationalistes unifiés (37). *L'élection du CEC – dit-il – décide d'avance la question du pouvoir. Le nouveau gouvernement se trouve confronté aux mêmes vieilles questions sur le pain et la paix. S'il ne résout pas ces questions, il sera renversé. Mais le gouvernement ne peut pas donner le pain : il y en a trop peu. Le gouvernement ne sera pas en mesure de fournir des produits manufacturés à la campagne, et, sans cela, il est impossible de recevoir du blé. Le nouveau gouvernement ne pourra résoudre cette question fondamentale par ses seules forces. Il est indispensable de constituer un gouvernement qui soit soutenu par la paysannerie toute entière, la paysannerie aisée comme la paysannerie la plus pauvre, celle qui achète comme celle qui vend le blé. La résolution de la question agraire seule ne signifie pas le succès du gouvernement : les paysans pauvres ne pourront pas utiliser la terre sans matériel. Obtenir une paix immédiate est impossible. Les gouvernements alliés ne nous reconnaissent pas. Les ambassadeurs s'appêtent à partir. C'est la rupture avec les gouvernements alliés. Les espoirs de révolution ouvrière en Europe ne sont pas fondés. Ainsi, pour conclure la paix, le nouveau gouvernement ne pourra compter ni sur les gouvernements, ni sur les peuples. Il faut à tout prix gagner, sinon toute la démocratie, du moins sa majorité. Mais la démocratie est divisée. Une partie s'est regrouper autour*

du « Comité de salut public » (38). Cette division est funeste. Il faut absolument unir toute la démocratie. En conclusion le camarade Avilov lit une résolution où il est question de remettre tout le pouvoir aux mains de la démocratie.

Le camarade Kareline intervient au nom des SR. *La vie, – dit-il – exigeait la constitution d'un pouvoir démocratique homogène. Nous soutenons la revendication d'un pouvoir décidé, direct, fort, de toute la démocratie. Nous devons constater tout autre chose, il n'y a pas ici de coalition avec les autres éléments de la démocratie. Les bolcheviks ne sont pas responsables d'être restés isolés. L'autre partie de la démocratie n'a pas souhaité s'unir. Notre tâche est d'être les intermédiaires*

(36) Le soviets de Petrograd des députés paysans a été constitué le 14 avril 1917 (sous le nom, jusqu'en mai 1917 de Soviet des députés paysans de la garnison de Petrograd) par des soldats révolutionnaires d'origine paysanne. A cessé d'exister le 26 février 1918.

(37) L'organisation des sociaux-démocrates internationalistes unifiés a été constituée à la fin août 1917 par un groupe de « *Novaja Jizn'* » (le journal de Gorki) qui avait refusé de se joindre au POSDR menchevique (unifié). Ses dirigeants rejetaient la possibilité de la victoire de la révolution dans un seul pays, se prononçaient pour une république parlementaire, contre la dictature du prolétariat, ils défendaient l'idée de la constitution d'un gouvernement socialiste homogène.

(38) Le comité de salut public a été organisé par la douma municipale de Petrograd en lien avec l'action bolchevique du 24 octobre. Il était composé des conseillers municipaux de la douma centrale et des doumas de quartier, des représentants du Comité exécutif du soviets panrusse SR et SD, du Comité exécutif du conseil panrusse des députés paysans, de la Flotte Centrale et autres organisations. Le 29 octobre il a soulevé une révolte des junkers à Petrograd. Celle-ci défaite, il s'est dissous et ses membres ont formé l'« Union des défenseurs de l'Assemblée constituante »

(38) Le comité de salut public a été organisé par la douma municipale de Petrograd en lien avec l'action bolchevique du 24 octobre. Il était composé des conseillers municipaux de la douma centrale et des doumas de quartier, des représentants du Comité exécutif du soviets panrusse SR et SD, du Comité exécutif du conseil panrusse des députés paysans, de la Flotte Centrale et autres organisations. Le 29 octobre il a soulevé une révolte des junkers à Petrograd. Celle-ci défaite, il s'est dissous et ses membres ont formé l'« Union des défenseurs de l'Assemblée constituante »

entre les éléments socialistes qui ont quitté le congrès et les bolcheviks. Le programme proposé par ce pouvoir pourrait, pour l'essentiel, unir toute la démocratie révolutionnaire. Un témoignage vivant en est que, le jour qui a précédé la révolution, les formules (39) sur la paix et la terre ont été adoptées au Préparlement. Mais ces deux parties de la démocratie ne manifestent aucune bonne volonté à se rapprocher. Nous protestons, naturellement, contre le fait qu'au lieu de comités provisoires qui auraient pris la responsabilité de solutions provisoires aux problèmes les plus urgents, nous faisons face à un pouvoir constitué. Mais nous ne voulons pas nous engager sur la voie de l'isolement des bolcheviks, car nous comprenons que le destin de la révolution est lié au destin des bolcheviks. Dans la liste proclamée ici des membres du nouveau gouvernement, il pourrait y avoir aussi quelques SR de gauche. Mais, en nous prêtant à une telle combinaison, nous approfondirions les divergences qui existent actuellement au sein de la démocratie révolutionnaire. Alors que notre tâche est de réconcilier toutes les composantes de la démocratie. Nous soutiendrons tous les efforts du nouveau pouvoir pour s'engager dans la résolution des problèmes les plus urgents. Mais, néanmoins, nous nous prononçons contre la constitution du pouvoir des Soviets.

Au retour des camarade Kareline et Avilov, Trotsky prend la parole. – Les considérations que nous avons entendues ici, ont été maintes fois avancées contre nous. La menace d'un isolement de l'aile gauche a été souvent brandie contre nous. Il ya quelques jours, quand la question de l'insurrection a été posée ouvertement, on nous a dit que nous nous isolions, que nous allions à notre perte et, effectivement, si l'on appréciait d'après la presse politique l'importance des différents regroupements politiques, l'insurrection nous aurait conduit à la faillite. Les bandes contre-révolutionnaires et les défenseurs de tout poil étaient contre nous. Une aile des socialistes-révolutionnaires travaillait courageusement à nos côtés au sein du CMR (40). L'autre occupait une position de neutralité attentiste. Et, néanmoins, même dans ces conditions défavorables, alors que, semblait-il, nous

étions abandonnés de tous, l'insurrection a vaincu presque sans résistance. Si nous avions réellement été isolés, si toutes les forces réelles avaient réellement été contre nous, alors comment avons nous pu remporter la victoire pratiquement sans effusion de sang ? Non, ce n'est pas nous qui étions isolés, mais le gouvernement et les démocrates, les quasi-démocrates. Ils étaient isolés des masses. Par leurs hésitations, leur politique conciliatrice, ils se sont exclus des rangs de la démocratie véritable. L'immense avantage que nous avions, comme parti, c'est d'avoir constitué une coalition avec les forces de classe, une coalition avec les ouvriers, les soldats et les paysans pauvres. Les groupements politiques peuvent disparaître, mais les intérêts fondamentaux des classes demeurent et le parti, le courant victorieux est celui qui est capable d'apprécier et de satisfaire les revendications essentielles des classes sociales. Si une coa-

(39) Les formules sur la paix et la terre. Dans la nuit du 25 octobre, Kerenski a fait une intervention au Préparlement dans laquelle il accusait les bolcheviks d'organiser une insurrection contre le gouvernement provisoire et exigeait du Soviet son concours pour prendre des mesures résolues pour l'étouffer. Après les discours de Kamkov, Gvozdiev et Martov, une « formule de transition » a été proposée et adoptée à la majorité des voix par les députés socialistes populistes, mencheviks, mencheviks internationalistes, SR de droite et SR de gauche. Ce texte a été transmis à Kerenski par une délégation composée de Avksentiev, Dan et Gotz.

La même nuit du 25 octobre, lors d'une séance extraordinaire du Comité exécutif des soviets de députés ouvriers et soldats et du Comité exécutif du soviet panrusse des députés paysans, les mencheviks, dans leur résolution contre l'insurrection armée, proposaient au gouvernement provisoire de promulguer un décret sur la remise de la terre à la disposition des comités agraires et d'engager des pourparlers de paix. Au nom de la fraction bolchevique, Volodarski a déclaré qu'il était stupide de porter quelque résolution que ce soit à quelques heures de l'ouverture du 2^e Congrès panrusse des soviets. Après quoi, les bolcheviks ont quitté la séance.

(40) Le Comité Militaire Révolutionnaire de Petrograd était multipartite. Sur ses 80 membres, il y avait 56 bolcheviks, 18 SR de gauche, 1 SR maximalistes, 1 menchevik internationaliste, 1 anarcho-syndicaliste et d'autres dont l'appartenance politique n'a pu être établie.

lition était nécessaire, c'était celle de la garnison, essentiellement paysanne, avec la classe ouvrière. Cette coalition, elle a été éprouvée au feu de la lutte. La garnison de Petrograd et le prolétariat, comme un seul détachement ont engagé cette lutte qui est l'exemple classique dans l'histoire des révolutions de tous les peuples.

On nous parle ici d'un bloc de gauche qui s'est formé au Préparlement, mais ce bloc n'a existé qu'un seul jour, visiblement ce n'était pas le lieu où il fallait le constituer. Peut-être que le bloc était bon et que son programme était bon, mais il a suffi d'un affrontement pour qu'il vole en éclats (41). Le camarade Avilov parle des immenses difficultés qui nous attendent et, pour écarter toutes ces difficultés, il propose une coalition, mais il ne donne aucune précision sur le contenu de cette formule. S'agit-il d'une coalition de groupes, de classes ou juste de journaux ? Car avant de parler de coalition avec l'ancien CEC par exemple, il faut comprendre qu'une coalition avec les Dan, Liber (42) ne renforcerait pas la révolution, mais la conduirait à sa perte. Car, au moment le plus critique de la lutte, nous nous sommes trouvés sans téléphone avec la complaisance des commissaires du CEC (43). On dit que la division de la démocratie est le fruit d'un malentendu. Quand Kereniski envoie contre nous ses troupes d'assaut (44), quand, avec la complaisance du CEC on nous prive du téléphone, quand on nous porte coup après coup, peut-on parler d'un malentendu ? Si c'était un malentendu, j'ai bien peur que les considérations de nos opposants, les camarades Avilov et Kareline, ne soient aussi un malentendu politique. Le camarade Avilov nous dit : nous n'avons pas de blé, il faut faire une coalition avec les défenseurs. Mais cette coalition nous donnera-t-elle du blé ? La question du blé, c'est celle d'un programme d'action. La lutte contre la désorganisation exige toute une série de décisions et pas seulement un regroupement politique. Le camarade Avilov a parlé de la paysannerie, mais, à nouveau, de quelle paysannerie s'agit-il ? Il faut choisir entre différents éléments de la paysannerie. Aujourd'hui, un représentant paysan du gouvernement de Tver a exigé l'arrestation d'Avksentiev. Il faut choisir entre le paysan de Tver qui réclame l'arrestation d'Avksentiev et Avksentiev qui a rempli les

prisons de représentants des comités paysans. Nous sommes avec le paysan de Tver contre Avksentiev, nous sommes avec lui absolument et jusqu'au bout. Nous rejetons la coalition avec les éléments koulaks de la paysannerie, nous la rejetons fermement au nom de la coalition entre le prolétariat et la paysannerie pauvre. Si la révolution nous a appris quelque chose, c'est bien que ce n'est que par un accord, ce n'est que par la coalition de ces éléments qu'on peut remporter la victoire. Ceux qui poursuivent l'ombre de la coalition se sont définitivement isolés de la vie. Les socialistes-révolutionnaires de gauche perdront le soutien des masses dans la mesure où ils veulent s'opposer à notre parti et un parti qui s'oppose au parti du

(41) Il s'agit visiblement du bloc des mencheviks et des SR au Préparlement auquel participaient également des représentants de la droite (m. à m. « les éléments censitaires » : les élections à la Douma se faisait par curies, ce qui favorisait les possédants... mais permettait tout de même aux ouvriers et aux paysans d'avoir leurs représentants. pendant l'année 17, on désignait par le terme « démocratie révolutionnaire » la force politique représentée par les dirigeants du Soviet, essentiellement SR et mencheviks, et par « éléments censitaires » la force politique représentée par les dirigeants du premier gouvernement provisoire, essentiellement les cadets et les représentants de la bourgeoisie industrielle et commerçante. Les élections à la Douma avaient en effet lieu par curie, à l'avantage évidemment des possédants... mais, du même coup, les paysans et les ouvriers avaient aussi leurs représentants (NDT). Les bolcheviks ont boycotté le Préparlement dès son ouverture (le 7 octobre).

(42) M.I. Liber (Goldman) (1880-1937), un des dirigeants du Bund. Après la révolution de Février, membre du Comité exécutif du soviét de Petrograd puis du présidium du Comité exécutif central panrusse ; membre du comité central du parti menchevik. Partisan du gouvernement de coalition. Après Octobre a travaillé dans le secteur de l'économie.

(43) Le 24 octobre, le gouvernement provisoire a ordonné de déconnecter le téléphone de Smolny. La ligne a été rétablie après qu'un commissaire du CMR de Petrograd se soit rendu au central téléphonique.

(44) Le 24 octobre, à 5h. 30 du matin, le commissaire Rojdestvenski est arrivé à l'imprimerie du « *Rabotchi pout* » avec un détachement de junkers de la 2^e école d'Oranienbaum. Un mandat du commandant en chef du district militaire de Petrograd, G.N. Polkovnikov, a été présenté, ordonnant l'interdiction des journaux « *Rabotchi pout* » et « *Soldat* », ainsi que la fermeture de l'imprimerie. Mais l'impression du journal s'est poursuivie.

prolétariat auquel s'est associé la paysannerie s'isole de la révolution. Ouvertement, devant le peuple tout entier, nous avons levé le drapeau de l'insurrection. La formule politique de cette insurrection est : Tout le pouvoir aux soviets à travers le congrès des soviets. On nous dit vous n'avez pas attendu le congrès. Nous l'aurions bien attendu, mais Kerenski, lui, ne voulait pas attendre ; la contre-révolution veillait. Comme parti, nous avons considéré que notre tâche était de donner au Congrès des soviets la possibilité réelle de prendre le pouvoir. Si le congrès avait été cerné par les junkers, comment aurait-il pris le pouvoir ? Pour que cette tâche soit réalisée, il fallait qu'un parti arrache le pouvoir aux contre-révolutionnaires et vous dise : voilà le pouvoir et vous devez le prendre. (Tempête d'applaudissements sans fin).

En dépit du fait que les conciliateurs de tous bords ne reculaient devant rien dans leur lutte contre nous, nous ne les avons pas rejetés, nous avons proposé au congrès tout entier de prendre le pouvoir. Il faut vraiment dénaturer la perspective pour, après tout cela, parler à cette tribune de notre intransigeance. Quand un parti qui a affronté l'épreuve du feu, vient à vous et dit : prenons le pouvoir ensemble, ils s'enfuient à la douma municipale et là-bas s'unissent à des contre-révolutionnaires avérés. Ce sont des traîtres à la révolution avec lesquels nous ne nous unissons jamais.

Dans la lutte pour la paix, dit le camarade Avilov, il faut une coalition avec les conciliateurs, mais en même temps il dit que les alliés ne veulent pas faire la paix, mais si nous nous unissons à ceux qui nous trahissent, alors, dit Avilov, tout ira bien. Les impérialistes alliés, nous a expliqué Avilov, se sont moqués (45) du prétendu démocrate, Skobelev (46). Mais, nous conseille-t-il, faites bloc avec les prétendus démocrates et la cause de la paix sera assurée.

Il y a deux voies de lutte pour la paix. La première voie, c'est d'opposer la force morale et matérielle de la révolution aux gouvernements alliés et ennemis. La seconde voie, c'est l'alliance avec Skobelev, c'est-à-dire l'alliance avec Terechtchenko (47), la soumission totale à l'impérialisme. On nous dit que dans notre appel pour la paix, nous nous adressons en même temps aux gouvernements et aux peuples. Mais

la symétrie est artificielle. Bien sûr nous n'imaginons pas influencer sur les gouvernements par nos appels, mais, tant qu'ils existent, nous ne pouvons les ignorer. Nous mettons tous nos espoirs dans la capacité de notre révolution à entraîner la révolution européenne. Si les peuples soulevés d'Europe ne renversent pas le capitalisme, nous serons écrasés, c'est certain. Ou la révolution russe soulèvera un ouragan de luttes en Occident ou les capitalistes de tous les pays étoufferont la nôtre.

- Il y a une troisième voie, - crie-t-on de la salle.

- La troisième voie – répond le camarade Trotsky – c'est celle de l'ancien CEC, envoyer d'un côté des délégations aux ouvriers des pays d'Europe et, de l'autre, conclure un accord avec les Kichkine et Konovalov (48), c'est la voix du

(45) Il s'agit visiblement de l' « Instruction au délégué du Comité exécutif central à la conférence alliée », adoptée en séance à huis-clos du Comité, les 3-5 octobre. C'est sur la base de ce document que le représentant du comité, Skobelev, était supposé intervenir à la conférence des pays de l'Entente à Paris, à la fin 1917.

(46) M. I. Skobelev (1885-1938), social-démocrate depuis 1903, menchevik, député de la 4^e Douma. Après la révolution de Février vice-président du Soviet de Petrograd, puis du Comité exécutif panrusse central des soviets. De mai à août 1917, ministre du travail du gouvernement provisoire. Après Octobre, a travaillé dans le mouvement coopératif, au Commissariat du Commerce extérieur. A représenté le Tsentrosioiuz (organe dirigeant de l'Union des coopératives de consommateurs NDT) à Paris et Bruxelles. Depuis 1922 membre du PCR(b). En 1936-37, a travaillé au Comité national de la radio.

(47) M.I. Terechtchenko (1886-1956), grand propriétaire terrien, industriel du sucre, financier, proche des « progressistes ». Après la révolution de Février, ministre des Finances, ministre des Affaires Etrangères du gouvernement provisoire, partisan de la guerre « jusqu'à la victoire ». Emigre après Octobre. A vécu et est mort à Londres.

(48) A. I. Konovalov (1875-1948), un des organisateurs et dirigeant du parti des « progressistes », adhère aux cadets en août 1917. Gros fabricant dans le textile. Membre du Conseil des congrès des représentants de l'industrie et du commerce, l'un des fondateurs de l'Union panrusse du commerce et de l'industrie à Moscou. Ministre du Commerce et de l'Industrie dans la 1^e et la 3^e composition du gouvernement provisoire. Adjoint de Kerenski au gouvernement provisoire dans sa dernière composition. Emigre après Octobre.

mensonge et de l'hypocrisie que nous n'emprunterons jamais. Bien sûr, nous ne disons pas que le premier jour du soulèvement des ouvriers d'Europe sera automatiquement celui de la signature d'un traité de paix ; il est possible que, effrayée par la menace du soulèvement de tous les opprimés, la bourgeoisie se hâte de signer la paix. On ne peut connaître les délais. On ne peut prévoir les formes concrètes. Ce qui est important et nécessaire, c'est de définir la méthode de lutte, par principe identique en politique intérieure et en politique extérieure. L'union des opprimés partout et toujours, telle est notre voie. Le second congrès des soviets a élaboré tout un programme de mesures. Tout groupe qui souhaite réellement mettre en œuvre ce programme, qui en ce moment crucial se tiendra de ce côté de la barricade, aura le même accueil : bienvenue, chers camarades, nous sommes des frères d'armes et marcherons avec vous jusqu'au bout. (Tempête d'applaudissements prolongés).

Le président du comité central du syndicat des chemins de fer (49) prend la parole pour déclarer que celui-ci est hostile à la prise de pouvoir par un seul parti, que le congrès n'est pas habilité etc...

En réponse le président de séance, le camarade Kamenev déclare :

- Visiblement les informations dont dispose l'orateur précédent ne correspondent pas à la réalité : il ne peut en aucun cas être question d'incompétence du congrès. Ce n'est pas nous, c'est l'ancien CEC lui-même qui en a fixé le quorum et les normes de représentation et a ouvert le congrès reconnu par tous comme légitime. Que tel ou tel individu l'ait quitté n'invalide pas le congrès, puisque le quorum est respecté. Nos séances se poursuivent depuis deux jours et personne n'a fait aucune déclaration sur une quelconque illégitimité du congrès. Les fractions qui ont quitté le congrès n'ont fait et ne pouvaient faire aucune déclaration en ce sens. Ce congrès est légitime et il est l'organe suprême autorisé de la masse des ouvriers et soldats.

Le président du soviet de Tachkent, le SR de gauche, Grinevitch déclare : - *Le représentant du CC du syndicat des chemins de fer a tenté ici de faire pression sur nous. Je représente le soviet de Tachkent,*

qui rassemble 27 000 ouvriers et soldats, je suis président du syndicat des chemins de fer du district. Tous les employés et ouvriers, toute la masse des travailleurs des chemins de fer de notre district se sont prononcés pour remettre le pouvoir aux soviets, ils ne partagent pas le point de vue du CC du syndicat des chemins de fer. De plus, j'élève une ferme protestation contre toute tentative d'un syndicat d'imposer sa volonté sur les questions de la vie politique du pays. Le représentant du CC du syndicat des chemins de fer a dit que les employés du chemin de fer avaient une grande importance pour l'Etat, mais ceux des postes et télégraphes n'en ont pas moins et ils ne tentent pas de faire pression sur nous ; d'ailleurs tous les comités centraux chantent la même chanson ces derniers temps. Tous, à l'encontre des masses qu'ils sont censés représenter, sont sur la voie des conciliateurs. Mais, quoi qu'on puisse nous dire, le congrès actuel a montré ce que pense la Russie des ouvriers et des soldats. (Tempête d'applaudissements).

Un autre représentant des cheminots déclare que le du CC du syndicat des chemins de fer est un cadavre politique. La masse des cheminots s'en est détournée depuis longtemps.

Le 27 octobre, à 5 heures du matin, le congrès est clos sous les acclamations :

Vive la révolution ! Vive le socialisme !

(49) Il s'agit de l'intervention du représentant du comité exécutif panrusse du syndicat des chemins de fer (Vikjel). Le Vikjel a été constitué au 1er congrès panrusse de fondation des cheminots (Moscou, 15 juillet-25 août 1917). Il était composé de 14 SR, 6 mencheviks, 3 bolcheviks, 6 membres d'autres partis et 11 sans parti. Au moment d'Octobre, les représentants du Vikjel ont pris position contre le pouvoir des soviets. Le 29 octobre, le Vikjel a adopté une résolution dans laquelle il reconnaissait le pouvoir soviétique à condition qu'on lui remette la gestion des chemins de fer. En juin 1918, le Vikjel a été dissous.

Qui étaient les délégués au II^e Congrès des soviets ?

par Katia Dorey

Dans sa *Révolution russe*, par ailleurs extrêmement bien documentée, Orlando Figès écrit à propos des délégués au II^e Congrès des soviets : « *La majorité étaient des ouvriers ou des soldats crasseux et mal lavés* », et, plus loin : « *La plupart des délégués probablement trop ignares pour comprendre l'importance politique de ce qu'ils faisaient, levèrent la main* » (1). Pour Soukhanov, c'est « *une foule grise et primitive. Dans cette salle, le public ignorant et primitif sortait des tranchées et des recoins obscurs du pays. Le dévouement de ces hommes à la révolution était fait de haine et de désespoir et leur socialisme était inspiré par la famine et un irrépressible besoin de repos* » (2).

Soukhanov venait d'écrire : « *La légitimité du congrès n'était contestée par personne. De plus, ce congrès représentait la démocratie ouvrière et paysanne la plus authentique* » (3), seule la description haineuse qu'il a faite de ses participants lui permet d'affirmer néanmoins qu'il ne peut pas assumer le pouvoir.

Qui étaient-ils vraiment, ces participants au II^e Congrès des soviets ?

Un certain nombre d'intrus se sont faufilés dans la salle et il y a quelques dizaines de délégués dont on ne sait rien, seulement « *soldat(s) de l'armée active* ». Mais l'identité et l'appartenance politique de la quasi-totalité des « *délégués, invités et participants du congrès* » (4) sont bien documentées.

Un recensement exhaustif a été effectué, non seulement des délégués, mais

aussi des invités et des élus qui n'ont pas pu venir. En tout plus de mille noms.

Les bolcheviks sont nettement les plus nombreux. Quelque 630 sont répertoriés, leur passé révolutionnaire remonte parfois au XIX^e siècle, environ 220 ont adhéré avant 1917, pour la plupart entre 1903 et 1906. Il est d'ailleurs intéressant de suivre la courbe des adhésions : massives jusqu'en 1907, elles chutent brusquement pour reprendre un peu au début de la guerre.

Une quarantaine ont adhéré en 1917 ou adhèrent immédiatement après le congrès. C'est, notamment, le groupe interdistrict (*mejraiontsy*) de Trotsky, militants révolutionnaires de longue date qui n'ont jusque-là pas voulu adhérer au Parti bolchevique ou n'y ont fait qu'un bref passage et qui sont, en octobre, dans les organes dirigeants du parti. Parmi les S-R de gauche et les mencheviks internationalistes qui restent au congrès et votent avec les bolcheviks, nombreux sont ceux

(1) Orlando Figès *La Révolution russe 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*. Ed. Denoël 2007, pp. 608 et 611. On peut en lire une recension détaillée par Jean-Jacques Marie dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 36.

(2) Nicolas Soukhanov, *La Révolution russe 1917*. Ed Stock 1965 p. 336. « *Un irrépressible besoin de repos* » figure dans la citation faite par Figès, mais pas dans le texte des éditions Stock.

(3) *Ibidem*, p. 35.

(4) *Vtoroi Vserossiiski sezd sovietov rabotchikh i soldatskykh deputatov. Sbornik dokumentov et materialov* M 1997, pp. 153 à 205.

qui ont rejoint aussi le mouvement révolutionnaire au tournant du siècle.

Au total, plus du tiers des participants, peut-être pas très présentables ce soir-là, dont on connaît précisément le parcours, qui ont l'expérience d'une décennie ou plus de militantisme et de débats politiques intenses, de lecture plutôt aride de la *Pravda* et des textes politiques de Lénine. Ils ne sont pas ignares, poussés par la famine, avides de repos. Ils vont constituer l'ossature du pouvoir que le Parti bolchevique va bientôt devoir exercer seul, dans des conditions que tous s'accordent à reconnaître désespérées. Du moins les survivants à la guerre civile qui va emporter une quarantaine d'entre eux.

Le premier à mourir sera I. V. Kreisnes, un médecin de 26 ans, bolchevik, délégué de la 15^e division de tirailleurs du front Ouest, tué pendant l'insurrection de Moscou que les hésitations de la direction du Parti bolchevique ont rendu bien plus meurtrière que celle de Petersbourg.

Sur les 44 participants au congrès tués en 1918 et en 1919, 38 sont victimes des Blancs, dont 34 bolcheviks, morts au combat mais plus souvent encore exécutés, fusillés, pendus. Un S-R, un menchevik, un anarchiste communiste, un sans-parti partagent leur sort.

Un S-R, V. L. Vichniakov, président du soviet de Korsoun, est tué par des anarchistes dans une embuscade, le 6 janvier 1918.

Trois bolcheviks sont victimes des S-R. Après la paix de Brest-Litovsk, la direction du parti S-R décide de recourir aux attentats et à l'insurrection pour la reprise de la guerre contre l'Allemagne et pour en finir avec le pouvoir bolchevique.

Volodarski est assassiné le 20 juin 1918, Ouritski le 30 août, le jour où Lénine est lui-même grièvement blessé. En octobre 1918, le bolchevik A. A. Roubine est tué sur ordre du dirigeant S-R Pitirim Sorokine (5).

Deux S-R sont fusillés, Spiro et Alexandrov, organisateur de l'insurrection S-R du 6 juillet lors de laquelle est assassiné l'ambassadeur d'Allemagne.

Les bolcheviks seront aussi les principales victimes des purges de la fin des années 1930 : 103 bolcheviks sur 132 victimes.

Mais aussi 19 S-R, 8 mencheviks, 2 sans-parti, 1 anarchiste communiste. Nous retiendrons le nom des doyens, nés l'un et l'autre en 1864 : N. I. Rakitnikov, fusillé en 1938, à 73 ans. Membre de la *Narodnaia Volia* en 1885, exilé deux ans plus tard, un des fondateurs et dirigeant du parti S-R. Opposé à la lutte armée contre les bolcheviks, il avait cessé son activité politique en 1919.

G. Ia. Lizdin, social-démocrate depuis 1892, bolchevik depuis 1903, exécuté en 1937.

Katia Dorey

(5) Pitirim Sorokine : S-R depuis 1905, député S-R à l'Assemblée constituante, membre de l'Union pour la renaissance de la Russie, fondée en mars 1918, qui unissait S-R et Cadets dans la lutte contre les bolcheviks. Condamné à mort en octobre 1918, il est gracié après avoir écrit à Lénine une lettre de repentir où il s'engage à ne plus faire de politique. Envoyé en exil en 1922, il partira aux Etats-Unis où il publiera ses souvenirs, *Leaves from russian diary*. Professeur à Harvard, il publiera une abondante œuvre de sociologue.

Compte rendu de *Rabotchaia Gazieta* (n° 196, 197, 198 des 26, 27, 28 octobre)

traduction de Jean-Jacques Marie

Le congrès des soviets

Avant l'ouverture

Au moment de l'ouverture du II^e Congrès des soviets se sont présentés 562 délégués, dont 532 ont indiqué à quel parti ils appartenaient. Par parti les délégués se répartissent de la façon suivante : 252 bolcheviks, 15 internationalistes unifiés, 65 mencheviks dont 30 internationalistes et 21 défensistes, 7 sociaux-démocrates nationaux (1), 155 S-R dont 16 de droite, 36 du centre et 70 de gauche, 3 socialistes-révolutionnaires nationaux, 31 sans-parti sympathisants des bolcheviks-internationalistes, 5 anarchistes d'orientations diverses.

L'ouverture du congrès était fixée à 5 heures de l'après-midi, mais vu les événements en cours et le coup d'État organisé par les bolcheviks, qui ne se sont même pas donné la peine d'attendre quelques heures pour entendre l'avis du congrès, qu'ils considèrent, ont-ils maintes fois souligné, comme l'organisation plénipotentiaire de la démocratie, l'ouverture du congrès est retardée jusqu'à 11 heures du soir.

Pendant tout ce temps se déroulent des réunions des fractions du congrès, principalement des mencheviks et des S-R. Vers 9 heures du soir, il s'avère que les mencheviks – y compris les internationalistes – ne jugent pas possible, même de façon indirecte, de soutenir l'aventure

bolchevique et d'entrer avec eux dans aucune combinaison concernant la composition des organes du pouvoir. C'est pourquoi les mencheviks ont décidé de refuser de participer au congrès et de le quitter après avoir lu leur déclaration. Les S-R de droite adoptent la même tactique. En ce qui concerne les S-R de gauche, ils décident aussi de quitter le congrès, mais vont d'abord s'efforcer d'influencer les bolcheviks. Les représentants du front, organisés en groupe du front, ne jugent, eux non plus, pas possible de participer au congrès. Ainsi, les bolcheviks seront isolés et livrés à eux-mêmes.

Ouverture du congrès

[Rabotchaia Gazieta cite l'intervention de Dan, puis les suivantes de façon en gros similaire à celle de la Pravda, puis reproduit la résolution des mencheviks [présentée dans Novaia Jizn comme la « résolution de Martov »] alors qu'elle est lue par Khintchouk. Curieusement, si le sens est identique dans les deux journaux, le texte est, dans sa rédaction, assez sensiblement différent. C'est pourquoi nous reproduisons ci-après la version du quotidien menchevique qui est reproduite avec des modifications

(1) « Nationaux » veut dire appartenant à des nationalités non russes.

très minimes dans les journaux Dielo Naroda, Volia Naroda, Golos Soldata et Izvestia du 26 octobre, ce qui signifie que telle est la version légitime.]

La résolution des mencheviks

« Considérant :

1. qu'un complot militaire a été organisé et réalisé par le parti des bolcheviks au nom des soviets dans le dos de tous les autres partis représentés dans les soviets ;

2. que la saisie du pouvoir par le soviét de Petrograd à la veille du congrès des soviets constitue une désorganisation et une cassure de toute l'organisation des soviets et a ruiné la portée du congrès comme représentant plénipotentiaire de la démocratie révolutionnaire ;

3. que ce complot plonge le pays dans une guerre intestine, ruine l'Assemblée constituante, fait peser la menace d'une catastrophe militaire et mène au triomphe de la contre-révolution ;

4. que la seule issue pacifique possible de cette situation consiste en des négociations avec le gouvernement provisoire débouchant sur un pouvoir reposant sur toutes les couches de la démocratie ;

5. que le POSDR(unifié) (2) considère que sa responsabilité devant la classe ouvrière consiste non seulement à refuser de prendre sur soi la moindre responsabilité pour les actions des bolcheviks qui se couvrent du drapeau des soviets mais aussi à avertir les ouvriers et les soldats du caractère funeste pour le pays de la politique d'aventure ;

La fraction du POSDR(unifié) quitte l'actuel congrès et invite toutes les autres fractions qui, comme elle, refusent de porter la responsabilité des actions des bolcheviks, à se réunir immédiatement avec elle pour discuter de la situation.

[Rabotchaia Gazieta évoque brièvement la déclaration de Koutchine et ajoute :]

Le représentant de la fraction menchevique fait ensuite la déclaration suivante (3). Les socialistes-révolutionnaires lisent une résolution similaire (4).

Les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks et le groupe du front quittent le congrès. La séance dure jusqu'à la fin de la nuit.

[Ensuite, Rabotchaia Gazieta reproduit une intervention du bundiste Erlich que la Pravda attribue à tort au bundiste et menchevik Abramovitch. Le journal met dans la bouche d'Erlich une phrase de conclusion que la Pravda omet. Évoquant l'invitation à quitter le congrès pour se rendre sur la place du palais d'Hiver, il conclut : « Peut-être ce départ contraindra-t-il les fous ou les criminels à reprendre leurs esprits », puis le journal affirme :]

Après cette déclaration, les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks et les bundistes quittent la salle de la réunion sous le tapage produit par les bolcheviks.

Le bruit met du temps à s'apaiser. Kamenev qui préside rétablit le calme et déclare : « Je prie les membres du congrès de ne pas aider ceux qui veulent saboter le congrès. »

[Puis Rabotchaia Gazieta reproduit assez longuement les interventions d'Abramovitch et de Martov (5) et ajoute :]

En conclusion le camarade Martov lit une déclaration des mencheviks-internationalistes et du Parti socialiste juif Poale-Zion (6).

[Rabotchaia Gazieta résume ensuite brièvement l'intervention de Trotsky mais

(2) C'est le nom que les mencheviks donnent à leur parti. Rappelons que jusqu'en mars 1918 les bolcheviks ont officiellement le nom de POSDR d'ordinaire (mais pas toujours !) suivi de la lettre (b) et que jusqu'à la fin d'octobre existent ici et là en province des comités de base unifiés où coexistent mencheviks et bolcheviks sous le même vocable de POSDR.

(3) C'est-à-dire la résolution reproduite... ci-dessus.

(4) À lire dans le compte rendu de *Volia Naroda*.

(5) Ils n'ont donc ni l'un ni l'autre encore quitté le congrès.

(6) C'est le texte reproduit dans le compte rendu de *Novaja Jizn* sous le titre « La résolution de Martov ».

ne cite ni ne résume la résolution qu'il soumet au vote du congrès, intégralement reproduite dans le compte rendu de la Pravda. En revanche, le journal reproduit l'intervention de Gourievitch, dont la Pravda ne dit quasiment rien, et détaille l'intervention du S-R de gauche Kamkov :]

Gourievitch : « *Je suis venu ici pour vous appeler, au nom du Comité exécutif du soviét panrusse des députés paysans, à ne pas participer à ce congrès dont la majorité des soviets de province jugeaient la convocation prématurée (Bruit violent). Quand aujourd'hui nous nous sommes adressés au CMR avec la proposition de prendre des mesures pour prévenir l'effusion de sang, on nous a répondu que le CMR ne pouvait le garantir. Maintenant on tire sur le palais d'Hiver où se trouvent des représentants envoyés là par la démocratie et parmi lesquels se trouvent trois membres du Comité exécutif des députés paysans, parmi lesquels Brechko-Brechkovskaia (7). Nous y partons pour mourir avec ceux que l'on y a envoyés pour accomplir notre volonté.* »

Au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche intervient le camarade Kareline qui insiste pour que soient prises des mesures visant à la liquidation du conflit.

Interviennent ensuite des matelots de l'Avrora et du torpilleur Zabiaka selon qui les informations communiquées par les marins donnent la possibilité de poursuivre calmement les occupations du congrès.

Puis Trotsky affirme qu'il est indispensable de stigmatiser comme il se doit le départ de certaines fractions du congrès et propose d'adopter une résolution en ce sens.

La réunion rejette la proposition de Goutman de passer immédiatement au vote de la résolution de Martov.

Le camarade Kamkov, au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche, proteste vigoureusement contre la résolution de Trotsky. Il la juge inopportune parce que les entreprises de la contre-révolution se poursuivent et qu'il ne faut donc pas s'isoler des éléments modérés de la démocratie. Afin de former un front unique révolutionnaire, il est indispensable d'or-

ganiser un pouvoir démocratique le plus large possible. Si les bolcheviks ont la certitude de pouvoir à eux seuls en finir avec les contre-révolutionnaires, avec la bourgeoisie et en plus avec la démocratie modérée, alors leur décision se comprend. Mais c'est loin d'être le cas. Les larges masses de la paysannerie ne suivront pas les bolcheviks, or la paysannerie est l'infanterie de la révolution, et sans elle la révolution est condamnée à périr.

[Rabotchaia Gazieta résume ensuite les interventions de Lounatcharski, Kramarov, Saguirachvili, reproduit la déclaration de Kamenev sur l'arrestation du gouvernement provisoire après la suspension des séances d'une demi-heure à 2 h 40 du matin, résume celle du commissaire du CMR et du représentant des cyclistes puis reproduit longuement celle de Kapielinski :]

Le camarade Kapielinski intervient au nom des mencheviks-internationalistes et du Poale-Zion :

« *Nous présumons que la situation en ce moment est menaçante et qu'il est indispensable de prendre des mesures d'urgence pour éviter la guerre civile qui ruinerait la révolution. Il est indispensable de trouver les voies pacifiques pour régler la crise et de ne discuter de rien d'autre avant cela. De notre côté nous avons proposé d'envoyer une délégation à toutes les organisations démocratiques pour former un pouvoir démocratique. Non seulement notre proposition n'a pas rencontré de sympathie mais elle s'est même heurtée à la désapprobation. Tout cela nous a obligés à quitter la séance du congrès. Mais chaque instant est précieux et vu que notre proposition n'a malgré tout pas suscité directement une réaction négative, nous sommes revenus pour demander une discussion immédiate sur cette question.*

(7) Ekaterina Brechko-Brechovskaia (1844-1834) dite « la grand-mère de la révolution », héroïne populiste, a été emprisonnée sous Alexandre II, puis émigra, se rallia aux socialistes-révolutionnaires et au terrorisme qu'ils prônaient à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, puis devint en 1914 ultra-patriote et fut l'une des plus ardentes avocates du « défensisme » dit révolutionnaire

Ainsi nous proposons une deuxième fois d'élire une délégation envoyée à toutes les organisations démocratiques. Nous pouvons et devons tous ici nous rencontrer si nous voulons effectivement constituer un front révolutionnaire unique. Souvenez-vous que des troupes marchent sur Petrograd. Une catastrophe nous menace. Si une délégation n'est pas élue sur le champ nous quittons le congrès. »

[Le journal résume la réponse de Kamenev puis cite l'intervention de Krylenko, curieusement de façon plus détaillée que la Pravda ! :]

L'enseigne Krylenko se fraye un chemin jusqu'à la tribune. Il informe de la création sur le front nord d'un CMR qui s'opposera au mouvement des troupes sur Petrograd. Le commissaire du front nord, Voitinski, a démissionné et demandé qu'on lui désigne un remplaçant. Il a décidé de rester à son poste jusqu'à sa désignation. Le CMR du front nord a jugé utile de publier un appel aux soldats, mais de ne pas y évoquer l'arrestation des officiers contre-révolutionnaires, mais cela peut-il engendrer l'arbitraire et le désordre dans l'armée ? Des délégations des unités envoyées sur Petrograd viennent les unes après les autres au CMR de Petrograd pour l'informer qu'elles se joignent à la garnison de Petrograd.

Lounatcharski lit le texte d'un appel.

Au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche, le camarade Kamkov déclare qu'il s'associe à cet appel, mais demande que l'on y précise la forme du transfert de la terre aux paysans, à savoir le transfert aux comités agraires. La réunion adopte l'amendement de Kamkov.

Un représentant des paysans demande d'ajouter au bas de l'appel : « ... et les délégués des soviets des députés paysans ». La réunion décide de satisfaire cette demande.

Intervenant sur les motifs de son vote, le camarade Goutman déclare au nom du POSDR juif unifié qu'il s'abstiendra.

Le représentant de la fraction des mencheviks internationalistes déclare au nom de sa fraction et de Poale-Zion :

« Manifestement vous ne voulez pas marcher la main dans la main avec l'en-

semble de la démocratie organisée et vous transformez le soviet en une organisation de parti. Nous ne voulons pas y rester et nous le quittons non pas pour vous combattre, mais pour organiser le pouvoir et pour que nous puissions vous sauver lorsque vous ferez banqueroute. Sinon vous allez perdre, et vous et nous et la révolution. »

Par la voix de son représentant, la fraction des internationalistes unifiés déclare que vu l'attitude négative de sa fraction sur la résolution qui a été lue, elle s'abstiendra dans le vote.

Au nom du soviet de Petrograd des députés paysans, le camarade Orlov déclare que le soviet des députés paysans signe l'appel qui a été lu « *des pieds et des mains* ».

Au nom du Parti socialiste polonais (aile gauche), le camarade Lapinski déclare : « *Partageant dans son ensemble et sa totalité la déclaration des mencheviks-internationalistes et considérant que les bolcheviks ne viendront pas à bout des tâches du pouvoir qu'ils assument, nous jugeons néanmoins nécessaire de rester dans le congrès et d'y défendre notre point de vue jusqu'à la fin.* »

Sur proposition de Lounatcharski la réunion donne aux paysans membres du congrès voix délibérative.

Berezine, membre du comité exécutif panrusse des députés paysans informe que sur les 68 soviets de députés paysans qui ont répondu au télégramme du comité exécutif des soviets paysans, la moitié s'est prononcée pour le transfert du pouvoir aux soviets, l'autre moitié pour le transfert du pouvoir à l'Assemblée constituante.

À 5 heures du matin l'appel est mis aux voix et est adopté à une majorité écrasante avec 2 voix contre et 12 abstentions.

Le représentant du CMR lit le texte du téléphonogramme signé Antonov (8) : « *Le 25 octobre (9), à 2 heures 10 minutes de la nuit, ont été arrêtés par Antonov, membre du CMR du Comité exécutif du soviet des députés ouvriers et soldats, sur décision du comité (suit la liste reproduite*

(8) Il s'agit d'Antonov-Ovseenko.

(9) Erreur manifeste : il s'agit du 26 octobre.

par Novaia Jizn à laquelle Rabotchaia Gazieta ajoute la conclusion suivante qui y manque) : *Le camarade Tchoudnovki, soldat du régiment Preobrajenski, délégué au II^e Congrès des soviets a été nommé commandant du palais d'Hiver. Tous les ministres ont été envoyés à la forteresse Pierre-et-Paul. Le sous-lieutenant Tchistiakov qui accompagnait le ministre Terechtchenko s'est enfui.* »

Puis le représentant du CMR fait la communication supplémentaire suivante : « *Kerenski, quittant Petrograd le matin, est arrivé à Gatchina à 10 heures et a harangué les 6 000 hommes de la garnison de Gatchina, puis les soldats qui revenaient du front. Les soldats hésitaient, ils nous ont envoyé une délégation puis, après avoir pris connaissance de la situation, ont adopté notre plateforme et ont décidé de ne pas aller à Petrograd (Des questions fusent : "Et Kerenski ?") On ne sait pas exactement où s'est rendu Kerenski. Selon des rumeurs il s'est rendu sur le front.* »

Le représentant de la fraction des internationalistes unifiés déclare : « *Sans dissimuler notre profonde joie devant l'arrestation du gouvernement provisoire, nous protestons néanmoins catégoriquement devant l'arrestation des camarades Maslov et Gvozdiev et nous proposons de choisir une forme de répression qui ressemble moins aux coutumes du régime de Nicolas [II], qui ne méritent en rien d'être imitées. Peut-être Maslov est-il tombé dans la cellule dans laquelle il a été enfermé sous Nicolas.* »

Trotsky réplique : « *Une arrestation politique n'est pas une question de vengeance et n'est pas dictée par une passion pour les répressions politiques, mais répond à des raisons de rationalité. Le gouvernement des traîtres aux intérêts du peuple a été renversé, mais cela ne suffit pas. Il doit être traduit en justice, avant tout pour ses liens incontestables avec Kornilov. Celui qui n'a pas pris une part effective au complot de Kornilov, a en tout état de cause fermé les yeux sur lui. Néanmoins les ministres socialistes seront seulement placés en résidence surveillée.* »

Le président Kamenev propose à la réunion de se contenter de la déclaration de Trotsky et lève la séance, jusqu'au lendemain.

Séance de nuit du 26 octobre

[*La séance s'ouvre à 10 heures du soir. Rabotchaia Gazieta résume l'intervention initiale de Kamenev, puis l'intervention de Goutman et écrit ensuite :*]

Après quelques interventions en dehors de l'ordre du jour Kamenev déclare : « *Le congrès a décidé de prendre le pouvoir dans ses mains et nous soumettons à votre attention les projets de lois que nous jugeons indispensables de publier au plus vite.* »

[*Le journal résume ensuite l'intervention de Lénine concernant le décret sur la paix, puis celle de Trotsky et note :*]

Les interventions de tous les orateurs de fraction montrent que toutes les fractions qui participent aux travaux du congrès, partagent en entier ce projet adopté par l'assemblée à l'unanimité. L'atmosphère dans la salle est très exaltée. Il est clair que la salle considère le projet adopté comme un événement d'une énorme importance. La salle retentit des accents de L'Internationale.

[*Rabotchaia Gazieta résume ensuite en huit lignes la longue intervention de Lénine présentant le décret sur la terre qui, selon les mots de Kamenev cités juste au-dessus « liquide la propriété des grands propriétaires sur la terre » puis note :*]

Montent alors à la tribune l'un après l'autre, en dehors de l'ordre du jour, des membres du comité exécutif des députés paysans Pianikh, Tourapine et Sokolov qui protestent vigoureusement et exigent la libération immédiate des ministres socialistes-révolutionnaires arrêtés Maslov et Salazkine.

[*Le journal résume la réponse de Trotsky à cette déclaration puis écrit :*]

Les socialistes-révolutionnaires déclarent qu'il leur faut du temps pour discuter du projet lu par Lénine ; comme ils considèrent que le règlement de la question agraire est d'une énorme importance, la fraction des

socialistes-révolutionnaires (de gauche) exige une suspension de séance pour leur permettre d'examiner ce projet en détail.

Le représentant de la fraction des socialistes-révolutionnaires maximalistes déclare que sa fraction va voter le projet de Lénine sans aucune discussion.

Une suspension de séance d'une demi-heure est proclamée.

Dernières nouvelles

Dans la soirée d'hier s'est répandu dans la ville le bruit que des troupes gouvernementales s'avançaient sur Petrograd. Ces bruits ont circulé avec de plus en plus d'insistance et en l'absence de confirmation de la jonction du front avec les bolcheviks, et même de la réception d'affirmations directement contraires, une atmosphère d'abattement et d'incertitude s'est installée à Smolny (10). À la fin de la première heure de la nuit dans la séance du congrès, Kamenev a fait une communication urgente : il a proposé aux membres du CMR de partir immédiatement faire de l'agitation parmi les unités militaires dans Petrograd et en dehors. En même temps Kamenev a proposé à tous les délégués du front présents de ne pas quitter la séance vu l'imminence d'événements d'une extrême importance. À 2 heures et demie de la nuit, on nous a informés de l'arrivée à Gatchina d'unités de régiments cosaques. Deux unités s'y installèrent dans le cours de la journée et d'autres unités y arrivèrent à l'approche de la nuit. Selon des informations reçues plus tard, toute une série d'autres unités s'approchent aussi de Petrograd.

[Le journal présente ensuite la composition du gouvernement soviétique avec une originalité : il présente Staline comme commissaire aux finances et non aux nationalités.]

Le congrès des soviets La séance de nuit du 26 octobre.

[Selon Rabotchaïa Gazieta le décret sur la terre a été adopté à l'unanimité moins une voix contre et 6 abstentions

alors que la Pravda et Novaïa Jizn en ont noté 8. Le journal menchevique résume la discussion sur l'application du texte aux déserteurs ou non, cite la décision de Kamenev de soumettre au vote la composition du gouvernement soviétique, résume l'intervention du menchevik-internationaliste Avilov puis celle du socialiste-révolutionnaire Kareline et la réponse que leur fait Trotsky, reproduite de façon beaucoup plus détaillée dans Novaïa Jizn. En revanche, Rabotchaïa Gazieta reproduit en détail l'intervention du représentant du syndicat des cheminots :]

Le représentant du CC du syndicat des cheminots demande la parole pour une intervention en dehors de l'ordre du jour. Le président Kamenev refuse de la lui donner. Tapage dans la salle. Les uns exigent qu'on lui donne la parole, les autres protestent. Après de longues négociations, la parole lui est donnée « pour une explication de vote », bref en contrebande.

Très ému le représentant du syndicat des cheminots rappelle les mérites de son syndicat dans la lutte contre l'autocratie et contre Kornilov et déclare que les cheminots ont toujours été et sont toujours restés du côté des soviets de députés ouvriers, soldats et paysans et de leurs comités exécutifs. Cependant le dernier congrès des cheminots a donné mandat de travailler avec le CEC (11). En conclusion il lit le télégramme suivant :

« Les cheminots ne reconnaissent pas le pouvoir des bolcheviks.

Le Vikjel lors de sa conférence du 26 octobre à Petrograd, vu l'absence au moment présent de certitude dans la légitimité du congrès des soviets en train de se dérouler, vu l'absence d'un pouvoir jouissant d'une autorité pour tout le pays, guidé enfin par la nécessité de préserver l'unité du front démocratique et l'existence même de la République de Russie, et soucieux de préserver les transports de la destruction totale a décidé :

(10) C'est à l'institut Smolny, comme on sait, qu'était installé l'état-major politique et militaire de l'insurrection.

(11) C'est-à-dire avec le CEC sortant mis en minorité au II^e Congrès.

1. *Le Vikjel a une attitude négative vis-à-vis de la prise du pouvoir par l'un quelconque des partis politiques.*

2. *Le pouvoir doit être révolutionnaire-socialiste et responsable devant l'organe légitime de toute la démocratie révolutionnaire.*

3. *Jusqu'à la formation d'un tel pouvoir, toutes les instructions concernant le département des voies de communication, entre autres concernant tout le réseau des chemins de fer, ne sont exécutoires que si elles émanent du Vikjel.*

4. *Les organes des syndicats locaux du Vikjel doivent renforcer leur activité de contrôle sur les actions de l'administration.*

5. *Le Vikjel prend en charge toute la direction de l'ensemble du service des voies de communication, pour la direction dans les faits des affaires courantes du service.*

6. *En cas de nécessité les comités principaux des chemins de fer ont liberté de désigner des commissaires particuliers sur les chemins de fer en les portant à la connaissance du Vikjel.*

7. *Le syndicat des cheminots prend entièrement sur lui la garde et la gestion des chemins de fer aux fins de la préservation du transport, qui peut être détruit par des organisations étrangères aux cheminots et ignorantes des conditions techniques de leur gestion ; c'est pourquoi il est proposé à toutes les organisations sociales et révolutionnaires de reconnaître toutes les fonctions électives du syndicat des cheminots, y compris les*

commissaires de milice dotés du droit d'exiger la protection des gares et des voies par des détachements militaires, qui ne doivent agir qu'en accord avec les commissaires de milice. »

Le représentant des cheminots ajoute que le syndicat ne laissera passer les troupes que sur décision du CEC (le précédent) ou d'un organe légitime formé par la Douma de la ville et les autres organismes révolutionnaires. Si des mesures répressives sont prises contre les cheminots, le syndicat privera Petrograd de ravitaillement.

[Le journal évoque ensuite brièvement la formation du nouveau CEC et ajoute :]

Le groupe des internationalistes unifiés exige du CMR un compte rendu sur la situation à Petrograd et dans toute la Russie.

Trotsky signale qu'il n'y a à Smolny aucun des membres du CMR. Il n'y reste que les permanenciers. Il propose de clore le congrès et d'organiser le 27 octobre une réunion particulière des membres du congrès pour y écouter un rapport du CMR. La proposition est acceptée.

À 5 h 15, Kamenev déclare clos le II^e Congrès des députés ouvriers, soldats et paysans et s'écrie : « *Vive la révolution ! Vive le socialisme !* »

La salle répond par des cris. Les membres du congrès tentent de chanter L'Internationale, mais rien n'en sort. Tout le monde se sépare.



II^e Congrès Volia Naroda, Dielo Naroda et 7 autres

traduction de Jean-Jacques Marie

N^o 4. Compte rendu de Volia Naroda (La volonté – ou liberté – du peuple) N^{os} 154, 155, 156 des 26, 27, 28 octobre

[Le compte rendu commence par une énumération des délégués identique à celle de Znamia Trouda et de Golos Soldata, puis résume l'intervention d'Avanessov sur l'élection du présidium du congrès, « sur accord du bureau des fractions des bolcheviks, des socialistes-révolutionnaires, des mencheviks-internationalistes », indique la répartition des présents par organisation, résume l'intervention et la position de Martov et, avant de reproduire sa motion au nom des mencheviks en des termes identiques à ceux de Rabotchaia Gazieta, cite l'intervention de Kharach.]

Kharach prend la parole au nom des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks : « *Camarade, dit-il, le congrès s'ouvre aujourd'hui, au moment même où l'on tire sur le palais d'Hiver, dans lequel se trouvent les délégations des partis socialistes, que leurs délégations n'ont pas encore rappelées. Dans le dos du congrès panrusse se réalise, grâce à l'hypocrisie politique des bolcheviks, une aventure politique criminelle. Au nom des mencheviks, je proteste catégorique-*

ment contre ces actions criminelles et je déclare que nous consacrerons tous nos efforts à nous opposer à cette aventure. »

[Volia Naroda reproduit ensuite l'intervention de Koutchine en des termes très proches de Dielo Naroda et la fait suivre des lignes suivantes consacrées en particulier à la déclaration d'Erlich :]

Après la déclaration de Koutchine se manifeste une série d'orateurs-soldats qui protestent contre son intervention.

Après les soldats, Erlich (du Bund) prend la parole pour un point d'ordre. Il déclare qu'il juge criminel devant le prolétariat russe et devant le peuple juif de soutenir l'aventure des bolcheviks. Son parti, les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, quittent le congrès et se joignent à ceux des membres qui ont pris la décision de se rendre sans armes dans l'espoir que leur apparition arrêtera l'effusion de sang.

Après le discours d'Erlich, des mencheviks, des socialistes-révolutionnaires et des bundistes (1) se lèvent à divers endroits de la salle et la quittent. Les bolcheviks accompagnent leur départ d'exclamations : « *Rejoignez le gouvernement !* », etc. Déclaration des socialistes-révolutionnaires :

« La fraction des socialistes-révolutionnaires du congrès panrusse des soviets

(1) Membres du parti socialiste juif dit Bund fondé en 1897.

de députés ouvriers et soldats, en accord avec le CC du parti des socialistes-révolutionnaires déclare :

1) *La prise du pouvoir organisée par le parti des bolcheviks et le soviet des députés ouvriers et soldats à la veille de l'Assemblée constituante et à la veille de l'ouverture du congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats représente un crime contre la patrie et contre la révolution, signifie le début de la guerre civile et le sabotage de l'Assemblée constituante et menace de faire périr la révolution.*

2) *En prévision de l'explosion de l'indignation populaire qui va inévitablement se manifester à la suite de l'échec des promesses bolcheviques, à l'évidence irréalisables au moment présent, la fraction des socialistes-révolutionnaires appelle toutes les forces révolutionnaires du pays à s'organiser et à monter la garde de la révolution afin de prendre en mains le destin du pays lors de la catastrophe imminente et de ne pas laisser la contre-révolution triompher, d'obtenir la conclusion la plus rapide possible d'une paix générale démocratique, la convocation de l'Assemblée constituante dans les délais prévus et la socialisation de la terre.*

3) *Constatant la prise du pouvoir par le parti des bolcheviks et le soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats dirigé par lui, la fraction des socialistes-révolutionnaires fait reposer sur eux toute la responsabilité des conséquences de cette décision folle et criminelle et, considérant l'impossibilité de travailler avec eux après cela, quitte le congrès.)*

[Volia Naroda résume ensuite l'intervention de Martov et reproduit sa résolution dans des termes identiques à Novaia Jizn et poursuit :]

Ensuite prend la parole le représentant du Soviet des députés paysans, Gourievitch, qui dit que toutes les unions paysannes se sont prononcées contre ce congrès. Aussi les représentants du Comité exécutif du soviet des députés paysans abandonnent-ils le congrès et ils se dirigent sans armes vers le palais d'Hiver, prêts à y mourir si cela sert à arrêter la guerre civile. Dans le palais se trouvent les membres du Comité exécutif, Brechko-Brechkovskaia, Maslov.

Les représentants paysans quittent aussi la salle. Les bolcheviks restent ainsi avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. Le congrès s'achèvera sans doute le matin car une première suspension de séance est décrétée à 2 heures du matin.

Le congrès des soviets (fin de la séance du 25 octobre)

[Volia Naroda publie l'intervention de Kamenev à la reprise de la séance à 3 h 30, puis celles du commissaire de Tsarskoïe Selo et du représentant du 3^e bataillon cycliste, de Kapielinski et la réponse de Kamenev, puis l'intervention de Krylenko en des termes globalement identiques à ceux de la Pravda. Le compte rendu de la fin de la séance est identique à celui de la Pravda à une nuance près : il omet l'intervention de Kamenev sur le CMR du Nord.]

Numéro du 27 octobre

[Volia Naroda résume très brièvement l'intervention de Kamenev, président de séance, puis celles de Goutman, des quatre mencheviks-internationalistes qui décident de rester au congrès, de Vlassov, ignore celle de Lvov, résume en moins de vingt lignes le discours de Lénine sur la paix.]

[Le texte des interventions d'Avilov et de Kareline est identique à celui fourni par Dielo Naroda, puis Volia Naroda publie la réponse de Trotsky à ces deux derniers :] (2)

Trotsky dans son discours concernant l'organisation du pouvoir, déclare que les bolcheviks ne craignent pas d'être isolés des autres groupes. Il affirme : « *Le camarade Avilov et le camarade Kareline nous ont proposé une coalition, mais, ajoutait-il, la conclusion d'une union avec le CEC ne nous aurait pas renforcés mais aurait débouché sur l'effondrement de nos projets. Ainsi, ajoute-t-il, au moment le plus difficile pour nous, la communication téléphonique a été interrompue sur décision du commissaire du CEC.* » Sur la question de la paix, l'orateur déclare

(2) Trotsky veut évidemment désigner le Comité exécutif central (CEC) antérieur au II^e Congrès, dirigé par les S-R et les mencheviks.

qu'« il existe deux voies : la première, que la force de la démocratie révolutionnaire russe forcera la démocratie des autres États à faire la révolution ; la seconde, la coalition avec Skobelev (3). Pour des raisons stratégiques, la seconde est impossible. » L'orateur conclut : « De notre côté, nous pouvons dire "bonne chance !" à tout groupe qui pense réaliser son programme dans la réalité en rejetant toute pensée contre-révolutionnaire et capable de marcher du même pas que nous. »

Puis intervient le délégué du syndicat des cheminots. Il déclare que les cheminots ne considèrent pas que les bolcheviks ont le droit de former un gouvernement constitué seulement de membres de leur parti. Puis il lit une résolution (4) qui affirme que le CC du syndicat des cheminots est hostile à la prise du pouvoir par un seul parti. Après la résolution, il informe que le syndicat des cheminots n'admettra pas le mouvement des troupes du sud sur Petrograd et que les régiments cosaques dépêchés pour écraser l'insurrection (5) sont bloqués. Mais, dit-il, je ne peux pas être d'accord avec la stupidité stratégique élémentaire que les bolcheviks ont commise avec l'ordre du CMR stipulant que la voie du chemin de fer de Tsarskoïe Selo devait être démontée à 23 verstes de la capitale. En conclusion, il déclare que le pouvoir doit appartenir au congrès des soviets où tous les partis doivent être représentés (applaudissements).

À la fin de la séance, le congrès passe à l'élection du CEC où sont élus 100 membres, dont environ 70 bolcheviks. Le congrès décide que la composition du CEC peut être complétée par des représentants des groupes qui ont quitté le congrès et aussi de paysans dans la quantité prévue par les statuts du congrès. Le congrès se conclut là-dessus.

N^o 5 Compte rendu de Dielo Naroda (La cause du peuple)

N^{os} 189, 190, 191 des 26,
27 et 28 octobre

Le congrès des députés ouvriers et soldats dans la fraction des socialistes-révolutionnaires.

Dans la réunion tenue hier de la fraction des socialistes-révolutionnaires du congrès panrusse des conseils de députés ouvriers et soldats ont été discutés les événements de la journée. Les avis ont été partagés. Une partie a considéré que la prise du pouvoir débouchait sur la guerre civile et que le parti socialiste-révolutionnaire ne pouvait cautionner le coup d'État qui s'était produit. L'autre partie considérait qu'il fallait reconnaître le coup d'État comme un fait accompli et trouver des buts communs avec les bolcheviks. Le représentant du CC du parti, le camarade Guendelman a proposé une résolution indiquant que le coup d'État réalisé la veille de la réunion constituerait déboucherait sur une crise, car se manifesterait bientôt l'impossibilité de réaliser les slogans au nom desquels les bolcheviks ont soulevé les masses. La résolution invite toutes les forces révolutionnaires du pays à s'organiser et à être sur le qui-vive pour ne pas laisser triompher la contre-révolution montante. La résolution fait reposer sur les bolcheviks la responsabilité de ce qui s'est produit. En même temps ont été proposées trois autres résolutions qui se résumaient en général à la nécessité d'établir un contact, d'explorer s'il était possible d'élaborer une plateforme commune avec les bolcheviks et de ne refuser toute participation à ce qui se passe qu'en cas de totale impossibilité de parvenir à un accord. Lors du vote, la résolution proposée par Guendelman n'a obtenu que 60 voix contre 92. La minorité s'éloigne alors pour conférer.

Le congrès panrusse des soviets (premier jour).

[Le compte rendu est dans l'ensemble similaire à celui des journaux précédents. Une différence sensible avec le compte-rendu de Rabotchi i Soldat va porter sur

(3) Menchevik, ministre du Travail du gouvernement provisoire, notable pour avoir entre autres déclaré au lendemain des journées de juillet : « mitrailleuses et baïonnettes ont toujours été le meilleur argument. »

(4) Cette résolution est publiée intégralement par *Rabotchaia Gazieta*.

(5) Il s'agit dans les deux cas des troupes dépêchées sur Petrograd par l'état-major à l'appel de Kerensky.

l'intervention finale de Kamenev après l'intervention de Martov et la réponse de Trotsky à ce dernier, réduite à une ligne :]

Kamenev déclare qu'un groupe d'élus de la Douma municipale de Petrograd s'est présenté au congrès pour déclarer qu'ils sont décidés à lutter et à mourir avec les représentants de la démocratie.

Trotsky déclare que le soulèvement des masses n'a pas besoin d'être justifié par les Martov.

[Le compte rendu de Dielo Naroda se conclut sur la déclaration de Kapielinski affirmant que les mencheviks internationalistes ont définitivement décidé de quitter le congrès.]

Deuxième jour

[Dielo Naroda résume brièvement les diverses interventions puis présente un passage intitulé « À Smolny ».]

À Smolny

Dans les couloirs de l'institut Smolny règne une grande agitation. Partout des groupes de soldats et d'ouvriers qui discutent avec animation de la situation politique créée. Les membres du congrès manifestent un intérêt particulier à tous les bruits concernant Kerenski. Les informations qui circulent de groupe en groupe sur le fait que des troupes venues du front s'avancent sur Petrograd suscitent visiblement un grand désarroi chez les nouveaux détenteurs du pouvoir. Les données sur l'absence de réserves de ravitaillement dans la capitale provoquent aussi un trouble certain. La majorité des membres du congrès y voient l'un des principaux atouts dans les mains de « l'adversaire ». Dans toute la situation de l'institut Smolny, on ne perçoit plus l'assurance que l'on observait la veille. Le départ des..... (conciliateurs) suscite comme auparavant les discussions les plus animées, mais malgré les attentes on entend de plus en plus s'élever des voix pour défendre les positions de la démocratie qui est partie. La séance du congrès prévue pour une heure de l'après-midi ne s'ouvre pas à l'heure fixée. Les fractions siègent toute la journée. Leurs réunions ne sont toujours pas terminées à 8 heures du soir. On élabore la composition du nouveau

cabinet. On s'attend à ce que la liste des membres du nouveau gouvernement soit proclamée lors de la réunion du congrès.

Lors de sa réunion tenue la veille, le groupe des socialistes-révolutionnaires délégués au congrès a adopté la résolution suivante :

« 1) Indiquer aux camarades bolcheviques la nécessité de former un ministère en accord avec les autres partis révolutionnaires qui ont quitté le congrès.

2) Si les négociations n'aboutissent à rien, le groupe des socialistes-révolutionnaires soutiendra le ministère bolchevique, sans y participer mais sans refuser d'effectuer un travail technique (6).

3) Convoquer le congrès panrusse des soviets de députés paysans et s'efforcer de garantir la convocation de l'Assemblée constituante. »

La fraction des internationalistes unifiés a décidé de rester au congrès et d'obtenir l'organisation d'un gouvernement démocratique composé de membres de tous les partis. À cette fin est formée une délégation envoyée à une commission inter-fractions pour convaincre ceux qui ont quitté le congrès de participer à la composition du ministère. La fraction compte 20 délégués au congrès avec voix délibérative et 3 avec voix consultative. Y figurent aussi des représentants de syndicats des cheminots et de la poste et télégraphie.

Le congrès des soviets

[Dielo Naroda évoque le vote du décret sur la terre et dans ce cadre la question des déserteurs. Il cite l'intervention du lieutenant dans les mêmes termes que Volia Naroda puis ajoute :]

L'internationaliste Moïseiev trouve que dans la nouvelle loi, il ne peut y avoir de place pour ceux qui ont trahi leurs camarades.

Sur proposition du président, la question des déserteurs est transférée à une commission. De l'avis du président, l'amendement doit indiquer que le congrès condamne les déserteurs.

(6) Le contenu de la résolution confirme la nette majorité des S-R de gauche dans la délégation des S-R au congrès.

Trotsky propose que ne soient pas portés d'autres amendements, car cette loi est une loi révolutionnaire.

La formation du pouvoir

Passant à la question de la formation du pouvoir, le président lit la liste des membres du Conseil des commissaires du peuple. La liste est adoptée à l'unanimité.

L'intervention des internationalistes

Intervenant au nom des internationalistes unifiés, le camarade Avilov souligne que la victoire remportée sur le Gouvernement provisoire a été facilement obtenue parce que le gouvernement provisoire n'était pas en état de régler les questions de la paix, de la guerre, de la terre et d'autres. Et l'orateur avertit : « *Si vous non plus ne pouvez régler ces problèmes, vous connaîtrez le même sort que celui du gouvernement renversé. Etes-vous en état*, demande le camarade Avilov interpellant les bolcheviks, *de donner aux paysans tout ce qui leur est nécessaire dans leur exploitation agricole, avant d'exiger d'eux du pain, alors que l'on sait que notre industrie est presque anéantie et le transport détruit ? Sans le soutien des larges couches de la démocratie, vous ne pourrez pas mettre vos intentions en pratique.* » Au nom de sa fraction, l'orateur signale qu'elle n'a pris et ne prendra aucune part aux votes aussi longtemps que la paysannerie ne sera pas représentée en rapport avec les autres partis.

Passant à la question de la paix, le camarade Avilov déclare que sa fraction s'associe à la déclaration, mais juge nécessaire de souligner qu'une telle initiative dépasse les possibilités du congrès car :

« 1) *Les gouvernements alliés ne reconnaissent pas la voix du congrès ; le monde bourgeois de l'Europe ne peut passer un accord avec le monde révolutionnaire de la Russie.*

2) *Si le bruit sur le départ des ambassadeurs se confirme, cela signifie que les gouvernements de ces États, eux aussi, ne reconnaissent pas notre voix.*

3) *Les espoirs dans le développement du mouvement révolutionnaire en Europe*

sont dénués de fondement. Les événements peuvent aboutir à ce que la Russie sera exclue du concert des puissances et sera victime d'une signature de la paix sur son dos. »

L'orateur souligne ensuite que le congrès ne représente pas les voix de toute la démocratie et que de nombreux partis forment un « *Comité de salut de la révolution* » qui se développe dans toute la Russie.

[Dielo Naroda donne ensuite de l'intervention du S-R de gauche Kareline une version sensiblement différente de celle donnée par la Pravda :]

Intervenant au nom du groupe des socialistes-révolutionnaires, Kareline souligne qu'un pouvoir monolithique aura bien de la peine à mettre en œuvre sa politique avec fermeté et décision sans s'appuyer sur la confiance des partis qui ont quitté le congrès. L'orateur considère néanmoins que les bolcheviks ne sont pas responsables de leur départ. Il déclare que son groupe déploiera tous ses efforts pour obtenir un accord avec les partis qui s'en sont allés. En ce qui concerne la formation du pouvoir, le camarade Kareline, au nom de son groupe, pose une condition préalable, à savoir que le pouvoir des commissaires provisoires se soumette à l'organe central du congrès. La liste du gouvernement proposée par le président ne satisfait pas le groupe car il n'est pas consolidé par des représentants du soviét des députés paysans.

Les violences des bolcheviks (7)

Le camarade Kareline reproche aux bolcheviks leur partialité vis-à-vis des autres partis révolutionnaires démocratiques. Ainsi dans plusieurs arrondissements de Petrograd, les commissaires de la milice membres des socialistes-révolutionnaires de gauche ont été remplacés par des bolcheviks. L'organe des socialistes-révolutionnaires de gauche

(7) Le compte rendu de l'intervention de Kareline dans *Dielo Naroda* est entrecoupé par ce sous-titre de la rédaction.

Znamia Trouda n'a pas pu sortir car les bolcheviks, utilisant les prérogatives du pouvoir, ont imprimé leur appel dans son imprimerie. De plus, par toute une série d'actes, les bolcheviks ont bafoué la liberté d'expression. Nous déclarons avec force, affirme le camarade Kareline, que nous n'admettons aucun contrôle sur nos organisations. Nous n'admettons pas non plus les menaces à l'encontre de la Douma municipale que vous avez voulu dissoudre. En général, la politique agressive des bolcheviks vis-à-vis des autres partis est inadmissible.

Contre la coalition

Trotsky déclare que les bolcheviks ne craignent pas d'être isolés des autres groupes. Il est contre la coalition mais il est prêt à dire bonne chance à « *tout groupe qui pense réaliser son programme dans les faits en se refusant à toute idée contre-révolutionnaire et capable de marcher du même pas* ».

[Dielo Naroda, en résumant l'intervention du délégué du syndicat des cheminots, ajoute à la fin : « Applaudissements », puis, annonçant la fin du congrès, ajoute : « De nombreux délégués étaient partis dès la veille. »]

N° 6 Le compte rendu de *Znamia Trouda* (L'Étendard du travail)

N°s 55, 56 des 27 et 28 octobre

Le congrès panrusse des soviets

[Le journal résume brièvement les débuts du congrès, indique la répartition des délégués par appartenance politique, signale l'intervention de Dan sans en citer un mot, cite la composition du présidium et le refus des mencheviks-unifiés et des « Socialistes-révolutionnaires se tenant sur la position du CC » (8) de refuser d'y participer, signale l'ordre du jour puis résume l'intervention de Martov en quelques lignes :]

Le camarade Martov pose un point d'ordre. Il déclare qu'avant d'aborder l'ordre du jour, le congrès doit entendre les explications du CMR et s'efforcer d'arrêter le sang fraternel qui doit couler (9). Le camarade Mstislavski soutient la déclaration de Martov au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche. Il affirme que le coup d'État déclenché par le CMR quelques heures avant l'ouverture du congrès empêche toute possibilité d'organiser normalement les débats du congrès, que la démocratie révolutionnaire ne peut assumer la responsabilité de ce qui se passe et propose donc de prendre immédiatement les mesures permettant d'empêcher tous les affrontements.

Cette proposition est adoptée à la majorité des voix (10).

Interviennent en points d'ordre les représentants des mencheviks-défensistes, de la fraction des socialistes-révolutionnaires qui se tiennent sur les positions du CC et du représentant des organisation du front de la 7^e armée (11), qui jugent impossible de participer au congrès dans les conditions créées par le fait qu'à la veille de la convocation du congrès dans le dos du soviétique et des partis politiques par le seul parti des bolcheviks (12), a été déclenchée cette aventure de prise du pouvoir, qui se transforme en guerre civile. Les représentants des organisations du front de la 7^e armée, les mencheviks-unifiés, les mencheviks-défensistes, les socialistes-révolutionnaires qui se tiennent sur les positions du CC, le Bund quittent le congrès.

Après le départ de ces délégués, le camarade Trotsky, dans un bref discours,

(8) Cette formulation s'explique parce qu'à ce moment-là les S-R de gauche sont encore membres du parti S-R dont le comité central va exclure quelques jours plus tard leurs dirigeants, à commencer par tous ceux qui sont restés au congrès. C'est après cette exclusion qu'ils vont former un parti distinct.

(9) Sic !

(10) Il s'agit en fait de la proposition de Martov adoptée à l'unanimité selon les autres comptes rendus.

(11) En réalité, il s'agit de la 12^e.

(12) Affirmation contraire à la vérité. Le congrès a été convoqué par le CEC sortant pour le 20 octobre, puis repoussé de cinq jours par ce dernier.

porte un jugement sévère sur cette tentative de saboter le congrès qu'il explique par la lâcheté et la trahison de la cause du peuple révolutionnaire. Il proteste aussi contre les déclarations sur l'impossibilité pour le congrès de faire normalement son travail dans l'atmosphère ainsi créée. « *Lui et ses camarades, dit-il, se sentent merveilleusement dans l'atmosphère du soulèvement révolutionnaire.* »

[Le journal cite ensuite des interventions enthousiastes saluant le Petrograd révolutionnaire et ajoute :]

Vu qu'à Smolny continuent à arriver des informations sur la fusillade à laquelle le palais d'Hiver est soumis, le camarade Kareline, au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche, pose en point d'ordre la proposition de cesser d'écouter les salutations et les communications des délégués locaux et de régler au plus vite la question de l'envoi d'une délégation du congrès au palais d'Hiver pour mettre fin à l'affrontement qui s'est engagé.

Le président du congrès, le camarade Kamenev, refuse de soumettre cette question au vote en soulignant que l'ordre du jour a déjà été établi par le congrès et qu'il n'y a pas de raisons de réexaminer la décision prise. Il est seulement d'accord pour soumettre au vote la proposition de réduire le temps de parole attribué aux orateurs. La majorité du congrès vote pour un temps de parole de 3 minutes.

[Après un bref résumé des interventions des matelots de l'Avrora et du Zabiaka et d'autres qui durent presque jusqu'à 2 heures du matin, le journal signale :]

Pendant ce temps étaient parvenus des renseignements tout à fait précis sur la fusillade et la prise du palais d'Hiver. Les menchéviks-internationalistes voyant dans les actions des dirigeants du congrès le désir de différer la décision du congrès sur l'envoi d'une délégation au palais d'Hiver avant la prise définitive du palais, émettent une protestation sur ce point et quittent le congrès. Les socialistes-révolutionnaires de gauche et les internationalistes unifiés exigent une suspension de séance pour discuter en fraction de la situation ainsi créée.

La suspension est proclamée vers 2 heures.

[Là s'arrête le compte rendu de la séance du 25 octobre dans le journal.]

Séance du 26 octobre

Le congrès s'ouvre à 9 heures et demie du soir.

Le camarade Lénine lit un projet d'appel aux gouvernements et aux peuples du monde entier avec la proposition de conclure une paix sans annexions ni réparations.

Le représentant des socialistes-révolutionnaires, le cam Kareline, déclare que les socialistes-révolutionnaires s'associent dans l'ensemble au projet, mais vu qu'ils n'ont pas pu examiner le projet auparavant, ils ne pourront y proposer des amendements et laisseront donc la responsabilité de la rédaction de l'appel aux bolcheviks. Le camarade Kareline demande de considérer le vote des socialistes-révolutionnaires pour ce projet comme l'acceptation de son esprit général.

Le représentant des menchéviks-internationalistes, du PPS (le camarade Lapinski), des Ukrainiens, des Lettons (13) et de la social-démocratie de Lettonie.

Réunion de fraction du parti des socialistes- révolutionnaires du congrès panrusse des soviets

Séance du 25 octobre

La séance est ouverte à midi sous la présidence du camarade Mstislavski, en présence d'environ 200 membres du congrès, de nombreux membres de la fraction socialiste-révolutionnaire du soviet de Petrograd, de membres du comité de Petrograd du Parti socialiste révolution-

(13) Le compte-rendu évoquant juste après « la social-démocratie de Lettonie » il est clair qu'il a confondu ici Lettonie (Latvia en russe) et Lituanie (Litva en russe) et qu'il s'agit ici des Lituaniens.

naire, de membres du comité régional et de représentants du CC.

L'un des camarades membre du CC lit un rapport sur l'activité du CMR. Après avoir entendu le rapport, la réunion de fraction passe à la question du moment présent. Questions soulevées :

- 1) l'attitude à l'égard du coup de force ;
- 2) l'attitude à l'égard du pouvoir.

Un nombre énorme de présents s'inscrivent.

Le camarade Lvov est partisan d'un ministère socialiste homogène formé à partir du congrès des soviets.

Le camarade Nesterov insiste : le congrès des soviets complété par les députés paysans doit prolonger l'action du soviet de Petrograd des députés ouvriers et soldats.

Le camarade Filipovski se prononce pour un pouvoir démocratique général.

Le camarade Guendelman intervient au nom du CC du parti des socialistes-révolutionnaires. Il insiste d'abord sur l'unité du parti et dit qu'entre le centre et l'aile gauche la seule différence est dans le jugement porté sur la possibilité de constituer un ministère homogène. Intervenant violemment contre les bolcheviks, Guendelman affirme qu'un gouvernement homogène sera sous l'hégémonie des bolcheviks et que les bolcheviks eux-mêmes seront au pouvoir de la foule. Le parti ne peut être utilisé par qui que ce soit et c'est pourquoi il est indispensable d'assurer le total isolement des bolcheviks, de ne pas avoir avec eux le plus petit contact. Les camarades Kamkov, Kareline, Malkine, Kolegaiev ont répliqué au représentant du CC.

Le camarade Kamkov souligne l'impossibilité de sortir des événements qui façonnent l'existence. Isoler des bolcheviks, cela a la même portée que sortir de la vie, nous isoler des événements mondiaux qui se réalisent, c'est renvoyer le parti socialiste-révolutionnaire dans l'arrière-cour de l'histoire.

Le camarade Kareline soutient Kamkov et dit que Lénine, lorsqu'il prône le communisme sous la forme d'une fédération de communes autonomes, ce n'est pas le bolchevisme dans son entier. Le bolchevisme est un élément indispensable. Si l'affaire engagée s'effondre, les bolcheviks ne seront pas les seuls à s'effondrer.

Le camarade Malkine s'exprime dans le même sens, insiste pour que l'on prenne la part la plus active aux événements en cours et ajoute : « *On peut marchander avec les cadets, il est impossible de marchander avec l'histoire.* »

La proposition est avancée d'élire une commission chargée d'élucider les conditions dans lesquelles les bolcheviks pensent former le pouvoir.

Le camarade Gotz (14) s'y oppose violemment : « *Aucun contact !* », et lit une résolution du CC qui décide de rappeler tous les membres du parti du congrès panrusse des soviets et de tous les organes dans lesquels agissent les bolcheviks.

La proposition d'élire une commission chargée de prendre contact avec les bolcheviks est votée à la majorité. Y sont élus Kamkov et Kareline et une place est réservée au CC qui y délègue Firsov. Les débats continuent.

Un représentant de la fraction unifiée des sociaux-démocrates internationalistes se présente à notre réunion de fraction (15). On lui donne la parole pour faire une déclaration en dehors de l'ordre du jour, il donne lecture de la résolution adoptée par leur fraction. Cette résolution déclare nécessaire l'unité du front de la démocratie révolutionnaire. Elle souligne que l'isolement des camarades bolcheviks signifierait l'échec de la révolution ; c'est pourquoi les mencheviks-internationalistes ont décidé de participer à la construction du nouveau pouvoir révolutionnaire, à laquelle ils invitent les socialistes-révolutionnaires à prendre part.

Le camarade Filipovski lit la résolution du syndicat des cheminots qui déclare se mettre à la disposition du CEC (16) et aussi du nouveau comité exécutif que le congrès panrusse élira.

Après une suspension de séance, on passe au vote sur la question : ou sortie du congrès panrusse ou participation aux travaux du congrès. La sortie reçoit 63 voix, la participation 92 ; 9 présents s'abstiennent. Après la proclamation des résultats

(14) L'un des principaux dirigeants du parti socialiste-révolutionnaire et de son aile droite.

(15) Il s'agit de Nicolas Soukhanov.

(16) Bien entendu du CEC sortant... et sorti.

du vote, le groupe du centre (17), resté en minorité, déclare qu'il forme une fraction distincte et quitte la réunion.

La fraction poursuit la réunion, entend trois projets de résolution sur l'organisation du pouvoir. La résolution du camarade Nesterov, dont la rédaction finale est confiée à Kamkov, Mstislavski et Nesterov est adoptée par la majorité des votants. Le camarade Mstislavski est désigné comme rapporteur de la résolution sur le pouvoir dans le congrès panrusse. Sont élus à la majorité des voix au présidium du congrès M. Spiridonova, Kakhovskaia, Kamkov, Mstislavski, Kareline, Zaks, Malkine et au nom du groupe socialiste juif SERP (18), le camarade Goutman.

À 2 heures du matin

La réunion est ouverte par le camarade Mstislavski et la fraction décide de rester au congrès et de se fixer comme tâche de constituer le maillon de liaison, le médiateur entre le congrès et le reste de la démocratie révolutionnaire.

Le représentant de la fraction des internationalistes unifiés salue la décision de la fraction qui correspond pleinement à la décision des internationalistes unifiés.

[Poursuite de la réunion de fraction des socialistes-révolutionnaires de gauche] (19).

La séance du 26 octobre

À l'ordre du jour est posée la question de la décision des bolcheviks de former un gouvernement composé de bolcheviks et de socialistes-révolutionnaires de gauche.

Le camarade Oustinov considère qu'il est impossible d'accepter la proposition des bolcheviks car cela signifie placer le sort de la révolution à la pointe des baïonnettes. Nous devons insister sur notre position traditionnelle : associer au pouvoir toute la démocratie révolutionnaire, mais nous ne pouvons absolument pas être d'accord avec la dictature du prolétariat ou plus exactement seulement avec une de ses composantes, c'est-à-dire la seule dictature du Parti bolchevique.

Le camarade Chreider affirme que l'on ne peut rester au congrès que si les bol-

cheviks sont d'accord pour s'adresser aux autres partis socialistes pour leur proposer de former un pouvoir de toute la démocratie révolutionnaire. Sinon nous n'avons rien à faire au congrès.

Le camarade Kamkov considère que la position visant à présenter un ultimatum est « *une position de faiblesse, dictée par la nervosité et un amour-propre de parti mortifié. C'est pourquoi nous ne devons présenter au congrès aucun ultimatum. Il est clair pour moi qu'organiser le pouvoir sans les bolcheviks est aujourd'hui impossible. Gotz et les autres ont déclaré qu'ils n'iront pas au gouvernement avec les bolcheviks. Ce n'est pas notre intérêt de soutenir une politique d'isolement des bolcheviks, car cette politique fait le jeu des kalediniens (20) et des korniloviens. Ceux qui ont quitté le congrès et dénigrent ce congrès ont détruit le pont d'un accord. Ce ne sont pas les bolcheviks qui ont ruiné l'accord, c'est l'autre côté.* » Kamkov pose la question : « *Une Russie révolutionnaire peut-elle exister sans un pouvoir central ? Il est clair que non. Le pouvoir sera construit proportionnellement aux forces qui participent à ce congrès. La position des droitiers est très instable : ils ont un pied dans le camp des éléments révolutionnaires, et l'autre dans le camp de Kaledine. Le pouvoir que le congrès édifie a le maximum de chances d'exister. L'effondrement de ce pouvoir est-il de notre intérêt ? Ce sont surtout les kalediniens et les korniloviens qui y ont intérêt.* »

La réunion limite à 5 minutes le temps des orateurs suivants.

Le camarade Goutman, intervenant au nom du groupe juif unifié (3 membres), propose de quitter le congrès, de s'asso-

(17) C'est-à-dire ceux qui soutiennent les positions de la majorité du comité central.

(18) SERP, initiales du parti ouvrier socialiste juif formé en 1906 par des adhérents du *Poalé Zion*.

(19) Cette précision ne figure pas dans le titre donné par *Znamia Trouda*, mais elle reflète le contenu du passage intitulé « *séance du 26 octobre* » que les S-R de gauche préparent ainsi longuement.

(20) Kaledine : ataman des cosaques du Don, général contre-révolutionnaire, soutiendra en décembre 1917-janvier 1918 l'armée blanche dite des Volontaires.

cier au *Comité de salut public* et de former un pouvoir sans les bolcheviks.

Le président interrompt l'ordre du jour pour faire une déclaration urgente. Le CMR propose au camarade Spiro (21) d'occuper provisoirement le poste de commissaire en chef. La fraction, à une écrasante majorité, répond positivement. Puis elle passe à la discussion de la suite.

Au nom du collectif des socialistes-révolutionnaires de gauche, désigné par l'aile gauche du dernier conseil du parti, intervient le camarade Kareline :

« *Notre collectif se rallie à l'avis suivant : nous jugeons funeste l'isolement des bolcheviks et nuisibles les actions de la démocratie sur deux fronts [opposés]. La division des rangs de la démocratie offre la victoire à la contre-révolution. C'est pourquoi notre idée fondamentale, c'est d'aboutir à la constitution d'un organe démocratique du pouvoir. Nous jouons aujourd'hui le rôle de conciliateurs et il est impossible de perdre ce rôle. Nous devons proposer aux bolcheviks de constituer un bloc de la démocratie révolutionnaire et nous entrerons dans ce bloc. Si nos négociations ne sont pas nous-mêmes dans le gouvernement pour ne pas perdre notre rôle de conciliateurs. Mais nous ne devons en aucun cas refuser de participer à l'activité technique (22). Il faut prendre d'urgence des mesures pour convoquer le congrès des députés paysans.* »

Il est proposé d'élire une commission pour mener les négociations avec les bolcheviks. Elle comprend les camarades Kareline, Kamkov et Malkine.

La fraction adopte à l'unanimité une résolution sur la nécessité de libérer immédiatement tous les ministres socialistes arrêtés par le CMR. La commission part négocier avec le CMR. La réunion de fraction suivante est fixée à 7 heures du soir.

Réunion du soir (23)

Lors de la réunion du soir, la majorité adopte la proposition du camarade Kareline :

« *Si un gouvernement bolchevik homogène est formé, nous votons contre en motivant notre vote, mais nous restons dans le congrès, nous entrons dans le CEC. Nous soutiendrons ce gouvernement.* »

Congrès panrusse des soviets

Séance du 26 octobre, 1 heure du matin

[Après avoir évoqué le vote à l'unanimité du décret sur la terre, puis à l'unanimité aussi sur la composition du Conseil des commissaires du peuple, Znamia Trouda cite l'intervention d'Avilov en des termes identiques au texte de Volia Naroda, puis celle de Kareline :]

Kareline : « *Les socialistes-révolutionnaires de gauche ont une position d'union de la majorité de la démocratie révolutionnaire. Nous opposons le principe du pouvoir démocratique homogène à celui de la coalition. Nous jugeons indispensable d'établir un accord entre les camarades bolcheviks et les autres partis socialistes. Personne n'a entrepris de démarches pour unir les partis socialistes. Nous considérons que la seule façon de sortir de la situation est de constituer un gouvernement démocratique. Le congrès des soviets est l'organe le meilleur et le plus légitime pour former le pouvoir, mais ici on nous propose un gouvernement déjà constitué. Nous protestons contre cela et parce que le pouvoir ne sera pas renforcé par le Soviet des députés paysans. Au congrès n'assistent que des représentants paysans accidentels. Nous sommes hostiles à l'isolement des bolcheviks, nous sommes conscients de notre devoir devant la révolution. Dans cette liste (24), nos noms pourraient figurer, mais dans ce cas nous ne pourrions pas jouer le rôle de conciliateurs. Je résume :*

1) *Dans la mesure où il est indispensable d'organiser le pouvoir, nous soutenons toute tentative ;*

2) *Dans la mesure où les camarades bolcheviks rendent difficile le passage à un pouvoir démocratique homogène, nous votons contre.* »

(21) William Spiro, S-R, délégué du front roumain.

(22) C'est-à-dire aux activités sociales et administratives diverses.

(23) Il s'agit là encore d'une réunion de fraction des S-R de gauche.

(24) Kareline veut dire « la liste des membres du Conseil des commissaires du peuple ».

Trotsky objecte aux camarade Avilov et Kareline. Il souligne que quelques jours plus tôt, lorsque s'est posée la question de l'insurrection, on nous a dit que nous nous isolions. Mais ce n'est pas vrai : de larges masses se sont coalisées avec nous. Cela a la signification la plus large. La déclaration du représentant des socialistes-révolutionnaires de gauche coïncide avec la déclaration du représentant de *Novaia Jizn*. La lutte des soviets pour le pouvoir ne peut se réaliser que par la voie de l'insurrection. En ce qui concerne les paysans, il faut distinguer les paysans les uns des autres. Nous devons choisir entre le paysan de Tver qui exige l'arrestation d'Avksentiev (25) et Avktsentiev qui fait arrêter les comités agraires de Tver. Nous allons nous coaliser avec le prolétariat et avec la paysannerie pauvre. Si les socialistes-révolutionnaires de gauche ont un appui dans la paysannerie c'est uniquement parce qu'ils s'opposent à la coalition.

Après une déclaration du représentant du CC du syndicat des cheminots de la ville de Tachkent, après l'adoption d'une résolution, le congrès décide de clore ses travaux après avoir confié au présidium la tâche de former un CEC composé proportionnellement [au nombre de membres des] fractions.

N° 7 compte rendu de *Golos Soldata* (La Voix du soldat), N° 150 du 26 octobre 1917

L'ouverture du congrès des soviets était fixée à 5 heures de l'après-midi, mais à cause des événements qui se déroulaient et du coup d'État organisé par les bolcheviks qui n'ont même pas pris la peine d'attendre quelques heures pour entendre l'avis du congrès, qu'ils considèrent eux-mêmes, ainsi qu'ils l'ont plus d'une fois proclamé, comme l'organisme suprême, souverain, de la démocratie, l'ouverture du congrès traîna presque jusqu'à onze heures du soir.

Pendant tout ce temps se tenaient les réunions de fractions du congrès, sur-

tout des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. Vers 9 heures du soir, il apparut que les mencheviks, y compris les internationalistes, ne jugeaient pas possible de soutenir, fût-ce indirectement, l'aventure bolchévique et d'entrer avec eux dans une quelconque combinaison concernant la composition des organes du pouvoir. C'est pourquoi les mencheviks ont décidé de refuser de participer au congrès et de le quitter après avoir lu une déclaration. Les socialistes-révolutionnaires de droite suivent la même tactique. Les socialistes-révolutionnaires de gauche, eux, ont décidé de quitter le congrès, mais après avoir tenté de ramener à la raison les bolcheviks enragés. Les représentants du front, organisés dans un groupe du front, ne jugent, eux non plus, pas possible de participer au congrès. Les bolcheviks apparaissent isolés et livrés à eux-mêmes.

La composition du congrès par appartenance de parti est la suivante : 560 délégués sont arrivés au congrès. Pour le moment, 513 ont été enregistrés par parti. Parmi eux, 250 bolcheviks, 159 socialistes-révolutionnaires, 60 mencheviks, 14 internationalistes, 3 anarchistes, 6 représentants de partis socialistes nationaux, 3 socialistes indépendants, 22 sans-parti.

[Le compte rendu qui suit correspond à celui de Rabotchaia Gazeta et de Novaia Jizn. Une seule originalité : l'intervention de Koutchine au nom du groupe du front y est plus développée. Il déclare :]

« Camarades, la convocation de ce congrès a été précédée par une discussion sur sa nécessité dans toutes les organisations de l'armée, qui, pour toute une série de raisons sociales, ont considéré que ce congrès ne venait pas au bon moment. Après le décret du CEC se prononçant pour la convocation du congrès, certaines organisations de l'armée y ont envoyé leurs représentants mais un nombre assez important d'entre elles n'en ont pas envoyé. L'armée ne dispose pas dans ce congrès de sa complète représentation et donc ce congrès ne

(25) Dirigeant socialiste-révolutionnaire de droite.

peut être considéré comme souverain... (Des voix dans la salle : « Au nom de qui parlez-vous ? »). Au nom des comités de l'armée suivants : les 2^e, 3^e, 4^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, 11^e et 12^e, de l'armée spéciale, de l'armée du Caucase et des comités de tous les fronts... (Une voix dans la salle : « Vous n'êtes pas le représentant de l'armée ! »). J'ai été élu par un congrès militaire au début d'octobre. Toutes les organisations militaires que j'ai énumérées se sont prononcées contre la saisie du pouvoir. Le congrès a été convoqué principalement pour traiter de l'organisation du pouvoir et que voyons-nous ? L'aventure de la prise du pouvoir est déjà réalisée et la volonté du congrès est déjà décidée à l'avance. Nous déclarons que la guerre civile provoquée par l'aventure engagée par les bolcheviks est un coup de poignard dans le dos de l'armée. Il faut sauver la révolution de cette tentative insensée et nous allons mobiliser toutes les forces révolutionnaires conscientes dans l'armée et dans le pays au nom du salut de la révolution. Le groupe du front se fixe cette tâche, rejette toute responsabilité pour les conséquences de cette aventure et quitte ce congrès. À partir de maintenant, l'arène de la lutte est transférée dans les localités.

Soldatski Golos, (La Voix du soldat)

N° 1 du 27 octobre

Séance de nuit du II^e Congrès panrusse des conseils de députés ouvriers et soldat

[Le texte des interventions est en règle générale identique à celui publié par Rabotchaia Gazieta. Seule différence notable, Soldatski Golos attribue par erreur à Volodarski l'intervention de Krylenko.]

N° 8 Compte rendu des Izvestia du Comité exécutif central, N° 207 du 26 octobre.

Composition du congrès panrusse des soviets :

560 délégués sont arrivés au congrès. 513 d'entre eux ont enregistré leur appartenance politique : parmi eux, 250 bolcheviks, 159 socialistes-révolutionnaires, 60 mencheviks, 3 anarchistes, 6 représentants des partis socialistes nationaux, 3 socialistes indépendants et 22 sans-parti (26).

Le II^e Congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats

[Les Izvestia citent ensuite l'intervention d'ouverture de Dan (texte identique à celui de Rabotchaia Gazieta), puis la déclaration d'Anavessov sur le présidium. Le texte est en gros identique à celui de la Pravda, sauf qu'ici Anavessov évoque 515 délégués enregistrés... au lieu de 513. Il cite la liste des S-R membres du présidium. Puis les Izvestia poursuivent :]

Suivent la déclaration de la fraction des socialistes-révolutionnaires (aile droite) de la fraction des mencheviks annonçant qu'ils ne présenteront pas leur liste. La fraction des mencheviks-internationalistes déclare qu'elle s'abstient pour le moment de présenter son candidat au présidium.

Les listes présentées sont confirmées par la réunion et le présidium prend place sous les applaudissements de l'assemblée.

[Les Izvestia citent ensuite l'ordre du jour présenté par Kamenev, la décision d'entendre le rapport du représentant du soviet de Petrograd, puis la déclaration de Martov, dont le texte est identique à celui reproduit dans Rabotchaia Gazieta, l'an-

(26) Soit, au total, 503... et non 513 !

nonce que toutes les fractions votent ce texte, l'intervention de Kharach, dans une version identique à celle de Rabotchaia Gazieta, celle de Koutchine dans une version identique à celle de Golos Soldata, celle de Khintchouk dans une version identique à celle de Rabotchaia Gazieta, celle de Guendelman, signale que les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et « la majorité du groupe du front » quittent le congrès. Les Izvestia publient ensuite la résolution de Martov – texte identique à celui de Novaia Jizn, annoncent que les mencheviks-internationalistes et les députés paysans quittent le congrès et se rendent à la Douma municipale, reproduisent la déclaration des représentants du croiseur Aurore et du torpilleur Zabiaka affirmant qu'il « n'ont effectué sur le palais d'Hiver que des tirs à blanc » et concluent en annonçant la suspension de séance demandée par les S-R de gauche.]

N° 9 Compte rendu de Narodnoïe Slovo (La parole populaire)

N° 120, 121 et 122 des 26, 27 et 28 octobre.

Au congrès des députés ouvriers et soldats.

Jusqu'à 560 délégués se sont présentés au congrès des soviets. La séance s'ouvre à 11 heures du soir. Des délégués de la Douma municipale se sont présentés au début de la séance et ont déclaré que le croiseur Aurore tirait sur le palais d'Hiver. Mais les matelots qui se sont présentés ont déclaré que c'était faux, que les tirs provenaient de la forteresse Pierre-et-Paul et que de plus il s'agissait de tirs à blanc. Puis les matelots ont déclaré qu'au contraire, les tirs provenaient des blindés qui gardaient le palais d'Hiver.

Puis ont suivi les déclarations de fractions, après lesquelles certaines d'entre elles, dont même une partie des mencheviks internationalistes, ont quitté le congrès. Sont restés quelques 360 bolcheviks et sympathisants.

Le congrès des conseils de députés ouvriers et soldats

Ont quitté le congrès : les représentants du front, les socialistes-révolutionnaires, les bundistes, les sociaux-démocrates mencheviks.

[Suit un résumé des interventions de Kharach, Koutchine, Khintchouk, Guendelman et Abramovitch. Le texte en est identique à la version donnée par Rabotchi i Soldat, qui reproduit même plus longuement l'intervention d'Abramovitch. Le journal reproduit ensuite la liste des ministres du gouvernement provisoire arrêtés et ajoute :]

Les officiers et les junkers présents dans le palais d'Hiver et à l'état-major ont été désarmés. L'un des officiers de l'état-major a été tué pour avoir opposé de la résistance. Un autre s'est caché.

Le 26 octobre

[Le compte rendu se contente d'évoquer l'intervention d'« Oulianov » (Lénine) dans la séance finale de la nuit du 25-26, passe sous silence toutes les autres et se contente d'évoquer à la fin celles de Pianikh et de Trotsky ainsi résumées :]

Pianikh proteste contre l'arrestation des camarade Maslov et Salazkine, membres du Gouvernement provisoire et exige leur libération.

« Bronstein » (Trotsky) a répondu qu'il s'agissait simplement d'un oubli par distraction.

À Smolny

Smolny travaille fiévreusement. Les fractions se réunissent toute la journée. On élabore la liste des nouveaux ministres. Les bolcheviks s'efforcent soigneusement d'attirer des représentants de tous les groupes. Le nouveau pouvoir déclare une guerre impitoyable contre les maraudeurs, les spéculateurs, les hooligans et les cambrioleurs. Tous ces individus sont menacés d'être fusillés sur la place de leur forfait sans jugement. Les comités de

sécurité sont liquidés. Les doumas opposantes seront dissoutes.

N° 10 Compte rendu de Rietch (le discours) du 26 octobre

À 11 heures du soir dans l'Institut Smolny s'est ouvert le congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats. Y participent plus de 500 délégués, en majorité bolcheviks.

Le congrès s'est ouvert par un bref discours de Dan qui a déclaré que l'ouverture du congrès a coïncidé avec un moment politique aigu lorsque les règlements de comptes politiques ont été transférés dans la rue et que le palais d'Hiver est soumis à des tirs.

Des élections au présidium sont organisées à la proportionnelle. 14 bolcheviks sont élus, dont tous les dirigeants : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Krylenko, 7 socialistes-révolutionnaires de gauche, Kamkov, Spiridonova et d'autres.

Les mencheviks, même les internationalistes avec Martov à leur tête, ont refusé de faire partie du présidium.

Un socialiste-ukrainien est aussi entré au présidium.

Vu l'absence de Lénine, c'est Kamenev qui préside. Sont mises à l'ordre du jour les questions de l'organisation du pouvoir, de la guerre et de la paix et de l'Assemblée constituante.

Martov propose en premier point de s'atteler à l'examen de la question de la solution pacifique de la crise créée.

Même les bolcheviks s'associent à cette proposition.

[Puis Rietch résume brièvement les interventions de Kharach et Koutchine « au nom des soldats du front », puis celles de Guendelman et Khintchouk qui déclarent qu'ils quittent le congrès car ils jugent impossible d'y rester, puis celles de Gourievitch et Martov, en signalant à chaque fois leur décision de quitter le congrès, puis le journal ajoute :]

Trotsky a prononcé un violent discours contre ceux qui quittent le congrès et a déclaré qu'il fallait mener l'insurrection jusqu'au bout.

Au nom des socialistes-révolutionnaires de gauche, Schweitzer (27) exige une suspension de séance pour une réunion de fraction et menace, en cas de refus, que les socialistes-révolutionnaires de gauche quittent eux aussi le congrès.

Le socialiste-révolutionnaire de gauche Kareline intervient et penche visiblement vers l'idée de l'accord indispensable avec le reste de la démocratie.

La suspension de séance exigée par les socialistes-révolutionnaires est proclamée.

N° 11 Compte rendu de Novoie Vremia (Nouveau Temps)

N° 14907 du 26 octobre

À son ouverture, le congrès rassemblait 560 membres (le I^{er} Congrès en rassemblait 1 180), dont 250 bolcheviks, 150 socialistes-révolutionnaires [90 de droite, les autres de gauche], 60 mencheviks, 14 mencheviks-internationalistes, 3 anarchistes, 6 membres de groupes socialistes nationaux, 3 socialistes sans parti, 22 sans-parti. L'appartenance politique des 47 délégués restant n'est pas précisée (28).

[Novoie Vremia résume ensuite l'intervention initiale de Dan, évoque la composition du présidium du congrès, le refus de la fraction des S-R « se tenant sur la position du CC », des mencheviks et des mencheviks-internationalistes de participer au présidium, ajoute : « Le parti des socialistes ukrainiens envoie lui aussi un représentant au présidium », puis : « Kamenev préside. Lénine et Zinoviev ne sont pas là. » Novoie Vremia évoque la

(27) Non seulement aucun autre compte rendu n'évoque cette intervention... mais, de plus, Schweitzer n'était pas délégué au congrès et n'y a pas participé.

(28) Le total est de... 555.

proposition d'ordre du jour de Kamenev, l'intervention de Martov – sans préciser qu'il soumet une résolution au vote – et fait suivre son intervention du commentaire suivant :]

Les socialistes-révolutionnaires de gauche jugent eux aussi possible de passer aux occupations (du congrès – Ndt) lorsque sera garantie la possibilité d'un travail pacifique. Les autres fractions, dont les bolcheviks, s'associent à cela.

[Novoie Vremia résume ensuite la déclaration du menchevik Kharach, que le journal fait suivre d'une déclaration de Kamenev qui ne figure dans aucun autre compte rendu et que l'on peut donc légitimement juger douteuse :]

Kamenev veut par un vote faire écarter les interventions étrangères à l'ordre du jour désagréables aux bolcheviks, mais

les protestations énergiques et l'indication que ces interventions en dehors de l'ordre du jour ne débouchent pas sur un vote qui contraigne l'assemblée à les entendre.

[Le journal publie ensuite l'intervention de Kouthine en des termes très voisins de ceux de Golos Soldata, puis celle de Khintchouk ainsi résumée :]

Khintchouk lit la déclaration des mencheviks. « *Jugeant de son devoir devant la classe ouvrière, non seulement de rejeter toute responsabilité pour les actions des bolcheviks, qui se couvrent du drapeau des soviets, mais aussi de prévenir les ouvriers et les soldats contre la politique d'aventure désastreuse pour le pays et la révolution, la fraction du POSR (unifiée) quitte l'actuel congrès et invite toutes les autres fractions qui refusent comme eux de porter la responsabilité des actions des bolcheviks, à se réunir sans tarder pour discuter de la situation.* »



Information sur le congrès dans *La Feuille de Petrograd*

La Feuille de Petrograd (Petrogradski listok), n° 257, 5 novembre traduction Jean-Jacques Marie

Le 25 octobre, malgré l'impossibilité totale de convoquer dans un délai extrêmement bref, sur des bases régulières, un congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats, les bolcheviks l'ont néanmoins convoqué. Le congrès était composé dans son écrasante majorité de bolcheviks. Cependant, le petit nombre de socialistes-révolutionnaires, de défensistes, de mencheviks sociaux-démocrates et d'autres groupes de tendance non bolchevique, qui avaient réussi à pénétrer au « congrès », se sont vus contraints de le quitter dès les premières heures de son « travail ». Les bolcheviks avaient convoqué un congrès, comme ils le déclaraient partout, pour trancher la question de la remise du pouvoir aux mains des soviets.

Les représentants des socialistes-révolutionnaires, des défensistes, des mencheviks sociaux-démocrates, des bundistes et du groupe armé du front quittèrent le congrès. La masse des soldats ne comprenait pas la perte que représentait pour elle le départ du congrès des partis démocratiques et leur criait « *Partez !* », « *Korniloviens !* », « *Déserteurs !* ». Le représentant des soviets des députés paysans Gourievitch quitta également le congrès. Le congrès a accueilli cette déclaration par des rires et des cris : « *Nous ne suivons pas la même voie !* » Seuls sont restés avec les bolcheviks la gauche (Katz-Kamkov et autres), les internationalistes unifiés et les sociaux-démocrates des partis ukrainien, géorgien, lituanien, letton et polonais.

Le congrès s'est conclu le 25 octobre à six heures du matin par un appel aux

soldats, ouvriers et paysans. Le principal « travail » du congrès s'est déroulé le 26 octobre. Lénine lance un appel du « gouvernement provisoire ouvrier et paysan » de Russie aux peuples et aux gouvernements des pays en guerre, leur proposant de conclure immédiatement une paix sans annexion ni réparations. En moins d'une heure, le congrès l'adopte à l'unanimité. À la suite de l'appel sur la paix, le congrès annule aussi vite la propriété sur la terre. Lénine annonce « un projet de loi » qui prévoit la transmission immédiate des terres faisant l'objet de propriété privée aux comités fonciers. Il n'a pas fallu plus de deux heures au congrès pour examiner et adopter à l'unanimité cette loi d'une importance colossale. En ayant fini avec la guerre et les propriétaires terriens, le congrès approuve alors sans discussion et à l'unanimité la liste du « Conseil des commissaires du peuple », imaginée par les bolcheviks en remplacement des ministères, et élit un nouveau comité exécutif central des soviets composé de 100 membres, dont 70 bolcheviks, et proposant aux partis et aux groupes qui ont quitté le congrès de compléter le comité exécutif central par leurs représentants, conformément aux effectifs de chacun.

Communication de la commission de vérification des mandats du II^e Congrès panrusse des soviets

La *Pravda* du 29 octobre, n° 172

Commission de vérification des mandats du II^e Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats

D'après les données préliminaires de la commission d'enquête, on a enregistré 670 députés, regroupés en fractions de la manière suivante : 300 sociaux-démocrates bolcheviks, 70 sociaux-démocrates mencheviks, 193 socialistes-révolutionnaires, 7 socialistes ukrainiens, 3 anarchistes, 10 Bund et Poale-Zion (1), PPS (2) et PSD (3), 36 sans-parti, 3 socialistes nationaux, 14 sociaux-démocrates internationalistes, 22 inconnus, 4 socialistes populistes de Lituanie. En tout 670 personnes.

D'après les données précises du bureau de toutes les fractions au début de l'ouverture du congrès, en comprenant les sans-parti et les sympathisants, les délégués qui se sont inscrits dans une fraction se répartissent comme suit : 390 bolcheviks, 160 socialistes-révolutionnaires, 14 sociaux-démocrates (internationalistes), 6 sociaux-démocrates (unifiés), 7 Ukrainiens, 72 mencheviks. Soit 649 en tout. Et, à la fin du congrès, après la sortie des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de droite, les fractions se répartissaient ainsi : 390 bolcheviks, 179 socialistes-révolutionnaires, 35 sociaux-démocrates (internationalistes), 21 Ukrainiens. Soit 625 personnes en tout.

Ainsi, le nombre de ceux qui ont définitivement quitté le congrès s'élève entre 25 et 51 personnes, ce qui représente un pourcentage insignifiant par rapport à ceux qui sont restés. Cela s'explique par le fait que de nombreux délégués sociaux-démocrates mencheviks et socialistes-révolutionnaires n'ont pas suivi leurs chefs ou sont revenus et ont continué à participer tant aux travaux des fractions qu'aux assemblées plénières du congrès. Ces simples chiffres témoignent suffisamment des raisons infondées du vieux CEC qui, dans son organe *La Voix du soldat* du 26 octobre, déclare que le congrès est une assemblée privée et non le congrès pléniptentiaire des soviets des députés ouvriers et de soldats.

Après avoir pris connaissance de tous les documents du congrès et des fractions, la commission affirme qu'aucune des fractions représentées au congrès, ni lors des réunions préparatoires de celles-ci, ni lors de l'assemblée plénière, n'a mis en cause la compé-

tence du congrès et qu'aucune déclaration n'a été formulée à ce sujet. En outre, lors de la réunion préparatoire du 25 octobre du bureau de toutes les fractions, tout le monde a constaté à l'unanimité que les pouvoirs de l'ancien comité exécutif central prenaient fin avec l'élection de son présidium élu, n'existaient plus et que jusqu'à l'élection d'un nouveau CEC, toutes les interventions politiques de la part de l'ancien CEC étaient inconcevables. Comme personne n'a nié cela, même les socialistes-révolutionnaires de droite, la fraction des bolcheviks a consenti à ne pas poser la question lors de l'assemblée plénière. Seules les assurances unanimes ont contraint le bureau de la fraction bolchevique à accepter les propositions des autres fractions ; si à présent le CEC du précédent congrès pose la question de l'illégitimité du congrès, on ne peut comprendre comment ils ont eux-mêmes ouvert ce congrès en la personne de Dan et ont reconnu sa validité. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de droite qui ont quitté le congrès pensent que leur départ a fait perdre au congrès le quorum, pourquoi n'ont-ils pas fait une déclaration en ce sens dans le congrès lui-même et pourquoi ont-ils participé aux discussions sur la constitution du présidium du congrès ?

La commission affirme que le refus de participer au présidium est intervenu après que s'est dégagée une écrasante majorité de l'aile gauche du congrès et après que le congrès a décidé la transmission du pouvoir aux soviets.

Après avoir pris connaissance des informations mentionnées plus haut, la commission exprime la profonde indignation que suscitent en elle les actions de l'ancien CEC qui a diffusé dans sa presse des informations mensongères et dénuées de tout fondement.

(1) Poale-Sion (*Ouvriers de Sion*, parti ouvrier européen social-démocrate juif) est une organisation juive qui tentait d'unir les idéaux du socialisme et du sionisme. En août 1917, elle comptait 16 000 membres. (voir article « Congrès des soviets des députés ouvriers et paysans »).

(2) PPS : Parti socialiste polonais, fondé en 1893. Pendant toute la durée de son existence, un fort courant de gauche a existé en son sein.

(3) PSD : Parti social-démocrate de Pologne

Le II^e Congrès des soviets raconté par John Reed dans *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*

Notre voiture s'arrêta devant le Smolny dont la façade massive s'inondait de lumière ; venant de toutes les rues, des flots d'ombres roulaient vers l'édifice, à peine distinctes dans les ténèbres. Autos et motos arrivaient et repartaient ; une énorme auto blindée, couleur gris éléphant, sa tourelle surmontée de deux drapeaux rouges, s'éloigna pesamment dans un hurlement de sirène. Il faisait froid, à la grille extérieure les gardes rouges avaient allumé un feu. Un autre feu brûlait près de l'entrée intérieure et c'est à sa lumière que les sentinelles déchiffrèrent lentement nos laissez-passer et nous examinèrent des pieds à la tête. Les gaines de toile avaient été enlevées des quatre mitrailleuses disposées à droite et à gauche de l'entrée, les bandes pendaient aux culasses comme des serpents. Un sombre troupeau d'autos blindées se tenait sous les arbres de la cour ; les moteurs tournaient. Les longues salles nues et mal éclairées résonnaient du tonnerre des pas, de cris d'appels. Il y régnait une atmosphère d'insouciance téméraire. Soudain, une foule dévala l'escalier, des ouvriers en bonnet de fourrure et chemise noire, dont plusieurs portaient un fusil en bandoulière, des soldats en capote raide couleur de boue, coiffés d'une chapka de fourrure grise aplatie d'un coup de main, un ou deux chefs bolcheviques – Lounatcharski, Kamenev – qui hâtaient le pas, entourés de quelques hommes aux traits anxieux et harassés, chargés de grosses serviettes et parlant

tous à la fois. La réunion extraordinaire du soviet de Petrograd venait de prendre fin. J'arrêtai Kamenev, un petit homme aux mouvements vifs, la tête rentrée dans les épaules, le visage large et animé. Sans autre préambule, il lut en un français rapide le texte de la résolution qui venait d'être adoptée :

« Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd salue la révolution victorieuse du prolétariat et de la garnison de la capitale. Il souligne tout particulièrement l'esprit de cohésion, d'organisation, de discipline et d'unanimité dont les masses ont fait preuve à l'occasion de cette insurrection, exceptionnellement peu sanglante et exceptionnellement bien réussie.

Le soviet est fermement convaincu que le gouvernement ouvrier et paysan qui sera créé par la révolution en tant que gouvernement des soviets et qui assurera au prolétariat urbain le soutien de toute la paysannerie pauvre, que ce gouvernement suivra résolument la route du socialisme, unique moyen d'éviter au pays les incroyables misères et horreurs de la guerre.

Le nouveau gouvernement ouvrier et paysan proposera immédiatement à tous les pays belligérants de conclure une paix juste et démocratique.

Il supprimera immédiatement la grande propriété foncière et donnera la terre aux paysans. Il instituera le contrôle ouvrier de la production et de la distribution des produits manufacturés et ins-

taurera le contrôle public des banques qui seront transformées en un établissement d'État unique.

Le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd appelle les travailleurs et les paysans de Russie à soutenir de toute leur énergie et de tout leur dévouement la révolution ouvrière et paysanne. Le soviet exprime la conviction que les ouvriers des villes, alliés aux paysans pauvres, feront preuve d'une discipline volontaire inflexible et assureront le plus rigoureux ordre révolutionnaire, indispensable à la victoire du socialisme.

Le soviet est persuadé que le prolétariat des pays d'Europe occidentale nous aidera à mener la cause du socialisme à une victoire réelle et durable. »

– *« Vous considérez donc que la partie est gagnée ? »*

Il haussa les épaules.

– *« Il y a beaucoup à faire. Énormément. Ça ne fait que commencer. »*

Sur le palier, je rencontrai Riazanov, vice-président des syndicats ; il avait l'air sombre et mordillait sa barbe grise.

– *« C'est de la folie ! De la folie ! », s'écria-t-il. « Les ouvriers d'Europe ne bougeront pas ! Toute la Russie... »*

Il agita le bras d'un air égaré et se sauva.

Riazanov et Kamenev s'étaient tous deux opposés à l'insurrection et avaient ressenti les effets des terribles sarcasmes de Lénine.

La séance avait été capitale. Au nom du Comité militaire révolutionnaire, Trotsky avait déclaré que le gouvernement provisoire n'existait plus.

– *« Le propre des gouvernements bourgeois, avait-il dit, est de tromper le peuple. Nous autres, soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, nous allons tenter une expérience unique dans l'histoire, nous allons fonder un pouvoir qui n'aura d'autre but que de satisfaire les besoins des soldats, des ouvriers et des paysans. »*

Lénine avait paru, salué par une puissante ovation, et avait prédit la révolution sociale mondiale... Puis Zinoviev s'écria :

– *« Aujourd'hui, nous avons acquitté notre dette envers le prolétariat international et asséné un coup terrible à la guerre, un coup terrible à tous les impé-*

rialismes et spécialement à Guillaume le bourreau... »

Ensuite, Trotsky avait annoncé que des télégrammes avaient été expédiés au front pour faire part de l'insurrection victorieuse, mais qu'ils étaient demeurés sans réponse. On disait que les troupes marchaient sur Petrograd, il fallait envoyer une délégation pour leur apprendre la vérité.

Cris : *« Vous anticipez sur la volonté du congrès panrusse des soviets. »*

Trotsky, froidement :

– *« La volonté du congrès panrusse des soviets a été anticipée par le soulèvement des ouvriers et des soldats de Petrograd. »*

Nous pénétrâmes dans la grande salle des séances, éclairée par des lustres blancs, en nous frayant un passage à travers la foule bruyante qui en obstruait les portes. Alignés sur les chaises, comprimés dans les passages et sur les côtés de façon à ne plus pouvoir bouger, perchés sur les appuis des fenêtres et jusque sur le bord de la tribune, les représentants des travailleurs et des soldats de toute la Russie se tassaient avec anxiété ou exultaient frénétiquement dans l'attente du tintement de la sonnette présidentielle. L'endroit n'était chauffé que par la chaleur étouffante des corps humains sales. La fumée bleue du tabac s'élevait au-dessus de la foule en un nuage suffocant qui demeurerait suspendu dans l'air épais. De temps à autre, un des organisateurs montait à la tribune et priait les camarades de ne pas fumer ; alors tout le monde, les fumeurs compris, répétait à tue-tête : *« Ne fumez pas, camarades ! »* et continuait à fumer. Pétrovski, un délégué anarchiste de l'usine Oboukhovski, me fit une place à ses côtés. Mal rasé et crasseux, il vacillait après trois nuits de travail au Comité militaire révolutionnaire.

Les chefs du vieux Tsik (1), installés à la tribune, dominaient pour la dernière fois les turbulents soviets qu'ils avaient

(1) Tsik ou Comité central exécutif des soviets des députés des ouvriers et des soldats (abréviation russe TsIK – Tsentral'nyi ispol'nitel'nyi komitet –, organe de direction permanent élu par le Premier Congrès panrusse des soviets des députés des ouvriers et soldats en juin 1917. Il fut dominé par les socialistes modérés jusqu'au Second Congrès à majorité bolchevik.

gouvernés depuis le premier jour et qui, à présent, s'étaient soulevés contre eux. C'était la fin du premier stade de la révolution russe que ces hommes avaient essayé de guider dans les voies de la circonspection. Leurs trois compagnons les plus importants n'étaient pas là : Kereniski fuyant vers le front à travers des villes de province en proie à la fermentation ; le vieil aigle Tchkhéidzé qui s'était retiré dédaigneusement dans ses montagnes géorgiennes pour y succomber à la phthisie ; et le noble Tséréteïli, lui aussi mortellement touché, mais qui n'en allait pas moins revenir et déverser le flot de sa belle éloquence en faveur d'une cause perdue. Gotz était là, et Dan, Lieber, Bogdanov, Broïdo, Phillipovski, tous indignés, le visage blanc, les yeux caves. À leurs pieds, le Deuxième Congrès panrusse des soviets bouillonnait et tourbillonnait, et, par-dessus leur tête, le Comité militaire révolutionnaire agissait, furieusement, tenant entre les mains les fils de l'insurrection et portant des coups puissants. Il était dix heures quarante du soir.

Dan, un homme chauve, aux traits doux, en uniforme fripé de chirurgien militaire, agita la sonnette. Le silence se fit tout d'un coup, un silence âpre, interrompu par la bousculade et les disputes des gens à l'entrée.

– « *Le pouvoir est entre nos mains* », commença-t-il tristement. Après un bref silence, il continua d'une voix basse :

– « *Camarades ! Le congrès des soviets se réunit dans des circonstances tellement inhabituelles et à un moment tellement extraordinaire que vous comprendrez pourquoi le Tsik a jugé inutile de vous accueillir par un discours politique. Cela vous apparaîtra beaucoup plus clairement si vous vous souvenez que je suis membre du Tsik et qu'en cet instant même, nos camarades de parti se trouvent au palais d'Hiver, sous les obus, en train de se sacrifier pour remplir la tâche dont ils ont été chargés par le Tsik. (Tumulte confus). Je déclare ouverte la première séance du Deuxième Congrès des soviets des députés ouvriers et soldats !* »

L'élection du bureau se fit dans l'agitation et un remue-ménage continu. Avanessov annonça qu'à la suite d'un accord passé entre les bolcheviks, les

socialistes-révolutionnaires de gauche et les mencheviks internationalistes, il avait été décidé de désigner le bureau à la proportionnelle. Plusieurs mencheviks bondirent pour protester. Un soldat barbu leur lança : « *Rappelez-vous ce que vous nous avez fait, à nous autres bolcheviks, quand nous étions en minorité !* » Résultat : 14 bolcheviks, 7 socialistes-révolutionnaires, 3 mencheviks et 1 internationaliste (groupe Gorki). Hendelmann, au nom des socialistes-révolutionnaires de droite et du centre, annonça qu'ils refusaient de participer au bureau. Khintchouk, porte-parole des mencheviks, fit la même déclaration. Quant aux mencheviks internationalistes, ils ne pouvaient faire partie du bureau jusqu'à ce que soient élucidées certaines circonstances. Quelques applaudissements et des huées. Une voix : « *Renégats, et vous vous appelez socialistes !* » Un représentant des délégués ukrainiens exigea et obtint une place au bureau. Puis le vieux Tsik quitta la tribune où montèrent Trotsky, Kamenev, Lounatcharski, Madame Kollontai, Noguine. Tout le monde était debout, la salle croulait sous les acclamations. Quel chemin ils avaient parcouru, ces bolcheviks, secte méprisée et pourchassée moins de quatre mois plus tôt, jusqu'à ce lieu suprême, au gouvernail de la Russie portée par la grande marée de l'insurrection !

« *L'ordre du jour, dit Kamenev, comprenait : premièrement, l'organisation du pouvoir ; deuxièmement, la question de la guerre et de la paix et, troisièmement, celle de l'Assemblée constituante.* » Lozovski se leva pour annoncer qu'après accord des bureaux de toutes les tendances il était proposé d'entendre et de discuter le rapport du soviet de Petrograd, puis de donner la parole aux membres du Tsik et aux représentants des partis et, finalement, de passer à l'ordre du jour.

Soudain, un bruit nouveau se fit entendre, plus profond que le brouhaha de la foule, persistant, angoissant, le bruit sourd du canon. En proie à une sorte de fièvre, les gens se tournèrent anxieusement vers les fenêtres obscures. Martov demanda la parole, croassa d'une voix rauque :

– « *La guerre civile commence, camarades ! La première question doit être le*

réglement pacifique de la crise. Pour des raisons de principe et pour des raisons de tactique, nous devons discuter d'urgence des moyens de prévenir la guerre civile. Dehors, nos frères sont en train de tomber sous les balles ! En ce moment où, avant l'inauguration du congrès des soviets, la question du pouvoir se règle au moyen d'un complot militaire monté par un des partis révolutionnaires... »

Pendant quelques instants, le bruit l'empêcha de se faire entendre. « Tous les partis révolutionnaires doivent faire face à la réalité ! Le premier vopros (question) posé devant le congrès est la question du pouvoir, et cette question est en train d'être résolue dans la rue par la force des armes !... Nous devons créer un pouvoir qui sera reconnu par toute la démocratie. Si le congrès veut être le porte-parole de la démocratie révolutionnaire, il ne doit pas garder les bras croisés alors que se déclenche la guerre civile qui peut avoir pour conséquence une dangereuse explosion contre-révolutionnaire... La possibilité d'une issue pacifique dépend de la formation d'un pouvoir démocratique uni... Nous devons élire une délégation pour négocier avec les autres partis et organisations socialistes... »

Toujours, les coups sourds et méthodiques du canon derrière les fenêtres, et les délégués échangeant des invectives... C'est ainsi, dans la nuit, dans le tonnerre de l'artillerie, qu'entourées de haine, de peur et d'insouciance téméraire, la nouvelle Russie venait au monde.

Les socialistes-révolutionnaires et les sociaux-démocrates unifiés appuyèrent la proposition de Martov. Elle fut adoptée. Un soldat annonça que les soviets panrusses de paysans avaient refusé d'envoyer des délégués au congrès ; il suggéra de leur adresser une invitation officielle par l'entremise d'une délégation. « *Quelques délégués paysans sont présents ici, dit-il. Je propose de leur accorder le droit de vote.* » Accepté.

Kharach, en uniforme de capitaine, réclama violemment la parole.

– « *Les hypocrites politiques qui dominant ce congrès, clama-t-il, nous ont dit que nous devons régler la question du pouvoir, question qu'on est en train de régler derrière notre dos avant même que*

le congrès ne soit ouvert ! Des coups sont portés au palais d'Hiver, et c'est avec des coups de ce genre qu'on enfonce des clous dans le cercueil du parti politique qui a osé se lancer dans une pareille aventure ! »

Tumulte. L'orateur suivant, Gharra :

– « *Pendant que nous sommes ici à discuter des offres de paix, on se bat dans les rues... Les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks se désolidarisent des événements actuels et appellent toutes les forces publiques à se dresser contre la tentative de prise du pouvoir... »* (2).

Koutchine, délégué de la XII^e armée et représentant des troudiviks (3) :

– « *Je n'ai été envoyé ici qu'en mission d'information et je retourne immédiatement au front où tous les comités de l'armée considèrent que la prise du pouvoir par les soviets, trois semaines seulement avant la réunion de l'Assemblée constituante, est un coup de poignard dans le dos de l'armée et un crime contre le peuple ! »*

Cris : « *Mensonge ! Vous mentez ! »*

Koutchine, lorsqu'il put se faire entendre à nouveau :

– « *Mettons fin à cette aventure à Petrograd même. J'invite tous les délégués à quitter cette salle afin de sauver le pays et la révolution ! »*

Alors qu'il se retirait au milieu d'un vacarme assourdissant, la foule l'entoura, houleuse et menaçante. Puis, Khintchouk, un officier au long bouc marron, à la voix suave et persuasive, monta à la tribune.

– « *Je parle au nom des délégués du front. L'armée est mal représentée à ce congrès, et qui plus est, l'armée ne croit pas que le congrès des soviets soit nécessaire alors que trois semaines seulement*

(2) La *Pravda* attribue ces paroles à l'orateur précédent, Kharach (ndt).

(3) La fraction des troudiviks, qui avait été constituée en avril 1906 par les députés paysans de la 1^{re} Douma d'État, hésitait entre les cadets et les socialistes-révolutionnaires. Pendant la Première Guerre mondiale, la majorité des troudiviks avait adopté des positions sociales-chauvines. Après la révolution de Février, les troudiviks, porte-parole des intérêts des koulaks, soutinrent activement le gouvernement provisoire. Hostiles à la révolution socialiste, ils prirent part à la contre-révolution bourgeoise.

nous séparent de l'ouverture de la Constituante... » (4).

Cris et martèlements de pieds de plus en plus forts.

– « *L'armée ne pense pas que le congrès des soviets dispose de l'autorité nécessaire...* »

Des soldats commençaient à se lever de tous côtés.

– « *Au nom de qui parles-tu ? Qui est-ce que tu représentes ?* », clamaient-ils.

– « *Le Comité exécutif central du soviét de la V^e armée, le 2^e régiment de F..., le 1^{er} régiment de N..., le 3^e tirailleurs de S...* »

– « *Quand as-tu été élu ? Tu représentes les officiers, pas les soldats ! Que disent les soldats ?* »

Quolibets et huées.

– « *Nous, groupe des combattants du front, continua Khintchouk, nous déclinons toute responsabilité pour ce qui s'est passé et pour ce qui se passe et nous jugeons nécessaire de mobiliser toutes les forces révolutionnaires conscientes pour le salut de la révolution ! Le groupe des combattants du front va quitter le congrès... C'est dans la rue qu'il faut se battre !* »

Immense clameur : « *Tu parles au nom de l'état-major, pas au nom de l'armée !* »

– « *Je demande à tous les soldats raisonnables de quitter ce congrès !* »

– « *Korniloviste ! Contre-révolutionnaire ! Provocateur !* »

Alors, Khintchouk annonça, au nom des mencheviks, que l'on ne pouvait parvenir à une solution pacifique qu'en engageant avec le gouvernement provisoire des pourparlers pour la formation d'un nouveau ministère qui aurait l'appui de toutes les couches de la société. Il ne put se faire entendre pendant plusieurs minutes. Hurlant à pleins poumons, il lut la déclaration des mencheviks :

« *Puisque les bolcheviks ont ourdi un complot militaire avec l'aide du soviét de Petrograd et sans consulter les autres groupements et partis, nous ne jugeons pas possible de rester au congrès et nous nous retirons en invitant les autres groupes et partis à nous suivre et à se réunir pour discuter de la situation ainsi créée.* »

– « *Déserteur !* »

Au milieu d'un tapage presque incessant, on entendit par intermittence Hendelmann qui protestait, au nom des

socialistes-révolutionnaires, contre le bombardement du palais d'Hiver.

– « *Nous nous opposons à ce genre d'anarchie...* »

À peine était-il descendu qu'un jeune soldat au visage maigre, aux yeux fulgurants, bondit sur la tribune et leva le bras d'un geste dramatique.

– « *Camarades !, cria-t-il, et le silence se fit. Ma familia (nom de famille) est Peterson, je parle au nom du 2^e tirailleurs letton. Vous venez d'entendre les déclarations de deux représentants des comités d'armée ; ces déclarations auraient une certaine valeur si leurs auteurs représentaient l'armée...* »

Tempête d'applaudissements.

« *Mais ils ne représentent pas les soldats !* »

Le poing brandi :

« *La XII^e armée insiste depuis longtemps pour la réélection du grand soviét et du Comité d'armée, mais, tout comme votre Tsik, notre comité a refusé jusqu'à fin septembre de réunir les représentants des simples soldats, il l'a fait pour permettre aux réactionnaires d'élire leurs propres pseudo-délégués à ce congrès. Je vous dis à présent, et les soldats lettons l'ont dit à plusieurs reprises : plus de résolutions ! Plus de bavardages ! Nous voulons des actes : le pouvoir doit passer entre nos mains ! Ces délégués imposteurs n'ont qu'à quitter le congrès ! L'armée n'est pas avec eux !* »

La salle tremblait sous les acclamations. À l'ouverture de la séance, les délégués, abasourdis par le rythme des événements, surpris par le son du canon, avaient hésité. Une heure durant, les orateurs les avaient martelés du haut de cette tribune, les soudant ensemble mais les écrasant en même temps. Seraient-ils seuls ? La Russie serait-elle en train de se soulever contre eux ? Était-il vrai que l'armée marchait sur Petrograd ? Puis, ce jeune soldat au regard pur avait parlé et, en un éclair, ils reconnurent la vérité. C'était là la voix des soldats, les millions effervescents de travailleurs et de paysans en uniforme étaient des hommes comme eux, qui pensaient et sentaient comme eux...

(4) Selon les journaux de l'époque, cet alinéa est la continuation du discours de Koutchine (ndt).

D'autres soldats... Gjelchtchak, au nom des délégués du front, annonçant que la décision de quitter le congrès n'avait été adoptée qu'à une petite majorité et que **les bolcheviks n'avaient même pas pris part au vote** car ils étaient d'avis que la question devait être tranchée par les délégués au sein de leurs groupes politiques respectifs.

– « *Des centaines de délégués du front, dit-il, ont été élus sans que les simples soldats aient participé au scrutin pour la bonne raison que les comités de l'armée ne représentent plus les simples soldats...* »

Ensuite, Loukianov s'écria que des officiers comme Kharach et Khintchouk ne pouvaient représenter l'armée à ce congrès, mais seulement le haut commandement.

– « *Les vrais occupants des tranchées désirent de tout cœur la remise du pouvoir aux soviets et ils en attendent bien des choses !* »

Le vent tournait.

Puis parut Abramovitch, porte-parole du Bund (5), organisation des sociaux-démocrates juifs ; derrière les gros verres des lunettes, ses yeux lançaient des étincelles, ils tremblaient de rage.

– « *Ce qui se passe actuellement à Petrograd est une monstrueuse calamité ! Le groupe du Bund souscrit aux déclarations des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et se retire du congrès !* »

Il haussa la voix et leva le bras.

« *Notre devoir à l'égard du prolétariat russe ne nous permet pas de demeurer ici et de nous rendre responsables de ces crimes. Puisque le bombardement du palais d'Hiver continue, la Douma municipale, d'un commun accord avec les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et le Comité exécutif des soviets paysans, a décidé de mourir avec le gouvernement provisoire, et nous allons en faire autant ! Désarmés comme nous sommes, nous allons exposer nos poitrines aux mitrailleuses des terroristes... Nous invitons tous les délégués au congrès...* »

La suite se noya dans une infernale tempête de huées, de menaces et d'injures qui monta à son paroxysme lorsque cinquante délégués se levèrent et se frayèrent un passage vers la sortie.

Kamenev agita la sonnette en criant :

– « *Gardez vos sièges et passons à l'ordre du jour.* »

Et Trotsky se dressa, le visage pâle et cruel, pour jeter de sa voix sonore avec une expression de froid mépris :

– « *Qu'ils partent, tous ces conciliateurs soi-disant socialistes, ces mencheviks, socialistes-révolutionnaires et bundistes effrayés ! Ce n'est qu'un rebut qui sera balayé dans la poubelle de l'histoire !* »

Porte-parole des bolcheviks, Riazanov rappela qu'à la demande de la Douma municipale, le Comité militaire révolutionnaire avait envoyé au palais d'Hiver une délégation avec l'offre de négocier.

– « *Ainsi, nous avons fait tout notre possible pour éviter une effusion de sang...* »

Nous partîmes précipitamment (...). Nous grimpâmes à bord du camion ; le levier de changement de vitesse s'abaissa avec un raclement déchirant et le gros véhicule bondit en avant, nous projetant en arrière sur ceux qui étaient encore en train de monter ; laissant derrière lui le grand feu allumé à l'entrée, puis celui qui brûlait à la grille extérieure et qui jetait des reflets rouges sur les visages des travailleurs armés accroupis autour, il cahota à toute allure dans la perspective Souvorovski en se penchant de part et d'autre... Un des hommes arracha l'emballage d'un paquet et se mit à lancer en l'air des poignées de tracts (...). Je ramassai un tract et je lus à la lueur fugitive des becs de gaz :

« *Aux citoyens de Russie*

Le gouvernement provisoire est déposé. Le pouvoir est passé entre les mains du Comité militaire révolutionnaire, organe du soviets des députés ouvriers et soldats de Petrograd, qui se trouve à la tête du prolétariat et de la garnison de la capitale.

La cause pour laquelle le peuple a lutté – offre immédiate d'une paix démocratique, abolition de la grande propriété foncière, contrôle ouvrier de la production, création d'un gouvernement des soviets –, cette cause a triomphé.

(5) L'auteur semble avoir amalgamé dans le discours suivant les interventions d'Abramovitch et d'Ehrlich, leader menchevique (ndt) ; Bund : Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie, fondée en 1897. Membre du Parti ouvrier social-démocrate russe, le Bund s'en sépara en 1903.

Vive la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans !

Comité militaire révolutionnaire auprès du soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd »

(...) [John Reed se rend au palais d'Hiver tombé aux mains des bolcheviks. Puis il retourne à Smolny où siège toujours le II^e Congrès des soviets.]

Les fenêtres du Smolny brillaient toujours ; les voitures allaient et venaient ; pressées autour des feux qui dansaient dans la nuit, les sentinelles, en quête de nouvelles fraîches, interrogeaient avidement tous les arrivants. Les couloirs étaient remplis d'hommes qui passaient, sales, les yeux caves, le pas hâtif. Dans certains bureaux, des gens dormaient par terre, leur fusil serré contre eux. Malgré le départ des délégués dissidents, la salle de séance était bondée d'une foule rugissante comme la mer. Au moment où j'entrai, Kamenev lisait les noms des ministres arrêtés. Celui de Téréchtchenko provoqua un tonnerre d'applaudissements, des clameurs de satisfaction, des rires ; le nom de Paltchinski suscita une tempête de huées, de cris furieux, d'acclamations. On annonça que Tchoudnovski avait été nommé commissaire du palais d'Hiver.

À cet instant, une interruption dramatique eut lieu. Un paysan de haute taille, son visage barbu crispé de rage, monta à la tribune et martela du poing la table du présidium.

– « *Nous, socialistes-révolutionnaires, nous exigeons qu'on relâche immédiatement les ministres socialistes arrêtés au palais d'Hiver. Camarades ! Savez-vous que quatre camarades qui avaient risqué leur vie et leur liberté pour lutter contre la tyrannie tsariste ont été jetés dans la forteresse Pierre-et-Paul, ce tombeau historique de la liberté ?* »

Dans le tumulte général, il hurlait et cognait sur la table. Un autre délégué se hissa à ses côtés et montra le présidium du doigt.

– « *Les représentants des masses révolutionnaires vont-ils rester tranquillement assis ici pendant que l'Okhrana bolchevique torture leurs dirigeants ?* »

D'un geste, Trotsky réclama le silence.

– « *Ces "camarades" qui viennent d'être surpris en train de comploter*

l'écrasement des soviets avec l'aventurier Kerenski, quelles raisons avons-nous de prendre des gants à leur égard ? Ils ne nous ont pas beaucoup ménagés après les journées des 16 et 18 juillet ! »

Et d'une voix triomphante, il s'écria :

« *À présent que les jusqu'au-boutistes et les lâches sont partis et que la tâche de défendre et de sauver la révolution repose sur nos épaules, il est particulièrement nécessaire de travailler, travailler, travailler !... Nous avons décidé de mourir plutôt que de nous rendre !* »

Il fut suivi par le commissaire de Tsarskoïe Selo, hors d'haleine et crotté après la course qu'il venait de faire.

– « *La garnison de Tsarskoïe Selo monte la garde aux portes de Petrograd, prête à défendre les soviets et le Comité militaire révolutionnaire !* »

Folles acclamations.

– « *L'unité de cyclistes envoyée du front est arrivée à Tsarskoïe Selo et les soldats sont à présent avec nous, ils reconnaissent le pouvoir des soviets, la nécessité de la remise immédiate des terres aux paysans et le contrôle ouvrier de l'industrie. Le cinquième bataillon cycliste stationné à Tsarskoïe Selo est à nos côtés...* »

Au tour du délégué du troisième bataillon cycliste. Au milieu d'un enthousiasme délirant, il raconta comment, trois jours plus tôt, son unité avait été envoyée du front sud-ouest pour participer à « *la défense de Petrograd* ». Les hommes s'étaient pourtant méfiés des ordres reçus. À la station de Pérédolsk, ils rencontrèrent des représentants du cinquième bataillon de Tsarskoïe. Ils organisèrent une réunion commune, et il s'avéra que « *parmi les cyclistes, il n'y en avait pas un seul qui fût prêt à répandre le sang de ses frères ou à soutenir un gouvernement de bourgeois et de propriétaires fonciers !* »

Au nom des mencheviks internationalistes, Kapéliniski proposa d'élire un comité spécial chargé de trouver une issue pacifique à la guerre civile.

– « *Il n'y a pas de solution pacifique !* », rugit la foule. « *La victoire est l'unique solution !* »

La suggestion fut rejetée à une majorité écrasante, et les mencheviks internationalistes se retirèrent du congrès dans un tourbillon d'injures goguenardes. Il

n'y avait plus trace de peur panique. Du haut de la tribune, Kamenev lança aux partants :

– « *Les mencheviks internationalistes exigeaient la "priorité" pour la question de "la solution pacifique", mais ils ont toujours voté en faveur d'une suspension de l'ordre du jour pour permettre aux groupements désireux de quitter le congrès de faire des déclarations. Il est clair, conclut Kamenev, que le départ de tous les renégats était décidé à l'avance.* »

L'assemblée décida de ne pas tenir compte de l'absence de certains groupes et de rédiger un appel aux ouvriers, soldats et paysans de Russie.

« **AUX OUVRIERS, SOLDATS ET PAYSANS**

Le II^e Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats s'est réuni. L'immense majorité des soviets y est représentée. De nombreux délégués des soviets paysans y assistent également... Guidés par la volonté de l'énorme majorité des ouvriers, soldats et paysans, s'appuyant sur l'insurrection triomphante des ouvriers et soldats de Petrograd, le congrès assume l'exercice du pouvoir.

Le gouvernement provisoire est déposé. La plupart de ses ministres ont déjà été arrêtés.

Le pouvoir offrira à tous les peuples une paix démocratique immédiate et une trêve immédiate sur tous les fronts. Il assurera la remise sans compensation aux comités agraires des terres des seigneurs, de la couronne et des monastères ; il défendra les droits du soldat en procédant à la démocratisation complète de l'armée ; il instaurera le contrôle ouvrier de la production, garantira la convocation de l'Assemblée constituante à la date prévue, se préoccupera de l'approvisionnement des villes en pain et des villages en articles de première nécessité ; et accordera véritablement à toutes les nationalités qui peuplent la Russie, le droit de libre disposition.

Le congrès décrète le transfert de tous les pouvoirs locaux aux soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, chargés d'assurer l'ordre révolutionnaire.

Le congrès appelle les combattants des tranchées à demeurer fermes et vigilants. Le congrès des soviets est convaincu que l'armée révolutionnaire saura défendre

la révolution contre toutes les attaques de l'impérialisme en attendant que le nouveau gouvernement soit parvenu à conclure une paix démocratique qu'il va proposer directement à tous les peuples. Le nouveau gouvernement prendra toutes les mesures pour assurer à l'armée révolutionnaire tout le nécessaire, au moyen d'une politique énergique de réquisitions et d'imposition des classes possédantes ; il s'occupera aussi d'améliorer la situation des familles des soldats.

Kerenski, Kalédine et les autres kornilovistes essaient de lancer les troupes sur Petrograd. Plusieurs détachements à qui les mensonges de Kerenski ont fait prendre le départ se sont rangés à côté du peuple insurgé.

Soldats, offrez une résistance active au korniloviste Kerenski ! Soyez vigilants !

Cheminots, arrêtez tous les transports de troupes envoyés par Kerenski contre Petrograd !

Soldats, ouvriers, employés ! Le destin de la révolution, le destin d'une paix démocratique repose entre vos mains !

Vive la révolution !

Congrès panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats.

Délégués des soviets paysans. »

Il était exactement cinq heures dix-sept lorsque Krylenko, chancelant de fatigue, grimpa à la tribune, un télégramme à la main.

– « *Camarades ! Des nouvelles du front nord. La XII^e armée envoie son salut au congrès des soviets et annonce la création d'un Comité militaire révolutionnaire qui a pris le commandement du front nord !* »

Délire général, les hommes pleurent, s'embrassent.

– « *Le général Tchérémissov a reconnu le comité, le commissaire du gouvernement provisoire Voïtinski a démissionné.* »

Et voilà. Lénine et les ouvriers de Petrograd avaient décidé l'insurrection, le soviét de Petrograd avait renversé le gouvernement provisoire et imposé le coup d'État au Congrès des soviets. À présent, il s'agissait de gagner toute l'immense Russie, et puis le monde. La Russie allait-elle suivre l'exemple et se soulever ? Et le monde, qu'allait-il faire ? Les peuples entendraient-ils l'appel, se lèverait-il, marée rouge submergeant la terre ?

Bien qu'il fût déjà six heures du matin, la nuit s'attardait encore, épaisse et glaciale. Seule une singulière lueur blafarde se coulait dans les rues silencieuses, ternissait les feux des sentinelles, présage de l'aube terrible qui se levait, grise, sur la Russie.

John Reed, extraits de *Dix Jours qui ébranlèrent le monde*, avec l'aimable autorisation des Éditions du Seuil.



L'auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, John Reed, à son bureau.



Trotsky à Prinkipo.

Le II^e Congrès des soviets raconté par l'un de ses acteurs, Léon Trotsky

**Extraits du chapitre
« Le congrès de la dictature soviétique »
dans *l'Histoire de la révolution russe*.**

Premier jour du congrès

Le 27 octobre devait s'ouvrir à Smolny le Parlement le plus démocratique de tous ceux qui ont existé dans l'histoire mondiale. Qui sait ? peut-être aussi le plus important.

S'étant affranchis de l'influence de l'*intelligentsia* conciliatrice, les soviets de province envoyèrent principalement des ouvriers et des soldats. Ils étaient pour la plupart sans grande notoriété, mais, en revanche, c'étaient des hommes éprouvés à l'œuvre et qui avaient conquis une solide confiance dans leurs localités. De l'armée et du front, à travers le blocus des comités d'armée et des états-majors, c'étaient presque uniquement des soldats du rang qui faisaient leur percée comme délégués. Dans leur majorité, ils n'avaient accédé à la vie politique que depuis la révolution. Ils avaient été formés par l'expérience de huit mois. Ce qu'ils savaient était peu de chose, mais ils le savaient solidement. L'apparence extérieure du congrès en démontrait la composition. Les galons d'officier, les lunettes et les cravates d'intellectuels du Premier Congrès avaient presque complètement disparu. Ce qui dominait sans partage, c'était la couleur grise, vêtements

et visages. Tous s'étaient usés pendant la guerre. De nombreux ouvriers des villes avaient endossé des capotes de soldat. Les délégués des tranchées n'avaient pas l'air très présentables : pas rasés depuis longtemps, couverts de vieilles capotes déchirées, de lourds bonnets à poil dont la ouate perçait souvent par des trous, sur des tignasses ébouriffées. De rudes faces mordues par les intempéries, de lourdes pattes couvertes d'engelures, des doigts jaunis par les grossières cigarettes, des boutons à demi arrachés, des bretelles pendantes, des bottes rugueuses, rousses, qui n'avaient pas été goudronnées depuis longtemps. La nation plébéienne avait envoyé pour la première fois une représentation honnête, non fardée, faite à son image et ressemblance.

La statistique du congrès qui se réunit aux heures de l'insurrection est extrêmement incomplète. Au moment de l'ouverture, l'on comptait six cent cinquante participants ayant voix délibérative. Il revenait aux bolcheviks trois cent quatre-vingt-dix délégués ; loin d'être tous membres du parti, ils étaient en revanche la substance même des masses ; or il ne restait plus à celles-ci d'autres voies que celle du bolchevisme. Nombreux étaient ceux des délégués qui, étant arrivés avec

des doutes, achevaient rapidement de mûrir dans l'atmosphère surchauffée de Petrograd.

Avec quel succès les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réussi à dilapider le capital politique de la révolution de Février ! Au congrès des soviets en juin, les conciliateurs disposaient d'une majorité de 600 voix sur une totalité de 832 délégués. Maintenant, l'opposition conciliatrice de toutes nuances constituait moins du quart du congrès. Les mencheviks avec les groupes nationaux qui s'y rattachaient ne comptaient pas plus de 80 délégués, dont environ la moitié était « de gauche ». Sur 159 socialistes-révolutionnaires – d'après d'autres données, 190 – les gauches constituaient environ les trois cinquièmes et, en outre, les droites continuaient à se dissoudre rapidement dans le processus du congrès lui-même. Vers la fin de ses assises, le nombre de délégués s'éleva, d'après certains relevés, jusqu'à 900 personnes ; mais ce chiffre, comprenant un bon nombre de voix consultatives, n'englobe pas, d'autre part, toutes les voix délibératives. Le contrôle des mandats subissait des interruptions, des papiers furent perdus, les renseignements sur l'appartenance à tel ou tel parti ne sont pas complets. En tout cas, la situation dominante des bolcheviks au congrès restait incontestable.

Une enquête faite parmi les délégués démontra que 505 soviets tenaient pour le passage de tout le pouvoir aux mains des soviets : 86 – pour le pouvoir de la « démocratie » ; 55 – pour la coalition ; 21 – pour la coalition, mais sans les cadets. Ces chiffres éloquents, même sous cet aspect, donnent, cependant, une idée exagérée de ce qui restait d'influence aux conciliateurs : pour la démocratie et la coalition se déclaraient les soviets des régions les plus arriérées et des localités les moins importantes.

Le 25, de bonne heure dans la matinée, avaient lieu à Smolny des séances de fractions. Quant aux bolcheviks, n'étaient présents que ceux qui étaient exempts de mission de combat. L'ouverture du congrès était retardée : la direction bolcheviste voulait d'abord en finir avec le Palais. Mais les fractions hostiles, elles non plus, n'étaient pas pressées : elles

avaient elles-mêmes besoin de décider de ce qu'elles allaient faire, et ce n'était pas facile. Les heures passaient. Dans les fractions, des sous-fractions se chamaillaient. La scission des socialistes-révolutionnaires se produisit après que la résolution de quitter le congrès eut été repoussée par quatre-vingt-douze voix contre soixante. C'est seulement tard dans la soirée que les socialistes-révolutionnaires de la droite et de la gauche tinrent séance dans des salles différentes. Les mencheviks, à huit heures, réclamèrent un nouveau délai : chez eux, les opinions étaient trop diverses. La nuit survint. L'opération engagée devant le Palais traînait en longueur, mais il devenait impossible d'attendre davantage : il fallait parler clairement devant le pays en éveil.

La révolution enseignait l'art de la compression. Les délégués, les visiteurs, les gardiens s'entassaient dans la salle des fêtes des jeunes filles de la noblesse pour laisser entrer sans cesse de nouveaux arrivants. Les avertissements donnés au sujet d'un effondrement possible du plancher n'avaient pas plus d'effet que les invites à moins fumer. Tous se bouscuaient et fumaient de plus belle. C'est avec peine que John Reed se fraya un chemin à travers la multitude qui grondait devant la porte. La salle n'était pas chauffée, mais l'air était lourd et brûlant.

Tassés dans les tambours des portes, dans les passages latéraux, ou bien assis sur les appuis de fenêtre, les délégués attendaient patiemment la sonnette du président. À la tribune ne se trouvaient ni Tséretelli, ni Tchkeïdzé, ni Tchernov. Seuls les leaders de deuxième ordre s'étaient montrés pour assister à leurs propres funérailles. Un homme de petite taille, en uniforme de médecin-major, ouvrit, au nom du comité exécutif, la séance à 10 h 40. Le congrès se réunit dans des « circonstances si exceptionnelles » que lui, Dan, remplissant la mission qui lui est confiée par le comité exécutif central, s'abstiendra d'un discours politique : car, enfin, ses amis du parti se trouvent actuellement au palais d'Hiver, exposés à la fusillade, « remplissant avec abnégation leur devoir de ministres ». Les délégués ne s'attendaient pas le moins du monde à la bénédiction du comité exécutif central. Ils regardaient avec aversion la tribune : si ces gens-là ont

encore une existence politique, quel rapport ont-ils avec nous et avec notre cause ?

Au nom des bolcheviks, Avnessov, délégué de Moscou, propose un bureau sur la base proportionnelle : quatorze bolcheviks, sept socialistes-révolutionnaires, trois mencheviks, un internationaliste. Les hommes de droite refusent immédiatement de faire partie du bureau. Le groupe de Martov s'abstient pour l'instant : il n'est pas encore décidé. Sept voix passent aux socialistes-révolutionnaires de gauche. Le congrès, renfrogné, observe ces contestations préalables.

Avnessov lit la liste des candidats bolcheviques au bureau : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Skliansky, Krylenko, Antonov-Ovseenko, Riazanov, Mouranov, Lounatcharsky, Kollontäi et Stoutchka. « *Le bureau se compose – écrit Soukhanov – des principaux leaders bolchevistes et d'un groupe de six (en réalité de sept) socialistes-révolutionnaires de gauche.* » Comme noms faisant autorité dans le parti, Zinoviev et Kamenev sont inclus dans le bureau, bien qu'ils se soient opposés à l'insurrection ; Rykov et Noguine sont là, comme représentants du soviet de Moscou ; Lounatcharsky et Kollontäi comme agitateurs populaires en cette période ; Riazanov comme représentant des syndicats ; Mouranov comme vieil ouvrier bolchevique qui s'est conduit courageusement pendant le procès des députés de la Douma d'Empire ; Stoutchka comme leader de l'Organisation lettonne ; Krylenko et Skliansky comme représentants de l'armée ; Antonov-Ovseenko comme dirigeant des combats dans Petrograd. L'absence du nom de Sverdlov s'explique apparemment par le fait que lui-même avait établi la liste et que, dans le brouhaha, personne n'avait rectifié. Il est caractéristique pour les mœurs d'alors du parti que le bureau comprît tout l'état-major des adversaires de l'insurrection : Zinoviev, Kamenev, Noguine, Rykov, Lounatcharsky, Riazanov. Parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche était seule à jouir d'une célébrité étendue à toute la Russie la petite, fluette et courageuse Spiridonova, qui avait passé de longues années au bagne pour avoir tué un des tortionnaires des paysans de Tambov. Il n'y avait pas d'autres « noms » parmi les socialistes-révolutionnaires de gauche. Par

contre, chez ceux de droite, les noms mis à part, il ne restait déjà presque plus rien.

Le congrès accueille avec ferveur son bureau. Lénine ne se trouve pas à la tribune. Tandis que se réunissaient et conféraient les fractions, Lénine, encore grimé, portant perruque et grosses lunettes, se trouvait en compagnie de deux ou trois bolcheviks dans une salle latérale. Se rendant à leur fraction, Dan et Skobelev s'arrêtèrent devant la table des conspirateurs, dévisagèrent attentivement Lénine et le reconnurent de toute évidence. Cela signifiait : il est temps de jeter le masque !

Lénine ne se hâtait pas, cependant, de paraître en public. Il préférait observer les choses de près et rassembler dans ses mains les fils tout en restant dans la coulisse. Dans ses *Souvenirs* publiés en 1924, Trotsky écrit : « *À Smolny avait lieu la première séance du Deuxième Congrès des soviets. Lénine ne s'y montra pas. Il restait dans une des salles de Smolny, où, comme il m'en souvient, il n'y avait presque pas de meubles. C'est seulement ensuite que quelqu'un vint étendre sur le plancher des couvertures et y posa deux oreillers. Vladimir Ilitch et moi reposâmes, couchés côte à côte. Mais quelques minutes après, on m'appela : "Dan a pris la parole, il faut répondre." Revenu après ma réplique, je me couchai de nouveau à côté de Vladimir Ilitch qui, bien entendu, ne songeait pas à s'endormir. S'agissait-il de cela ? Toutes les cinq ou dix minutes, quelqu'un accourait de la salle des séances pour communiquer ce qui s'y passait.* »

La sonnerie présidentielle passe aux mains de Kamenev, un de ces êtres flegmatiques qui sont désignés par la nature elle-même pour présider. À l'ordre du jour – annonce-t-il – il y a trois questions : l'organisation du pouvoir ; la guerre et la paix ; la convocation de l'Assemblée constituante. Un grondement insolite, sourd et alarmant, ponctue du dehors le bruit de l'assemblée : c'est la forteresse Pierre-et-Paul qui a souligné l'ordre du jour par un tir d'artillerie. Un courant de haute tension a passé à travers le congrès qui, du coup, s'est senti être ce qu'il était en réalité : la Convention de la guerre civile.

Lozovsky, adversaire de l'insurrection, réclame un rapport du soviet de Petrograd. Mais le Comité militaire révolu-

tionnaire est en retard : les répliques de la canonnade témoignent que le rapport n'est pas encore prêt. L'insurrection est en pleine marche. Les leaders des bolcheviks s'absentent à tout instant, gagnant le local occupé par le Comité militaire révolutionnaire, pour recevoir des communications ou pour donner des ordres. Les échos des combats s'engouffrent dans la salle des séances comme des langues de feu. Quand on vote, les bras se lèvent au milieu d'un hérissément de baïonnettes. La fumée bleuâtre, piquante, de la *makhorka* (tabac grossier) dissimule les belles colonnes blanches et les lustres.

Les escarmouches oratoires des deux camps prennent, sur le fond de la canonnade, une signification inouïe. Martov demande la parole. Le moment où les plateaux de la balance oscillent encore est son moment à lui, ce très inventif politicien des perpétuelles hésitations. De sa voix rauque de tuberculeux, Martov a répondu immédiatement à la voix métallique des canons : « *Il est indispensable d'arrêter les hostilités des deux côtés... La question du pouvoir, on s'est mis à la résoudre par la voie d'une conspiration... Tous les partis révolutionnaires sont placés devant le fait accompli... La guerre civile menace de faire éclater la contre-révolution. Une solution pacifique de la crise peut être obtenue par la création d'un pouvoir qui serait reconnu de toute la démocratie.* » Une importante partie du congrès applaudit. Soukhanov note ironiquement : « *Visiblement, bien des bolcheviks qui ne se sont pas assimilés l'esprit de la doctrine de Lénine et de Trotsky seraient heureux de s'engager précisément dans cette voie.* »

La proposition d'entamer des pourparlers pacifiques rallie les socialistes-révolutionnaires de gauche et un groupe d'internationalistes unifiés. L'aile droite, et peut-être aussi les plus proches compagnons de pensée de Martov, sont certains que les bolcheviks vont rejeter la proposition. Ils se trompent. Les bolcheviks envoient à la tribune Lounatcharsky, le plus pacifique, le plus velouté de leurs orateurs. « *La fraction des bolcheviks n'a absolument rien à objecter à la proposition de Martov.* » Les adversaires sont stupéfaits. « *Lénine et Trotsky, allant au-devant de la masse qui leur appartient*

en propre – commente Soukhanov – *font en même temps glisser le terrain sous les pieds des gens de droite.* » La proposition de Martov est adoptée à l'unanimité. « *Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires partent immédiatement, ils se condamnent eux-mêmes* » – ainsi raisonne-t-on dans le groupe de Martov. On peut, par conséquent, espérer que le congrès « *s'engagera dans la juste voie de la création d'un front unique démocratique* ». Vain espoir ! La révolution ne prend jamais de diagonale.

L'aile droite passe immédiatement outre à l'initiative de pourparlers de paix qui vient d'être approuvée. Le menchevik Kharach, délégué de la 12^e armée, portant aux épaules les étoiles de capitaine, fait une déclaration : « *Des politiciens hypocrites proposent de résoudre la question du pouvoir. Or cette question se décide derrière notre dos... Les coups frappés sur le palais d'Hiver enfoncent des clous dans le cercueil du parti qui s'est engagé dans une pareille aventure...* » À l'appel du capitaine, le congrès répond par des murmures indignés.

Le lieutenant Koutchine, qui avait parlé à la Conférence d'État de Moscou au nom du front, essaie ici encore d'agir par l'autorité des organisations de l'armée : « *Ce congrès est inopportun et même irrégulièrement constitué.* » « *Au nom de qui parlez-vous ?* » – lui crient des capotes déchirées sur lesquelles le mandat est tracé avec la boue des tranchées. Koutchine énumère soigneusement onze armées. Mais, ici, cela ne trompe personne. Au front comme à l'arrière, les généraux de la conciliation n'avaient plus de soldats. « *Le groupe du front* », poursuit le lieutenant mencheviste, « *rejette toute responsabilité pour les conséquences de cette aventure* » ; cela signifie : union avec la contre-révolution contre les soviets. Et, en conclusion : « *Le groupe du front... quitte ce congrès.* »

L'un après l'autre, les représentants de la droite montent à la tribune. Ils ont perdu leurs paroisses et leurs églises, mais ils ont gardé les clochers ; ils se hâtent pour la dernière fois de sonner les cloches fêlées. Les socialistes et les démocrates qui, par tous les moyens honnêtes ou malhonnêtes, se sont mis en accord avec la bourgeoisie impérialiste, refusent

aujourd'hui nettement de s'entendre avec le peuple insurgé. Leur calcul politique est mis à nu : les bolcheviks seront renversés dans quelques jours ; il faut, le plus tôt possible, se séparer d'eux, même aider à les renverser et, par là, prendre autant que possible une assurance pour soi-même sur l'avenir.

Au nom de la fraction des mencheviks de droite, une déclaration est apportée par Khintchouk, ancien président du soviet de Moscou et futur ambassadeur des soviets à Berlin. « *Le complot militaire des bolcheviks... jette le pays dans une guerre intestine, mine l'Assemblée constituante, menace d'une catastrophe au front et mène au triomphe de la contre-révolution.* » (...)

[Les mencheviks de droite avec Martov, puis ceux de gauche avec Soukhanov finissent par sortir du congrès sous les huées ; un matelot du croiseur Aurore monte à la tribune expliquer que l'Aurore tire des obus à blanc ; Kamenev annonce que le palais d'Hiver est tombé, puis il énumère le nom des ministres arrêtés, les représentants des motocyclistes, qui devaient défendre le gouvernement Kerenski contre l'insurrection, viennent annoncer, sous une tempête d'applaudissements, qu'ils se rangent du côté de la révolution ; Lounatcharsky fait adopter un appel pour "Tout le pouvoir aux soviets" ; des délégués paysans communiquent que déjà la moitié des soviets paysans se sont prononcés pour le pouvoir des soviets.]

Deuxième journée

(...) La séance du congrès s'ouvrit à 9 heures du soir. « *Le tableau différait très peu de celui de la veille. Moins d'armes, moins d'atroupements.* » Soukhanov, non plus en qualité de délégué, mais mêlé au public, trouva même à se faire place. À cette séance, l'on devait décider de la question de la paix, de la terre et du gouvernement. Pas plus de trois questions : en finir avec la guerre, donner la terre au peuple, établir la dictature socialiste. Kamenev commence par un rapport sur les travaux auxquels s'est livré le bureau dans la journée : on a aboli la peine de mort que Kerenski avait rétablie sur le front ; on a rendu toute liberté à l'agitation ; l'ordre a

été donné de relaxer les soldats incarcérés pour délits d'opinion et les membres des comités agraires ; sont évoqués tous les commissaires du gouvernement provisoire ; ordre est donné de mettre en arrestation et de livrer Kerenski et Kornilov. Le congrès approuve et confirme.

De nouveau font preuve d'existence, devant une salle impatiente et malveillante, toutes sortes de débris : les uns font savoir qu'ils s'en vont – « *Au moment de la victoire de l'insurrection et non point au moment de la défaite* » –, les autres par contre, se vantent de rester. Le représentant des mineurs du Donetz demande que l'on prenne d'urgence des mesures pour que Kaledine ne coupe pas les expéditions de charbon vers le Nord. Il se passera bien du temps avant que la révolution ait appris à prendre des mesures de cette envergure. Enfin, l'on peut passer au premier paragraphe de l'ordre du jour.

Lénine, que le congrès n'a pas encore vu, reçoit la parole pour traiter de la paix. Son apparition à la tribune soulève des applaudissements interminables. Les délégués des tranchées regardent de tous leurs yeux l'homme mystérieux qu'on leur a appris à détester et qu'ils ont appris, sans le connaître, à aimer. S'agrippant solidement au bord du pupitre et dévisageant de ses petits yeux la foule, Lénine attendait, sans s'intéresser visiblement aux ovations incessantes qui durèrent plusieurs minutes. Quand la manifestation fut terminée, il dit simplement : « *Maintenant, nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste.* »

Il n'est pas resté de procès-verbaux du congrès. Les sténographes parlementaires, invitées à prendre note des débats, avaient quitté Smolny avec les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires : c'est un des premiers épisodes du sabotage. Les notes prises par les secrétaires ont été irrémédiablement perdues dans l'abîme des événements. Il n'est resté que des comptes rendus hâtifs et tendancieux de journaux qui avaient été rédigés sous les grondements de la canonnade ou bien à travers les grincements de dents de la lutte politique. Les rapports de Lénine ont particulièrement souffert de cette situation : en raison de la rapidité de son débit et de la complexe construction des

périodes, les rapports, même dans les circonstances les plus favorables, ne se prêtaient pas facilement à des prises de notes. La phrase d'introduction que John Reed met sur les lèvres de Lénine ne se retrouve dans aucun compte rendu des journaux. Mais elle est tout à fait dans l'esprit de l'orateur. Reed ne pouvait l'inventer. C'est précisément ainsi que Lénine devait commencer son intervention au congrès des soviets, simplement, sans pathos, avec une assurance irrésistible : « *Maintenant, nous allons nous occuper d'édifier l'ordre socialiste.* »

Mais, pour cela, il faut avant tout en finir avec la guerre. Du temps de sa vie d'émigré en Suisse, Lénine avait lancé le mot d'ordre : « *Transformer la guerre impérialiste en guerre civile.* » Maintenant, il fallait transformer la guerre civile victorieuse en une paix. Le rapporteur commence directement par lire un projet de déclaration qu'aura à publier le gouvernement qui doit être élu. Le texte n'est pas distribué : la technique est encore très faible. Le congrès prête toutes ses oreilles à la lecture de chaque mot du document.

« *Le gouvernement ouvrier et paysan, créé par la révolution des 23-24 octobre et s'appuyant sur les soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples belligérants et à leurs gouvernements d'entamer immédiatement des pourparlers pour une paix juste et démocratique.* » Des clauses rejettent toute annexions et contributions. Sous le terme d'« annexion », il convient d'entendre l'adjonction forcée de populations étrangères ou bien leur maintien en servitude contre leur volonté, en Europe ou bien très loin, par-delà les océans. « *En même temps, le gouvernement déclare qu'il ne considère pas les conditions de paix ci-dessus indiquées comme des ultimatums, c'est-à-dire qu'il est d'accord pour examiner toutes autres conditions* », exigeant seulement que l'on en vienne le plus tôt possible aux pourparlers et que tout secret soit éliminé dans le cours de ces entretiens.

De son côté, le gouvernement soviétique abolit la diplomatie secrète et entreprend la publication des traités secrets signés jusqu'au 25 octobre 1917. Tout

ce qui, dans ces traités, a pour objet d'attribuer des avantages et des privilèges aux propriétaires et aux capitalistes russes, d'assurer l'oppression par les Grands-Russiens des autres populations – « *le gouvernement déclare tout cela aboli sans condition et immédiatement* ». Pour l'ouverture des pourparlers, il est proposé immédiatement une trêve qui serait autant que possible d'au moins trois mois. Le gouvernement ouvrier et paysan adresse ses propositions simultanément « *aux gouvernements et aux peuples de tous les pays belligérants..., en particulier aux ouvriers conscients des trois nations les plus avancées* », l'Angleterre, la France et l'Allemagne, dans la certitude que ce seront précisément elles qui « *nous aideront à mener à bien l'œuvre de la paix, et en même temps, à délivrer les masses travailleuses et exploitées de tout servage et de toute exploitation* » (...).

(...) Les socialistes-révolutionnaires de gauche envoyèrent leur représentant pour donner leur adhésion à la déclaration qui venait d'être lue : « *Dans l'esprit et dans le sens, elle leur était proche et compréhensible.* » Les internationalistes unifiés se prononcent pour la déclaration, mais à condition qu'elle soit faite au nom du gouvernement de toute la démocratie. Lapinsky, au nom des mencheviks polonais de gauche, approuve hautement « *le sain réalisme prolétarien* » du document. Djerzinski, au nom de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie, Stoutchka, au nom de la social-démocratie de Lettonie, Kapsukas, au nom de la social-démocratie lituanienne, adhèrent à la déclaration sans réserve. Il n'y eut d'objections que du côté du bolchevik Eréméiev, qui réclama que les conditions de paix prissent un caractère d'ultimatum : autrement, « *on pourrait penser que nous sommes faibles, que nous avons peur* ».

Lénine argumente résolument, et même avec véhémence, contre la proposition de présenter les clauses de la paix en ultimatum : par là, nous « *donnerons seulement la possibilité à nos adversaires de dissimuler toute la vérité au peuple, de la cacher derrière notre intransigeance* ». On dit que « *notre renoncement à poser un ultimatum démontrera notre impuissance* ». Il est temps de renoncer à la faus-

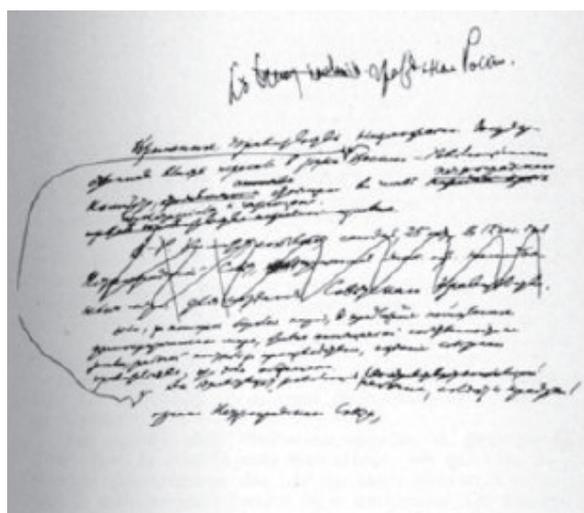
seté des conceptions bourgeoises en politique. « *Nous n'avons rien à craindre en disant la vérité sur notre lassitude...* » Les futurs dissentiments au sujet de Brest-Litovsk se font jour, à travers cet épisode.

Kamenev invite tous ceux qui sont partisans de l'adresse à montrer leur carte de délégués. « *Un des délégués* – écrit

Reed – *avait levé le bras en signe d'opposition, mais autour de lui il y eut un tel éclat d'indignation qu'il dut baisser la main.* » L'adresse aux peuples et aux gouvernements est adoptée à l'unanimité. La chose est faite ! Et cet acte englobe tous les participants par sa grandeur immédiate et toute proche. (...)



Trotsky a été déporté par Staline à Prinkipo ;
il y écrit l'*Histoire de la révolution russe* (derrière lui, Alfred Rosmer).



Appel aux citoyens de Russie écrit par Lénine
le 25 octobre (7 novembre) 1917.



Podvoisky
(1888-1948)
dirigeant du
comité militaire
révolutionnaire.



La prise du Palais d'hiver vue
par le cinéaste Eisenstein dans Octobre.

La prise du palais d'Hiver(1) Podvoiski

Au palais d'Hiver le désarroi ne cessait de croître. Le gouvernement provisoire était en pleine confusion. Il conférait ou attendait – alternativement – des secours de Kerenski qui avait disparu. L'ex-ministre du Commerce et de l'Industrie, Paktchinski, nommé par le gouvernement provisoire délégué adjoint à la Défense de Petrograd, trompait le gouvernement et les junkers en leur affirmant que des renforts arrivaient et qu'il avait des nouvelles à ce sujet.

À 21 heures la Petropavlovsk et le croiseur *Aurore* tirèrent sur le palais d'Hiver quelques coups à blanc. Ce fut le signal d'une fusillade générale qui dura jusqu'à 22 heures ; à ce moment-là le bataillon féminin de choc craqua le premier sous le feu et se rendit : à 23 heures, la fusillade qui s'était apaisée à ce propos repris jusqu'au moment où l'*Aurore* tira sur le palais d'Hiver un obus de six pouces qui éclata dans le corridor du palais et suscita le trouble et le désarroi dans la foule de ses défenseurs. Profitant de l'occasion, les matelots, les Gardes rouges et les soldats se lancèrent à l'assaut.

Ce fut un moment héroïque, effrayant, sanglant de la révolution, mais un moment magnifique et inoubliable. Dans l'obscurité de la nuit, éclairées par une lumière pâle embrumée de fumée et traversée par les lueurs sanglantes des coups de feu, de toutes les rues avoisinante et des recoins les plus proches, fondaient les colonnes de Gardes rouges, de marins et de soldats, comme des ombres menaçantes et sinistres,

trébuchant, tombant et se relevant sans que s'arrête une seule seconde leur torrent impétueux pareil à un ouragan.

Les hurlements sauvages et le fracas des canons de 3 et de 6 pouces de la Petropavlovsk se turent et dans l'air jaillit un énorme « hurrah » de victoire qui éteignit le roulement sec et ininterrompu des mitrailleuses et des fusils, un hurlement mêlé d'autres sons sauvages indéfinissables et impossibles à transcrire. Moment effrayant qui saisit l'individu jusqu'aux tréfonds et unit en un seul être toute une masse bigarrée, mais moment infiniment bref...

Quelques secondes de flottement devant les barricades et les crépitements des mitrailleuses qui étouffent un instant les cris... Des ombres tombent, leurs défenseurs, leurs assaillants se fondent en une seule masse obscure et compacte, bouillonnante comme un volcan, puis aussitôt après un cri de victoire s'élève de l'autre côté de la barricade, et le torrent humain inonde déjà le perron, les entrées, les escaliers du palais, et, sur les côtés des cadavres, des barricades enfoncées, une foule d'hommes têtes nues, le visage blême, les mâchoires tremblantes, les mains levées en l'air comme un appel à la pitié : nos ennemis.

Le palais d'Hiver est pris.

(1) « L'Organisation militaire du comité central du POSDR(b) et le CMR » in *Krasnaia Letopis*, n° 8, 1923, pp. 27-29.



Des combattants bolcheviques
le 7 novembre 1917 à Petrograd.

Les dernières heures du palais d'Hiver

G. Tchoudnovski

Vers 6 heures du soir le 25 octobre, la garde du régiment Preobrajenski me fit savoir que les junkers construisaient, semblait-il, des barricades sur le petit canal.

Il était impossible d'attendre plus longtemps et de laisser édifier des fortifications empêchant l'entrée et la sortie du palais. Ordre fut alors donné de mettre les mitrailleuses en batterie.

[Tchoudnovski tombe alors sur un junker, Kisselev, délégué de l'école des junkers d'Oranienbaum, qui assurent la garde du palais d'Hiver et qui lui déclare : « Les junkers ne veulent pas se battre avec leurs frères. Ils veulent quitter le palais d'Hiver et ils ont même déjà un laissez-passer du soviet de Petrograd mais il y a quelques obstacles. » Kisselev propose à Tchoudnovski de venir sur la place parlementer avec les junkers de l'école d'Oranienbaum. Il y va. Dès leur entrée dans le palais, Kisselev et Tchoudnovski sont placés sous escorte. Tchoudnovski doit subir « les discours pogromistes et antisémites d'un escogriffe à demi saoul » puis on l'emmène chez Paltchinski, le gouverneur général.]

Paltchinski se tenait dans une cour obscure, au milieu d'une foule de junkers et leur répétait ce que dix minutes plus tôt il avait déclaré aux défenseurs du palais d'Hiver, au 2^e ou au 3^e étage. Il leur assura que seul un nombre infime de soldats des divers détachements s'étaient rangés du côté des bolcheviks, qu'aucun régiment ne s'était rebellé en entier contre le gou-

vernement provisoire et que eux, les junkers, devaient remplir leur devoir jusqu'au bout. À sa question : « *Remplirez-vous ce devoir ?* », seules quelques voix isolées répondirent : « *Oui* », et aussitôt fusèrent des questions dubitatives ou indignées sur les raisons du petit effectif de la garnison : « *Où est l'école de Vladimirskaïe, où est l'école de Pavlovskoïe ?* » et Paltchinski répondit mensongèrement qu'il n'y avait pas assez de place au palais d'Hiver pour y installer ensemble tous les défenseurs de Kichkine et de Terechtchenko dévoués au gouvernement provisoire.

En me voyant, Paltchinski articula : « *Il faut l'arrêter, il faut l'arrêter !* » et sa grossièreté me contraignit à lui faire remarquer qu'il fallait être poli et convenable, même avec les gens arrêtés. Cela n'empêcha pas Paltchinski, trois heures plus tard, lorsque je fus contraint de l'arrêter, de me donner du « *camarade Tchoudnovski* » long comme le bras.

Placé sous surveillance dans l'un des corridors du palais, je fus aussitôt entouré par une foule de junkers qui exprimaient ouvertement leur incrédulité à l'égard des informations de Paltchinski, me demandèrent quelle était la situation réelle et m'exprimèrent leur volonté de ne pas rester au palais d'Hiver en qualité de chair à canon, puis ils s'en allèrent discuter avec leurs camarades. Entraîné par la foule des junkers, je m'approchais de la salle où siégeait le gouvernement provisoire, auquel ces jeunes gens, entraînés dans une situation désagréable et trompés, voulaient

demander des comptes. C'est le même Paltchinski qui arrêta cette expédition.

Au poste de garde les junkers de l'école d'Oranienbaum, peu sûrs, avaient été remplacés et Paltchinski partit discuter avec les mutins. Les junkers exigèrent ma libération immédiate car, d'après leurs propres paroles, ma détention mettait en cause leur parole d'honneur. Ils exigèrent ensuite qu'on les laisse sortir du palais, car ils ne voulaient pas participer à un jeu sans espoir où coulerait le sang.

Paltchinski s'efforça longuement de raisonner les défenseurs de « l'ordre légal » des choses. Mais le bruit des claquements de talons sur le sol devint assourdissant et l'expression du visage des junkers n'annonçait rien de bon. « *C'est bien, je le libère* », déclara Paltchinski. Mais les junkers ne cédèrent pas : « *Il doit sortir à la tête de notre école.* » Paltchinski s'approcha de moi et me dit : « *Vous êtes libre, vous pouvez partir.* »

[Craignant d'être abattu d'une balle dans le dos, Tchoudnovski demande à être accompagné. Un lieutenant des bataillons de la mort, Miller, lui propose de l'emmener. Tchoudnovski accepte.]

Je n'avais pas le temps d'attendre la réunion des junkers d'Oranienbaum. Je leur fis mes adieux et leur donnai l'assurance, ainsi qu'aux junkers des autres écoles qui se trouvaient là, que tous ceux des assiégés qui quitteraient le palais avant que nous ne l'occupions, recevraient immédiatement un laissez-passer et une escorte pour les accompagner à la gare et chez eux.

Le lieutenant Miller me conduisit hors du palais par une barricade où les soldats d'un détachement qui m'était inconnu échangeaient une fusillade nourrie avec nos soldats, nos matelots et nos Gardes rouges qui occupaient les places et les rues avoisinantes. Je traversai la place et me trouvai au milieu de mes amis.

Une heure plus tard les junkers de l'école du front Nord, les junkers des écoles d'Oranienbaum et de Mikhailov, les élèves-ingénieurs et les cosaques ainsi que, semble-t-il, le XIV^e régiment – soit près de 1 000 hommes – abandonnaient le palais d'Hiver. Deux heures plus tard, le palais d'Hiver était entre nos mains.



Le Palais d'hiver investi par les révolutionnaires, vu par Eisenstein.

Biographies de militants révolutionnaires de 1917

Antonov-Ovseenko (Vladimir Alexandrovitch), 1884-1939



Antonov-Ovseenko Vladimir.

Fils d'officier, adhère au POSDR en 1903. Officier de carrière, il organise plusieurs mutineries pendant la révolution de 1905. Condamné à mort, il voit sa peine commuée à vingt ans de prison. D'abord hors fractions, il devient menchevik en 1910, lorsqu'il émigre à Paris. Rompt avec les mencheviks lorsque la guerre mondiale éclate. Internationaliste, il est avec Trotsky l'un des éditeurs de *Nache Slovo*. De retour en Russie, il entre au groupe des Mejraiontsy mais n'attend pas la fusion et entre, en juin, dans le Parti bolchevique. Membre du CMR du soviet de Petrograd et de la troïka chargée de prendre le palais d'Hiver, commandant des forces chargées de défendre Petrograd, il est ensuite, sous des titres divers, commandant du front ukrainien de décembre 1917 à juin 1919, de 1922 à 1924, chef de la direction politique du Conseil militaire révolutionnaire de la République. Signe la lettre des 46 (1), membre de l'Opposition de gauche, puis de l'Opposition unifiée bien qu'il eût d'abord été partisan du rapprochement avec Staline contre Zinoviev et Kamenev, occupe, de 1924 à 1928, diverses fonctions

diplomatiques à l'étranger. Rompt avec l'Opposition en 1928, écrit ses souvenirs. En 1936, on l'envoie comme consul général à Barcelone. Il participe à la liquidation des trotskystes et des poumistes (2). En 1938, pour le faire revenir, Staline le nomme pour la frime commissaire à la Justice à la place de Krylenko. Dès son retour il est arrêté et fusillé sans procès, comme divers autres exécutants de la ligne antifasciste abandonnée au profit du rapprochement avec Hitler.

Bosch (Evgenia Bogdanova), pseudonyme de Golibovna, 1879-1924



Evgenia Bosch, dirigeante bolchevique à Kiev.

(1) Le 15 octobre 1923, quarante-six vieux-bolcheviks ont remis au bureau politique du PCUS une déclaration commune qui critique sévèrement la politique économique et plus encore le régime du parti.

(2) Poumistes : membres du P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) en Espagne ; le POUM, parti politique d'extrême-gauche dirigé par Andrés Nin, joua un rôle important dans la révolution espagnole. Il était influencé par les idées de Trotsky, mais celui-ci a fortement critiqué le POUM qu'il jugeait «centriste», non révolutionnaire et a dénoncé comme une trahison l'entrée de Nin dans le gouvernement de Frente Popular.

Adhère au POSDR en 1900, bolchevique en 1903. En 1905, élue membre du comité de Kiev du parti. Arrêtée en 1913, déportée, elle s'enfuit en 1915 et se réfugie en Amérique, puis en Norvège. S'oppose à Lénine – avec Piatakov et Boukharine – sur la question nationale. Revient en Russie après la révolution de Février et s'installe à Kiev, où elle est l'un des dirigeants de la gauche bolchevique. Membre du comité de rédaction du journal *La Voix du social-démocrate*, présidente du comité régional du parti, membre du CMR de Kiev, secrétaire aux Affaires intérieures dans le premier Comité exécutif central des soviets ukrainiens (1917-1918). À la fin de 1918, chargée du travail politique sur le front Caucase-Caspie, en 1919 membre du Conseil de défense de la République lithuano-biélorusse. Signe la lettre des 46 et adhère à l'Opposition de gauche en 1923. Démoralisée par l'évolution de la politique intérieure soviétique, elle se suicide à la fin de 1924, en même temps que plusieurs dirigeants bolcheviks, notamment Loutovinov et Glatzmann.

Dybenko (Pavel Efimovitch), 1889-1938



Pavel Dybenko (1889-1938) - marin de la Baltique, bolchevik depuis 1912.

Fils d'une famille de paysans pauvres. Matelot de la flotte de la Baltique, adhéra au Parti bolchevique en 1912. Après la révolution de Février, il fut élu président du Tsentrobalt (comité central de la

Flotte de la Baltique), dissout par Kerenski après les journées de Juillet. Nommé membre du commissariat à la Guerre le 26 octobre 1917, il dirige la contre-offensive bolchevique aux attaques de Krasnov contre Petrograd. En janvier 1918, il part en Ukraine à la tête des détachements de l'Armée rouge en gestation. Hostile à la paix de Brest-Litovsk, il lance ses troupes à l'assaut des Allemands... est arrêté, exclu du parti, traduit devant un tribunal, acquitté, réintégré et se voit confier le commandement de la 1^{re} armée ukrainienne en 1919. En mars 1921, il conduit, avec Toukhatchevski et Vorochilov, la répression de la révolte de Cronstadt. En 1922 il est nommé commandant de la direction de l'artillerie de l'Armée rouge, puis commandant des services d'approvisionnement, commandant des armées d'Asie centrale, commandant des armées de la Volga, commandant de la région militaire de Leningrad. Après avoir fait partie des neuf juges du tribunal militaire qui condamne à mort Toukhachevski et ses sept camarades en juin 1937, il est lui-même condamné à mort et fusillé en 1938.

Kaiourov (Victor Nicolaievitch), 1876-1936

Ouvrier serrurier. Adhéra au POSDR en 1900 et rallia la fraction bolchevique lors de la scission de 1903. Lorsqu'éclate la révolution de février 1917, il est ouvrier à l'usine Erikson de Petrograd, membre du comité de Vyborg, qui, à partir du 26 février, joue le rôle de comité de Petrograd, c'est-à-dire de dirigeant de la révolution. Il est élu ensuite membre du comité exécutif du rayon de Vyborg. Au début de l'été 1918, il est chargé de mission en Sibérie. En juillet 1918, Kaouirov et Tchougourine emmènent sur le front de Kazan un détachement de plusieurs milliers de militants communistes de Petrograd encadrés par ceux que Lénine appelle « *des dirigeants à la Kaiourov* ».

Membre de l'état-major de la 5^e armée, responsable de la section politique, il est ensuite président de la commission régionale de contrôle de Sibérie. De retour à

Petrograd en 1923, il rejoint en 1925 la Nouvelle Opposition de Zinoviev. En 1932, il fait partie du « *groupe de Rioutine* » (3) et est exclu à ce titre du parti. Il meurt en 1936 dans des conditions inconnues, en prison.

Mouralov (Nicolas Ivanovitch), 1877-1936

Fils de fermier. Agronome de métier, adhère au POSDR en 1903. Participe à Moscou à l'insurrection de décembre 1905. Membre du présidium de la section des soldats du soviet de Moscou en 1917, lors des journées d'Octobre membre du Comité militaire révolutionnaire et de l'état-major du CMR du soviet de Moscou. Après la révolution, affecté au commandement des troupes de la région militaire de Moscou. En mars 1919, entre au CMR de la 3^e armée du front Est. En juillet 1919, nommé membre du CMR du front Est, en août membre du CMR de la 12^e armée, en août 1920, membre du commissariat du peuple à l'Agriculture, en mars 1921, commandant des troupes de la région militaire du Nord-Caucase, en février 1925, inspecteur général de l'Armée rouge. En 1923, il signe la lettre des 46 et appartient à l'Opposition de gauche puis à l'Opposition unifiée, dont il est, après son exclusion du parti en décembre 1927 et son exil en Sibérie, l'un des dirigeants.

Mouralov, ami intime de Trotsky, refuse longtemps de capituler. En 1934, il sort de prison et travaille comme agronome. En 1936, la police l'arrête. Il figure parmi les accusés du deuxième procès de Moscou (janvier 1937) et « avoue » n'importe quoi. Il est condamné à mort et fusillé. Radek avait ainsi commenté l'importance de sa capitulation : « *Que Nicolas Ivanovitch Mouralov, l'homme le plus proche de Trotsky, que je croyais prêt à mourir en prison sans proférer un mot, que cet homme ait fait ses déclarations et les ait justifiées en disant qu'il ne voulait pas mourir avec l'idée que son nom puisse devenir le drapeau de toute la racaille contre-révolutionnaire, eh bien, c'est là le résultat le plus profond de ce procès.* »

Podvoiski (Nicolas Ilitch), 1880-1948



Podvoisky (1888-1948) - dirigeant du Comité Militaire Révolutionnaire. Il remplace Antonov-Ovseenko comme commandant chargé de la défense de Petrograd après le 28 octobre 1917.

Fils d'un instituteur devenu pope. Elève au séminaire de Tchernigov d'où il fut exclu pour activité révolutionnaire en 1901. La même année adhère, à Iaroslav, au POSDR bolchevique. Arrêté en 1908, passe deux ans en prison d'où il sort pour entrer en clinique. Travaille à la *Pravda* lors de sa fondation en 1912. Pendant la guerre, dirige le seul journal bolchevique légal, *Questions d'assurance*, est arrêté à la fin de 1916. Libéré par la révolution de Février, il entre au comité de Petrograd du Parti bolchevique, est nommé président de l'Organisation militaire du parti, créée le 31 mars 1917. À ce titre, joue un rôle important d'avril à octobre : il est, en outre, membre du bureau du Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd, dont il est nommé président le 27 octobre.

Membre de la troïka chargée d'organiser l'assaut du palais d'Hiver, il remplace, le 28 octobre, Antonov-Ovseenko

(3) En 1932-1933, Martemyan Routine et un groupe d'anciens partisans de Boukharine rédigent et font circuler clandestinement une plate-forme antistalinienne.

comme commandant de l'état-major chargé d'assurer la défense de Petrograd. En novembre, il est nommé commissaire du peuple à la Guerre, poste qu'il cédera à Trotsky en mars 1918. En janvier 1918, il est nommé président du Collège panrusse pour la formation de l'Armée rouge. En juillet 1918, il est nommé membre du Conseil militaire de la République. Président de l'Inspection militaire supérieure dès 1918, il fait partie du CMR de la 7^e et de la 10^e armées (1918-1919). En 1919, il est commissaire à la Guerre dans le gouvernement ukrainien, puis est nommé directeur de l'Instruction militaire générale, poste qu'il occupera jusqu'en 1934.

Elu en 1924 à la commission centrale de contrôle, il y reste jusqu'en 1930 et participe activement à l'exclusion des opposants de gauche. Mis à la retraite pour raisons de santé en 1934, alors qu'il cessait depuis longtemps de jouer le moindre rôle politique, il meurt tranquille en 1948.

Tchoudnovski (Grigori Ivanovitch), 1894-1918

Commença à militer dans le POSDR avant la guerre. Hors fractions. Émigre aux États-Unis pendant la guerre et, là, collabore à la rédaction de *Novy Mir* avec Trotsky, Boukharine et Volodarski. De retour à Petrograd en 1917, adhéra au groupe des Mejraiontsy (4) et fut admis avec eux dans le Parti bolchevique en août 1917. Membre du CMR du soviet de Petrograd et de la troïka chargée de prendre le palais d'Hiver, ensuite commissaire extraordinaire du front Sud-Ouest, puis commissaire militaire de la ville de Kiev, tué lors des combats sur le front ukrainien.

Volodarski (V., pseudonyme de Moïse Marcovitch Goldstein), 1890-1918

Né d'une famille juive pauvre, adhère aux jeunesses du Bund (5) (le petit Bund) à l'âge de 14 ans, puis au Parti social-démocrate ukrainien (Spilka). À 17 ans il est révolutionnaire professionnel et parcourt la Volhynie comme agitateur. Arrêté en 1911, puis relâché, il émigre aux États-Unis, y travaille comme tailleur, milite dans le syndicat de la confection et au PS américain, participe avec Boukharine, Tchoudnovski et Trotsky à la rédaction de la revue *Novy Mir*. Rentré en Russie en avril 1917, il adhère aux Mejraiontsy, puis, en mai, entre au Parti bolchevique, est aussitôt élu au comité de Petrograd, milite en faveur de la fusion bolcheviks-Mejraiontsy. Responsable du rayon de Narva, il entraîne les travailleurs de Poutilov derrière les bolcheviks.

De juillet à octobre, il est l'un des piliers du parti et l'un de ses principaux agitateurs et orateurs. Hostile à l'insurrection d'Octobre qu'il juge prématurée, il est en revanche ferme partisan du gouvernement bolchevik homogène, hostile à la paix de Brest-Litovsk. En avril 1918, il est nommé rédacteur en chef du quotidien de Petrograd *Krasnaia Gazeta* et commissaire à la Presse, à la Propagande et à l'Agitation de la Commune de Petrograd. Le 20 juin 1918, un terroriste S-R de droite l'abat à coups de revolver.

(4) Organisation des sociaux-démocrates internationalistes unifiés (*Mejraiontsy*), autour de Trotsky, qui adhéra au parti bolchevique à la veille d'octobre 17.

(5) Bund : l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, un mouvement socialiste destiné à représenter la minorité juive de ces régions de l'empire tsariste.

Le pouvoir russe et le centenaire de la révolution d'Octobre

par Rouslan Kostiouk, professeur à l'Université d'État de Saint-Pétersbourg, docteur en histoire

Comme on le sait, l'année 2017 est placée sous le signe du centenaire de la révolution russe. Et, en premier lieu, de la révolution d'Octobre. Dans l'histoire russe, au XX^e siècle, la révolution de Février qui a renversé le tsarisme s'est retrouvée dans la situation de « Cendrillon » : elle s'est effacée derrière l'éclat du Grand Octobre. À l'époque soviétique, le début de la révolution de Février n'était un jour férié que par une ironie du sort : le 23 février ancien style était célébré comme la Journée internationale de solidarité de la femme, mais peu à peu cette fête a perdu tout contenu idéologique.

On aurait pu penser qu'après la chute du régime communiste le pouvoir d'Eltsine donnerait plus d'importance à la révolution de Février, mais ce ne fut pas le cas. En tout cas au milieu des années 1990, le pouvoir l'ignorait pratiquement et, d'une façon générale, préférait ignorer toute commémoration liée au renversement du despotisme.

Il en va autrement du 7 novembre, date de la révolution d'Octobre. À l'époque de l'URSS, c'était incontestablement la principale fête nationale. Ce jour-là, à Moscou et dans les autres grandes villes du pays, il y avait des manifestations de masse et des parades militaires. Le 7 novembre, des délégations de partis de gauche étrangers venaient en Union soviétique pour participer aux festivités, souvent des réunions de partis communistes et de partis ouvriers avaient lieu.

Aujourd'hui, des quinze républiques qui constituaient l'Union soviétique, il n'y a qu'en Biélorussie et sur le territoire de quelques républiques autoproclamées et non reconnues que le 7 novembre est fêté comme jour de la Grande révolution socialiste d'Octobre (ce qui était le nom officiel de cette fête en URSS). Dans la Fédération de Russie, dès 1996, à l'initiative de Boris Eltsine, cette fête était devenue le Jour de l'union et de la réconciliation. Il est resté férié jusqu'en 2004, mais il ne restait plus rien de la phraséologie révolutionnaire d'autrefois.

Quand Vladimir Poutine est devenu président de la Fédération de Russie (pour la première fois en 2000) et que les principes conservateurs ont été confirmés et renforcés dans la politique intérieure de la Russie, la politique « *d'union et de réconciliation* » a pris un caractère tout à fait contradictoire. La Douma d'État, non sans le soutien du pouvoir exécutif, adopte les armoiries de l'État monarchique avec l'aigle à deux têtes, en même temps qu'on reprend la mélodie de l'hymne soviétique mais, bien sûr, sans les paroles « *le parti de Lénine, la force du peuple nous conduit au triomphe du communisme* ».

C'est très largement grâce à l'activité et à l'énergie de l'Église orthodoxe russe, dont l'influence spirituelle n'a cessé de croître au début de ce siècle, que Poutine et le pouvoir exécutif dans son ensemble ont pris la voie du renoncement au 7 novembre comme fête natio-

nale. Il a fallu pour cela de nombreuses « *expertises historiques* » mobilisant les historiens de l'Académie des sciences acquis au pouvoir pour « démontrer » la nécessité de faire du 4 novembre la fête nationale. D'après le point de vue officiel, le 4 novembre 1612, des détachements de l'armée populaire ont libéré le quartier de Kitaï-Gorod, à Moscou, des envahisseurs polonais. Pourtant, de nombreux historiens russes considèrent cette version comme risible. Grâce à l'opiniâtreté de l'Église et du Conseil interreligieux de Russie, cette date est devenue une fête, un jour férié depuis 2005, précisément à la place du 7 novembre.

Je suppose que le but essentiel de l'Église était précisément de « détronner » le 7 novembre du piédestal des fêtes nationales, même si le 4 novembre était déjà, effectivement, une des fêtes religieuses du calendrier orthodoxe. La révolution de 1917 n'est-elle pas, pour le patriarcat, « *la conséquence des crimes de l'intelligentsia contre la foi, contre Dieu, contre son peuple, contre son pays* » (1).

En 2015, le président Poutine lui-même a donné de cette fête l'interprétation suivante : « *Si l'on regarde l'histoire, on se convainc que lorsque nous étions unis, nous avons toujours remporté d'éclatantes victoires. Quand nous avons été divisés, nous avons dû affronter des tragédies, la ruine, les malheurs et les souffrances de nos citoyens* » (2). Et il poursuit en disant que c'est la raison pour laquelle il est tellement important que les habitants de Russie se reconnaissent comme un seul peuple, en dépit de leur diversité.

Mais quel que soit le désir du pouvoir actuel d'oublier les dates des révolutions de Février et d'Octobre qui ne s'inscrivent pas dans cette logique, l'importance historique des événements de 1917 n'en est pas moins immense en Russie et dans le monde. Il a donc été impossible d'ignorer totalement, d'« oublier » leur centenaire. Mais avant de décrire la manière dont le pouvoir se propose d'honorer cette date, il faut dire au moins quelques mots sur la façon dont elle interprète aujourd'hui les événements révolutionnaires de 1917.

Et pour cela, l'essentiel est la compréhension de ces événements par Poutine

lui-même. Car, depuis 1993, la Fédération de Russie est une république « super présidentielle » où, en dépit des principes constitutionnels sur la séparation des pouvoirs et le caractère fédératif de l'État, le chef de l'État, le président, dispose dans la Russie post-communiste d'une énorme influence sur la société, définit les orientations essentielles de la politique intérieure et répond de la politique extérieure.

Poutine s'est rarement permis de s'exprimer sur la révolution de Février, bien que ses compagnons et conseillers conservateurs aient été nombreux à la soumettre publiquement à des attaques féroces. Poutine, bien sûr, n'est pas un monarchiste, mais c'est un « légitimiste » de principe et c'est pourquoi, dans sa vision du monde, il n'est pas admissible que la tornade révolutionnaire de 1917 ait ébranlé les fondements mêmes de l'État russe. La révolution de Février a conduit à une vacance de fait du pouvoir et a porté un coup puissant à l'État russe ce qui, du point de vue du président de la Fédération de Russie, a conduit par la suite à renoncer à de nombreux territoires qui appartenaient historiquement à la Russie. Pour Vladimir Poutine, ce qui est aussi inacceptable, c'est que « *le gouvernement provisoire a aussi provoqué la ruine de l'armée russe* » (3).

Poutine est également assez critique sur la révolution d'Octobre. Là encore, comme pour la révolution de Février, ses « reproches » n'ont pas tant un caractère social ou économique que de politique intérieure. Ainsi, Vladimir Poutine a souvent critiqué les conditions de la paix de Brest-Litovsk signée par les bolcheviks. Tout comme l'extrême droite en Russie (le parti libéral-démocratique de Jirinovski), Poutine condamne sévèrement le principe du fédéralisme soviétique. Au début 1917, il s'est ainsi exprimé sur la politique léniniste des nationalités : « *On a placé une bombe atomique sous l'édi-*

(1) Nesavissimaia Gazeta, 30 mars 1917.

(2) Poutine : il est très important que les habitants de Russie se reconnaissent comme un seul peuple // <http://ria.ru/politics/20151104/1313789939.html>

(3) Ou. Pomerants - Pourquoi Poutine ne célèbre pas l'anniversaire de la révolution d'Octobre // <http://inosmi.ru/politic/20170227/238780388.html>

ficé qui s'appelle la Russie, et elle a éclaté plus tard... Et nous n'avons pas besoin de révolution mondiale » (4).

Il est pratiquement impossible d'entendre une appréciation positive des révolutions de Février et d'Octobre émanant du président ou de ses proches, Premier ministre, principaux ministres, personnalités de l'administration présidentielle, dirigeants du « parti du pouvoir », « Russie unie ». Que la première ait conduit à la chute du despotisme, ait mis fin à la monarchie absolue et aux privilèges nobiliaires et que la seconde ait posé les bases d'une grandiose expérimentation pour établir la justice sociale, personne n'en parle parmi les dirigeants officiels. C'est pourquoi, au niveau officiel, gouvernemental, il était bien tentant de vouer à un oubli total les événements de 1917.

Dans une certaine mesure, c'est ce qui s'est passé *de facto* pour la révolution de Février. Au début de mars de 2017, pour le centenaire de la révolution de Février, pas un des dignitaires de l'État n'a pris la parole sur ce thème. Il n'y a eu aucune manifestation officielle consacrée au renversement en Russie de la monarchie absolue. Les spécialistes russes de la France se sont alors souvenus des festivités d'envergure, au niveau non seulement scientifique mais gouvernemental, qui ont marqué le bicentenaire de la prise de la Bastille et le début de la grande Révolution française en 1989. On sait quel rôle a personnellement joué le président François Mitterrand dans la mise en œuvre de ces manifestations. À en juger par les informations disponibles, aucune manifestation non plus n'est prévue, au niveau du gouvernement et des institutions gouvernementales, pour le centenaire de la proclamation de la république en Russie, le 1^{er} septembre.

Sur certaines chaînes de télévision fédérales, il y a eu, en février-mars 1917, une série d'émissions et de films documentaires consacrés à Février. Le leitmotiv qui en ressort est significatif. En règle générale, au mieux on y évoque rapidement les souffrances de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la masse des soldats au début de 1917, la lutte héroïque des ouvriers de Petrograd au début 1917. Mais on y consacre surtout beaucoup

de temps à commenter la « *trahison des libéraux de la Douma* » et des généraux, le « *complot maçonnique* », l'activité subversive des services secrets anglais et allemands. Ce n'est visiblement pas un hasard. Aujourd'hui Poutine et ses proches ne cessent de parler du caractère funeste pour la Russie des révolutions dites de couleur. Il faut croire que le pouvoir considère les événements de février 1917 comme leur lointain précurseur.

Pourtant le pouvoir a tout de même décidé d'offrir un minimum de soutien à la dimension scientifique et de recherche du jubilé des révolutions. Peu avant le Nouvel An, en décembre 2016, le président Poutine a signé une directive sur la préparation de la célébration du centenaire de la révolution. Il a recommandé à l'association Société historique de Russie (RIO) de constituer un comité d'organisation pour la tenue de manifestations consacrées au centenaire de la révolution (5).

C'est le ministère de la Culture qui est en charge de la mise en œuvre de cette directive, mais le président de Russie propose seulement de « *recommander aux organes étatiques des sujets de la Fédération de Russie, aux organes locaux d'autogestion, aux associations, aux organes de recherches et d'enseignement intéressés de prendre part à la préparation et à la tenue de manifestations consacrées au centenaire de la révolution de 1917 en Russie* » (6). Autrement dit, le pouvoir d'État a décidé de se « débarrasser » du centenaire par une directive qui n'est qu'une recommandation et ne l'engage à rien ni sur le plan juridique ni sur le plan financier.

Il est intéressant, néanmoins, que la Société historique de Russie ait servi « d'intermédiaire » dans cette décision. Une association du même nom a existé dans notre pays au XIX^e siècle jusqu'à la fin de la guerre civile. En 2012, elle a été recréée et réunit aujourd'hui environ 300 personnes physiques (essentiellement

(4) Kommersant, 22 janvier 2017.

(5) Moskovski komsomolets, 21 décembre 2016.

(6) Directive sur la préparation et la tenue de manifestations consacrées au centenaire de la révolution de 1917 en Russie // <http://kremlin.ru/news/53503>

des historiens de profession connus) et une centaine d'organisations membres. Il y a un an, un fonds « Histoire de la Patrie » a été créé auprès de cette association. Il est appelé à populariser l'histoire de la Russie, en Russie comme à l'étranger, à participer à la conservation de l'héritage historique et des traditions des peuples de la Fédération de Russie, à organiser des expositions et à réaliser des manifestations internationales.

Formellement, l'association historique n'a pas de couleur idéologique ou politique directe. Pourtant, elle a pour président Sergueï Narychkine, président de la Douma et l'un des dirigeants du parti au pouvoir Russie unie. Aujourd'hui, cet homme politique conservateur, considéré comme l'un des plus proches lieutenants de Poutine, est à la tête du Service du renseignement extérieur. Dans les sommets du RIO on trouve également des dirigeants de sociétés savantes, d'institutions académiques ou historiques connus pour leur soutien au « poutinisme » et qui partagent les vues conservatrices du président de Russie concernant l'histoire nationale.

La composition du comité d'organisation constitué par le RIO est également intéressante. On sait qu'il y a encore en Russie bon nombre d'historiens et de spécialistes de l'histoire du mouvement ouvrier et de la révolution de 1917. Nombre de ces historiens participent à l'association Chercheurs de Russie d'orientation socialiste proche du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF). Aucun d'eux ne figure dans le comité. Sur les 63 membres du comité d'organisation pour la tenue de manifestations consacrées au centenaire de la révolution (remarquons que dans l'historiographie « officielle » actuelle, on parle précisément de la « Grande révolution en Russie de 1917 » comme d'un seul processus pluraliste), on compte sur les doigts de la main ceux qu'on pourrait classer dans la catégorie des historiens de gauche.

Certes, il comporte nombre de spécialistes et de personnalités. Il est dirigé par Anatoli Torkounov, académicien, recteur de l'Institut d'État des relations internationales (MGIMO). Font également partie du comité, Alexeï Benediktov, rédacteur en chef de la radio Écho de Moscou,

Lioudmila Verbitskaia, présidente de l'Académie nationale de l'éducation, Dmitri Kisseliou, directeur général de l'agence Russie aujourd'hui... Sergueï Mikhalkov, président de l'Union des cinéastes de Russie, Alexandre Tchoubarian, directeur scientifique de l'Institut d'histoire générale et également quelques personnalités de l'Église orthodoxe (7). Dans l'ensemble, beaucoup de libéraux de droite, de conservateurs, même des monarchistes avérés. Mais pratiquement aucun historien de conviction socialiste. C'est pourquoi l'esprit et l'orientation anticommuniste, antirévolutionnaire dudit comité ne laisse planer aucun doute.

Au début 2017, le plan de manifestations élaboré par ce comité a été rendu public. Comme on pouvait s'y attendre, ces manifestations ont essentiellement un caractère scientifique ou culturel. Le plan prévoit dix-sept expositions dans les principaux musées de Moscou et de Saint-Petersbourg, notamment à l'Ermitage, au musée d'histoire de la Russie, à la Galerie Trétiakov, au Musée historique de Russie. Sont également prévues vingt et un projets éditoriaux ou d'enseignement, y compris le financement d'éditions sur la révolution de 1917 et la tenue de conférences scientifiques, y compris dans les universités de Moscou et de Saint-Petersbourg, au MGIMO. On parle de dix projets dans le domaine du multimédia, du cinéma et des séries télévisées. Sur la liste figure un show avec projections, *La Prise du palais d'Hiver* le 25 octobre à Saint-Petersbourg face à l'Ermitage, un film télévisé en quatre séries *Lénine et Kerenski en 1917* et, sur la chaîne Culture, un cycle d'émissions avec des descendants des héros de la révolution et de la guerre civile *Rouge-Blanc*.

Plus de dix projets seront réalisés à l'étranger, essentiellement des expositions et des conférences. Deux expositions sont prévues à Paris, en octobre 2017, *La Première Guerre mondiale et la révolution de 1917 dans les sources littéraires russes et*

(7) Composition du comité d'organisation pour la préparation et la tenue de manifestations consacrées au centenaire de la révolution de 1917 en Russie // <http://kremlin.ru/news/53503>

françaises et, en 2018 à la BDIC, l'exposition *1917, année révolutionnaire* (8).

Au total, le plan comptabilise près de 120 manifestations au niveau de la Fédération. Mais dans les dizaines de sujets de la Fédération, les organes régionaux du pouvoir planifient à leur tour bon nombre de projets scientifiques et culturels liés au jubilé. S. Narychkine, chef du RIO, résume : « *Nous arrivons préparés pour le thème de la révolution* » (9).

Notons également que les autorités fédérales et régionales ne font pas obstacle aux instituts, universités, musées et bibliothèques qui veulent organiser au plan local des conférences ou expositions thématiques consacrées à tel ou tel aspect des événements de 1917 et de la guerre civile. Néanmoins, si l'on parle de la dimension politique du centenaire des événements de 1917, c'est une autre affaire.

Le plus probable est que, comme en février-mars, il ne faille attendre, en octobre-novembre, aucune manifestation politique consacrée au centenaire de la révolution. Plus encore, la conception même de la « *Grande révolution de Russie* », si l'on s'en tient à l'interprétation de ce terme par S. Narychkine, présuppose qu'il faut « *considérer la Grande révolution de Russie comme un processus complexe et dramatique, qui comporte des étapes liées entre elles. Les événements de Février et d'Octobre 1917, la chute de la monarchie et l'instauration de la république, les élections à l'Assemblée constituante et la mutinerie de Kornilov, l'instauration du pouvoir des soviets et la sanglante guerre civile* » (10).

Une telle approche « dialectique » présuppose qu'il faut célébrer le centenaire de « toute » la révolution. En fait cela signifie qu'il ne faut distinguer aucune date « marquante ». Donc, le 7 novembre, comme le 8 mars, le pouvoir ne souhaite pas « s'investir » pour des manifestations spécifiquement liées à cette date.

Il y a sans conteste, en Russie, des forces qui se préparent à célébrer activement le centenaire de la révolution d'Octobre. Ce sont des partis et des mou-

vements, nombreux mais politiquement peu influents, de tradition stalinienne ou des petits groupes d'extrême gauche, qui représentent diverses tendances néotrotskystes. Comme d'habitude, ces organisations et leurs militants sont prêts à organiser pour le 7 novembre des défilés en l'honneur du centenaire de la révolution bolchevique à Moscou et dans d'autres villes de la Fédération de Russie.

Dans la mesure où le KPRF se positionne comme héritier du PCUS (b), il est plus que logique que ce parti soit très actif dans la préparation des manifestations les plus diverses pour le centenaire de la révolution d'Octobre. Il s'agit d'une série de conférences d'étude à Moscou, Saint-Petersbourg et dans les centres régionaux. Il est prévu d'organiser un « accueil de masse » de nouveaux membres du parti et du komsomol pour le 7 novembre. Enfin, à l'automne, à Moscou, se tiendra, comme à l'accoutumée, la conférence internationale annuelle des partis communistes et ouvriers dont le KPRF sera le maître d'œuvre. Cette conférence est planifiée précisément pour le centenaire de la révolution d'Octobre.

Néanmoins cette activité a un caractère particulier, « partidaire », elle est à l'initiative de forces politiques particulières. En ce qui concerne le pouvoir exécutif dans son ensemble, il se limite, comme nous l'avons vu, à des conseils prodigués à la Société historique de Russie et cela pour minimiser au maximum « l'effet politique » du jubilé des événements révolutionnaires de 1917. Cette ligne de conduite correspond parfaitement au visage conservateur du pouvoir actuel en Russie.

Rouslan Kostiouk

(8) Plan des principales manifestations liées au centenaire de la révolution de 1917 en Russie <http://rushistory.org/images/documents/plan100letrerevolution.pdf>

(9) Centenaire de la révolution de 1917 // <http://rushistory.org/proekty/100-letie-revoljutsii-1917-goda.html>

(10) Ibidem



Un épisode obscur d'octobre 1917

par Marc Teulin



Somerset Maugham, écrivain-espion.

L'écrivain britannique Somerset Maugham a commencé ou presque sa carrière comme agent secret des services britanniques pendant la guerre de 1914-1918. Il n'a pas à ma connaissance publié ses Mémoires et donc pas raconté directement son activité d'agent secret. En revanche, il les a évoquées dans un recueil de nouvelles intitulé *Mr Ashenden agent secret*, dont la préface commence par des lignes sans ambiguïté : « Ce recueil s'inspire de mon expérience d'agent secret pendant la guerre », celle bien entendu de 1914. Churchill avait insisté pour que Maugham ne publie pas quatorze de ces nouvelles jugées trop confidentielles.

L'une des nouvelles publiées, intitulée *Le linge de Mr Harrington* (1), se déroule à l'automne 1917 à Petrograd. Ashenden-Maugham y rencontre beaucoup de gens, dont les noms sont évidemment modifiés. Il doit rencontrer des « Tchèques, exilés de leur pays comme révolutionnaires et depuis longtemps établis en Amérique, qui avaient été envoyés en Russie pour aider Ashenden dans sa mission et le mettre en contact avec le professeur Z. dont l'autorité sur les Tchèques de Russie était totale. Leur chef était un certain D^r Egon Orth (...) ; il était pasteur dans une église du Middle West et était docteur en théologie mais il avait abandonné sa charge pour se consacrer à la libération de son pays. » Maugham poursuit : « Il avait appris que le professeur Z, bien qu'impatient de libérer son pays du joug autrichien (2) et convaincu que le but ne pouvait être atteint qu'après la défaite des empires centraux, s'était joint corps et âme à la cause des alliés » (p. 235). Ce chef tchécoslovaque est donc partisan de la poursuite de la guerre jusqu'au bout.

L'ambassadeur britannique à Petrograd Buchanan se mêle certes depuis longtemps de la vie politique russe ; il a même soutenu quasi officiellement le putsch de Kornilov. Mais Maugham précise que la mission dont il est chargé est d'une autre nature car il ajoute : « Les ambassadeurs de Grande-Bretagne et des États-Unis avaient été informés de l'arrivée d'Ashenden, mais sa mission devait demeurer secrète même pour eux, car il y

(1) Les nouvelles complètes de Somerset Maugham. *Mr Ashenden agent secret*, Julliard 1982, pp. 221-262.

avait des raisons particulières qui l'empêchaient de chercher leur appui » (p. 236). Lesquelles ? Nous ne le saurons évidemment pas... mais à l'évidence suffisamment graves pour qu'il paraisse impossible d'y mêler des ambassades pourtant habituées à intervenir publiquement dans la vie politique russe.

Le docteur Orth (qui se cache sous ce nom ?) résume brièvement la situation à Ashenden : « On semblait avoir atteint une phase critique et si quelque chose devait être tenté (3) c'était maintenant ou jamais. L'armée, insatisfaite, était en pleine mutinerie, le gouvernement du faible Kerenski était chancelant ; il ne conservait le pouvoir que parce que personne d'autre n'avait le courage de le lui arracher, la famine guettait le pays et, déjà, les Allemands s'apprêtaient à marcher sur Petrograd » (p. 236).

Maugham ajoute : « Il demanda au Dr Orth de lui obtenir un rendez-vous avec le professeur Z. pour (...) lui expliquer qu'il avait des fonds pour financer toute entreprise susceptible d'éviter ce que les Alliés redoutaient comme une catastrophe : une paix séparée avec la Russie. Il lui fallait contacter des personnalités importantes dans tous les milieux » (Ibid.). Pour quoi faire ? Pas pour le plaisir de discuter. On n'arrose pas des politiciens et des généraux d'argent pour écouter leurs commentaires.

Un peu plus loin, après avoir souligné que la situation ne cessait d'empirer, Maugham écrit : « Il avait enfin arrêté un plan de bataille. Il lui fallait vingt-quatre heures de travail acharné pour coder un télégramme dans lequel il exposait son plan (4) aux personnes qui l'avaient envoyé à Petrograd (5). Ce plan fut accepté et on lui accorda tous les fonds qu'il réclamait. Ashenden savait

que rien ne se ferait si le gouvernement provisoire ne gardait pas le pouvoir au moins trois mois ; mais l'hiver approchait et les vivres se faisaient chaque jour plus rares. L'armée se mutinait. Le peuple réclamait la paix. Tous les soirs à l'hôtel Europe, Ashenden buvait un chocolat avec le professeur Z et discutait avec lui sur la meilleure façon d'utiliser ses partisans tchèques (...), il rencontra toutes sortes de personnes. On échafaudait des plans. On prenait des mesures. Ashenden en discutait, persuadait, promettait. Il devait vaincre les hésitations des uns et combattre le fatalisme (...). Le temps pressait (...). Kerenski courait en tous sens comme une poule affolée. Puis ce fut la fin » (pp. 253-254). C'est-à-dire la prise du pouvoir par les bolcheviks.

Que peut-on tirer de ces lignes délibérément vagues ? Très probablement que les sommes manifestement importantes demandées et reçues par Somerset Maugham devaient servir à acheter 1) des hommes politiques et généraux russes, 2) les officiers du corps des 40 000 à 45 000 légionnaires tchécoslovaques (d'où l'importance des discussions avec leur mentor, « le professeur Z. ») afin que ces forces, réunies, maintiennent à flot le gouvernement provisoire jusqu'au début de 1918 et mettent en échec les bolcheviks.

Marc Teulin

(2) Rappelons que la Tchécoslovaquie est alors partie constituante de l'empire austro-hongrois. Ce « bien que » est un contresens manifeste, Maugham veut manifestement dire « comme » ou « étant donné que ».

(3) Quoi ? Maugham est bien trop prudent pour le dire.

(4) Qui ? Maugham se garde bien de préciser.

(5) C'est-à-dire les services secrets britanniques.

La révolution russe vue par les manuels scolaires (Première partie)

par Rémy Janneau

La révolution russe est toujours apparue, dans les manuels scolaires, comme un accident de l'histoire et le « communisme » (1) comme un contre-modèle politique. On peut néanmoins observer, quant à la manière dont le sujet fut traité, des évolutions qui devaient moins à la recherche historique qu'au contexte et aux cadres de pensée dominants. Sa victoire sur le nazisme puis la coexistence, durable, croyait-on, des « blocs » ont, un temps, conféré à l'URSS une apparence de légitimité. Les choses changèrent brutalement avec l'effondrement des régimes staliniens de l'Est. À partir des années 1990, en effet, l'URSS et le marxisme, dont elle était présentée comme une « application », semblèrent, au contraire, irrémédiablement frappés par le jugement de l'histoire.

Au bon temps du Malet-Isaac : une approche idéologique assumée

Jusqu'aux années 1960, la révolution russe n'apparaît dans les manuels de l'école élémentaire, cantonnée au « *roman national* », qu'en un bref paragraphe signalant qu'en 1917, les Alliés perdirent l'appui des Russes. On peut noter toutefois, dans le « *petit Lavis* » qui fut longtemps l'ouvrage le plus utilisé, l'absence de jugement de valeur, pour ne pas dire de toute information quant au régime né de la

révolution : « *La famine, les échecs subis, la méfiance contre le gouvernement, accusé d'accord secret avec l'Allemagne, provoquèrent une révolution qui détrôna le tsar. L'armée russe, mal nourrie, épuisée et décimée, cessa de combattre et une paix séparée fut conclue avec l'Allemagne et l'Autriche* » (2). Les manuels de premier cycle n'en parlent pratiquement pas (3). Il faut attendre la terminale pour que le sujet soit traité de manière approfondie, le manuel emblématique étant alors le vénérable Malet-Isaac (4).

Albert Malet et Jules Isaac sont à l'histoire enseignée dans les classes du secondaire ce qu'Ernest Lavis est au « *roman national* » du premier degré. On a pu écrire qu'ils furent les « *trois mousquetaires de l'identité française* », le géographe Vidal de La Blache jouant, comme il se doit,

(1) Terme couramment mais improprement utilisé pour désigner les régimes bolchevique puis stalinien qui se succédèrent en Russie et en URSS entre 1917 et 1991.

(2) Ernest Lavis – *Histoire de France* – Armand Colin – 1953 – page 326. Lavis étant mort en 1922, les « *petits Lavis* » furent ensuite augmentés par d'autres auteurs, ici Pierre Conard. Le « *petit Lavis* » resta en usage jusqu'en 1958.

(3) À cette époque, suivant les programmes, l'histoire s'arrête, en troisième, à la veille de la Révolution française ou à la fin du XIX^e siècle.

(4) Cours d'histoire Malet-Isaac – *Histoire contemporaine. 1852-1939* – Hachette – 1953. L'ouvrage sera réédité en 1959.

le rôle du « quatrième ». Si Lavis fut « l'instituteur national » (5), ils furent, sans que ce titre leur fût jamais attribué, les « professeurs nationaux ».

Malet étant tombé au front en 1915, c'est Jules Isaac qui, avec la collaboration d'autres professeurs (6), assurera, en fait, la rédaction du cours publié en sept volumes entre 1923 et 1930 puis régulièrement remanié et augmenté jusqu'en 1960. Républicain, laïque, se réclamant volontiers d'un socialisme humaniste, ce professeur, qui ne pourra accéder à l'enseignement supérieur pour avoir eu l'outrecuidance d'écrire que la France portait une part de responsabilité dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale (7), se faisait un devoir de s'appuyer constamment sur des sources documentaires solides, d'initier les élèves à la méthodologie historique et de développer leur esprit critique. Il n'a jamais prétendu, pour autant, à la neutralité.

La révolution russe, accident de l'histoire

Sa vision de l'histoire avait, comme celle de la plupart des historiens de la III^e République, un caractère téléologique : l'histoire tendait vers une fin. En plus d'être le meilleur des régimes, la « démocratie libérale » en était l'aboutissement nécessaire. L'établissement d'une « république communiste » en Russie ne pouvait donc être qu'un accident de l'histoire dû aux circonstances objectives nées de la guerre et à la volonté d'un homme exceptionnel, Lénine, qui, « aidé de Trotsky », appuyé par « ses partisans », « prépara le coup de force de novembre 1917, renversa le gouvernement Kerenski et s'empara du pouvoir » (8). La révolution est ainsi le fruit d'une volonté et d'une idée portée par un chef déterminé : « Disciple intransigeant de Marx, très réaliste et sachant mettre à profit les enseignements des faits, plein de confiance en soi et de mépris pour ses adversaires, Lénine lutta avec acharnement contre tous ceux qui ne partageaient pas ses idées ». Profitant des circonstances nées de la guerre, il instaura, « conformément aux principes de Karl Marx, un État socialiste ». La NEP (Nouvelle Politique économique)

fut également le fruit de la pensée du « maître de la Russie » : « Lénine décida de tempérer provisoirement l'application de la doctrine. Si autoritaire qu'il fût, si convaincu de l'exactitude des théories marxistes, il reconnaissait pourtant que le communisme ne pouvait s'implanter sans délai, et qu'il fallait, pour un temps, faire encore sa place au capitalisme [...]. L'économie russe devint ainsi une combinaison hybride de communisme et de capitalisme » (9). La révolution est donc, par nature, une « utopie au pouvoir » (10). Cette tentative de forcer le cours de l'histoire et de mettre les réalités économiques et sociales en conformité avec la « théorie marxiste » conduisit inéluctablement à une dictature appelée – contre la « théorie » elle-même – à se prolonger indéfiniment. De ce point de vue, Staline sera le continuateur de Lénine.

Cette grille de lecture a toujours été celle de l'historiographie bourgeoise. Stéphane Courtois et les auteurs du *Livre noir du communisme* (11) n'ont fait, si l'on ose dire, que l'enrichir. Encore convient-il de noter que, s'il caractérisait le régime stalinien comme *totalitaire* (12) – ce qui était tout à fait pertinent – Jules Isaac évitait soigneusement l'amalgame qui deviendra le *credo* des manuels à partir des années 1990 : les trois « régimes de dictature » (bolchevique, fasciste et nazi), bien que traités dans un même chapitre, étaient « très différents sur bien des points » (13).

L'expression « communisme de guerre », qui désignait un ensemble de mesures de guerre civile fort éloignées du

(5) Pierre Nora – *Les lieux de mémoire*.

(6) Ici André Alba et André Bonifacio.

(7) Il restera professeur dans l'enseignement secondaire jusqu'à sa nomination au poste d'inspecteur général de l'Éducation nationale en 1936.

(8) Pages 593-594.

(9) Page 599.

(10) Michel Heller et Aleksandr Nekrich publieront, sous ce titre, une *Histoire de l'URSS de 1917 à nos jours* – Calmann-Lévy – 1982.

(11) Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paezkowski, Karel Bartosek et Jean-Louis Margolin – *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression* – Laffont – 1997.

(12) Page 603.

(13) Page 593.

communisme annoncé par les marxistes, peut certes induire une certaine confusion, mais l'incongruité des termes *socialiste* ou *communiste* pour qualifier un régime que Lénine définissait lui-même comme « *un État bourgeois sans bourgeoisie* » n'est évidemment pas fortuite : la famine, la ruine de l'économie sont la rançon d'une tentative de réalisation immédiate du « *communisme* », qui plus est dans un pays arriéré et saigné par la guerre.

« *La forte volonté de Staline* »

Une telle vision des choses a pour corollaire une complaisance à l'égard du stalinisme, qui en dit plus de la fascination exercée, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (14) par l'URSS du « *petit père des peuples* » sur les intellectuels occidentaux (même anticommunistes) que de la réalité historique. Pour sortir la Russie des difficultés économiques dans lesquelles l'avaient plongée la guerre, la révolution et « *l'application de la doctrine* », il fallait une autre volonté de fer : « *La forte volonté de Staline, l'enthousiasme quasi mystique de beaucoup d'ouvriers, permirent de surmonter les difficultés dans le secteur industriel. [...] La transformation économique n'était qu'un moyen, non une fin. Le but était de créer une société où tout individu pût développer pleinement ses virtualités, où le niveau de vie fût à tous égards, supérieur à celui des pays capitalistes* » (15). Ce noble – mais inatteignable – objectif eut un coût : les « *épurations* » (16) et le caractère « *totalitaire* » du régime.

D'un point de vue strictement factuel, on relève des simplifications qui confinent au mensonge par omission. S'il a effectivement mené une lutte implacable contre ses adversaires politiques, Lénine ne fut, pour ne citer que cet exemple, jamais le « *fanatique* » (17) que laissent croire Jules Isaac et ses collaborateurs. Jusqu'à la guerre civile, il n'opposa jamais à ses adversaires que des arguments théoriques et politiques et au sein même du Parti bolchevique, il fut bien souvent minoritaire.

Dans l'ensemble, cependant, l'idéologie véhiculée par le manuel y est compensée par des savoirs dont l'élève de terminale peut malgré tout se saisir pour

conduire sa propre réflexion. À cette époque, en effet, le manuel est conçu pour prévenir le futur citoyen (qui se recrute encore très largement dans les classes aisées) contre une entreprise politique de nature à conduire la société au désastre ou incompatible avec « nos valeurs occidentales », mais il ne maquille pas les faits. Cette transmission du savoir factuel restera la caractéristique de la plupart des manuels jusqu'aux années 1990.

« *Encyclopédisme* » et fausse objectivité

À la différence du cours Malet-Isaac, les manuels de la génération suivante affectent une apparente objectivité. Les auteurs s'en tiennent aux faits, minutieusement détaillés. Une telle densité de connaissances, d'ailleurs, laisse aujourd'hui songeur... Le manuel Hatier de troisième de 1971 (18), qui s'inscrit dans les programmes de 1969, fournit de manière synthétique des repères factuels essentiels et une armature notionnelle sur lesquels la réflexion pourra s'appuyer au cycle suivant. La révolution elle-même est traitée en une quinzaine de lignes. L'accent est mis – ce qui n'est évidemment pas innocent – sur l'affermissement du régime bolchevique, classé, avec le fascisme, dans les « *régimes nouveaux* », sans qu'il y ait, pour autant, assimilation.

Des savoirs denses et bien structurés...

Le Milza-Berstein (19) paru trois ans plus tard est infiniment plus substantiel :

(14) Le manuel auquel nous faisons référence date de 1953.

(15) Pages 600 et 603.

(16) Page 604.

(17) Une toute récente biographie de Lénine comporte un chapitre intitulé *Lénine fanatique*. (Denis Colas – *Lénine politique* - Fayard – 2017).

(18) Lucien Genet et Simone Paul-Coquerelle – *L'Époque contemporaine. De 1789 à nos jours* – Hatier – 1971.

(19) Pierre Milza, Serge Berstein et J.L. Monneron – *Histoire. De la Révolution au monde d'aujourd'hui* – troisième – Nathan – 1974. Ce manuel resta l'un des plus utilisés jusqu'à ce que la réforme Haby atteigne la classe de troisième.

pas moins de six pages consacrées à la révolution et à la guerre civile, deux à la crise de 1921, à la NEP et à la « *succession de Lénine* » et deux encore à la vague révolutionnaire qui secoue l'Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale. Le texte, extrêmement précis, détaillé, est illustré et renforcé par des photos des principaux protagonistes (Lénine, Nicolas II, Kerenski, Trotsky et même Makhno) et de moments emblématiques de la révolution, par un tableau de chiffres montrant une évolution comparée des salaires et des prix et par des textes bien choisis (le dernier article de Liebkecht, un portrait peu élogieux de Kerenski brossé par un diplomate français, un extrait des Mémoires de Sukhanov (20) sur la prise du pouvoir en Octobre). Les événements sont relatés avec précision, sans le moindre jugement de valeur, de manière objective, serait-on tenté de dire. On peut certes contester telle formulation ou telle interprétation (l'attribution à Trotsky de l'entière responsabilité de la répression de Kronstadt par exemple). Il reste que ce manuel dispense un savoir solide et factuellement à peu près inattaquable.

Ce souci « *encyclopédique* » est plus marqué encore en classes terminales. L'un des manuels les plus utilisés dans les années 1960, celui de l'historien Jean-Baptiste Duroselle (21), retrace dans les moindres détails la crise et la chute du régime tsariste, s'arrêtant sur l'hémophilie du tsarévitch et sur le rôle de Raspoutine, auquel sont consacrées pratiquement autant de lignes qu'à la révolution de Février. Les bolcheviks au pouvoir, l'élève trouve dans son manuel tout ce qu'il y a à savoir sur les décrets de novembre (22) et plus généralement sur les mesures prises par le gouvernement des soviets (séparation de l'Église et de l'État, nationalisation des banques, des chemins de fer, de la grande industrie, monopole du commerce extérieur), sur la Constitution de 1918, sur les mouvements des armées blanches et les raisons de leur échec, sur la NEP... Une page est consacrée à la biographie de Lénine en qui l'auteur voit « *l'un des plus grands hommes d'État de l'histoire* » (23). On pardonne volontiers à Duroselle quelques affirmations contestables : les Allemands « *avidés d'accroître le désordre* » auraient aidé Lénine à

traverser l'Allemagne, sans qu'il soit précisé qu'il n'était que l'un des nombreux socialistes qui regagnaient la Russie par le même chemin (24) (et l'on n'échappe pas au « *wagon plombé* » de la légende) ; en juillet 1917, les bolcheviks auraient tenté de prendre le pouvoir (25)...

Autre ouvrage très complet et remarquablement documenté : le manuel Bouillon-Sorlin-Rudel (26). Neuf pleines pages d'un texte extrêmement dense y sont consacrées à la révolution et à la guerre civile. S'y ajoutent encore une carte extrêmement détaillée des opérations militaires et, en fin de volume, un dossier comportant notamment plusieurs textes de Lénine.

... qui ne sont pas exempts de quelques contre-vérités

On peut, certes, relever, là encore, quelques contre-vérités. Contrairement à ce qui est affirmé, lors de la guerre russo-polonaise, la Russie soviétique n'était pas l'agresseur, mais le mythe de l'irréprochable et « *vaillante petite Pologne* » a la vie dure ! Quant à la « *lutte pour la succession* », les auteurs s'en tiennent aux « *vérités* » couramment admises. Staline est, comme de juste, d'un « *réalisme* » qui manque à Trotsky : « *Comprenant que son pays doit rattraper un long retard, il veut d'abord asseoir solidement le socialisme en URSS et, ensuite seulement essayer de l'étendre à l'extérieur.* » Trop pressé sans

(20) Nicolas Sukhanov (1882-1940) – Menchevik de gauche. Fusillé sur l'ordre de Staline.

(21) Jean-Baptiste Duroselle - *Histoire* – Classes terminales – Collection Monnier – Nathan – 1962. Réédité et augmenté en 1966 : Duroselle et Bodin – *Les civilisations du monde contemporain* – Nathan.

(22) La révolution « *d'Octobre* » (calendrier julien) eut lieu le 7 novembre dans le calendrier grégorien. Les « *décrets de novembre* » furent donc pris le lendemain même et non treize jours plus tard !

(23) Page 126.

(24) La trentaine de militants qui rentraient en Russie à bord de ce train comptait certes une majorité de bolcheviks mais aussi des membres du Bund et des mencheviks internationalistes.

(25) Page 26.

(26) J. Bouillon, P. Sorlin et J. Rudel – *Le monde contemporain. Histoire – Civilisations* – Bordas – 1965.

doute, ou trop à cheval sur la doctrine, le chef de l'Armée rouge est, lui, « *décidé à propager la révolution en Europe et pousse à la subversion rapide et complète du capitalisme* ». On apprend que « *pendant deux ans, les controverses se donnent libre cours* ». Libre, c'est beaucoup dire, la direction cherchant au contraire à interdire toute discussion ! Le terme *bureaucratie*, enfin, n'apparaît pas – il ne s'agit, du point de vue des auteurs, que d'un débat d'idées – mais il ne leur a pas échappé que « *sans bruit, Staline accroît son influence au sein du parti et des administrations, place ses amis aux postes sûrs* » (27).

Trois pleines pages sont encore consacrées à la « *contagion révolutionnaire* » en Europe : révolutions en Allemagne et en Hongrie, mouvements sociaux extrêmement puissants en France, en Italie, en Grande-Bretagne, dans toute l'Europe centrale sans qu'apparaisse toutefois le lien entre le reflux de cette vague révolutionnaire, expliqué par la division du mouvement ouvrier, la capacité du pouvoir à accepter des réformes et la répression, et la victoire de Staline en Russie.

Les faits sont les faits

On pourrait attendre du manuel Hatier (28) qui compte, parmi ses auteurs, des historiens aussi peu suspects de sympathies bolcheviques que René Rémond et Pierre Chaunu, une critique en règle du nouveau régime. Or les faits étant les faits, le succès du régime « *s'explique*

– *par la satisfaction que les premiers actes de Lénine donnent aux Russes ; il tient ses promesses : la terre aux paysans (décret du 8 novembre), l'outil à l'ouvrier (le 8 novembre, les entreprises industrielles passent sous le contrôle des travailleurs), la paix (l'armistice du 26 novembre 1917 conduit à la paix de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918), l'égalité entre les peuples de la Russie (le décret du 8 novembre respecte le libre développement des nationalités sur le territoire russe). Les soldats, les paysans, les peuples de Russie soutiendront le nouveau régime ;*

– *par la contrainte : pour sauver la révolution menacée, Lénine instaure un gouvernement de fer, le communisme de guerre* » (29).

Nonobstant l'habituelle personnalisation du pouvoir, en une période où Lénine dut, à plusieurs reprises, batailler sévèrement au sein du comité central, l'essentiel est dit.

La guerre civile est minutieusement retracée et très sérieusement traitée. L'explication de la victoire des Rouges nous semble tout à fait acceptable pour une classe de terminale, même si nous savons que les choses furent moins simples : « *Les bolcheviks doivent leur victoire à leur position centrale, à leur vigoureuse réaction (Trotsky a créé l'Armée rouge disciplinée, ardente, bien commandée), aux faiblesses de leurs adversaires, divisés, incohérents, incapables de rétablir l'ordre* » (30) alors que Lénine est crédité, lui, d'un rétablissement de l'ordre « *en droit* » et « *en fait* ». Les structures politiques, la vague révolutionnaire qui balaie l'Europe, la réaction, sont également abordées dans le détail.

Sur l'URSS de Staline : de la fausse objectivité à la franche complaisance

Si l'URSS stalinienne sort quelque peu de notre sujet, on peut cependant difficilement faire l'économie d'une mise en perspective. C'est dans les chapitres qui lui sont consacrés que l'on trouve, en effet, les silences et les falsifications qui démentent l'objectivité apparente de ces manuels. La planification y est réduite à ses aspects économiques et techniques. Ses succès sont tenus, sans la moindre critique, pour un fait acquis, sa brutalité et ses conséquences sociales minorées voire ignorées. Chez J. Bouillon, P. Sorlin et J. Rudel, cette fausse objectivité frise la complaisance. Le jeune lecteur – et pourquoi pas, ses professeurs – ne peuvent que s'extasier devant les formidables réalisations économiques du régime, la

(27) Page 37.

(28) L. Genet, R. Rémond, P. Chaunu, A. Marcet – *Le monde contemporain* – Hatier – 1966.

(29) Pages 41-42.

(30) Page 43.

pleine réussite des plans quinquennaux et les exploits de stakhanovistes que tout ouvrier soviétique s'efforçait d'égaliser dans l'enthousiasme (31) ! Le jugement politique néanmoins se lit en filigrane : au vu des « *sacrifices énormes* » consentis par les Soviétiques et du « *peu d'avantages* » (32) qu'ils en ont tirés, mieux vaut, à l'évidence, vivre dans les pays occidentaux et démocratiques.

La « *grande terreur* » des années 1930, en revanche, est traitée de manière très variable. Duroselle, une fois de plus, s'en tient aux faits : les procès de Moscou, l'extermination de la génération d'Octobre, le rétablissement d'un « *patriotisme russe banni par Lénine* » (33), l'asservissement des esprits et la glorification du chef. Le mot *totalitaire* n'apparaît à aucun moment. Est-il besoin de préciser que l'URSS n'est pas traitée, comme c'est aujourd'hui le cas, dans le même chapitre que l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie ?!

Le résultat est moins probant lorsque les auteurs risquent une tentative d'interprétation « objective » du stalinisme. Ouvrons le Bouillon-Solin-Rudel : Staline « *devait bénéficier d'un grand renom personnel. Les observateurs étrangers parlèrent "d'enthousiasme organisé" : c'était refuser de voir la solidité du lien qui [le] liait au peuple russe. Les communistes ont beaucoup mieux défini ce phénomène en le qualifiant de "culte de la personnalité". Staline a été entouré par les Russes d'une extraordinaire affection, dont les excès surprennent parfois, mais qui n'en est pas moins un fait marquant dans l'histoire de l'URSS* » (34). Quant aux « *purges* », elles résultent « *d'oppositions personnelles, de jalousies individuelles* » entre les dirigeants. Elles demeurent, en tout état de cause, « *un acte superficiel qui impressionne plus l'opinion occidentale que l'opinion russe* » (35) ! Les procès de Moscou ne sont pas explicitement mentionnés ; la « *terreur* » est « *ignorée de la masse des Soviétiques* » ; on chercherait à la loupe la moindre allusion aux camps ; une « *collectivisation hâtive* » a suscité des « *difficultés* » (36) dans l'agriculture mais aucune famine n'a jamais décimé l'Ukraine. Le chapitre consacré à *L'essor scientifique du monde commu-*

niste ne souffle mot du destin tragique des biologistes « *mendélo-morganiens* ». Les auteurs écrivent même sans rire que « *le biologiste Lisenko* » a « *acquis un renom mondial* » (37) !! Trois pages sont consacrées à « *la vie littéraire et artistique* » sans que soit le moins du monde évoqué le sort d'Ossip Mandelstam, d'Isaac Babel, de Boris Pilniak, de Vsevolod Meyerhold (38) et de tant d'autres. La construction d'une « *société nouvelle* », certes peu engageante, se substitue à la caractérisation du régime comme totalitaire, terme qui, encore utilisé par Jules Isaac, n'apparaît plus dans aucun manuel des années 1960.

Une telle « *objectivité* » laisse aujourd'hui pantois. Avec la « *coexistence pacifique* », le régime poststalinien (39)

(31) On ne savait pas à l'époque que les exploits du mineur Alekseï Stakhanov reposaient sur le travail d'une équipe, ce qui sera révélé pendant la *pérestroïka*. On ne pouvait, en revanche ignorer que les exploits des stakhanovistes avaient plutôt désorganisé la production et suscité des rancœurs, pour ne pas dire plus, au sein de la classe ouvrière elle-même.

(32) Page 375.

(33) Page 133.

(34) Pages 161-162.

(35) Pages 163-164.

(36) Page 168.

(37) Page 392. Plus communément orthographié *Lyssenko*. Trofim Lyssenko, protégé de Staline puis de Khrouchtchev, était en réalité un charlatan qui niait l'existence des gènes et soutenait que les caractères acquis se transmettent. De telles théories prêteraient à sourire si d'authentiques généticiens comme Vavilov n'avaient fini en prison ou au Goulag. Le manuel paraît, certes, en 1965, année de la chute officielle de Lyssenko mais nul n'était censé ignorer en Occident ce que valait sa « *science prolétarienne* ».

(38) Poètes et écrivains liquidés par Staline. Ossip Mandelstam (1891-1938) est mort à la Kolyma. Isaac Babel (1894-1940) a été fusillé après avoir avoué sous la torture être un « *espion trotskyste* ». Boris Pilniak a été fusillé après avoir été condamné pour « *formalisme* » puis pour « *trotskysme antisoviétique* ». Vsevolod Meyerhold (1874-1940) a été torturé et fusillé, lui aussi, pour « *trotskysme* » et « *espionnage* ». Aucun historien occidental ne pouvait évidemment ignorer ces faits.

(39) Ce terme est une commodité de langage pour désigner le régime après la mort de Staline. Dans les faits, hormis la disparition de la menace de mort qui pesait en permanence sur la caste dirigeante, les traits caractéristiques sont demeurés ceux du stalinisme.

semble avoir manifestement accédé à la respectabilité que confère la force et une stabilité appelée – pense-t-on alors – à durer dans un contexte où la « *tension permanente n'est plus nécessaire* ».

On aurait tort cependant de croire les élèves d'hier plus crédules que ceux d'aujourd'hui. Ce serait nier un esprit critique bien réel auquel les connaissances apportées malgré tout par ces manuels fournissaient un précieux aliment. Peut-être est-il bon de rappeler aux pourfendeurs de « *l'encyclopédisme* » que c'est dans ces manuels maudits et dans des cours bien souvent préparés en les consultant que les étudiants et les lycéens révolutionnaires ou « contestataires » de Mai-68, ont puisé une bonne partie du bagage historique auquel ils se sont référés, et chacun se souvient de la place qu'y tenait la révolution russe.

Imposture pédagogique, réécriture de l'histoire, déstructuration des contenus : vers une véritable contre- révolution scolaire

Ceci explique-t-il cela ? Ce qui est certain, en tout état de cause, c'est qu'au cours des décennies suivantes, ces connaissances approfondies sont systématiquement dépréciées. Sous couvert pêle-mêle de modernité, de lutte contre l'idéologie dominante, de refus de l'élitisme et d'efficacité pédagogique, la transmission d'un savoir dense et, somme toute, bien structuré est dénoncée comme un insupportable « *encyclopédisme* ».

Concernant plus précisément la révolution russe et l'URSS, cette offensive obscurantiste se traduit, à la faveur du contexte (offensive révisionniste définissant le nazisme comme une « *copie grossière et déformante* » (40) du bolchevisme, bicentenaire de la Révolution française, réputée « *matrice de tous les totalitarismes* » (41), effondrement de l'URSS et obsolescence présumée du marxisme) par une réécriture de l'histoire dont les manuels scolaires vont porter la marque.

Les modifications sont sensibles dès les années 1980, quant à leur conception (contraction du corps du texte, profusion de reproductions et d'extraits de documents) puis, à partir des années 1990, quant à leur contenu (révolution russe définie comme un coup d'État, mise sur le même plan de l'URSS et des régimes nazi et fasciste). À partir des années 2000, ils passent d'une grille de lecture idéologiquement intéressée à une déstructuration (substitution de thèmes habilement découpés à l'étude chronologique) visant à rendre l'histoire illisible ou, plus exactement, à la réorganiser autour de thèmes et de « valeurs » idéologiquement bien définis. Cette véritable contre-révolution scolaire fera l'objet d'une seconde partie publiée dans notre prochain numéro.

Rémy Janneau
Le 15 août 2017

(40) Ernst Nolte – *Fascisme et totalitarisme* – Edition établie et commentée par Stéphane Courtois - Robert Laffont – 2008. Voir également, du même auteur : *Les Fondements historiques du national-socialisme* – Editions du Rocher – 2002.

(41) François Furet – *Penser la Révolution française* – Folio Histoire – 1978 – Page 282.



À Paris, la grève des mininettes : le cortège des grévistes défilant rue de la Paix devant les maisons de couture.

L'année 1917 en France

(2ème partie) (1)

par Loïc Le Bars

Au printemps 1917, la « crise », dont les premières manifestations sont apparues dès la fin de l'année précédente, prend une ampleur telle que le président de la République, Raymond Poincaré, est persuadé, ainsi qu'il l'écrit le 2 juin, que « *l'ordre est menacé partout* » (2). Le gouvernement doit en effet faire face à la vague ou plutôt aux vagues de grèves déclenchées de manière spontanée depuis la mi-mai. Ces grèves revendicatives ont donné lieu à des manifestations parfois violemment réprimées par les forces de l'ordre. La région parisienne n'est plus la seule touchée par ces arrêts de travail qui, jusque-là, et généralement après l'intervention des ministres concernés ou d'autres représentants de l'État, ont permis aux grévistes, essentiellement les « *midinettes* » des maisons de haute-couture et des ouvrières de la confection, d'obtenir la satisfaction de tout ou partie de leurs revendications. La reprise du travail s'accompagne souvent de la signature de conventions collectives par les représentants des syndicats ouvriers, qui ont pris les grèves en main, et les patrons. Mais les grèves qui se déclenchent les derniers jours du mois de mai dans les usines de guerre et les manifestations auxquelles elles donnent lieu deviennent aussi l'occasion, pour une bonne partie de ceux et surtout de celles qui y participent, de reprendre les mots d'ordre lancés par les militant(e)s pacifistes et de faire entendre leur désir de voir se terminer au plus vite une guerre qui ne profite qu'à une poignée d'industriels et de spéculateurs.

Plus grave encore pour les autorités, ce « *refus de guerre* » s'exprime aussi dans les mutineries qui, au même moment, touchent, à des degrés divers, une grande partie de l'armée française. Après l'échec sanglant de l'offensive Nivelle, des unités entières, ou tout au moins une partie significative de leurs effectifs, refusent d'obéir à leurs officiers et de remonter au front sans avoir bénéficié du repos ou des permissions qu'on leur avait promis. Mais, dans un grand nombre de cas, les mutins ne se contentent pas d'exiger ce à quoi ils estiment avoir droit. Ils organisent aussi des manifestations derrière des drapeaux rouges improvisés, entonnent *L'Internationale* et crient « *À bas la guerre !* » et « *Vive la révolution !* ». Certains tentent même d'organiser une marche sur Paris pour demander aux députés « de faire la paix ». À cela s'ajoutent les « manifestations ferroviaires » des soldats permissionnaires dans les gares, non seulement à proximité du front, mais aussi dans des villes de l'intérieur où beaucoup de civils leur expriment leur soutien. On comprend mieux dans ces conditions l'inquiétude exprimée en ce début du mois de juin 1917 par Raymond Poincaré !

Que de tels événements surviennent simultanément en ce printemps 1917 ne doit évidemment rien au hasard. Il nous

(1) La première partie de cet article est parue dans le numéro 73 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

(2) Raymond Poincaré, *Au service de la France : neuf années de souvenirs*, tome IX, Paris, Plon, 1932, p. 152.

fera donc revenir dans un premier temps sur l'ensemble des éléments, et en particulier sur l'influence de la révolution russe et la perspective de la conférence socialiste de Stockholm, qui permettent de comprendre pourquoi beaucoup de ceux qui, de plus en plus nombreux, souhaitent la fin du massacre, acquièrent alors la conviction que la paix est enfin envisageable et que le moment est venu, même au sein de l'armée, de s'exprimer et d'agir.

Mais les grèves ne débouchent pas sur la grève générale, qui, seule, pourrait traduire avec toute la force nécessaire le pacifisme qui commence à s'exprimer dans les manifestations et ainsi donner naissance à un mouvement de masse pour la paix immédiate. Certes, cela peut s'expliquer en grande partie par la rapidité avec laquelle le gouvernement a réagi et obligé le patronat à lâcher du lest. Il faut également mentionner l'attitude des responsables majoritaires de la CGT qui se sont efforcés d'éviter le déclenchement de grèves dans les secteurs où ils ont pu intervenir. Mais on doit aussi tenir compte du fait que, si l'écho des grèves a indéniablement contribué au déclenchement des mutineries, les militants de la minorité pacifiste ne sont pas en mesure, et pas seulement à cause de l'efficacité du dispositif mis en place par les autorités militaires et civiles pour empêcher l'arrière d'apprendre la réalité des «*troubles*» dont l'armée est le théâtre, de prendre conscience de l'ampleur réelle de ces derniers et plus encore de la dimension politique que beaucoup d'entre eux sont en train de prendre, ce qui contribue sans aucun doute à les faire renoncer, début juin, à appeler à la grève générale.

Les soldats ne peuvent donc pas s'appuyer sur la généralisation du mouvement gréviste qu'ils ont un moment cru imminente. Dès lors, et compte tenu de l'extrême difficulté pour les mutins d'élargir leur mouvement et d'entreprendre une action collective, la répression et les autres mesures prises par l'État-major et le gouvernement pour rétablir la discipline leur permettent de mettre progressivement fin aux mutineries. Leur nombre diminue brutalement après le 10 juin et plus encore à la fin du mois quand de très nombreux soldats sont envoyés en per-

mission. Celles qui auront lieu par la suite pendant l'été resteront isolées. La guerre peut continuer, mais le nouveau chef des armées, le général Pétain, se voit contraint d'ajourner les offensives qu'il avait prévues, ce qui, pour les soldats, n'est pas un résultat négligeable !

En revanche, le mouvement gréviste se prolonge pendant l'été et l'automne 1917 à un niveau jamais atteint avant 1914. Des syndicats se créent, les autres se renforcent considérablement. Mais, avec la reprise en main de l'armée, l'ajournement définitif de la conférence de Stockholm, l'intensification de la répression contre les pacifistes, réels ou supposés, et l'arrivée au pouvoir du jusqu'aboutiste déterminé qu'est Clemenceau, la perspective d'une paix à court terme s'éloigne définitivement. Cette réalité contradictoire va contribuer à redessiner les contours et les positions des tendances qui s'affrontent au sein du mouvement ouvrier, et cela avant même que survienne la révolution d'Octobre.

L'émergence d'un « horizon de fin de guerre » (3) »

Déjà la proposition de paix de l'Allemagne, rendue publique en décembre 1916, et l'intervention du président Wilson pour essayer de mettre un terme au conflit avaient semblé ouvrir de nouvelles perspectives et fait renaître l'espoir d'une fin prochaine de la guerre. Il en était de même avec les grèves et manifestations dont l'Allemagne était le théâtre depuis plusieurs mois et celles qui venaient d'éclater en Angleterre. Mais c'est surtout la révolution russe qui va rendre crédible cette éventualité. «*Ah !, comme on parlait de haut aux Russes, comme on les traitait en enfants ! Mais ils ont grandi d'un coup, leur taille dépasse subitement la nôtre. Ah ! C'est maintenant qu'ils nous montrent le chemin à suivre*» (4). Cet extrait d'une lettre d'un syndicaliste mar-

(3) André Loez, 14-18. *Les refus de guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, 2010, p. 113.

(4) Archives de la Préfecture de police de Paris, Correspondance pacifiste (1916-1918).

seillais sous les drapeaux interceptée par le contrôle postal permet de comprendre en quoi la révolution russe modifie radicalement l'état d'esprit de tous ceux qui aspirent à la paix. « *N'hésitons pas, nous avons aujourd'hui la multitude pour nous, et l'heure est arrivée d'agir* » (5), affirme un autre soldat dans une lettre adressée à Marcel Lepetit, l'un des principaux animateurs du Comité de défense syndicaliste (CDS). Car très vite, et contrairement à ce que les journaux, et parmi eux *L'Humanité*, n'ont cessé d'affirmer dans les semaines qui ont suivi la révolution de Février, il devient évident que le peuple russe s'est d'abord révolté pour en finir avec la guerre. La déclaration du Comité exécutif des soviets de Petrograd du 27 mars, malgré ses ambiguïtés, invite ainsi « *tous les peuples qu'on détruit et qu'on ruine dans cette horrible guerre* » à « *agir au profit de la paix* ». La presse publie les prises de position des différents partis qui y sont représentés, en particulier celles des « *maximalistes* », autrement dit des bolcheviks qui demandent « *que le Conseil des délégués des ouvriers et des soldats prenne des mesures pour mettre fin à la guerre sur la base du renoncement aux annexions et aux indemnités* » (6). Elle fait même mention des fraternisations entre combattants russes et allemands et des délibérations des comités de soldats exigeant l'abolition du salut, l'élection des officiers et le respect de leurs droits de citoyen. Ces articles sont lus, commentés dans les cantonnements à l'arrière du front, de même que les tracts, les brochures et les journaux pacifistes qui, en nombre sans cesse grandissant, se plaignent le général Nivelle dans une lettre adressée au ministre de la Défense, parviennent aux armées.

L'annonce de la tenue prochaine à Stockholm d'une conférence à laquelle sont conviés tous les partis socialistes, et leurs diverses tendances, des pays neutres et belligérants semble confirmer que la situation est en train de se débloquer et que, si les peuples, comme cela commence à se produire dans les empires centraux mais aussi en Italie et en Grande-Bretagne, ne laissent plus les gouvernements décider seuls de leurs sorts, les espoirs de paix ne sont plus aussi infondés qu'ils pouvaient

encore le paraître quelques mois auparavant. L'appel à une reprise sans exclusives des « *relations internationales* » a d'abord été une initiative des socialistes néerlandais et scandinaves, qui a très vite été approuvée par les partis ou minorités socialistes opposés au jusqu'aboutisme de la direction de l'Internationale socialiste. Le Belge Camille Huysmans, secrétaire du Bureau de l'Internationale, a donc été contraint de reprendre cette initiative à son compte et d'appeler à cette conférence convoquée à Stockholm pour le début du mois de juin. Les zimmerwaldiens décident d'y participer et de tenir leur propre conférence quelques jours avant. La majorité du parti français, réitérant son refus de rencontrer des représentants du SPD allemand, décide dans un premier temps de ne pas envoyer de délégués à Stockholm. En revanche, la minorité longuetiste fait savoir qu'elle participera à cette conférence qui « *a suscité un immense espoir et un magnifique enthousiasme chez des millions de travailleurs et de socialistes* » (7). Le 15 mai, le soviets de Petrograd appelle solennellement à cette conférence dont il prend en charge la préparation conjointement avec le comité hollando-scandinave. Dès lors, « *Stockholm* » focalise les espoirs de paix et acquiert une « *portée quasi hypnotique* » (8). Les majoritaires doivent se résoudre à répondre positivement à l'appel du soviets de Petrograd et c'est donc à l'unanimité que, le 28 mai, le Comité directeur du parti décide de mandater une délégation à la conférence. Cette prise de position est saluée comme il se doit par plusieurs centaines de militants pacifistes massés à l'extérieur de la salle où les délégués sont réunis.

À cette date, les mutineries se multiplient à l'arrière-front et, à Paris, quelques ouvrières d'une usine de guerre décident de suivre l'exemple de leurs camarades de l'habillement et de se mettre en grève.

(5) Ibid.

(6) *L'Humanité*, 19 mai 1917. Jean Longuet, ????

(7) *L'Humanité*, du 14 mai 1917.

(8) Madeleine Rebérioux, *Le socialisme et la Première Guerre mondiale* in Jacques Droz (dir.), *Histoire générale du socialisme*, tome II, Paris, PUF, 1997, p. 627.



Munitionnettes au travail en 1917.

La première vague de grèves (10 mai-28 mai)

Des arrêts de travail sont signalés dès le 10 mai dans plusieurs branches (sciage, maçonnerie...). Mais c'est avec la grève des ouvrières des maisons de haute couture, les *midinettes*, que le mouvement prend vraiment son essor. Le 13 mai, les modistes de chez Jenny débrayent. Elles revendiquent une augmentation de salaire, une prime de vie chère de 1 franc pour compenser la hausse des prix qui s'est accélérée au début du printemps (+ 13,5 % du premier au deuxième trimestre) et l'instauration de « *la semaine anglaise* » (samedi après-midi chômé sans perte de salaire). C'est un mouvement spontané qui survient dans un secteur où les syndicats sont inexistantes. Ce qui n'empêche pas les *midinettes* d'aller demander le soutien et l'aide du syndicat de l'habillement qui appartient à la minorité de la CGT. Une délégation de grévistes et de responsables syndicaux est reçue par le patron. Elle juge très insuffisantes les quelques concessions que celui-ci se dit disposé à accepter. La grève se poursuit et s'étend le jour suivant. Le 15, les grévistes font le tour des autres maisons de couture encore en activité et entraînent leurs camarades dans la grève. Plus de 1 500 *midinettes* improvisent une manifestation pour se rendre à la Bourse du travail et y tenir une réunion. La grève est reconduite. Le lendemain, nouvelle manifestation que les forces de l'ordre dispersent sans ména-

gement. Un meeting se tient à la Bourse du travail en présence de Jouhaux qui affirme son soutien au mouvement et proteste contre « *les brutalités policières* ». Le ministre de l'Intérieur, Louis Malvy, prend alors les choses en main et convoque une première réunion de conciliation à laquelle participent des déléguées des ouvrières, les dirigeants du syndicat et les représentants des patrons. Cette première entrevue n'ayant donné aucun résultat, la grève se prolonge et continue de s'étendre. Le

18, les couturières défilent de nouveau et se rendent à la Bourse du travail pour tenir « *un meeting monstre* » dans lequel cependant seuls des syndicalistes hommes s'expriment. Dans le même temps a lieu une nouvelle réunion présidée par Malvy. Les représentants des patrons acceptent l'augmentation des salaires et le ministre s'engage à déposer très rapidement devant le Parlement un projet de loi instaurant la semaine anglaise dans la couture. Mais ces propositions ne satisfont qu'en partie les couturières et la grève est reconduite. Malvy, désireux d'éviter l'extension du mouvement à d'autres secteurs, fait pression sur le patronat. Le lendemain, nouvelle séance de négociations à laquelle participe Jouhaux, qui semble partager l'inquiétude du ministre. Les représentants des patrons finissent par céder et acceptent un accord stipulant l'instauration immédiate de la semaine anglaise et l'octroi d'une indemnité de vie chère. Mais les *midinettes* attendent que l'accord soit contresigné par tous les patrons pour reprendre le travail. Le 21, ceux-ci font marche arrière et décident de ne pas accorder la semaine anglaise. La grève est donc reconduite et touche maintenant la confection. Dans la haute couture, un comité de grève se met en place et participe aux négociations qui se poursuivent avec Malvy et Léon Bourgeois, le ministre du Travail. Mis en demeure de respecter la parole donnée, les patrons finissent par céder le 22.

Les *midinettes* reprennent le travail et fêtent leur « *triomphe* ». Mais d'autres

ouvrières de l'habillement, les corsetières, les brodeuses..., se mettent à leur tour en grève. Ces conflits présentent les mêmes caractéristiques et se terminent de la même manière que celui de la haute couture : déclenchement spontané, défilés pour généraliser la grève à tous les établissements d'un secteur, réunions à la

**LES GRÈVES
s'étendent, à Paris**

**Corsetières, caoutchoutières,
plumassières, employés
de banque.**

La Bourse du travail était transformée, hier, en une fourmilière gracieuse et bouillonnante. Successivement et simultanément arrivèrent des cortèges, les corsetières portant un parapluie-fanion auquel étaient fixés le cahier des revendications et... une jarretelle, les caoutchoutières agitant un drapeau cravaté de caoutchouc, les confectieuses militaires portant au bout d'un long bâton une minuscule veste bleu horizon et une non moins minuscule culotte kaki.

Les nouvelles corporations en grève constituèrent des comités de grève qui précisèrent les revendications.

Le comité général de l'Union des syndicats a constitué un comité de concours aux grèves composé de secrétaires de syndicats n'appartenant pas aux professions en grève. Ce comité concourra à l'organisation syndicale des ouvrières.

Les modistes

Le comité de grève qui devait se rencontrer jeudi, à cinq heures, avec M. Daniel, président de la Chambre patronale de la mode, dans le cabinet de M. Malvy, ministre de l'Intérieur, n'a pu, par suite d'un malentendu, répondre à la convocation. La conférence a été remise à hier après-midi.

M. Daniel avait convoqué à cet effet, en dehors de ses collègues, les représentants de la mode en gros, syndiqués ou non syndiqués, dans l'espoir d'arriver à un résultat et de signer un contrat de conciliation, bien qu'il soit difficile, disent les patrons que nous avons interrogés, de fixer des prix uniformes à cause de la diversité des aptitudes professionnelles.

Plumassières et brodeuses

Les maisons David, Péliissier, Weil et Bonhomme ont suspendu le travail, hier matin. Le nombre des grévistes est de 600.

Trois cents brodeuses se sont également réunies, et ont constitué un comité de grève.

Les caoutchoutières

Trente maisons ont déjà suspendu le travail. Le nombre des grévistes est de près de 3.000.

Une du *Petit Journal* en mai 17 : « les grèves s'étendent à Paris. »

Bourse du travail, aide et soutien des syndicats, intervention des pouvoirs publics, pression sur le patronat, issue le plus souvent victorieuse, poursuite de la grève dans les sociétés qui rechignent à appliquer les accords. Autre fait notable : la quasi-absence de références à la « *symbolique révolutionnaire* » (9) et de slogans pacifistes dans les manifestations et les meetings. Ce qui ne veut pas dire que la question de la guerre ne soit pas débattue par les grévistes, comme en témoigne, le 25 mai, la présence de certaines de leurs déléguées à la réunion de la commission du CRR (10) qui décide la diffusion d'un tract de soutien intitulé « *Aux grévistes, aux femmes !* ».

Ce jour-là, on comptabilise plus de 20 000 grévistes, encore très majoritairement des femmes. Mais, dans certains secteurs, comme les établissements de crédit ou la restauration, la grève est suivie par tout le personnel. Les jours suivants, les débrayages se multiplient, à tel point que l'Union des syndicats de la Seine met sur pied une commission de grève. Les 28 et 29, c'est au tour des « *manutentionnettes* » des usines de guerre de se joindre au mouvement. Avec elles, les grèves vont prendre une autre dimension. Les drapeaux rouges apparaissent en nombre et la lassitude de la guerre s'exprime pleinement dans les cortèges et les meetings. Cela au moment même où les mutineries se multiplient à l'arrière-front.

Le surgissement inattendu des mutineries

Au printemps 1917, les deux tiers des divisions sont touchés à des degrés divers par des « *actes d'indiscipline collective* » qui surviennent après l'échec de la sanglante « *offensive de printemps* » programmée par le généralissime Nivelle en Champagne. Lancée le 16 avril, elle ne donne aucun résultat tangible et les

(9) Jean-Louis Robert, *Les Ouvriers, la patrie et la révolution*. Paris 1914-1919, Paris, Les Belles Lettres, 1995, p. 131.

(10) Julien Chuzeville, *Militants contre la guerre 1914-1918*, Paris, Spartacus, 2014, p. 85.

pertes sont telles, plus de 35 000 morts la première semaine, que l'état-major se voit contraint d'y mettre fin dès le 25. La déception est à la mesure des espérances que l'annonce de cette offensive avait fait naître quelques semaines après le repli stratégique opéré par l'armée allemande pour raccourcir ses lignes de communication. Elle devait être, aux dires de Nivelles, l'assaut décisif, celui qui allait enfin permettre la « percée » tant attendue et donc la victoire et la paix. Mais cette déception et la colère qui en résulte peuvent-elles expliquer à elles seules le déclenchement des mutineries, comme l'affirme l'historien Guy Pedroncini dans le livre pionnier qu'il leur a consacré en 1967 et dont les conclusions ont été reprises dans l'historiographie de la Grande Guerre et la quasi-totalité des manuels scolaires ?



Une des rares photos montrant un soldat mutin fusillé pour l'exemple en 1917.

Pour lui, ces mutineries sont une « réaction aveugle (...) contre les massacres des attaques inutiles » (11) dus à des chefs incompetents. Il s'agirait donc d'une sorte de grève des tranchées témoignant non d'un refus de continuer à se battre et d'une aspiration à la paix mais uniquement de l'exigence des combattants d'en finir avec ces désastreuses et meurtrières offensives, mal préparées et mal conduites, et d'obtenir de meilleurs chefs. La nomination de Pétain comme généralissime, son renoncement aux offensives, l'octroi massif de permissions et les mesures prises pour améliorer l'ordinaire des soldats auraient

permis, autant sinon plus que la répression, le retour au calme et l'extinction progressive des mutineries.

Ce n'est que récemment que d'autres historiens, en particulier André Loez, ont remis en cause cette interprétation en démontrant d'abord que les mutineries ne devaient pas être considérées comme un événement sans précédent et spécifique à une période donnée mais qu'il fallait au contraire les replacer à l'extrémité d'un « large continuum d'indiscipline » (12) qui allait de la mutilation volontaire ou de la prolongation illégale des permissions au refus de lancer l'assaut en passant par la fraternisation, la trêve tacite entre combattants ou la désertion, sans parler de l'attente de la « bonne blessure », celle qui éloigne du front sans laisser de séquelles irrémédiables. Les 500 « fusillés pour l'exemple » pendant les trois premières années du conflit témoignent d'ailleurs de la volonté du haut commandement d'éradiquer ces tentatives d'échapper, même momentanément, au massacre. André Loez rappelle aussi que la nomination de Pétain est survenue le 15 mai et, qu'à cette date, les mutineries n'ont encore touché qu'un nombre limité d'uni-

tés. Ce n'est qu'ensuite que le mouvement s'élargit et qu'il s'amplifie brusquement après le 25. Il est donc impossible de faire de cette nomination le point de départ de la décade des mutineries. On peut au contraire affirmer qu'elle joue un rôle non négligeable dans leur généralisation. Pour beaucoup de combattants, le brusque remplacement de Nivelles témoigne du désarroi des sphères dirigeantes après l'échec de l'offensive en Champagne. Des rumeurs font état de l'exécution des

(11) Guy Pedroncini, *Les Mutineries de 1917*, Paris, PUF, 1967, pp. 312-313.

(12) André Loez, op. cit., p. 22.

généraux responsables de cette boucherie, ou du moins de leur passage en conseil de guerre. Au même moment, les soldats apprennent par la presse ou par les lettres de leurs proches qu'à l'arrière les grèves se multiplient, et pas seulement à Paris. Ceux qui reviennent de permission leur font part des manifestations qui ont eu lieu dans la capitale, des meetings auxquels ils ont pu assister. Certains font circuler les tracts et les brochures émanant du CRRJ, du CDS. Le haut commandement s'en inquiète et dénonce un « com-

pour ses délégués. Surtout, la nouvelle des premières mutineries, très souvent amplifiée et déformée, se répand rapidement. Dans ces conditions, de nombreux soldats en viennent à la conclusion que le moment est venu de participer à ce qui est perçu comme le début d'une révolution qui pourra imposer la paix, et donc de se révolter, surtout quand ils apprennent, ou croient savoir, que leur unité va devoir remonter au front en vue d'une prochaine attaque. De fait, les mutineries se multiplient après le 28 mai alors qu'à Paris la même volonté d'en finir s'exprime dans les grèves qui surviennent dans les usines de guerre.

Comité pour la Reprise des Relations Internationales
SIEGE: 25, RUE DE LA GRANDE-AUX-BELLES

Aux Grévistes, Aux Femmes !

CAMARADES

Le prolétariat féminin, le plus exploité de tous les prolétariats sortant enfin de sa torpeur, a entrepris une campagne énergique pour être relevé les salaires de la femme qui sont les plus bas depuis toujours.

Couturières, coiffeuses, modistes, boulangères, caennaises, employées viennent tout à leur réclamer leur droit à la vie et proclamant à la face du Pays cette vérité commune : que la guerre a augmenté de telle sorte le coût de la vie qu'on ne peut plus vivre en travaillant à sa fin à l'heure actuelle quand on gagne à 4 francs par jour.

Homme à ses vaillances qui ont les premières fois l'ascendant de la juste révolte. Le travail doit servir ceux qui produisent et il est honteux que des civils puissent s'enrichir à nos vies sans que les travailleurs travaillent chaque jour à l'entretien de la vie de leurs frères pour arriver simplement à ne pas mourir de faim d'un seul coup.

Mais à vous, travailleuses de l'agriculture, qui avez connu le mouvement L'État est descendu, il ne faut pas qu'il s'arrête avant que le monde entier du travail féminin ait obtenu satisfaction.

L'exemple des camarades est là pour prouver qu'il existe d'autres valeurs de la femme pour donner les paroles à mettre les pouvoirs et à se révolter les uns.

Sur les cas, exemples, travailleuses de toutes les corporations, tous ceux qui la vie est doublément dure parce que sur votre compte existe vous avez toujours à prélever quelques deniers pour le propriétaire ou le patron. Faites grève ! Montrez à vos chefs, encore au travail, le tort qu'ils se font à elles-mêmes et qu'elles vous consacrent à vous si elles continuent à travailler au lieu de se joindre au mouvement !

Faites grève et fréquentez solidement les réunions où des militants plus expérimentés vous aideront de leurs conseils, vous prendront l'habitude de conclure un mouvement et de revendications et vous pourrez venir en aide à d'autres travailleuses.

Faites grève avec énergie, avec suite, la victoire est certaine.

Et vous, femmes et hommes qui continuez le travail, aidez nos sœurs de vos gros sous ! organisez des collectes, des vêtements de solidarité, aidez de toutes vos forces les grévistes dans la lutte pour la justice. La vraie bataille pour l'émancipation, la vraie guerre du Droit, ce sont vos grèves qui la gagnent !

On vous dit que les soldats se font coces pour défendre « la chair des pouilles » ? C'est désolable. Mais ce qui est insupportable c'est que ces femmes luttent pour le droit le plus primordial des humains : le droit de manger à sa faim, le droit de vivre, sans lequel les autres sont lettre morte !

Faites Grève ! Soutenez la Grève !
Et tenez bon ! On les aura !

Le Comité pour la Reprise des Relations Internationales
Imp. spéciale du Comité

Tract du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRJ) en mai 1917.

plot pacifiste » que ces groupes seraient bien en peine de concevoir et encore moins d'organiser ! Ce qui ne veut évidemment pas dire que leur propagande n'a joué aucun rôle dans le déclenchement des mutineries. Des permissionnaires, en relatant les incidents qui ont émaillé les manifestations parisiennes, évoquent des émeutes réprimées dans le sang. Les combattants prennent alors connaissance de la décision du Parti socialiste d'assister à la conférence de Stockholm et de demander au gouvernement l'octroi de passeports

Le point culminant de la crise du printemps 1917

S'ouvre alors une période d'une dizaine de jours pendant laquelle cette simultanéité inquiète au plus haut point les autorités civiles et militaires. Il est impossible de recenser avec précision le nombre exact de ces mutineries et encore moins celui des mutins (13). On estime que plus des deux tiers des divisions engagées sur le front ont connu, pour reprendre la terminologie militaire, des actes de « désobéissance collective » dont l'ampleur varie considérablement d'un régiment à l'autre. Certains ne sont le fait que d'une poignée de soldats et se terminent rapidement ; d'autres au contraire peuvent durer plusieurs jours et mobilisent plusieurs centaines voire plusieurs milliers de combattants. Ils se produisent presque toujours dans les cantonnements de l'arrière-front.

Ces mutineries sont totalement improvisées, les soldats révoltés ne disposant d'aucune de ces « ressources institutionnelles ou organisationnelles » (14) sur lesquelles peuvent s'appuyer les grévistes dans une usine. Certains parviennent mal-

(13) André Loez estime que leur nombre, de 111 à 163 selon les auteurs, est sans aucun doute sous-estimé. Il mentionne ainsi des mutineries, évoquées dans des lettres de soldats ou dans des documents de l'armée allemande, dont on ne retrouve aucune trace dans les archives de l'armée (voir op.cit. pp. 196-201).

(14) Ibid., p. 27.

gré tout à s'organiser et, parfois, à tenir de véritables meetings et à défiler derrière un drapeau rouge improvisé en criant des slogans pacifistes. Ils établissent leurs revendications, qui vont de l'octroi des permissions promises à l'établissement d'une paix immédiate, désignent les délégués chargés de les présenter aux officiers, qui ne sont que rarement l'objet de violence, élisent des comités et tentent de prendre contact avec d'autres unités. Les mutineries les mieux organisées se donnent souvent pour objectif de marcher sur Paris pour « sommer » le Parlement de faire la paix et exiger du gouvernement qu'il délivre des passeports aux délégués à la conférence de Stockholm. Parmi elles, celle de deux régiments de la 5^e Division d'infanterie qui parviennent à se concerter et à programmer pour le 30 mai un départ vers Paris en train. Mais l'état-major de leur division prend connaissance de leur projet et des gendarmes encerclent les mutins en rase campagne près de Soissons. Les officiers leur font croire que des camions sont mis à leur disposition pour gagner la capitale. Ils sont bien évidemment emmenés quelques kilomètres plus loin pour être désarmés et dispersés tandis que les supposés « meneurs » sont arrêtés.

Ce même 30 mai, la grève des ouvrières des usines de guerre s'étend dans la banlieue parisienne. Des milliers d'entre elles défilent le matin d'Issy à Boulogne-Billancourt derrière un drapeau rouge et crient « Vive la paix ! ». L'après-midi, la manifestation traverse Paris et atteint les grands boulevards. Des militants du CDS y participent et entonnent des chants révolutionnaires. « À bas la guerre !, Vive la grève !, Rendez-nous nos poilus ! », peut-on lire sur les nombreuses pancartes brandies par les « *manutentionnettes* » rejointes par les cartonnières. Un meeting se tient dans la soirée à la Bourse du travail pendant lequel retentissent les mêmes slogans. La région parisienne n'est plus la seule à être touchée par cette vague de grèves. En Seine-Inférieure, un premier conflit dans le textile a démarré dès le 10 mai, et, après onze jours de grève, s'est soldé par la satisfaction de la plupart des revendications des ouvrières. Dans la confection rouennaise, des débrayages surviennent à la fin mai. Le 30, on compte

1 500 grévistes, qui manifestent dans le centre-ville. À Marseille, les couturières ont repris le travail après avoir obtenu les mêmes avantages qu'à Paris, mais d'autres corporations, comme les corsetières ou les postiers auxiliaires, prennent le relais.

Le gouvernement est parfaitement conscient de la gravité de la situation. Le gouverneur militaire de Paris, à la demande du président du conseil Painlevé, dispose des troupes au nord et à l'est de la ville pour en interdire l'accès aux mutins, mais aussi pour parer à une éventuelle insurrection. La surveillance des gares est renforcée. Le lendemain, lors d'un Comité de guerre convoqué en catastrophe, Pétain parvient à convaincre les membres du cabinet de refuser de délivrer les passeports pour Stockholm. Le 2 juin, de nouvelles mesures sont prises pour faire face à une situation jugée critique : surveillance et répression des organisations pacifistes, expulsion des ressortissants des pays neutres considérés comme suspects, poursuites contre les imprimeurs des affichettes pacifistes, consignes données à la presse (ne pas critiquer le haut commandement, ne pas évoquer les mutineries...), réaffirmation de la nécessité de la guerre jusqu'à la victoire...

Ces dispositions n'empêchent pas les mutineries de se multiplier dans les premiers jours de juin. De nouvelles tentatives de marches sur Paris ont lieu mais elles échouent comme les précédentes. À Paris, les repasseuses, les plumassières, les ouvrières des chocolateries, mais aussi les télégraphistes, les souffleurs de verre... mettent fin à leur grève après avoir obtenu satisfaction. De nouvelles conventions collectives sont signées. En revanche, dans d'autres secteurs, comme celui des équipements militaires, le mouvement ne fait que démarrer. Les minoritaires de la CGT, surtout ceux du bâtiment, s'efforcent d'intervenir dans ces grèves qui, bien que touchant un grand nombre de professions, « *restent corporatives dans leur déroulement et leur conclusion* » (15), pour qu'elles s'unifient et se donnent pour objectif l'exigence de la « *paix immédiate sans conquêtes ni indemnités* ». Doivent-ils

(15) Jean-Louis Robert, op. cit., p. 150.



Les mutins du 17^e régiment devant le théâtre de Béziers en juin 1917.

pour autant appeler à la grève générale ? Car ces militants du bâtiment, qui ont toujours été le fer de lance du syndicalisme révolutionnaire parisien, savent qu'une telle initiative ne peut évidemment pas être prise par l'Union des syndicats de la Seine ni même par les minoritaires du syndicat des métaux qui entendent surtout profiter des succès revendicatifs dans leur secteur pour consolider leur organisation. Mais ils sont aussi obligés de constater que leurs syndicats ne jouent qu'un rôle marginal dans cette vague de grèves d'une ampleur sans précédent. Leurs conseils syndicaux, réunis le 4 juin, renoncent finalement à lancer un mot d'ordre de grève générale de solidarité, reconnaissant de ce fait leur impuissance à « *assumer cette fonction hégémonique pendant un mouvement dont la diversité est trop grande dans le temps, dans l'espace parisien et dont les motivations ainsi que son origine première féminine situent dans une culture autre* » (16). Il peut paraître surprenant que les mutineries ne soient jamais évoquées dans cette réunion alors qu'elles pourraient constituer un argument sans doute décisif en faveur d'un appel à la grève générale. Car, s'il est vrai que la censure et le contrôle postal s'efforcent d'empêcher l'arrière d'en prendre connaissance, des informations et des rumeurs à leur sujet n'en circulent pas moins dès la fin mai à Paris dont les gares sont, par ailleurs, le théâtre d'incidents provoqués par des soldats criant leur refus de continuer la guerre. Les militants pacifistes

révolutionnaires ont donc pour le moins entendu parler de ces mutineries, mais, faute d'avoir établi des liaisons directes avec le front, ils vont « *mettre du temps à percevoir (...) leur importance réelle* » (17) et, plus encore, leur dimension politique. Il est vrai qu'ils n'ont jamais envisagé que de telles révoltes puissent survenir dans l'armée française.

Leurs camarades mobilisés ne leur ont-ils pas toujours affirmé que si les soldats désiraient ardemment la paix, ils n'en continueraient pas moins à se battre faute de pouvoir faire autrement et que ce n'est qu'après la fin du conflit qu'ils régleraient leur compte avec les « *fauteurs de guerre* » ? D'autre part, les anarcho-syndicalistes qui animent le CDS ne cachent pas leur méfiance, voire leur hostilité de principe, envers toute initiative émanant des rangs du Parti socialiste, même quand elle se donne pour but d'imposer la paix aux gouvernements des pays belligérants. Il leur est donc difficile de prendre conscience de l'immense espoir que l'annonce de la tenue de la conférence de Stockholm a suscité aussi bien au front qu'à l'arrière. Sans doute ces militants perçoivent-ils beaucoup moins nettement cet « *horizon de paix* » qui semble poindre en ce printemps 1917 que beaucoup de poilus !

Cette « *grève généralisée* » (18) ne débouche donc pas sur la grève générale pendant ces quelques jours, entre le 28 mai et le 6 juin, pendant lesquels le mouvement prend une autre dimension avec son extension aux usines de guerre et que s'exprime dans les manifestations un pacifisme jusque-là très diffus. Aucune

(16) Ibid.

(17) Julien Chuzeville, Militants contre la guerre, op.cit., p. 85. Péricat écrira après la guerre que « *ce sont les violents débats qui eurent lieu au Sénat, fin juillet 1917, qui nous firent connaître l'importance des révoltes militaires sur le front français* ».

(18) Jean-Louis Robert, op. cit., p. 150.

organisation ni aucun groupe n'avance cette perspective. Rien n'est tenté pour faire converger les grèves et les mutineries dans un vaste mouvement en faveur de la paix immédiate que des militants comme Péricat appellent pourtant de leurs vœux pour « *faire peur au gouvernement et par conséquent amener à la fin de la guerre* » (19). Dès lors le reflux est inévitable.

La fin progressive des mutineries et la décreue des grèves

Le nombre des mutineries, après avoir atteint un pic le 2 juin, décroît par à-coups jusqu'au 8. Le reflux se confirme pendant la deuxième quinzaine de juin. Plusieurs raisons à cela. Les rumeurs décrivant Paris en proie à l'insurrection s'avèrent infondées, et la perspective d'une paix imposée par les grèves et les manifestations de l'arrière n'est plus à l'ordre du jour. De même, le refus d'accorder des passeports pour Stockholm et l'annonce du report de la conférence de l'Internationale, prévue fin juin, semblent confirmer que « *l'horizon d'une fin de guerre* » immédiate s'éloigne définitivement. La répression s'intensifie. Les garanties juridiques accordées en 1916 aux soldats passant en conseil de guerre sont levées, en particulier le recours en révision. Les condamnations à mort se multiplient ; plus de 500 seront prononcées. Les premières exécutions ont lieu dès le 10 juin. Les mesures prises par le haut commandement pour mettre fin aux mutineries (surveillance accrue, infiltration de mouchards dans les unités, contrôle postal renforcé...) se révèlent efficaces et les unités révoltées sont très vite encerclées et ne peuvent donc pas se concerter. Et puis, surtout, de très nombreuses permissions sont accordées une fois « *l'ordre et la discipline* » rétablis et les « meneurs » arrêtés. Ce qui va avoir comme conséquence d'obliger Pétain à annuler les offensives qu'il avait prévues. Contrairement à ce qui est habituellement affirmé dans les livres consacrés à la Grande Guerre, le nouveau généralissime n'avait nullement annoncé, dans sa Directive du 19 mai, son intention de renoncer à attaquer. Il ne mentionnait que l'arrêt des offensives d'ampleur du type de celle qu'avait déclenchée son prédécesseur. En revanche, des « *opérations à objectifs limités* » devaient être lancées «

sur différents secteurs » pour « user » l'ennemi. Comme le dit André Loez, « *c'est la généralisation de la désobéissance qui a rendu inenvisageable le maintien des offensives, non la clairvoyance ou la prévenance des chefs* » (20).

Le 15 juin, le fonctionnement « normal » des conseils de guerre est rétabli. De nombreuses condamnations à mort sont alors commuées en peines d'emprisonnement ou de travaux forcés. Mais une cinquantaine de condamnés sont exécutés. Deux mille sont envoyés dans les bataillons disciplinaires en Afrique. Beaucoup d'autres voient leurs peines « suspendues » pour la durée du conflit, car il n'est pas question de « récompenser » leur acte d'indiscipline en les éloignant du front !

Fin juin, la hiérarchie militaire semble avoir repris les choses en main même si quelques mutineries se produiront encore pendant l'été. Mais cela ne signifie pas que les soldats renoncent à exprimer leur lassitude de la guerre. D'abord en multipliant les actes d'indiscipline individuels et surtout en provoquant, dans les gares et les trains transportant des permissionnaires, des « désordres », slogans et graffitis contre la guerre, détérioration du matériel, refus de saluer les officiers... qui tournent parfois à l'émeute et qui, réunissant des soldats de plusieurs régiments, exposent moins leurs auteurs à la répression que les révoltes à proximité du front. Ces incidents n'épargnent pas les gares de l'arrière, à Paris d'abord, puis dans beaucoup d'autres villes.

Le mouvement gréviste amorce lui aussi une décreue au début du mois de juin. Le 15, on ne compte plus que 3 500 grévistes contre près de 65 000 le 30 mai. Les ouvrières des usines de guerre ont pris le relais des midinettes, entraînant avec elles dans l'action leurs camarades masculins. Il en est de même dans les industries de la chaussure et dans la restauration. Des grèves surviennent aussi dans les établissements dont les patrons rechignent à appliquer les nouvelles conventions collectives ou la loi du 12 juin instituant

(19) Intervention de Péricat à une réunion du syndicat des menuisiers, le 3 juin 1917, AN F 17 13653.

(20) André Loez, op.cit., p. 543.

la semaine anglaise dans la couture. Les forces de l'ordre parviennent très souvent à empêcher les grévistes de manifester et procèdent à de nombreuses arrestations, ce qui suscite les protestations des dirigeants de la CGT. Ces derniers n'en continuent pas moins d'intervenir auprès du patronat, de concert avec Malvy et Léon Bourgeois, pour parvenir à des accords là où la grève a démarré et à éviter que des débrayages aient lieu dans des secteurs importants comme les transports.

Si le mouvement gréviste marque le pas à Paris, il n'en est pas de même en province. Pour la seule journée du 6 juin, *L'Humanité* recense des arrêts de travail dans plus d'une dizaine de villes, dont Albi, Grenoble et Avignon. Elle se réjouit de l'issue victorieuse de celle des employés des transports de Lyon où les modistes sont toujours en lutte ; mais l'organe du PS se garde bien de signaler les slogans pacifistes entendus lors de la manifestation de ces dernières ! À Angers aussi les femmes grévistes défilent en reprenant des slogans « *nettement pacifistes* » (21). Il en est de même à Toulouse. En Seine-Inférieure, c'est « *une immense vague de grèves* » qui déferle au mois de juin. Le 6, on y comptabilise 25 000 grévistes, principalement dans l'habillement et l'industrie textile (22), qui, là comme ailleurs, reprennent le travail après avoir obtenu le plus souvent satisfaction, au moins partiellement.

Ces grèves provinciales ont encore été peu étudiées et même souvent ignorées. Elles seules pourtant permettent de mesurer la force d'un mouvement dont l'ampleur dépasse celle des luttes sociales des années 1906 et 1910, les plus hautes de l'avant-guerre.

La fin de l'année 1917

Pendant l'été, les grèves deviennent nettement moins nombreuses et concernent essentiellement des secteurs où la main-d'œuvre masculine prédomine, comme l'ébénisterie ou le bâtiment. Contrairement à ce qui s'est passé au printemps, ce sont généralement les syndicats qui en sont à l'origine. Elles se concluent encore assez souvent par des accords, signés sous la pression des pouvoirs publics, donnant satisfaction aux grévistes

sur la plupart de leurs revendications. Mais, dans le même temps, le gouvernement, accusé de laxisme par Clemenceau, fait plus volontiers usage de la force qu'au printemps pour disperser les manifestations et il intensifie la répression contre les militants qui diffusent la « *propagande défaitiste* » qui, selon les autorités, serait à l'origine du déclenchement des mutineries. La parution clandestine d'un numéro du *Libertaire* est suivie d'une vague d'arrestations dans les milieux anarchiste et anarcho-syndicaliste. Plusieurs militants syndicalistes sont condamnés en octobre à des peines de prison sans sursis. D'autres, mobilisés mais affectés dans les usines de guerre, sont renvoyés au front. La répression gouvernementale s'abat aussi sur les instituteurs et plus encore sur les institutrices de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs (FNSI), fer de lance de la minorité de la CGT. Marie et François Mayoux sont ainsi poursuivis pour avoir publié sans autorisation un manifeste contre la guerre. Ils sont condamnés en décembre à deux ans de prison qu'ils effectueront les années suivantes. Ils sont dans le même temps révoqués de l'instruction publique. Il en est de même pour Hélène Brion, la secrétaire de la FNSI, arrêtée le 17 novembre et condamnée en avril 1918 à trois ans de prison avec sursis.

Ce recours accru à la répression n'est pas de nature à convaincre Clemenceau et ses partisans de cesser leurs attaques contre le gouvernement, et en particulier contre Malvy, le ministre de l'Intérieur. Celui-ci, soutenu par les socialistes, s'efforce de se justifier en rappelant, à juste titre au demeurant, le rôle décisif qu'il a joué dans l'endiguement de la vague de grèves du printemps. En vain : il est contraint de se démettre de ses fonctions le 31 août et sera condamné quelques mois plus tard par la Haute Cour à cinq ans de

(21) Lettre de Louis Bouët au trésorier du CRRJ, du 11 juin 1917, Institut français d'histoire sociale, Fonds Bouët, 14 AS 436.

(22) Gilles Pachevant, « *Grèves en Seine-Inférieure pendant la Première Guerre mondiale, juin 1917 : une immense vague de grèves* », in *Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, pp. 175-180.

bannissement. Quelques jours après, le gouvernement Ribot démissionne. Le nouveau ministère, présidé par Painlevé, ne comporte plus de ministres socialistes.



Georges Clemenceau à la tête d'un cabinet de guerre.

Mais la crise politique ne se termine qu'en novembre avec l'arrivée de Clemenceau au pouvoir. La plupart des députés socialistes votent contre son investiture et se retrouvent dans l'opposition. Mais ils n'en continuent pas moins à voter les crédits de guerre. Cependant, la majorité du Parti socialiste est contrainte de prendre ses distances avec une Union sacrée que seule son aile la plus droitiste continue à défendre contre vents et marées. Commence ainsi à apparaître un « centre » tendant à se rapprocher des longuetistes dont l'audience ne cesse de croître et qu'une partie de la minorité zimmerwaldienne envisage de rejoindre. « *Zimmerwald traverse, au moins en France, une crise grave* » (23), s'inquiète fin juillet Fernand Loriot, son principal animateur, crise qui limite considérablement sa progression dans le parti. De fait, en octobre, une partie des délégués zimmerwaldiens au congrès national de la SFIO, se rallie à la motion, qui, pourtant, ne s'oppose pas au vote des crédits de guerre, présentée par les longuetistes.

Dans la CGT, la minorité est encore plus mal en point. D'abord, les liens entre le CRRI et le CDS se distendent progressivement. Et puis, surtout, les grèves du printemps et de l'été, le plus souvent victorieuses, ont considérablement renforcé la centrale ouvrière. Des syndicats sont créés dans des secteurs qui, comme la confection, en étaient presque complètement dépourvus. Les autres, en particulier ceux de la métallurgie, voient affluer les adhésions. Cette progression se poursuit en automne à la faveur d'une reprise du mouvement gréviste, à un niveau moindre cependant qu'en mai-juin. Les ouvriers mobilisés dans les usines de guerre, leurs syndicats jouent un rôle prépondérant dans ces grèves souvent de courte durée et dont le taux de réussite demeure très élevé. À la fin de l'année, la CGT compte plus de 250 000 adhérents, contre 48 000 deux ans auparavant et 350 000 à la veille de la guerre.

Ce renouveau, les succès obtenus dans de nombreux secteurs à la suite de l'intervention de représentants de l'État et les perspectives nouvelles qui semblent ainsi s'ouvrir à l'action syndicale sont à l'origine du rapprochement qui s'esquisse à la fin de l'année entre la majorité confédérale et les dirigeants de la Fédération des métaux. Pourtant, Merrheim et ses camarades demeurent les pacifistes qu'ils



Fernand Loriot, porte-parole des « zimmerwaldien » dans le Parti socialiste. Militant à la Fédération des instituteurs CGT, il prend la tête du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRI) en août 1917.

ont toujours été et n'ont pas renoncé à critiquer, parfois violemment, « *les fautes graves* » commises par Jouhaux depuis le début des hostilités. Mais ils se retrouvent aux côtés de la direction confédérale pour combattre la politique jusqu'au-boutiste

(23) Lettre à Louis Bouët du 31 juillet 1917, IFHS, 14 AS 436.

de Clemenceau et dénoncer l'intensification de la répression qui en est le corollaire. Ils continuent d'autre part à solliciter les ministres, ou d'autres représentants de l'État, pour leur demander de contraindre le patronat à accepter les revendications ouvrières et en viennent à revendiquer, comme leurs camarades majoritaires, la nationalisation ou la réquisition des usines de guerre et le contrôle par l'État de la distribution des produits de première nécessité. Il est donc primordial à leurs yeux que la CGT, pour espérer atteindre ces objectifs, continue de se renforcer et que, par conséquent, son unité et sa cohésion soient préservées. De leur côté, Jouhaux et ses amis se réfèrent plus volontiers à la lutte des classes depuis le printemps et de moins en moins à l'Union sacrée. Au comité confédéral du 2 août, ils finissent par accepter la participation de la CGT à la conférence de Stockholm sous la pression des délégués partisans de Zimmerwald et des deux représentants, mencheviks, du soviet de Petrograd. Ils reprennent à leur compte l'exigence que les gouvernements alliés définissent leurs « buts de guerre ».



François Mayoux en 1920. Avec son épouse Marie, il fait partie de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs (FNSI), fer de lance de la minorité de la CGT.

Ce changement d'attitude et l'évolution de Merrheim vers ce qu'on a appelé « *le réformisme de guerre* » vont permettre, à la fin de la conférence nationale de la GCT de la fin décembre 1917, le vote unanime

de la résolution finale rédigée par les représentants des deux tendances au terme de trois jours de débats. Cette résolution ne fait pas allusion à Zimmerwald mais se prononce pour une paix sans annexions ni indemnités en se référant aussi bien à la révolution russe qu'au plan de paix de Wilson. Elle évite d'évoquer l'attitude de Jouhaux en août 1914 et son ralliement à l'Union sacrée, mais fait miroiter les réformes qu'un syndicalisme renforcé et responsable pourra obtenir une fois la paix obtenue. Seuls s'abstiennent les deux délégués de la FNSI, Loriot et François Mayoux, refusant ainsi d'entériner l'accord conclu entre Jouhaux et Merrheim.



Alphonse Adolphe Merrheim, dirigeant de la Fédération des Métaux CGT, a participé à Zimmerwald en 1915.

Ce dernier, dans une de ses interventions, s'est félicité, comme beaucoup de délégués, de la nouvelle révolution qui vient de se dérouler en Russie. La prise de pouvoir par les bolcheviks et l'appel du nouveau gouvernement des commissaires du peuple pour l'instauration immédiate d'un armistice et l'ouverture de pourparlers en vue d'une « *paix démocratique et sans annexion* » ont été accueillis avec enthousiasme par les pacifistes de toutes tendances. D'autant plus que la conférence de Stockholm, après plusieurs ajournements suivis de tentatives de relance, n'a finalement pas pu avoir lieu, les délégués français et anglais se voyant toujours refuser leurs passeports pour la Suède. Même *L'Humanité*, qui, dans un premier temps, a dénoncé le « *coup de force* » des bolcheviks et espéré ouvertement leur défaite, est obligée de convenir, fin novembre, que « *la prise de pouvoir par les maximalistes* » traduit « *le désir de paix du peuple russe* » (24).

En France, celui-ci, qui s'est si intensément exprimé au printemps, n'a pas

(24) *L'Humanité*, 30 novembre 1917.

disparu en cette fin d'année 1917, bien au contraire. Certes, la répression, l'arrêt forcé des offensives, l'octroi massif de permissions et le retour à la vie civile des « *vieilles classes* » ont permis de mettre fin aux mutineries. Et « *l'horizon de paix* » qui avait contribué à leur déclenchement s'est estompé depuis l'échec de la conférence de Stockholm et l'avènement du gouvernement Clemenceau. Mais les grèves, elles, n'ont jamais cessé. Elles concernent surtout les usines de guerre, où les délégués d'atelier jouent un rôle de plus en plus important, et sont l'occasion pour les grévistes d'exprimer leur « *volonté formidable de paix, de la paix rapide, immédiate* » (25). Fin novembre, une grève générale paralyse les usines métallurgiques de la Loire à la suite du rappel dans son régiment de Clovis Andrieux, syndicaliste révolution-

naire de la région parisienne, qui a joué un rôle important dans la renaissance du syndicalisme dans ce département où il a été affecté et qui multiplie les réunions dans les usines en faveur de la paix et en soutien à la révolution russe. Clemenceau prend très au sérieux ce conflit qui touche une région essentielle pour la production de guerre. Après deux semaines de grève, Clovis Andrieu est réintégré dans son usine.

L'aspiration à la paix sera de nouveau à l'origine des grèves massives qui, à Paris comme en province, se déclencheront en mai 1918 dans les usines de guerre.

Loïc Le Bars

(25) Jean-Louis Robert, op. cit., p. 187.



Clovis Andrieu, dirigeant syndicaliste révolutionnaire à Firminy (2^e rang, 2^e en partant de la droite).

La danse de Lénine

Enquête inachevée sur un mythe historique

par Jean-Guillaume Lanuque

Dans un recueil posthume de Daniel Bensaïd, *Octobre 17, la révolution trahie*, sorti cet été à l'occasion du centenaire de 1917, et qui reprend divers textes portant sur la révolution russe et son devenir, on trouve la reprise, en 1997, d'un épisode pour le moins singulier des premiers mois du pouvoir bolchevique : « *Si Lénine, dit-on, a dansé dans la neige au 73^e jour de la prise du pouvoir, c'est qu'il n'espérait pas, initialement, tenir plus longtemps que la Commune* » (1). Le plus surprenant, c'est que l'épisode en question a été régulièrement cité et déformé : c'est cette présence persistante que nous allons chercher à interroger dans ce bref article, la difficulté de plonger dans la totalité des sources pouvant être sollicitées limitant pour l'heure nos conclusions.

Canaux de diffusion

La consultation de la plupart des biographies sur Lénine, des plus anciennes (David Shub, Gérard Walter) aux plus récentes (Jean-Jacques Marie, Robert Service), ne permet pas de retrouver cet épisode. Il en est d'ailleurs de même pour les ouvrages plus généralistes et plus larges (2). En fait, là où cette anecdote se retrouve le plus, c'est dans des études ou des fictions ne portant pas directement sur la révolution russe, et surtout sur l'Internet. On la trouve évoquée en particulier sur Wikipédia, dans l'article dédié à la révolution d'Octobre. De quoi s'agit-il exactement ? On prétend que Lénine, passée la durée de

vie de la Commune de Paris, à savoir soixante-treize jours, aurait dansé pour manifester sa satisfaction.

Ainsi exposé dans sa simplicité, ce squelette pose déjà un problème, celui de la datation. La danse de Lénine intervient en janvier 1918, souvent décrite comme s'étant déroulée dans la neige. Ce qui la situe soit au 19 janvier, si l'on prend le calendrier grégorien, qui n'avait pas encore été adopté par les bolcheviks (il le sera le 31 janvier, le lendemain se retrouvant être le 14 février), soit au 7 janvier, si l'on prend le calendrier julien, alors encore en exercice. L'exactitude historique oblige à privilégier cette date, puisque c'est celle vécue par les acteurs eux-mêmes.

Là où ce micro-événement devient encore plus discutable, c'est par les détails supplémentaires avancés par les uns et les autres, afin de rendre encore plus réaliste et crédible cette manifestation de joie personnelle. Si certains présentent Lénine dansant et entonnant également *La Marseillaise*, comme le site *Le Comptoir* (3), d'autres situent cette chorégraphie improvisée entre les murs du Kremlin. C'est le

(1) « *Questions d'octobre* », in *Octobre 17, la révolution trahie. Retour critique sur la révolution russe*, Paris, Lignes, 2017, p. 37.

(2) Nous n'avons en tout et pour tout mis à profit que notre bibliothèque personnelle sur la révolution russe, certes bien pourvue, mais loin d'être exhaustive pour autant.

(3) <https://comptoir.org/2016/03/14/la-commune-paris-revolution-romantique/>, consulté le 7 août 2017.

cas d'un article de la revue *Commune* (4), d'un article anticommuniste du site *Epoch Times* (5) ou de l'article consacré à la Commune de Paris sur l'encyclopédie alternative *Wiki rouge* (6). Or, en janvier 1918, la capitale est toujours Petrograd, Moscou ne prenant sa place qu'au mois de mars. Kristin Ross, pour sa part, situe la danse devant le palais d'Hiver (7) alors qu'il aurait été plus logique que le dirigeant bolchevique, victime quelques jours plus tôt d'une tentative d'assassinat en voiture, effectue cette sortie près de l'institut Smolny, alors siège du nouveau pouvoir, ou à la rigueur à proximité du palais de Tauride, siège éphémère de l'Assemblée constituante.

En tant que tel, on le voit, l'épisode est malléable, autorisant toutes les variations de détail. C'est au point que le scénariste de bande dessinée Wilfrid Lupano, auteur en particulier d'une trilogie sur la Commune, baptisée « *Communardes !* », transforme la chose en échange entre Lénine et ses « *officiers* » (8) (on se demande bien lesquels, l'Armée rouge n'ayant alors aucune réelle existence), tandis que Régis Debray aboutit à un conglomérat absurde (9)...

Tentatives d'explication

Le principal problème concernant cette danse, c'est que tous ceux qui en parlent ne citent jamais une source précise, qui permettrait au moins de repérer l'origine de l'épisode. Fragile comme il est, sa crédibilité est évidemment très mince. Peut-être a-t-il été évoqué pour la première (et dernière ?) fois par un témoignage, probablement de seconde main, et que sa diffusion s'est faite avant tout par le bouche à oreille, ce qui aurait l'avantage de pouvoir expliquer les diverses variantes. S'il a été totalement inventé, encore faut-il comprendre pourquoi. Ce qui intrigue, c'est la concordance entre la date présumée de cette danse et la dissolution effective de la Constituante.

Plusieurs hypothèses sont alors à envisager. Lénine, une fois connue la dispersion de l'assemblée par les matelots de garde, aurait très bien pu manifester sa satisfaction par des gestes pouvant ressembler à des pas de danse. Après tout, même si les travaux biographiques sur

le révolutionnaire russe n'en font pas un danseur, même amateur, il est indéniable que Lénine appréciait certaines sorties festives et surtout la musique, à laquelle il attribuait un pouvoir tel, une capacité à éveiller les émotions, qu'il préférerait, pour garder le contrôle de sa raison, s'en tenir

(4) Le numéro 33 de mars 2004, consultable à cette adresse : <http://www.commune1871.org/bulletins/base/bulletin%2023/Textes/commune02.html>, consulté le 7 août 2017.

(5) Dans l'article « Commune de Paris de 1871 : quand le communisme a commencé à empoisonner le monde » (5 février 2017) : « *La Commune de Paris a tristement inspiré la Russie et la Chine au XX^e siècle. Vladimir Lénine admirait tant la Commune de Paris qu'il a dansé dans la neige à Moscou le jour où le gouvernement bolchevique a dépassé le temps d'existence de la Commune* » (consulté le 7 août 2017).

(6) [http://wikirouge.net/Commune_de_Paris_\(1871\)](http://wikirouge.net/Commune_de_Paris_(1871)), consulté le 7 août 2017.

(7) « *La fin du communisme d'État libéra la Commune de la danse dans la neige apocryphe de Lénine devant le palais d'Hiver au 73^e jour de la Révolution russe – passant le cap des 72 jours qu'avait duré la Commune et transformant celle-ci en la révolution manquée dont la nouvelle serait le correctif* », in *L'Imaginaire de la Commune*, Paris, La Fabrique, 2015.

(8) Dans un entretien publié sur le blog de Dissidences : <http://dissidences.hypotheses.org/entretiens/entretien-cinq-questions-a-wilfrid-lupano-realise-le-1er-juin-2016> (consulté le 7 août 2017) : « *Enfin, il faut garder à l'esprit que la Commune de Paris est à la racine de toutes les révolutions socialistes qui ont suivi. Lénine, durant les premiers temps de la révolution de 17, aurait un jour réuni ses officiers, et leur aurait déclaré : "Messieurs, nous venons de tenir un jour de plus que la Commune de Paris !"* »

(9) « *En 1917, Lénine danse dans la neige du Kremlin au 101^e jour de pouvoir, car il a tenu un jour de plus que la Commune de Paris...* », extrait d'un débat entre Régis Debray et Alain Finkielkraut, le 17 octobre 2015 sur le site de *Marianne* (<https://www.marianne.net/debattons/idees/debat-finkielkraut-debray-ce-qu'ils-ne-se-sont-jamais-dit>), consulté le 8 août 2017. Un article de *Sud-Ouest* du début de l'année est tout aussi négligent avec la chronologie : « *En janvier 1918, sur la neige qui recouvre la Russie, un homme esquisse trois pas de danse. Vladimir Ilitch Oulianov n'ose y croire : la révolution d'Octobre vient de dépasser les 57 jours que dura la Commune de Paris* », article « En Russie, le rouge est mis » du 15 janvier 2017, <http://www.sudouest.fr/2017/01/15/en-russie-le-rouge-est-mis-3106275-4720.php> (consulté le 8 août 2017).

à distance. On cite également à plusieurs reprises un Lénine chantant, et sa chorégraphie somme toute limitée pourrait s'avérer convaincante.

L'autre hypothèse que nous envisageons, c'est celle d'une invention pure, élaborée par un partisan des bolcheviks, visant à éclipser un moment souvent analysé comme constitutif d'une dictature unilatérale du Parti bolchevique – la dissolution de la Constituante et la répression des manifestants en sa faveur – au profit d'une pure démonstration de joie, sincère et spontanée, humanisant Lénine tout en s'appuyant sur une généalogie solide. Toutes les sources dont on dispose insistent en effet sur l'importance de la Commune de Paris dans la pensée de Lénine et des bolcheviks, entre autre dans *L'Etat et la révolution*, justement publié dans ces premiers mois de 1918.

Reste la postérité victorieuse de cette danse de Lénine. Pourquoi en effet cette scène hante-t-elle les mémoires, au point d'être invoquée par autant d'individualités différentes ? Constatons d'abord que cette citation semble majoritairement se faire chez des personnes ne rejetant pas de manière totale le communisme. La danse de Lénine montre en effet un personnage plein d'humanité, de vie, et constitue surtout un éclat romantique en diable, fiché en pleine révolution : cette image d'un chef révolutionnaire sur ou

sous la neige, dansant et chantant dans un esprit presque enfantin, on l'imagine facilement être utilisée par un réalisateur ou un écrivain amoureux du style. Ce fut d'ailleurs le cas d'André Malraux dans le dernier tome de ses Mémoires, *Le Miroir des limbes*, paru en 1974, où Trotsky (que Malraux avait rencontré lors de son exil français) est en surimpression de l'épisode (10).

On l'aura compris, ce modeste article aura surtout eu pour but d'ouvrir le débat, tant il demeure sur cet épisode de zones d'ombre et d'inconnu, autorisant une grande plasticité dans les réutilisations qu'il a engendrées. Certes, cette danse de Lénine, quand bien même elle serait réelle, ne serait qu'un moment sans portée décisive d'une période historique en pleine ébullition qui en comporte tant. Il n'empêche, si, comme nous inclinons à le penser, il s'agit d'un mythe historique, son autopsie contribue à dissiper cette vaste sphère de légendes qui continue, un siècle après, de graviter autour de la révolution russe, obscurcissant son étude et sa signification.

Jean-Guillaume Lanuque

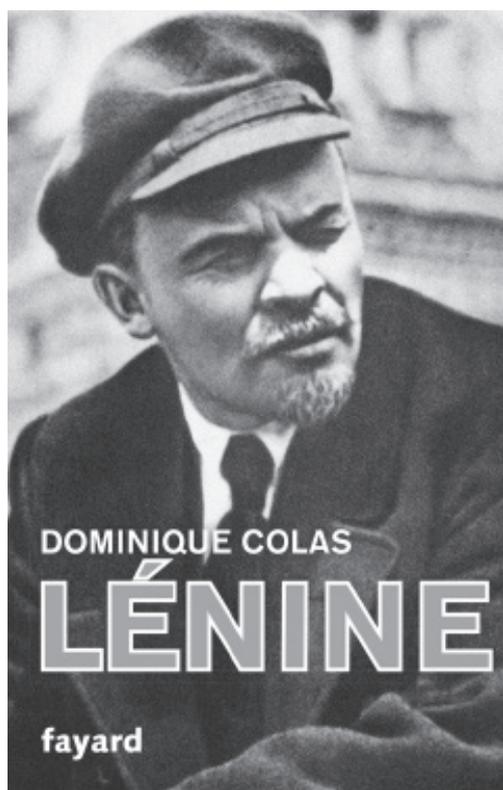
(10) « *En criant à Trotski stupéfait : "Aujourd'hui, nous avons duré un jour de plus que la Commune de Paris !"* », in *Le Miroir des limbes*, Paris, Gallimard, 1974, p. 10.



Notes de lecture



Dominique Colas, *Lénine* (politique), Paris, Fayard, 2017, 528 pages par Jean-Guillaume Lanuque



Dominique Colas, professeur émérite de sciences politiques, a une longue carrière universitaire derrière lui, et parmi ses publications, plusieurs portent sur Lénine et le léninisme, à commencer par le « Que sais-je ? » éponyme publié en 1987. C'est donc une forme de synthèse de ses recherches qu'il propose avec cette biographie, curieusement pourvue de deux titres, un simple Lénine en couverture, mais un Lénine politique en quatrième et en page

de garde (était-il jugé moins vendeur par l'éditeur ?). Premier élément surprenant, le choix fait par l'auteur de porter son propos uniquement sur la période 1917-1924. Seconde surprise, le parti pris de centrer l'étude sur les textes de Lénine. Les notes sont ainsi quasi exclusivement des références de ses écrits, et la bibliographie, fournie en annexe, non seulement est incomplète (la biographie de Jean-Jacques Marie, par exemple, n'est pas citée), mais propose des titres en version originale alors que des éditions françaises existent...

Tous ces postulats s'expliquent facilement puisque, selon Dominique Colas, la praxis léninienne est une, peu susceptible d'évolution et de mutation, ne nécessitant donc pas de retour sur sa genèse, dans la mesure où elle est pratiquement sortie entière du cerveau de son géniteur. Les points clé en sont, selon l'auteur, le parti, véritable « *machine disciplinaire* » (p. 18), et destiné dès avant octobre 1917 à devenir parti-État ; la guerre de classes, pensée comme matrice du socialisme à venir et condition d'une nécessaire « *hygiène sociale* » (p. 230) ; le fanatisme, grille de lecture spécifiquement étudiée par Dominique Colas dans d'autres ouvrages. Cette démarche prête bien sûr largement le flanc à la critique. D'abord parce que nombre de réflexions et d'actions de Lénine sont traitées *ex nihilo*, sans les mettre en miroir avec un contexte particulier, avec des politiques pratiques, celles des mencheviks, des S-R ou des Blancs. Ensuite du fait que toute l'action de Lénine au pouvoir s'apparenterait à la réalisation d'un plan, imposé au tissu social. La dureté

de Lénine, réelle, devient dès lors exclusive, unilatérale, et conduit l'auteur à lui attribuer l'entière responsabilité et de la guerre civile en général, et de la guerre civile dans les campagnes en particulier (contre les paysans riches, faisant fi des tensions sociales préexistantes).

Cela n'empêche pas Dominique Colas d'opérer à plusieurs reprises des analyses pertinentes, ainsi de l'insistance par Lénine du modèle de la Commune de Paris, de son but de prise du pouvoir comme anticipant un « *coup d'État contre-révolutionnaire* » (p. 85), de son objectif d'édifier un capitalisme d'État, dans les premiers mois de 1918, de son souci de la discipline et de la productivité, ou des réticences de quelques bolcheviks à la base face à certaines des consignes répressives de Lénine. Le chapitre sur la propagande du nouveau régime est également intéressant, sur la politique monumentale particulièrement, à ceci près que Dominique Colas nous semble surévaluer le « culte de la personnalité » en gestation (il le voit comme la résultante de la volonté unique incarnée par le parti, alors qu'on peut y repérer un souci vulgarisateur de personnalisation de la révolution). Mais fondamentalement, son livre n'apporte pas vraiment de nouveauté factuelle à qui est un tant soit peu familier de la question, souffrant surtout d'une sélection et d'une incomplétude discutables (1).

Il est en outre ponctué de positions qui méritent d'être qualifiées de partisans : l'absence affirmée de soutien, même conjoncturel, de Lénine à une coalition socialiste en septembre 1917 ; l'impossibilité a priori d'une vague révo-

lutionnaire dans le prolongement de la révolution russe ; l'opposition manifestée d'emblée aux anarchistes, alors que les relations entre eux et les bolcheviks sont plus complexes ; l'identification présumée entre parti et classe ouvrière, là où nombre d'écrits de Lénine défendent le contraire ; l'opposition aux positions de Trotsky dans le débat sur les syndicats en 1920, interprétée comme le moyen de décrédibiliser le premier, possible rival dans la maîtrise du pouvoir... D'ailleurs, l'auteur se contredit parfois lui-même : lorsque, dans les premières semaines du pouvoir bolchevique, des jugements ont lieu sans procédure judiciaire, il critique Lénine, tout comme il le critique lorsqu'il y en a une, estimant qu'elle sera de toute façon dépourvue d'indulgence. Quelques erreurs (2) (Isaac au lieu de Jacob Sverdlov) témoignent également d'une relecture perfectible.

On l'aura compris, le *Lénine* de Dominique Colas, proche dans les présupposés des interprétations d'un Martin Malia, s'avère très monochrome, bien loin d'une approche plus nuancée et plus complexe.

Jean-Guillaume Lanuque

(1) Lorsque Dominique Colas aborde la révolte des légionnaires tchèques, il ne dit mot sur les liens entre eux et les Français... On est également surpris par le chapitre sur la révolte de Cronstadt, extrêmement court, et surtout constitué de la reproduction d'une interview de Lénine à la presse anglo-saxonne.

(2) On pourrait également citer des remarques semblant fort s'apparenter à des mythes, ainsi de Lénine dissimulé derrière un rideau lors de la réunion de la Constituante...

Pétrograd Rouge (1), **la Révolution dans les usines (1917-1918)** de Stephen A. Smith (2), **Les nuits rouges, 2017 (17 euros)** par Roger Revuz



Avec *Pétrograd Rouge*, nous sommes plongés au cœur des usines de Petrograd, avec les ouvriers, pendant la révolution russe, entre février et octobre 1917. Dans ce livre il est peu question des soviets, ces conseils qui réunissaient, sur une base territoriale, des députés élus par les ouvriers et par les soldats. Tout le livre est centré sur les comités d'usine qui surgirent dès la chute du tsar, comités d'usine moins

connus et qui jouèrent un rôle fondamental dans la révolution. Alors que les soviets s'occupaient d'abord des questions politiques, les comités d'usine avaient en charge les problèmes économiques et les questions internes aux entreprises.

L'ouvrage commence par une description de la classe ouvrière pétrogradoise en 1917. Celle-ci connaît une forte expansion entre 1914 et 1917 du fait du besoin de main-d'œuvre pour les industries de guerre. Au socle de ce que l'auteur nomme les « *ouvriers-prolétaires* », ouvriers qualifiés qui avaient de longue date coupé les ponts avec la campagne, viennent s'ajouter à partir de 1914 les « *ouvriers-paysans* ». Les passages sur l'hétérogénéité de la classe ouvrière de Petrograd et ce que cela impliquait pour le mouvement ouvrier sont passionnants.

Février : la révolution dans les usines

En février 1917, quand les ouvriers et les ouvrières, qui avaient renversé le tsar, retournèrent dans leurs usines, ils voulurent balayer l'ordre tsariste dans

(1) En 1914, le tsar trouvant le nom de Saint-Pétersbourg trop germanique rebaptisa la ville Petrograd. En 1924, elle devint Leningrad avant de redevenir Saint-Pétersbourg en 1991.

(2) Il faut remercier les éditions Les nuits rouges d'avoir traduit ce livre publié en anglais en... 1983.

celles-ci. Les ouvriers exigèrent le renvoi de tous ceux qui leur avaient gâché l'existence. Aux usines Poutilov, le directeur et son adjoint furent tués et jetés dans un canal. La mise au pas de la hiérarchie ne prenait pas toujours des formes aussi violentes. Beaucoup de directeurs haïs furent expulsés de l'usine dans une charrette. Des contremaîtres et des gardiens furent aussi chassés des usines par les ouvriers.

Mais le fait le plus important fut la création de comités d'usine. « *Ils poussèrent comme des champignons dans les jours vertigineux de la révolution.* » Ces comités étaient élus par l'assemblée générale de tous les ouvriers de l'usine et de tous les employés, ils étaient fréquemment renouvelés, beaucoup plus souvent que les soviets. En fait, il y eut, au moins jusqu'en octobre 1917, dans chaque entreprise, deux comités : celui des ouvriers et celui des employés. Ces comités avaient pour fonction de contrôler la direction pour empêcher le sabotage de l'économie par le patronat. Ils avaient leur mot à dire sur l'embauche et le licenciement ainsi que sur les conditions de travail. Les comités d'usine ont été à l'origine de la création de milices ouvrières : fin mars 1917, on comptait à Petrograd 10 000 miliciens ouvriers. Les directeurs, les ingénieurs et les responsables d'atelier devaient obtenir l'approbation du comité d'usine. Ces comités étaient animés par des militants de tous les partis ouvriers : socialistes-révolutionnaires, mencheviques, mencheviques-internationalistes, bolcheviques, anarchistes... et des ouvriers sans-parti qui, pour la plupart, sympathisaient avec les bolcheviks. Plus on avançait vers octobre 1917, plus l'influence bolchevique se renforçait au détriment de tous les socialistes modérés. D'après l'auteur, l'influence des anarchistes sur les comités d'usine à Petrograd resta très limitée. Dès juin 1917, les comités d'usine se fédérèrent en un Conseil central des comités d'usine qui, dès sa création, devint un bastion bolchevique et l'auteur montre bien qu'en permanence la direction du parti bolchevique était poussée à gauche par ses militants des comités d'usine. Au passage, l'auteur s'inscrit en faux contre l'idée d'un Parti bolchevique monolithique. Entre février et octobre 1917, le rôle des comités d'usine évolua :

ils passèrent d'un rôle de supervision à un rôle « *d'intervention active dans la production et la limitation draconienne de l'autorité du capital* ».

Parallèlement à l'émergence des comités d'usine, le mouvement syndical se reconstruisit après février 1917. Les bolcheviks y disposaient de la plus grande influence politique. Les revendications portaient sur les salaires car ceux-ci avaient diminué depuis le début de la guerre alors que le coût de la vie était quatorze fois plus élevé. L'auteur consacre des pages captivantes sur la démocratie dans les syndicats. Il en conclut qu'à la fin de 1917 « *il apparaissait de plus en plus que le pouvoir dans les syndicats était passé des mains des ouvriers du rang dans celles des permanents syndicaux* », mais, ajoute-t-il, « *cela ne doit pas masquer qu'avant octobre les adhérents participaient significativement aux affaires de leurs syndicats* ».

Octobre 1917 : le décret sur le contrôle ouvrier et le destin des comités d'usine

Dès la fin 1917, le gouvernement bolchevique publia le décret sur le contrôle ouvrier. Lénine participa à son élaboration. Le décret donnait le droit aux organes du contrôle ouvrier issus des comités d'usine d'avoir accès à tous les aspects de la production, dont l'aspect financier, et surtout le droit de forcer les employeurs à exécuter leurs décisions, ces derniers s'ingéniant de plus en plus à saboter la production par tous les moyens. Certains comités d'usine revendiquèrent de passer du contrôle ouvrier à l'autogestion et à la nationalisation. En ce qui concerne les syndicats, les dirigeants bolcheviques de ceux-ci furent amenés à revoir leur rôle : pour eux, ce ne pouvait plus être la défense des revendications économiques des travailleurs puisque le gouvernement, dorénavant, s'en chargeait, mais ce devait être la « *régulation et [le] contrôle de l'économie et de la production* ».

Deux structures différentes étaient donc chargées de réguler la production : les comités d'usine et les syndicats ! Une

vive polémique s'instaura alors entre les dirigeants bolcheviques syndicalistes, accusant les dirigeants des comités d'usine bolcheviques de « localisme », ceux-ci s'en défendant. En janvier 1918, les comités d'usine furent soumis aux syndicats et devinrent les « *cellules de base de [ceux-ci] sur les lieux de travail* ».

Après Octobre 1917, très rapidement, face au chaos économique organisé par le patronat et face à la baisse de la productivité, se posa la question de rétablir la discipline de travail. Les comités d'usine prirent des mesures coercitives, parmi lesquelles le licenciement des absentéistes chroniques, celui de ceux qui quittaient leur machine cinq minutes avant l'heure et le rétablissement du salaire aux pièces, une mesure très controversée ! Dès mai et juin 1918, des grèves rencontrèrent l'opposition des syndicats. Le processus de l'intégration des syndicats à l'État s'enclenchait. De son côté, Lénine appela à la direction unique des entreprises... mais il se heurta, à Petrograd, à une vive résistance des ouvriers qui, « *malgré le grand respect et l'affection qu'ils portaient à Lénine [...], ignorèrent tranquillement ses vues sur la direction des entreprises par un seul homme* ».

Renforcement des tendances bureaucratiques dans les comités d'usine

Pour l'auteur, les efforts des comités d'usine pour rétablir la discipline du travail

ont renforcé leurs tendances « *bureaucratiques* ». Dans certaines usines, les ouvriers commencèrent à se plaindre que les comités ignoraient les demandes des assemblées générales d'organiser de nouvelles élections des délégués. Mais pour lui, en 1918, « *le triomphe des tendances bureaucratiques sur les tendances démocratiques n'était en aucune façon assuré* ».

Le dernier chapitre du livre traite de « *la catastrophe économique et de la dissolution de la classe ouvrière* ». « *En l'espace de quelques mois, le prolétariat de Petrograd rouge [...] avait été décimé. En avril 1918, la main-d'œuvre de la capitale était tombée à 40 % de son niveau de janvier 1917.* »

Quand commença la guerre civile, les ouvriers qualifiés, parmi lesquels les bolcheviques trouvaient leurs plus fermes soutiens, quittèrent les usines et s'engagèrent dans l'Armée rouge ou prirent des responsabilités dans les appareils du Parti bolchevique ou du gouvernement.

Péetrograd Rouge est un livre passionnant qui nous plonge au cœur du prolétariat péetrogradois, qui joua un rôle de premier plan dans la révolution russe. Mais au-delà du récit de cette période, c'est également un livre stimulant parce qu'il pose des questions très actuelles au mouvement ouvrier : la question du contrôle ouvrier et de l'autogestion, bien sûr, mais aussi la bureaucratisation des organisations ouvrières... même quand elles sont dirigées par des révolutionnaires.

Roger Revuz



Octobre 1917

de Gian Giacomo Cavicchioli

par Jean-Jacques Marie

Sous le titre *Octobre 1917*, sous titré 100 ans – 100 militants de la révolution, les éditions Science marxiste (1) ont publié un volume de Gian Giacomo Cavicchioli, au prix modeste de 10 euros mais à la richesse incontestable. L'ouvrage est divisé en trois parties :

– la première, intitulée « La stratégie de Lénine », reproduit un certain nombre de textes essentiels de ce dernier de 1914 à 1917 illustrant ce titre ;

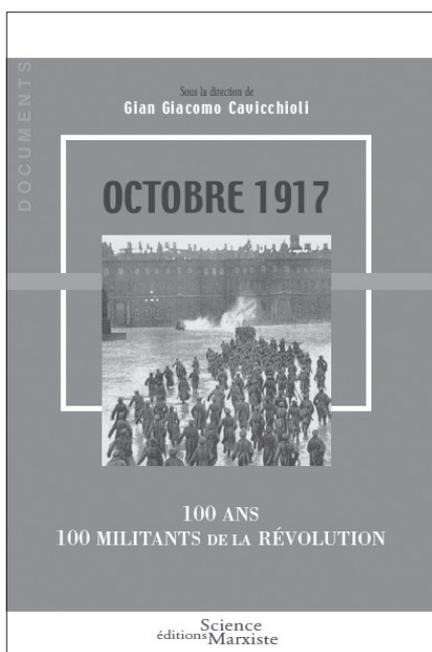
– la deuxième, sous le titre « *Internationalisme, guerre et révolution* », reproduit pour l'essentiel une autre batterie de textes de Lénine, qui vont de mars 1915 à novembre 1917, certains très connus (« La faillite de la II^e Internationale »,

« Les Thèses d'avril »), d'autres moins, plus un texte peu connu de Preobrajensky (« La lutte contre l'antisémitisme »), et la déclaration de Zinoviev et de Kamenev tentant de réfuter les arguments avancés le 10 octobre par Lénine en faveur de l'insurrection ;

– la troisième partie, de loin la plus originale et la plus importante à mes yeux, consiste en notices biographiques de 100 militants de Petrograd acteurs de la révolution, assez souvent méconnus ou mal connus et sortis un moment des oubliettes de l'histoire. La lecture de ces biographies a, en plus de ce mérite, un double intérêt : elle forme une sorte de récit éclaté de la révolution et elle suscite le spectre du stalinisme. Une bonne moitié de ces militants voient en effet leur vie brutalement interrompue en 1937, 1938 ou 1939, sous la balle des tueurs du NKVD chargés d'exécuter le plan d'anéantissement de la génération des révolutionnaires de 1917, mis au point par Staline pour exorciser jusqu'au fantôme de la révolution et favoriser l'ascension d'une couche nouvelle de jeunes bureaucrates avides et dociles.

Un livre fort utile, à lire donc, et qui, en plus de son contenu, a, rappelons-le, l'avantage de ne coûter que 10 euros !

Jean-Jacques Marie



(1) Renseignement pour quiconque veut savoir comment se procurer ce livre : les Éditions Science marxiste sont sises 10, rue Lavoisier, à Montreuil (93100). Leur e-mail est : escmr@wanadoo.fr



LES PERLES



Une perte irréparable... mais évitée

Nous apprenant que « le futur patron du PS s'est nourri des récits de la révolution russe ». *L'Obs* interroge Jean-Christophe Cambadélis et Daniel Cohn-Bendit. Jean-Christophe Cambadélis déclare : « Je voulais écrire un livre sur 1917 mais je n'aurai pas le temps » (site du PS, 22 décembre 2016). Qui n'a alors versé quelques larmes à l'idée que la révolution russe perde un pareil historien ? Il semble que, depuis, ces larmes aient pu sécher... Merci au 18^e arrondissement de Paris...

Macron, la démocratie et le fantôme du roi...

« La démocratie comporte toujours une forme d'incomplétude, car elle ne suffit pas à elle-même. Dans la politique française, cet absent est la figure du roi, dont je pense fondamentalement que le peuple français n'a pas voulu la mort (...). On a essayé ensuite de réinvestir ce vide, d'y placer d'autres figures : ce sont les moments napoléonien et gaulliste, notamment. Le reste du temps la démocratie française ne remplit pas l'espace » (Interview de Macron à la revue *Le 1* de juillet 2015 reproduite dans *Challenges* du 8 juin 2017, n° 525, page 19). Il faut donc quelqu'un pour remplir cet espace ou ce trou. Apparemment Macron a une idée sur le candidat à cette fonction de bouche-trou.

Un proverbe latin affirme : « *Quos vult perdere Jupiter dementat.* »

Encore Macron

« Devant le Congrès, le président mi-prophète, mi-philosophe a rappelé les lignes de force de son mandat » (*Challenges*, 6 juillet 2017). « Mi-prophète, mi-philosophe » ? À moitié Isaïe ou Jérémie et à moitié Socrate donc...

Jean Daniel et l'histoire

Jean Daniel, on le sait, depuis plus de soixante ans s'est attribué le rôle de conscience de la gauche (légèrement caviar). Cela l'autorise à réviser l'histoire. Dans *L'Obs* du 15 juin il publie un article grandiloquent intitulé *L'adieu à la patrie socialiste* dans lequel il évoque « le congrès de Tours en 1921 au cours duquel Léon Blum a refusé la fusion avec le Parti communiste ». Cela, c'est une découverte... Mais comment diable Blum a-t-il pu refuser la fusion avec un parti qui n'existait pas encore et qui sera proclamé à la fin du congrès de Tours à la majorité des mandats ?

La biographie détaillée d'un personnage à l'existence incertaine

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est son biographe, Stéphane Encel, auteur d'un ouvrage sur le héros biblique Josué et qui s'interroge : « *Comment écrire la biographie d'un personnage qui n'a probablement pas existé ou qui reste au moins insaisissable pour l'historien et l'archéologue ?* » (p. 24).

L'avant-propos commence d'ailleurs par ces lignes apparemment inquiètes : « *Josué a-t-il seulement existé ?* » (p. 11).

Peu importe, nous dit l'auteur, car « *successeur de Moïse, conquérant désigné par Dieu, d'une conquête difficilement acceptable moralement, qu'il fallait pourtant mener à bien pour que sur cette terre le peuple choisi par YHWH puisse réaliser les commandements de la Torah* » (Ibid.).

YHWH ? En note, Stéphane Encel précise qu'il choisit comme « *vocabulaire pour désigner le dieu d'Israël celui du tétragramme non vocalisé : YHWH, qui apparaît plus de 7 000 fois dans la Bible hébraïque. Il en existe bien d'autres mais c'est celui qui constitue, jusqu'aujourd'hui, l'essence de la divinité des juifs, dans le rapport sacralisé et transcendant que le fidèle entretient avec elle* » (Ibid.). Prier YHWH ne doit pas être très simple pourtant.

Deux pages plus tard, l'auteur règle le problème avec une sainte simplicité : « *Josué ne peut exister* » pour l'historien mais « *sur-existe pour les croyants, pratiquants fervents ou non (...). En l'absence de preuves, de traces, d'indices extrabibliques, Josué est immatériel, impalpable pour l'œil de scientifiques cherchant la réalité de ce qui s'est réellement passé* » (p. 13).

Il y a tout aussi surprenant. Encel ajoute en effet un peu plus loin : « *Contemplant par humanisme la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dans sa représentation d'origine, le fervent républicain laïc y retrouvera en fond les Tables de la Loi* » (p. 15). La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789... venue de la Torah ! Voilà un fait pour le coup, vraiment « *immatériel, impalpable pour l'œil de scientifiques cherchant la réalité de ce qui s'est réellement passé* ». J'ai arrêté là le récit de l'existence immatérielle et impalpable de celui qui s'appelait d'abord, paraît-il, Hochea, cet homme qui avait arrêté un jour le soleil dans sa course avant de renverser les murailles de Jéricho en faisant jouer de la trompette par ses troupes (mode de combat qui, il est vrai, n'exige pas d'importants crédits militaires).

« **Je vais installer un punching-ball au ministère** »

Tel est le titre de l'interview donnée par madame Marlène Schiappa à Paris-

Match (20-26 juillet 2017). Ce titre reproduit l'une des révélations de cette dame, secrétaire d'Etat chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes. On y apprend aussi que sa chanson fétiche est *Gigi l'amoroso* de Dalida. Passionnant... Plus passionnante encore son ultime confidence : « *Je suis très superstitieuse. Depuis mes 12 ans je porte la Corse en pendentif, que je n'enlève jamais. Je mets dans mon sac et dans le cartable de mes enfants un coquillage appelé oeil de Sainte-Lucie, qui empêche les gens de vous jeter un sort.* » Ouf ! On est rassuré pour son avenir!

L'une des rares affirmations politiques répond à la question : « *Quelle est votre plus grande fierté ?* » : « *Mes enfants (...) et, plus politiquement, d'avoir fait rentrer autant de femmes à l'Assemblée* ». Ce serait donc elle qui les y a fait rentrer ? On pensait jusqu'alors que les responsables de cette entrée massive étaient les électeurs et électrices... relativement peu nombreux, rares vu la masse des absentions et des bulletins blancs et nuls – 61,7 % ! *Errare diabolicum est ...* - c'est madame la secrétaire d'Etat, peut-être grâce à son amulette!

Jean-Jacques Marie



La « Une » de *Charlie hebdo* du 21 juin 2017.

Quelques événements autour du centenaire des révolutions russes

A l'occasion du centenaire des révolutions russes, les **Cahiers du mouvement ouvrier** publient les invitations à plusieurs colloques ou débats :

Samedi 4 novembre (9h-17h)

La Tendance Communiste Internationaliste, section française de la IV^e Internationale organise à l'espace Charenton (Paris 12^e) une journée d'études avec de nombreux historiens sur l'actualité de la révolution d'octobre.

1917 LA RÉVOLUTION RUSSE ET SON ACTUALITÉ
Samedi 4 novembre 2017
De 9 heures à 17 heures
Espace Charenton - 125 rue de Charenton, Paris 12^e

À l'initiative de la Tendance communiste internationaliste pour la reconstitution de la IV^e Internationale
Journée d'études

1917 : le mouvement ouvrier, la CGT, les révolutions russes
Samedi 16 décembre 2017 à Clermont-Ferrand
Colloque d'histoire sociale, exposition, etc.

Départé par l'Initiative d'histoire sociale CGT de Puy-de-Dôme (IHS-CGT-PD) avec le syndicat CGT de personnel départemental (CCP-CD 63), au centre Jean Vignolle 21 rue Jean Babouin à Clermont-Ferrand 63000
pour marquer le 100^{ème} anniversaire de la 3^{ème} Internationale constituée de la CGT qui s'est tenue à Clermont-Ferrand, les 25, 26, 27 novembre 1917 et celle des révolutions russes

1917 : le mouvement ouvrier, la CGT, les révolutions russes
Samedi 16 décembre 2017 à Clermont-Ferrand
Colloque d'histoire sociale, exposition, etc.

Départé par l'Initiative d'histoire sociale CGT de Puy-de-Dôme (IHS-CGT-PD) avec le syndicat CGT de personnel départemental (CCP-CD 63), au centre Jean Vignolle 21 rue Jean Babouin à Clermont-Ferrand 63000
pour marquer le 100^{ème} anniversaire de la 3^{ème} Internationale constituée de la CGT qui s'est tenue à Clermont-Ferrand, les 25, 26, 27 novembre 1917 et celle des révolutions russes

Les conséquences politiques et sociales de l'année 1917 ont été considérables et ont profondément marqué le XX^e siècle.
Le genre d'analyse, les analyses des différents auteurs comme par exemple dans des ouvrages comme "La révolution russe de 1917, qui va donner le cadre du marxisme, à commencer par le genre des écrits de Vladimir Ilyich Lénine, ou de "L'ère soviétique et le monde".
C'est d'ailleurs ce qui permettra de prendre le recul dans l'histoire, au moment de prendre le recul sur les faits de la révolution.

pourvu sur des bases révolutionnaires.
Parallèlement la Confédération nationale de la CGT, en 1917, est l'union nationale et internationale au regard de la répression de Staline, l'union avec la collaboration avec le gouvernement, les révolutions russes, le pacte d'acier, la révolution soviétique.

Les conséquences politiques et sociales de l'année 1917 ont été considérables et ont profondément marqué le XX^e siècle.
Le genre d'analyse, les analyses des différents auteurs comme par exemple dans des ouvrages comme "La révolution russe de 1917, qui va donner le cadre du marxisme, à commencer par le genre des écrits de Vladimir Ilyich Lénine, ou de "L'ère soviétique et le monde".
C'est d'ailleurs ce qui permettra de prendre le recul dans l'histoire, au moment de prendre le recul sur les faits de la révolution.

pourvu sur des bases révolutionnaires.
Parallèlement la Confédération nationale de la CGT, en 1917, est l'union nationale et internationale au regard de la répression de Staline, l'union avec la collaboration avec le gouvernement, les révolutions russes, le pacte d'acier, la révolution soviétique.

Samedi 16 décembre (9h-19h)

À Clermont-Ferrand (63), la CGT 63 invite à un colloque d'histoire sociale sur le centenaire de la révolution russe.

1917 : le mouvement ouvrier, la CGT, les révolutions russes
Samedi 16 décembre 2017 à Clermont-Ferrand
Colloque d'histoire sociale, exposition, etc.

Départé par l'Initiative d'histoire sociale CGT de Puy-de-Dôme (IHS-CGT-PD) avec le syndicat CGT de personnel départemental (CCP-CD 63), au centre Jean Vignolle 21 rue Jean Babouin à Clermont-Ferrand 63000
pour marquer le 100^{ème} anniversaire de la 3^{ème} Internationale constituée de la CGT qui s'est tenue à Clermont-Ferrand, les 25, 26, 27 novembre 1917 et celle des révolutions russes

1917 : le mouvement ouvrier, la CGT, les révolutions russes
Samedi 16 décembre 2017 à Clermont-Ferrand
Colloque d'histoire sociale, exposition, etc.

Départé par l'Initiative d'histoire sociale CGT de Puy-de-Dôme (IHS-CGT-PD) avec le syndicat CGT de personnel départemental (CCP-CD 63), au centre Jean Vignolle 21 rue Jean Babouin à Clermont-Ferrand 63000
pour marquer le 100^{ème} anniversaire de la 3^{ème} Internationale constituée de la CGT qui s'est tenue à Clermont-Ferrand, les 25, 26, 27 novembre 1917 et celle des révolutions russes

Les conséquences politiques et sociales de l'année 1917 ont été considérables et ont profondément marqué le XX^e siècle.
Le genre d'analyse, les analyses des différents auteurs comme par exemple dans des ouvrages comme "La révolution russe de 1917, qui va donner le cadre du marxisme, à commencer par le genre des écrits de Vladimir Ilyich Lénine, ou de "L'ère soviétique et le monde".
C'est d'ailleurs ce qui permettra de prendre le recul dans l'histoire, au moment de prendre le recul sur les faits de la révolution.

pourvu sur des bases révolutionnaires.
Parallèlement la Confédération nationale de la CGT, en 1917, est l'union nationale et internationale au regard de la répression de Staline, l'union avec la collaboration avec le gouvernement, les révolutions russes, le pacte d'acier, la révolution soviétique.

Les conséquences politiques et sociales de l'année 1917 ont été considérables et ont profondément marqué le XX^e siècle.
Le genre d'analyse, les analyses des différents auteurs comme par exemple dans des ouvrages comme "La révolution russe de 1917, qui va donner le cadre du marxisme, à commencer par le genre des écrits de Vladimir Ilyich Lénine, ou de "L'ère soviétique et le monde".
C'est d'ailleurs ce qui permettra de prendre le recul dans l'histoire, au moment de prendre le recul sur les faits de la révolution.

pourvu sur des bases révolutionnaires.
Parallèlement la Confédération nationale de la CGT, en 1917, est l'union nationale et internationale au regard de la répression de Staline, l'union avec la collaboration avec le gouvernement, les révolutions russes, le pacte d'acier, la révolution soviétique.

Une application

Une publicité (une fois n'est pas coutume !) pour une application "*Lénine et Trotsky à Paris*", application sur Iphone et Smartphone.

Si vous êtes intéressés, écrivez aux *Cahiers du mouvement ouvrier* qui transmettront à notre camarade Frank Labrasca, l'un des concepteurs de cette application.

